

**Légère
augmentation
du chômage
en août**

LIRE PAGE 40

Le Monde

Fondateur : Hubert Beuve-Méry

Directeur : André Laurens

3,80 F

Algérie, 3 DA ; Maroc, 3,80 dir. ; Tunisie, 280 m. ; Allemagne, 1,80 DM ; Autriche, 18 sch. ; Belgique, 28 fr. ; Canada, 1,10 \$; Côte d'Ivoire, 240 F CFA ; Danemark, 6,80 Kr. ; Espagne, 100 pes. ; E.-U., 96 c. ; G.-B., 50 p. ; Grèce, 65 dr. ; Irlande, 80 p. ; Italie, 1.200 L. ; Japon, 250 P. ; Libye, 0,350 DL. ; Luxembourg, 27 L. ; Norvège, 8,00 kr. ; Pays-Bas, 1,70 fl. ; Portugal, 85 esc. ; Sénégal, 240 F CFA ; Suède, 7,75 kr. ; Suisse, 1,40 f. ; Yougoslavie, 130 nd.

Tarif des abonnements page 16

5, RUE DES ITALIENS

75427 PARIS CEDEX 09

Tél. MONDIPAR 650572

C.C.P. 4287 - 23 PARIS

Tél. : 246-72-23

Menaces iraniennes

L'Iran, par la voix de son premier ministre, M. Mir Hossein Mousavi, a vivement réagi au prêt par la France à l'Irak de cinq Super-Étendard, dont la livraison est imminente. Il se trouve qu'elle coïncide à quelques jours près, avec le troisième anniversaire de la guerre du Golfe, ce qui ne pouvait qu'accroître l'exaspération de Téhéran. « Les Français seront punis pour ce geste d'hostilité. La France recra une réponse à la suite de cette agression. La révolution islamique est capable d'infirmer de rudes coups à la France et à tous ceux qui appuient Saddam (le président irakien) comme elle a coupé les mains des États-Unis en Iran », a déclaré le chef du gouvernement.

L'avertissement est clair, et l'on peut imaginer que les attentats contre l'ambassade de France à Téhéran et d'autres intérêts français vont se poursuivre, voire s'intensifier. Les relations entre les deux pays avaient commencé de se dégrader au temps de M. Giscard d'Estaing, lorsque, après une brève lueur de miel née de l'hospitalité accordée à l'imam Khomeiny à Neauphle-le-Château, la France avait condamné les excès de la révolution et accueilli — au nom des droits de l'homme — des opposants pourchassés par le nouveau régime.

La plupart de ceux-ci avaient intérêt à envenimer les choses. Peut-être les autorités françaises ont-elles trop tardé à faire respecter l'obligation de réserve qu'impose l'état politique, mais c'est l'engagement de plus en plus net de la France aux côtés de Bagdad qui a créé l'irréductible.

Il est vrai que le régime islamique s'était livré à des provocations contre Bagdad, mais il n'empêche que c'est l'Irak qui, après avoir officiellement dénoncé les accords d'Alger de 1975 sur la rectification des frontières, a envahi le territoire iranien le 20 septembre 1980. Sans doute le président Saddam Hussein n'a-t-il bénéficié à l'époque de la sympathie des puissances occidentales qui espéraient le voir renverser l'imam Khomeiny. Sans doute aussi l'Irak, depuis les revers subis par son armée au printemps 1982, est-il revenu sur ses prétentions, ramenant ses troupes sur les frontières internationales et proposant, en vain, un cessez-le-feu et des négociations.

Par un subtil enchevêtrement, la France, contrairement aux États-Unis et aux puissances européennes, a été conduite à aller de plus en plus loin. Ayant considérablement investi en Irak depuis l'époque où M. Jacques Chirac était premier ministre, Paris pouvait craindre, en cas d'effondrement du régime basiste de Bagdad, de perdre sa mise. Le fait est en tout cas que le gouvernement de gauche, redoutant qu'une victoire de l'imam Khomeiny ne provoque un déferlement islamique qui modifierait l'équilibre politique et confessionnel au Proche-Orient, a accepté d'aider militairement l'Irak, espérant amener ainsi Téhéran à négocier.

Ce n'est pas le moindre paradoxe de l'affaire que cette aide s'accroisse en un moment où les États arabes du Golfe réduisaient la leur, en espérant, évidemment, sans trop le dire, inciter M. Saddam Hussein à se retirer pour favoriser un compromis. Compte tenu du poids historique de l'Iran dans cette région stratégique du monde et de la consolidation du régime de Téhéran, la sagesse politique n'aurait-elle pas dû pousser Paris à plus de prudence ?

(Lire page 3.)

Washington presse ses alliés en Amérique centrale de coordonner leur défense

Le Honduras serait au centre du dispositif contre la guérilla. Le Costa-Rica proclame sa « neutralité permanente »

De notre envoyé spécial

Tegucigalpa. — Les États-Unis mettent rapidement en place une impressionnante infrastructure militaire au Honduras et pressent leurs alliés ou sympathisants en Amérique centrale de coordonner, en liaison avec les forces américaines, leurs propres moyens de guerre. La visite dans la région, la semaine dernière, de M. Caspar Weinberger, secrétaire à la défense, a donné un nouveau coup d'accélérateur aux projets de « défense commune ». Il s'agit, comme l'a rappelé le secrétaire, de lutter « tous ensemble avec énergie contre le communisme international ».

Le Honduras se trouve logiquement au centre de ce dispositif offensif. Il est entouré de tous les pays « troubles » de la région : le Guatemala, où l'armée n'en finit pas de réduire une guérilla qui s'appuie maintenant sur les masses indiennes majoritaires ; le Salvador, où les « nouvelles tactiques » recommandées par les Américains dans la lutte contre les insurgés du Front Farabundo Martí de libération nationale ont donné des résultats mais ne permettent pas à l'armée salvadorienne de prendre nettement le dessus sur la guérilla ; le Nicaragua, qui a reçu des derniers mois une importante aide militaire de l'Union soviétique et des pays de l'Est, mais doit affronter, sur ses frontières du sud et du nord, des incursions de groupes armés encouragés ou financés par les États-Unis.

Les actions de ces groupes armés, que ce soit ceux de la Force démocratique nicaraguayenne (F.D.N.) au nord, ou des commandos du « commandant Zero » dans les jungles de la côte atlantique, au sud, n'ont manifestement pas, malgré quelques coups d'éclat, dompté les résultats escomptés. Non seulement le régime sandiniste ne cède pas, mais il se radicalise chaque jour davantage et se prépare activement à faire face à des conflits armés de plus grande envergure.

Washington souhaite maintenant aller vite, selon les indications recueillies dans les milieux informés. Les États-Unis visent deux objectifs dans les six mois qui viennent : premièrement, briser les liens des insurgés salvadoriens pour les contraindre à accepter les conditions d'un dialogue « raisonnable » avec les autorités salvadoriennes. Dans ce contexte, les premiers contacts établis par M. Richard Stoen avec les délégués du Front Farabundo Martí

ne seraient, dit-on, qu'un « écran de fumée », et l'on indique que le dirigeant salvadorien d'extrême droite M. Roberto D'Ambois aurait été informé qu'il n'avait rien à redouter de ces contacts : d'où son absence totale de réaction à l'annonce d'un dialogue direct avec les guérilleros.

Deuxièmement, il s'agit pour les États-Unis, d'ici à mars 1984, de « neutraliser » d'une façon ou d'une autre le Nicaragua sandiniste. Une solution « négociée ou militaire » du problème salvadorien permettrait évidemment d'exercer une pression encore plus forte sur le gouvernement de Managua. Dans cette perspective, le Honduras, le Salvador et le Guatemala sont nettement encouragés par Washington à réactiver le Conseil de défense centre-américain (Condeca) créé en décembre 1963 pour faire face « à la menace cubaine ».

MARCEL NIEDERGANG.

(Lire la suite page 6.)

M. Mitterrand veut reconquérir l'opinion en tenant le langage du réalisme

Le président de la République s'emploie à convaincre les Français que leur effort n'est pas consenti à fonds perdus

Le chef de l'État a-t-il vraiment le choix ? Au point de départ, il y a la défiance de l'opinion qui l'atteint dans sa fonction. Pour vaincre cet état d'esprit, il lui faut retrouver l'image d'un homme courageux et capable de prendre à bras le corps les difficultés de l'économie. De ce point de vue, sa prestation au cours de l'émission « l'Enjeu » est réussie. Mais elle ne peut pas, à elle seule, résoudre le problème, encore

moins permettre de retourner durablement l'opinion en sa faveur. Pour apparaître courageux et compétent, il faudra du temps à M. Mitterrand. Le temps nécessaire pour que l'économie prenne le chemin de la prospérité. Alors, et alors seulement, le chef de l'État pourra se prévaloir d'une attitude aujourd'hui impopulaire parce qu'elle consiste à expliquer aux

Français pourquoi ils sont contraints à consentir de nouveaux efforts.

Et si, au lieu de la reprise, c'était, au bout du chemin, la récession ? Nul doute alors que la gauche serait balayée. C'est dire à quel point la stratégie du président de la République repose — le moi lui a échappé — sur un pari. Le pari que l'état de l'économie permettra au moins un assouplissement de la rigueur. Et cela dès 1985, c'est-à-dire à un an de l'échéance des élections législatives.

M. Mitterrand a désormais, comme l'ensemble des responsables politiques, les yeux fixés sur cette date, tant il est vrai qu'il continue de privilégier la politique. Les apparences sont certes trompeuses, dans la mesure où le sort des politiques dépend en grande partie de la gestion économique. Cette primauté accordée à la politique lui a d'ailleurs valu une réputation fâcheuse et injuste d'homme qui connaît peu l'économie. Le fait qu'il puisse en parler une heure et demie sans laisser son auditoire lui vaudrait-il une image d'expert, ce serait tout aussi injuste.

JEAN-MARIE COLOMBANI.

(Lire la suite page 9.)

La crédibilité d'une gestion de gauche

Quand il utilise, pour expliquer la crise, les thèmes vulgarisés par Jean-Jacques Servan-Schreiber ou par son prédécesseur à l'Élysée, qui a déclaré, dimanche dernier à Bagnol, qu'il voulait « faire entrer les Français pour longtemps dans le monde moderne », le président de la République n'a guère de chance d'atteindre son objectif. Il ne faut pas attendre des idées à la mode plus que ce qu'elles peuvent donner.

C'est un fait que les technologies nouvelles apporteront de grands changements dans la société et, partant, dans la vie des individus qui la

composent. Mais le discours politique qu'elles amènent est rarement convaincant, et les arguments qu'elles inspirent peuvent être le plus souvent retournés. La crise serait due au défaut d'adaptation à la nouvelle révolution industrielle. On pourrait répondre que les innovations en atténuent, au contraire, les effets par les investissements qu'elles suscitent et les courants d'échange qu'elles font naître.

PAUL FABRA.

(Lire la suite page 10.)

Le berger Andropov et la bergère Reagan

par ANDRÉ FONTAINE

Le moins qu'on puisse dire est que rien, depuis lors, sur la scène internationale, ne s'est arrangé. Si : on a signé, à Madrid, un « document final » longtemps attendu, mais dont on serait surpris qu'il améliore beaucoup les rapports Est-Ouest.

Pour le reste, la guerre civile a repris au Liban et au Tchad, et la France s'y trouve impliquée au point que dix-sept de ses soldats ont été tués à Beyrouth. Les combats ont pris une telle extension en Amérique centrale que certains parlent, là aussi, de guerre civile généralisée. A Moscou, le nouveau numéro un a peut-être la main qui tremble et les reins malades, mais, comme l'a dit le chancelier Kohl après l'avoir rencontré, sa tête, elle, ne tremble pas. Ce vieux renard, au regard décidément peu « libéral », a donné une idée de son état d'esprit en disant au président de la Syrie : « Nous devons maintenant rattraper les cinq années que nous avons perdues à la fin de l'époque Brejnev... »

Est-ce à dire qu'il faille voir la « main de Moscou », capitale, pour Reagan, de l'empire du mal », derrière tous ces feux qui s'allument aux quatre coins du monde ? Bien sûr que non, en ce sens que ni Kadhafi, ni le général Assad, ni Walid Joumblat, ni même Castro ne sont de simples marionnettes manipulées par le Kremlin. Chacun a son ambition propre, et il leur est arrivé de se heurter plus ou moins durement à l'U.R.S.S., mais il se trouve qu'aujourd'hui ils ne peuvent rien faire sans elle puisque c'est d'elle qu'ils reçoivent la quasi-totalité de leurs armements. Si Andropov le voulait, il pourrait, comme l'ont fait jadis, dans des cas comparables, Staline, Khrouchtchev et Brejnev, freiner l'ardeur de ses protégés, sinon s'opposer carrément à leurs entreprises. Il ne le fait pas. Pourquoi ?

Certains, aux États-Unis ou en France, sont convaincus que l'U.R.S.S. a décidé une offensive tous azimuts. Mais qu'a-t-elle gagné au cours des dix dernières années à étendre sa sphère

d'influence dans le tiers-monde ? Assister ces pays tous plus pauvres les uns que les autres lui coûte les yeux de la tête ; il lui faut en plus les aider, dans la plupart des cas — y compris par l'envoi de conseillers militaires et de combattants soviétiques, cubains, voire est-européens, — à faire face à des guérillas copieusement soutenues par les États-Unis, l'Union Sud-Africaine et l'Italie quant.

Et s'il s'agissait tout simplement de la réponse du berger à la bergère ? Essayons de nous mettre un instant à la place d'Andropov. Que dirait-il à Reagan s'il lui ouvrait son cœur ? « Avec vos allures de justicier du Far-West, vous avez cru pouvoir : 1) nous pousser dans les cordes en intensifiant la course aux armements ; 2) installer tranquillement vos euromissiles ; 3) nous chasser du Proche-Orient et y établir durablement une hégémonie américano-israélienne. »

(Lire la suite page 2.)

AU JOUR LE JOUR

Renoncements

M. Marchais nous l'avait dit : la dictature du prolétariat, c'est terminé, on y renonce. M. Mitterrand nous l'a dit : la lutte des classes c'est de l'histoire — pas très ancienne, mais de l'histoire quand même. Consensus, consensus.

M. Delors veut nous convaincre que l'oustérité c'est très bien.

Il aura fallu que la gauche accède au pouvoir pour qu'on en finisse avec quelques épouvantails et vieux démons. De quoi se plaindre encore les hommes de droite ?

BRUNO FRAPPAT.

M. JACQUES CHIRAC

invité du « Grand Jury R.T.L. - le Monde »

M. Jacques Chirac, président du R.P.R., sera l'invité de l'émission hebdomadaire le « Grand Jury R.T.L. - le Monde », dimanche 18 septembre de 18 h 15 à 19 h 30.

M. Chirac répondra aux questions d'André Passerun et Michel Tatu, du Monde, et de Paul-Jacques Truffaut et Gilles Leclerc, de R.T.L., le débat étant dirigé par Alexandre Baloud.

L'ENSEIGNEMENT ET LE SENTIMENT NATIONAL

Notre histoire

par GILBERT COMTE

Le ministre de l'Éducation nationale vient de confier à M. Jacques Le Goff la présidence d'une commission permanente sur l'enseignement de l'histoire. Le chef de l'État s'était inquiété lors d'un récent conseil des ministres des insuffisances de cet enseignement.

Quelques commentaires abrupts formulés par le président de la République sur l'enseignement de l'histoire en France ouvrent un débat ancien, nécessaire, mais à coup sûr assez extravagant. A longueur d'année, Parisiens, provinciaux, envahissent les foules recueillies Versailles, les Invalides, la moindre tour féodale, n'importe quel château ou site un peu célèbre, dans une pieuse curiosité envers le passé

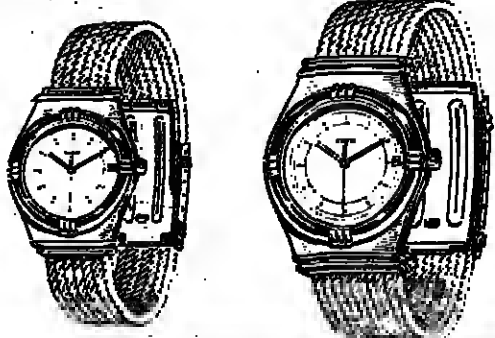
national. Avec un beau mépris pour leur engouement, des professeurs présumés démocrates, c'est-à-dire sensibles aux convictions majoritaires, éliminent des programmes les héros et les princes, les batailles coupables, selon eux, de recouvrir le passé réel d'un vernis pittoresque mais fallacieux.

Les aventures de la Maintenon subtilement romancées par François Chandonnagor, l'austère Louis XI de Kendall, peuvent bien remporter, parmi d'autres biographies d'intrigants et de rois, des succès soutenus, tandis qu'une clientèle considérable dévore les revues spécialisées sur les mêmes sujets.

(Lire la suite page 14.)

Force 10. Précision Fred.

Quand un homme de la mer devient joaillier, il transforme un câble marin en une montre d'or et d'acier.



FRED
JOAILLIER

4, rue Royale, Paris. Tél. 260.30.65 • Le Clavier, 74, Champs-Élysées • Hôtel Mendon, Paris. 28, bd de la Concorde, Cannes • Hôtel Loria, Monte-Carlo • Aéroport d'Orly, 20, rue du Marché, Genève • New York • Beverly Hills • Houston • Dallas.

سكزا من الاصل

Le Monde

idées

Les grands-parents pour la paix

par LOUIS
LEPRINCE-RINGUET (*)

Un monde de conflits

L'Atlas stratégique, de Gérard Chaliand et Jean-Pierre Ragueau, dont rend compte Michel Tatu, met bien en évidence à quel point le monde dans lequel nous vivons est conflictuel. André Fontaine montre de son côté que l'U.R.S.S. fait flèche de tout bois pour répliquer à la pression américaine et imagine le langage que M. Andropov tiendrait à M. Reagan s'il lui parlait à cœur ouvert. Louis Leprince-Ringuet expose d'autre part ce qu'il appelle le point de vue des grands-parents, qui se souviennent des guerres d'hier, et se demande s'il est transmissible à la jeune génération.

Est-il possible de transmettre son expérience verticalement, d'une génération à la suivante ? Est-il possible que soit ressenti aujourd'hui, par des adolescents de quinze à vingt ans, un peu de ce qui fut vécu pendant des années, intensément, dramatiquement, par les grands-parents lors des guerres : la vie dans le drame permanent, dans l'inquiétude, avec la Gestapo, la déportation, les morts de la guerre, les bombardements, les restrictions quotidiennes ? Les jeunes voient des films, mais ils sont saturés de scènes de terreur et de violence projetées sur les écrans et ne réagissent plus en profondeur. Ecouter les vieux ? La guerre les a marqués - on les laisse parler, un peu, mais ils ont tendance à redouter, c'est normal chez les vieillards. On sourit gentiment (pas toujours) et l'on s'en va à ses préoccupations et à ses amours du moment.

On a bien ressenti cette cassure en 1988. Jamais les étudiants n'auraient traité de C.R.S.-S.S. les paisibles policiers qui recevaient sans broncher les pavés et qui, parfois, chargeaient avec des grenades lacrymogènes, évitant l'effusion de sang, s'ils avaient eu la moindre notion des méthodes et de l'éclosion des S.S. pendant la dernière guerre.

Il n'est pas facile non plus, pour un adulte ayant vécu des périodes de gêne et de souffrances, de se mettre à la place des plus jeunes, ces enfants gâtés du progrès matériel, qui n'ont pas connu la faim, l'épreuve dure et durable, qui ont à leur disposition toutes les possibilités de la super technologie moderne, et dont les aspirations et les pensées sont très étrangères à celles des générations précédentes.

La paix ? Quel sentiment de déviance merveilleuse lorsqu'elle fut perceptible en 1918 et en 1945. J'ai vécu intensément ces deux périodes de notre histoire car je suis devenu un entier-grand-père, et j'avais dix-

sept ans, l'âge des réactions les plus vibrantes, le 11 novembre 1918. Les mots ne pourront jamais décrire cette prodigieuse lame de fond qui déferla dans Paris et partout ailleurs, porteurs d'une joie, d'une espérance immenses, d'un sentiment de libération, de fraternité heureuse, avec une intensité intérieure incommunicable.

La paix : tout récemment, pendant une de nos soirées de vacances, nous pouvions revivre ces moments inoubliables de la libération de Paris en 1944. Pierre Schaeffer donnait tous les détails, le 24 août, l'ordre de faire sonner les cloches des églises, et ce grand carillon, répandu sur la ville entière, annonçant la fin du drame et le début prochain d'une ère nouvelle de réconciliation. C'est ainsi que l'Europe a commencé sa construction : réconcilier les hommes de deux nations belligères, élever des possibilités d'un nouvel effort commun, fraternité entre nos peuples occidentaux.

La paix : qui donc, parmi ceux qui ont vécu les guerres mondiales, ne souscrit de tout cœur au général slogan : « J'aime la paix » ? Mais, comme l'amour entre les couples, la paix n'est pas un don gratuit. Il faut la construire, jour après jour, la mériter, avec une volonté intelligente, une connaissance des réalités. C'est là que l'expérience des grands-parents doit apporter des lumières. Essayons de clarifier la situation actuelle.

La première évidence est que l'incantation pacifiste n'a jamais servi la cause de la paix : on l'a bien vu avant 1914 et avant 1939. Les mouvements pacifistes n'ont en rien empêché l'explosion des conflits mondiaux. La peur est mauvaise conseillère.

En second lieu, où donc est la menace pour la France et ses voisins ? Elle ne provient pas de nos alliés américains mais bien de l'U.R.S.S.

Une opération suicidaire

Du simple point de vue des mégatonnes, on peut dire que nous équilibrons la puissance des SS-20, considérée comme l'utilisation est considérable : nos grosses bombes n'ont pas la même précision que les SS-20 et leur objectif est surtout la destruction des cités. Si nous répondons à une agression en utilisant nos fusées, nous ferons d'importantes dégâts dans les villes soviétiques, nos pays seront aussitôt détruits par une frappe de représailles. C'est une opération suicidaire que nous aurons effectuée. Et il est aussi bien clair que les États-Unis ne risquent pas, pour nous

protéger, la destruction de leurs grandes cités en ripariant par le feu des fusées intercontinentales.

Voilà donc la réalité. Notre meilleure protection est sans doute la présence de troupes américaines sur notre continent, mais rien ne dit que les États-Unis, obéissant à des réactions qui se font jour déjà, ne décideront pas un jour leur retrait.

Que faire alors ? D'abord et avant tout, militer vigoureusement, à tous les niveaux, dans toutes les instances possibles, sans relâche, pour un arrêt de l'escalade nucléaire et pour une réduction progressive des armements correspondants, jusqu'à leur suppression complète. Mais attention : il faut partir d'une situation d'équilibre approximatif, ce qui n'est pas actuellement le cas. La « gelée nucléaire » consacrée par la supériorité des États-Unis, d'où les difficultés rencontrées aux négociations de Genève. C'est pour établir cet équilibre que l'OTAN a décidé l'installation en Europe de fusées Pershing 2 et de missiles de croisière, précis et peu détectables. Naturellement, l'U.R.S.S. les présente comme la preuve de l'agressivité des États-Unis. Et puis, la question du contrôle est fondamentale et, jusqu'à présent, aucun contrôle nucléaire sérieux n'a été accepté. Le drame est que l'opinion peut être touchée dans nos pays occidentaux, mais qu'elle n'intervient nullement dans les décisions des dirigeants soviétiques.

Si on envisage une agression conventionnelle de l'U.R.S.S. contre l'Europe, il faut disposer d'armes antichars efficaces et précises. Elles existent et peuvent constituer un élément sérieux de dissuasion par la défense et non par la terreur. Reste la bombe à neutrons qui semble être au point. C'est une petite bombe à hydrogène, qui explosant en altitude, projette instantanément des rayonnements vers le sol. Ces neutrons

agissent sur les troupes, même à l'intérieur des chars dont ils traversent facilement les blindages, neutralisent ainsi tous les blindés dans un rayon de l'ordre du kilomètre. Certains stratèges considèrent qu'elle constitue l'arme la plus efficace pour se défendre contre une attaque conventionnelle. Mais c'est une arme nucléaire, et l'on conçoit mal une guerre nucléaire limitée.

Si l'U.R.S.S., actuellement en position de force et où les militaires ont une grande influence, n'attaque pas l'Occident, c'est qu'elle a ses raisons pour éviter un embarras général. Elle compte sans doute sur d'autres formes d'action pour détacher l'Europe de l'OTAN et la soumettre à sa volonté impérialiste.

Pour nous, Français et Européens, il est indispensable de bien nous persuader que nous devons prendre en main la protection de notre territoire, que nous ne serons pas indéfiniment protégés par le parapluie américain et que nous devons pousser nos gouvernements vers la réalisation d'une union politique européenne : c'est essentiel. Mais le temps nous presse : restant fidèles à l'alliance atlantique, nous devons de construire le plier européen de sa défense. Ce sera une chance de plus pour la paix. Car l'Europe, avec son sens des droits de l'homme, la sagesse qu'elle a acquise à travers les siècles, est indispensable à la paix et à la liberté de notre planète. La réduction progressive, et dans l'équilibre, des armements, voilà l'objectif qu'il faut absolument atteindre malgré tous les obstacles, toutes les propagandes et tous les mensonges, malgré la certitude qu'il ne sera jamais possible d'oublier la bombe atomique. Mais soyons bien conscients, avec les grands-parents, que la pacifique aventure, unilatérale, incontrôlée, conduit inéluctablement à la guerre et à l'esclavage.

Le berger Andropov et la bergère Reagan

(Suite de la première page.)

Si vous connaissiez bien l'histoire des relations soviéto-américaines, vous verriez pourtant que chaque fois que vous avez marqué un point nous vous l'avons fait payer.

Après la crise de Cuba, nous nous sommes employés à rattraper votre avance stratégique. Cela nous a pris près de dix ans, et nous ne nous laisserons plus distancer. La guerre de six jours nous a convaincus de devenir une puissance maritime alors que ce fou de Khrushchev parlait de vendre nos bateaux de guerre à la ferraille. Le rapprochement sino-américain de 1971 nous a conduits à accroître notre aide au Vietnam du Nord et à donner à M. Ghandi le feu vert pour régler leur compte à vos amis pakistanais.

« Nous n'allons pas vous faire de cadeaux... »

Montesquieu l'a dit : « La paix ne peut point s'acheter, parce que celui qui l'a vendue n'en est que plus en état de le faire encore » ; si nous éditions sur les SS-20, vous croiriez que c'est parce que vous nous faites peur et réclameriez aussitôt d'autres concessions. Nous voulons bien négocier avec vous, parce que cette course aux armements qui nous ruine surtout que vous ne conduisez nulle part, mais négocier suppose que chacun y mette du sien.

Nous allons donc, aussi longtemps que vous ne serez pas revenus à de meilleurs sentiments, et sans prendre nous-mêmes de risques,

continuer de fournir à vos adversaires - et Dieu sait si, par votre faute et celle de tant de vos alliés dans le tiers-monde, ils sont nombreux - l'appui qu'ils nous demandent. Nous n'allons pas vous faire de cadeaux, pas davantage qu'à votre ami Mitterrand, contre lequel nous n'avions pas tort, du temps de Giscard, de mettre Marchais en garde. Quel besoin a-t-il, lui qui se réclame du socialisme, d'approuver les Pershing, de soutenir un aventurier comme Hissène Habré ou un réactionnaire pro-américain comme Amine Gemayel ?

De toute façon, je vais vous le dire, ni lui ni vous n'êtes de vrais durs : peut-être le seriez-vous personnellement - vous avez l'âge et l'autre, au cours de votre vie, dont nous ignorons aucun détail, donnez bien des preuves de votre courage physique et de votre maîtrise nerveuse - mais vos peuples sont ramollis par le confort et par la peur. Personne, chez vous, monsieur le président, et encore monsieur en Europe, n'a vraiment envie d'aller se faire tondre la peau. Et ne me parlez pas des Malouines. Le peuple anglais s'est contenté d'applaudir une poignée de beaux professionnels.

Il n'est que de voir la manière dont, les Français et vous, vous loteriez dans le tiers-monde : vous introduisez un orwell après l'autre, comme un magot qui a peur de l'eau froide. Alors que nous, quand nous y allons, nous mettons le paquet, en vieux artilleurs que nous sommes : 24 divisions, en 1968, pour normaliser la Tchécoslovaquie ;

100 000 hommes, en 1979, contre les rebelles afghans ; et vous lancez que nous nous gardons bien de verser sur les mers du Boeig sud-dans la moindre arme, fût-elle de crocodile... En tout cas, les résultats sont là : le Tchad, malgré les bonnes paroles de l'Elysée sur son intégrité territoriale, partagé en fait, et le Liban près de l'être.

Mais la grosse affaire, pour nous, vous le savez bien, ce sont les euromissiles. Vous avez été des ânes de retirer d'Europe, après la crise de Cuba, vos fusées intercontinentales, en croyant que les fusées intercontinentales que vous produisiez à gogo les remplaçaient avantageusement : vous auriez pu leur substituer petit à petit les armes que vous voulez installer maintenant sur le continent, exactement de la même manière que nous avons substitué des SS-20 à nos vieux SS-4 et 5, sans que personne sur le moment y trouve à redire. Tandis que là, vous avez soulevé une vive émotion dans les pays intéressés : avez-vous vraiment bien songé de ne pas chercher à l'exploiter.

Nous avons certes perdu une première manche avec l'élection de Kohl, mais au fur et à mesure que l'échec de l'installation des Pershing 2 se rapproche, je le sens malin un peu. Mitterrand aussi, me semble-t-il. De toute façon, on va voter l'an prochain aux États-Unis : vous avez donc compté avec le mouvement pacifiste. Vu la manière dont vous m'avez traité, ne comptez pas sur moi pour vous aider à l'emporter - sauf, bien entendu, si vous vous montrez raisonnable. A quelques siges, je dois vous l'avouer, je me demande si vous

n'êtes pas en train de devenir : l'accord cérébral, la levée de l'embargo sur les matériels destinés à l'olédne sibérien, la mollesse, sauf dans les mots - mais les mots ne sont rien - de votre réaction dans l'affaire du Boeig... En tout cas, pour ma part, je maintiens le contact, et je fais, de temps en temps, une petite concession pour convaincre la terre entière que, si je suis intransigent pour tout ce qui concerne la sécurité de notre patrie soviétique, je suis tout disposé à conclure un accord honorable...

Tout dissuader tout le temps ?

Si cette interprétation est juste, et soixante-six ans de diplomatie soviétique, pour ne pas parler de deux siècles de diplomatie tsariste, tendent à l'éclairer, la partie en cours n'est pas sans présenter quelque ressemblance avec celle dont le Vietnam a fait l'objet autour de 1970. Chacun voulait négocier, mais seulement en position de force, et c'est pourquoi la conclusion de l'accord a pris des années et coûté des dizaines de milliers de victimes. Cette fois encore, l'accord a toutes chances de favoriser le plus fort, et celui chez qui l'opinion a le moins de possibilités d'exprimer ses craintes et sa lassitude.

Face à un partenaire coïncide et doct la ruse n'a d'égalé que le monde occidental est très fier de pratiquer la dissuasion. La dissuasion nucléaire, jadis, suffisait effec-

tivement à dissuader toute menace adverse, tant la supériorité stratégique américaine était décisive. Maintenant que la parité stratégique est acquise, elle ne dissuade plus, dans la meilleure hypothèse, que l'agression nucléaire, ou le chantage égalitaire nucléaire, contre les États-Unis. Elle laisse l'Europe dangereusement exposée face à la fantastique force de frappe classique et nucléaire soviétique. Non qu'il faille considérer comme une éventualité bien vraisemblable une agression de l'U.R.S.S. contre l'Europe occidentale, compte tenu du prix très élevé dont il lui faudrait, en toute hypothèse, la payer, mais parce que, toute l'histoire des rapports internationaux le montre, une nette supériorité militaire a toujours fourni à son détenteur des moyens de pression considérables sur le terrain politique.

Entre un homme armé et un qui ne l'est point, disait déjà Machiavel, il n'y a nulle comparaison... Et c'est bien pourquoi François Mitterrand, qui, il y a onze ans, signait avec le P.C.F. un programme commun impliquant la « renonciation à la force de frappe stratégique sous quelque forme que ce soit », a ordonné la construction d'un septième sous-marin nucléaire et approuvé le déploiement des Pershing-2. Mais ce qui est nécessaire n'est pas automatiquement suffisant. Une stratégie purement dissuasive laisse subsister le risque d'effrètement du fait des actions d'usure de l'adversaire, ou de la difficulté qu'il y a à tenir indéfiniment le même créneau.

Tôt ou tard on se lasse, et l'attention - comme la volonté - faiblit. D'autant plus qu'il est malaisé de vendre à une opinion légitimement inquiète l'idée d'une guerre en quelque sorte sans fin, même si, pour les zones où vivent les peuples riches, cette guerre demeure jusqu'à présent « froide ». Il est fatal - et l'attitude des Églises le montre - que l'on s'interroge sur le bien-fondé de cette course aux armements qui, tout en épuisant et menaçant le monde entier, ne peut, compte tenu de l'ampleur des forces stratégiques des deux Super-Grands, donner la victoire ni à l'un ni à l'autre.

Les belligérants, jadis, affichaient des « buts de paix ». Il serait grand temps que le monde occidental fasse connaître les siens. Mais en est-il capable ? La France, depuis de Gaulle, a toujours eu quelques idées sur la question, centrées autour de la notion de nouvel ordre économique international. Même lorsqu'il avait à leur tête un Kennedy ou un Carter, qui avaient l'un et l'autre conscience de l'enjeu, elle n'a jamais réussi à les vendre aux Américains, à qui leur puissance laisse le dernier mot. A plus forte raison aujourd'hui avec Reagan, dont le manichéisme élémentaire fait froid dans le dos.

Ne pourrait-elle de moins s'employer à convaincre l'Europe qu'il y va de son existence même ? Que l'érosion de sa défense, de son niveau de vie, de ses libertés, est inévitable si elle ne s'entend, pas pour imaginer, proposer, imposer, cette solution de rechange à l'éternelle guerre froide que tous les peuples appellent de leurs vœux ?

ANDRÉ FONTAINE.

VOTRE ORDINATEUR

enfin, le magazine pratique de l'ordinateur à la maison

16F chez votre marchand de journaux

« ATLAS STRATÉGIQUE », de Gérard Chaliand et Jean-Pierre Ragueau

Une entreprise originale de géopolitique

Comment le Brésil, l'Arabie Saoudite, l'Australie et quelques autres pays perçoivent-ils leur environnement culturel, économique, militaire, et partant leur sécurité ? Comment voit-on l'Arctique, l'Asie, lorsque l'on définit de Moscou les impérialistes stratégiques de l'U.R.S.S. ? Par où passent les grands flux mondiaux du pétrole, du charbon, des céréales ? Telles sont quelques-unes des nombreuses questions auxquelles Gérard Chaliand et Jean-Pierre Ragueau tentent d'apporter une réponse dans leur Atlas stratégique. Comme l'indique le sous-titre, Géopolitique des rapports de force dans le monde, il s'agit de bien autre chose que de stratégie purement militaire, laquelle n'occupe qu'une section modeste à la fin de l'ouvrage.

Les auteurs ont voulu amalgamer les données géographiques, démographiques, économiques, culturelles qui composent le tissu de chaque pays et de sa région et les traduire autant que faire se peut sur des cartes de format réduit. Entreprise originale, qui permet de passer en un coup d'oeil de quelques pages d'une carte des déserts à celle des « grandes aires culturelles du monde », de l'implantation des minorités aux États-Unis au conflit linguistique en Belgique et aux flux des migrations vers l'Europe occidentale, sans oublier les cartes plus traditionnelles des grandes océans, des grandes alliances et des zones de conflit. La partie proprement historique (progression du peuplement aux États-Unis, conquêtes de l'U.R.S.S. en 1945, par exemple) n'est pas né-

gligée, mais elle reste réduite au regard de ces préoccupations contemporaines, que complète un ensemble de tableaux statistiques.

Sans doute relève-t-on des erreurs et insuffisances dans ce que les auteurs nous présentent comme « une innovation sans équivalent en France comme à l'étranger ». Un erratum inséré dans l'ouvrage informe d'ailleurs obligamment que certaines cartes omettent de signaler que « le Daghestan fait partie du Caucase » ou que « la Grande-Bretagne appartient à l'Europe riche... ». D'autres erreurs, comme l'oubli de la Malaisie parmi les producteurs d'étain ou un mauvais tracé des frontières de la Hongrie en 1939, ont été découvertes trop tard pour être signalées. Ajoutons que la chronologie de la mise au point des

principaux systèmes d'armes est passablement superficielle et que le choix des couleurs rend malaisée la lecture de certaines cartes. Même si le conflit actuel au Tchad est survenu trop tard pour trouver place dans l'ouvrage, on regrettera que la Libye ne figure ni parmi les « belligères majeurs des vagues d'armes soviétiques » ni parmi les pays jouant un rôle dans les luttes d'influence en Afrique.

Ces erreurs n'entraînent cependant pas l'insuffisance d'un ouvrage qui devrait vite devenir indispensable aux amateurs de géopolitique, et plus simplement, à tous ceux qui cherchent à comprendre en profondeur les relations internationales et les grands problèmes mondiaux.

MICHEL TATU.

* Fayard, 225 pages, 150 F.

Le Monde

étranger

PROCHE-ORIENT

Liban

L'aviation a bombardé des positions druzo-palestiniennes

Beyrouth. — L'armée libanaise a lancé, le vendredi 16 septembre à l'aube, une opération aérienne et terrestre « à la suite de tentatives de groupes palestiniens d'encerclement » des positions dans le secteur de Souk-el-Gharb, à 13 kilomètres au sud-est de Beyrouth. C'est ce qu'a annoncé un communiqué militaire libanais qui précise que ces positions étaient sous le feu depuis jeudi soir à un moment où les druzes et palestiniens avaient tenté de franchir la ligne de cessez-le-feu.

De notre envoyé spécial

blancs pouvaient y être observés. Tous les véhicules de l'armée libanaise dans cette région portaient d'ailleurs sur leur toit une toile orange afin que l'aviation puisse entrer en action sans qu'il y ait possibilité de confusion entre les assaillants et les assiégés.

Le chef de l'Etat compte également sur une armée forte pour se démarquer des Forces libanaises, qui lui reprochent de ne pas avoir été loyal avec les Israéliens et de leur avoir préféré l'option américaine, qui, selon elles, est handicapée par le soutien de Washington de menaces des pays arabes.

Toutes ces considérations font qu'un compromis entre les deux positions adverses sera nécessairement obtenu, et le chef des Forces libanaises, M. Fadi Frem, a résumé l'impression qui prévaut ici en affirmant qu'un « éventuel cessez-le-feu ne durera que quelques jours ».

Entre-temps, les troupes israéliennes déployées au sud du fleuve Awali poursuivent leurs incursions quotidiennes au nord de la rivière. Le porte-parole de l'armée israélienne, à Salda, nous a d'ailleurs précisé, à ce sujet, que l'Awali ne constituait pas une frontière à proprement parler, mais une ligne défensive que les Israéliens franchiraient tant qu'il leur serait nécessaire pour « assurer la sécurité de l'Etat d'Israël ». Une formulation vague qui ne met aucune limite à l'action de Jérusalem au nord de l'Awali. En revanche, nous avons pu constater qu'il existait bel et bien une frontière sur l'Awali, où tous les passages sont strictement contrôlés par les soldats du commandant Saad Haddad, sous la surveillance très proche des blindés israéliens.

JEAN GUYRAIS.

Quarante mille réfugiés en transit à Chypre

Larnaca. — La Promenade-des-Palmiers, cette rue touristique du bord de mer à Larnaca, au sud-est de Chypre, connaît en cette mi-septembre une activité sans précédent. A l'animation normale d'une fin de saison touristique s'ajoutent, en effet, des centaines de Libanais qui cherchent un refuge provisoire, une chambre d'hôtel pour quelques jours, une agence de voyages qui leur fournisse un billet d'avion ou tout simplement une terrasse tranquille où ils pourront se reposer pour quelques heures. Sous l'ombre des palmiers, les Libanais regardent la mer avec la nostalgie de leur pays abandonné pour un refuge plus sûr.

« Ces jours-ci, affirme un hôtelier, on entend parler arabe plus que grec. Beyrouth semble se transférer à Chypre. » En effet, depuis le début de la dernière crise, des milliers de Libanais arrivent quotidiennement à Chypre, à Larnaca pour la plupart. Tous les moyens de transport sont utilisés : des ferry-boats réguliers comme le *Sol-Express* ou le *Sol-Phénix*, de petits bateaux comme l'*Alifan-Ash* ou l'*Alifan-Blanc*, des cargos ou même de simples barques.

Il sont bouleversés mais surtout amers : « Nous avons cru, nous dit l'un d'eux, que le Liban allait enfin retrouver le calme. Nous avions cru que la présence de la force multina-

De notre correspondant

tionale, et en particulier celle des Américains, allait enfin mettre un terme à l'effusion de sang. Une fois encore, nous sommes déçus. »

Pour la plupart, sinon dans leur quasi totalité, les Libanais venant à Chypre sont des chrétiens. Pour faciliter leur transit, le gouvernement chypriote a pris une série de mesures de simplification des formalités d'arrivée et de départ. Sur les principaux bateaux assurant la liaison Liban-Chypre, des agents des services de l'immigration se trouvent à bord pour un contrôle rapide des passeports, ce qui réduit l'attente à l'arrivée au port.

La plupart des Libanais qui arrivent à Larnaca se rendent immédiatement à l'aéroport pour poursuivre leur voyage. Les salles d'attente et de départ sont continuellement combles, comme les zones de contrôle et la cafétéria. Un fonctionnaire nous a indiqué que quelque dix mille passagers passent quotidiennement par l'aéroport de Larnaca. Environ trois mille d'entre eux sont des Libanais ; ils partent, en général, non sans problèmes, par des vols affrétés des Middle East Airlines ou d'autres compagnies arabes. D'autres restent « provisoirement » à Chypre. Les hôtels de Larnaca, comme ceux, d'ailleurs, de Limassol, deuxième ville de l'île où se réfugient les Libanais, affichent tous complet. Il en est de même pour les appartements touristiques. « Les Libanais, nous dit un hôtelier chypriote, ont afflué au moment où la période creuse allait commencer. C'est tragique, certes, mais c'est ainsi. Ce n'est d'ailleurs pas la première fois que les malheurs du Liban deviennent un ballon d'oxygène pour l'économie de Chypre. »

En 1976, lors de la guerre civile, les Libanais étaient également venus par milliers à Chypre. Si les Chypriotes ont parlé de « miracle économique » au lendemain de l'invasion turque de l'été 1974 et de l'occupation de près de 40 % du territoire de l'île, ils ne doivent pas oublier l'importante contribution apportée par les Libanais à ce redressement.

Des prix gonflés

Un médecin libanais qui souhaite garder l'anonymat commente ces événements en citant son café, assis à une des nombreuses terrasses de Larnaca. « Je suis venu à Chypre pour la première fois en juillet 1978, dit-il. J'y suis resté jusqu'en avril 1979 pour y revenir en juin de la même année. Les allées et venues se poursuivent : en 1980, en 1982 et maintenant. Comme tous les Libanais qui attendent à Chypre que la situation redevienne normale au Liban, ce médecin ne peut y travailler. « Nous sommes, affirme-t-il, dans une situation d'attente. Comment pourrions-nous travailler à Chypre ? Aucun permis de séjour

n'est délivré aux étrangers. D'ailleurs, nous n'avons pas l'humeur à travailler. »

Il faut souligner, à ce propos, que la quasi-totalité des Libanais qui viennent à Chypre ont une certaine aisance économique. Aucun Libanais n'a demandé jusqu'à présent des aides financières. Nombreux sont ceux, cependant, qui se plaignent des prix, qu'ils trouvent trop chers. Cela concerne particulièrement les prix des billets du voyage Liban-Chypre ou vice versa. « Nous payons jusqu'à 500 dollars par personne, affirme l'un d'eux. Le prix normal ne devrait pas dépasser 100 dollars. » Ces plaintes sont justifiées ; parallèlement aux bateaux réguliers, il y a de nombreux petits bateaux « pirates » qui profitent de la situation et font payer à leurs passagers quatre à cinq fois le prix normal « en raison du danger ».

A Limassol, la situation n'est pas très différente. Les hôtels sont complets, les restaurants, bars et cafés regorgent de monde, des Libanais dans leur grande majorité, où se mêlent de rares touristes en cette mi-septembre. Un propriétaire de restaurant se frotte les mains : « Les affaires sont bonnes, les Libanais dépensent bien. Il y a cependant de nombreuses bagarres entre eux », commente-t-il.

Il est vrai que le gouvernement chypriote a pris toutes mesures possibles pour que les antagonismes du Liban ne soient pas transférés dans l'île, qui, a dit un officiel, « connaît suffisamment de problèmes ».

Sur le plan politique, des facilités sont accordées par les autorités chypriotes pour les réunions et méditations des diverses parties en conflit.

A l'aéroport de Larnaca, de nombreuses rencontres ont eu lieu entre les émissaires du leader druze M. Walid Joumblatt, le prince saoudien Bandar Bin Sultan et l'envoyé américain au Proche-Orient, M. McFarlane. Au même moment, cependant, six obusiers de la R.A.F. de type Buccaneers, stationnés sur la base britannique d'Alqotri, près de Limassol (sud de Chypre), effectuaient des patrouilles et des missions de reconnaissance au Liban, prêts à intervenir si la sécurité des Britanniques de la force multinationale était menacée.

Selon les chiffres donnés par les services chypriotes d'immigration, plus de quarante mille Libanais sont arrivés à Chypre depuis la récente reprise des hostilités dans leur pays. Plusieurs dizaines de milliers d'autres attendent de pouvoir en faire autant. Personne ne sait quelle sera finalement la durée de ce séjour provisoire. Le regard tourné vers la mer, à l'échelle presque continue des bulletins d'information sur leurs petits transistors, ils sont prêts à retourner au pays dès que les armes se seront tues.

DIMITRI ANDRÉOU.

M. CLAUDE CHEYSSON : La mission de la Force multinationale est limitée au Grand-Beyrouth.

Entendu jeudi 15 septembre par la Commission d'affaires étrangères de l'Assemblée nationale, M. Claude Cheysson, ministre des relations extérieures a réaffirmé que la mission de la force française au Liban se limite au Grand-Beyrouth. « Le ministre des relations extérieures a d'abord souligné, face à la situation qui prévaut au Liban, l'ampleur des efforts déployés par la France sur le plan humanitaire pour éviter des exodes et permettre l'arrivée de secours aux villages encerclés ; il indique le communiqué publié à l'issue de la réunion. Le communiqué poursuit : « Il a rappelé d'autre part quel était le rôle de la Force multinationale. Celle-ci a un mandat clair, adopté dans des circonstances déterminées, qui n'a fait l'objet de propositions de modification ni des quatre participants, ni du gouvernement libanais. »

« Le mandat de la Force multinationale est limité au Grand-Beyrouth : il comporte l'appui à l'autorité légitime libanaise ; il ne comporte pas d'affrontement avec les armées étrangères ni la substitution à l'armée libanaise. Ce mandat prévoit qu'en cas de légitime défense, l'élément français utilise tous ses moyens pour se défendre ; il en ira ainsi s'il est attaqué. Lorsque vous avez vu un bombardement avoir délibérément visé le contingent français, la France a pris les mesures immédiates qui ont aussitôt conduit à la cessation des tirs. »

« Le ministre a rappelé à ce propos le fait que le contingent français ne demandait la protection d'aucun autre élément de la Force multinationale et que la France n'acceptait pas que cette protection fut organisée alors qu'elle n'était pas sollicitée. »

LA RELÈVE DU CONTINGENT FRANÇAIS Des appels volontaires pour un service long

La 31^e brigade, qui composait depuis juin le contingent français de la force multinationale de sécurité à Beyrouth, sera remplacée, comme prévu, à la fin du mois de septembre par des parachutistes — dont des appelés volontaires ayant opté pour un service militaire long — du groupement aéroporté d'Albi, sous les ordres du général de brigade François Cann. Les unités concernées sont, principalement, le 3^e régiment parachutiste d'infanterie de marine (à Carcassonne), le 6^e régiment parachutiste d'infanterie de marine (à Mont-de-Marsan), le 1^{er} régiment de hussards parachutistes (à Tarbes), le 17^e régiment du génie parachutiste (à Montauban).

C'est la première fois que la France envoie à Beyrouth des appelés du contingent ayant opté volontairement pour effectuer un service plus long, jusqu'à vingt-quatre mois.

La Société de Saint-Vincent-de-Paul, implantée au Liban dès 1860, lance à tous ceux que ce drame ne saurait laisser indifférent un vibrant appel en faveur des sinistrés.

Société de Saint-Vincent-de-Paul, Conseil national, 5, rue du Pré-nouveau, 75007 Paris.

— Par chèque bancaire. — Par C.C.P. 6199-21 H Paris. Prière de mentionner : « Liban ».

Le prêt de cinq Super-Étendard français à l'Irak

Si la cession par la France à l'Irak de cinq avions d'attaque Super-Étendard paraît imminente du fait que le stage de formation des pilotes s'achève à la fin de cette semaine (le Monde du 13 septembre), en revanche les modalités concrètes de leur livraison restent, à ce jour, volontairement imprécises par les autorités françaises. Pour des raisons de sécurité lors de leur navigation dans le ciel proche-oriental, le trajet de ces avions n'est pas connu, ni a fortiori l'identité des pilotes puisque des rumeurs font état du fait que les cinq Super-Étendard seraient envoyés par des pilotes de Dassault-Breguet.

Les avions, selon toute probabilité, devraient partir de la base de Landivision, en Bretagne, où, pendant quatorze semaines, a été instruit le personnel navigant et technique qui les serviront en Irak. Il est, ensuite, question d'une escale à Istres (Bouches-du-Rhône) où les constructeurs ont certaines de leurs installations techniques. Après quoi, ils devraient gagner d'une traite, avec des bidons d'essence supplémentaires sous leurs ailes, à vitesse économique, le pays client.

C'est en juin dernier (le Monde du 19-20 et du 24 juin) que le ministre français de la défense a accepté de mettre à la disposition — pour une durée maximale de deux ans — de Dassault-Breguet et de la SNECMA les exemplaires n° 65 à 69 d'une série de soixante et onze Super-Étendard achetés initialement par l'Armée de l'Air. A charge pour les deux industriels nationaux de les rééquiper aux Irakiens et de s'engager à les rendre, en totalité ou en partie, en 1985, à la marine nationale qui a, ainsi, accepté de s'en dessaisir provisoirement.

La convention signée avec le ministre français de la défense stipule

bien, en effet, que Dassault-Breguet et la SNECMA restitueront, en totalité ou en partie, les cinq avions à la marine nationale, dans la mesure où une expertise du Service industriel de l'armement (SIAR) établit que leur état le justifie. La date de restitution est juin 1985.

Si le nombre des avions non restitués excédait deux exemplaires, le constructeur compléterait le remboursement à hauteur des cinq appareils par des avions neufs, dont la livraison interviendrait, alors, dans les délais industriels exigés par le chantier de fabrication. Les Super-Étendard devront être rendus en usine et ils y seront remis au dernier standard des besoins propres à l'aéronavale française.

A titre de compensation, pour non usage de ses avions, la marine nationale recevra, en fin d'opération, une indemnité de 140 millions de francs, augmentée de 2 millions de francs par avion neuf fourni en remplacement d'un avion non restitué. Cette indemnité porte intérêt dès juillet 1983. Dans le cas où le nombre d'avions non rendus n'excède pas deux, une indemnité supplémentaire de 120 millions de francs (avec un des avions non restitués) et de 225 millions de francs (avec les deux appareils non restitués) sera versée à la marine nationale, qui a, cependant, accepté de prendre à sa charge la remise en état.

Cette transaction implique des Super-Étendard rendus capables de tirer des missiles Exocet à l'Irak, et la publication d'une lettre d'opinion de M. Bernard Belluc, ancien résident en Iran, met en cause la « puissance occulte » du « lobby pro-irakien en France ». M. Mohamed Sadeq Al-Mashat nous a adressé une lettre dans nos reproductions quelques extraits.

Une lettre de l'ambassadeur d'Irak

A la suite du Bulletin de l'étranger « Un choix dangereux » (le Monde du 27 août), s'inscrivant de la livraison de missiles Exocet à l'Irak, et la publication d'une lettre d'opinion de M. Bernard Belluc, ancien résident en Iran, met en cause la « puissance occulte » du « lobby pro-irakien en France ». M. Mohamed Sadeq Al-Mashat nous a adressé une lettre dans nos reproductions quelques extraits.

L'ancien résident va jusqu'à accuser l'Irak d'agression contre l'Iran. Nous aimerions lui rappeler les résolutions du Conseil de sécurité et les appels répétés de l'Irak en vue de constituer des commissions internationales pour enquêter sur la responsabilité du déclenchement des hostilités. Mais l'Irak a toujours refusé, tout comme il a ignoré les appels de l'Irak en faveur de négociations de paix.

L'ancien résident oublie les déclarations des responsables irakiens affirmant que l'Irak fait partie de l'Iran, leur volonté d'exporter leur révolution (...) et le bombardement incessant des villes et des villages irakiens frontaliers avant le déclenchement de la guerre, comme il oublie les seize offensives lancées par le régime de Khomeiny depuis que l'Irak s'est complètement retiré du territoire iranien, avec la volonté affichée d'occuper l'Irak et d'abattre son régime en vue d'étendre son hégémonie sur le Golfe (...).

Les relations entre la France et l'Irak ne sont pas fonction des intérêts immédiats, mais sont établies dans une perspective stratégique fondée sur l'indépendance complète de chacun (...). L'ancien résident français feint d'ignorer que c'est l'Iran qui menace, depuis le début du conflit, de fermer le détroit d'Ormuz alors que l'Irak demeure,

par sa puissance militaire, une force de dissuasion. De surcroît, l'Irak (...) est dans son droit quand il se défend face à l'Iran qui a refusé toutes les médiations pour arrêter la guerre (...). Encore une fois, l'Irak doit défendre son territoire et sa souveraineté ainsi que les frontières orientales du monde arabe.

A TRAVERS LE MONDE

Chine

LE VICE-MINISTRE SOVIÉTIQUE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES, M. Mikhail Kapitsa, a quitté Pékin vendredi 15 septembre, annonçant qu'il reverra son homologue chinois, M. Qian Qichen, à Moscou. « Nous avons ouvert une nouvelle voie dans nos contacts », a déclaré M. Kapitsa, indiquant aux journalistes que M. Qian avait accepté son invitation à se rendre en Union soviétique. Le diplomate soviétique, la première personnalité du Kremlin de ce rang à venir en Chine à l'invitation du gouvernement chinois depuis plus de vingt ans, a affirmé que les entretiens « sérieux et approfondis » qu'il a eus à Pékin avaient été « marqués par le succès ». — (A.F.P.)

Turquie

M. METIN TOKER, l'un des éditorialistes les plus connus de Turquie, a été condamné, le jeudi 15 septembre, à trois mois de prison pour avoir critiqué la façon dont les militaires prétendent rétablir la démocratie en Turquie. La parution de l'éditorial incriminé, de la part d'un homme qui s'était montré jusque là plutôt favorable à la politique du Conseil de sécurité, avait entraîné la fermeture du quotidien *Milhyet* du 16 au 27 août. — (A.F.P. Reuters.)

Union soviétique

GRÈVE DE LA FAIM DE SOIXANTE-DIX CHRÉTIENS EN SIBÉRIE. — D'origine allemande, ils poursuivent depuis début septembre une grève de la faim dans le village de Tebougourevka en Sibirie (près de la Côte pacifique) pour obtenir l'autorisation de quitter l'U.R.S.S. certains de ces protestataires avaient été transférés en 1981 du village d'Abangaran, en Ouzbékistan, vers la Sibirie. — (A.F.P.)

première synthèse sur les mécanismes économiques et financiers des entreprises d'assurances

Gestion des entreprises d'Assurances

Mécanismes économiques et financiers

GÉRARD VALIN

130 F

سكنا من الاميل

**Les ont repris
de cessez-le-feu**

[illegible]

**Américains
et Espagnols**

1. NAME _____
 2. ADDRESS _____
 3. CITY _____
 4. STATE _____
 5. ZIP _____
 6. PHONE _____
 7. DATE _____
 8. SIGNATURE _____
 9. PRINT NAME _____
 10. PRINT ADDRESS _____
 11. PRINT CITY _____
 12. PRINT STATE _____
 13. PRINT ZIP _____
 14. PRINT PHONE _____
 15. PRINT DATE _____
 16. PRINT SIGNATURE _____
 17. PRINT NAME _____
 18. PRINT ADDRESS _____
 19. PRINT CITY _____
 20. PRINT STATE _____
 21. PRINT ZIP _____
 22. PRINT PHONE _____
 23. PRINT DATE _____
 24. PRINT SIGNATURE _____
 25. PRINT NAME _____
 26. PRINT ADDRESS _____
 27. PRINT CITY _____
 28. PRINT STATE _____
 29. PRINT ZIP _____
 30. PRINT PHONE _____
 31. PRINT DATE _____
 32. PRINT SIGNATURE _____
 33. PRINT NAME _____
 34. PRINT ADDRESS _____
 35. PRINT CITY _____
 36. PRINT STATE _____
 37. PRINT ZIP _____
 38. PRINT PHONE _____
 39. PRINT DATE _____
 40. PRINT SIGNATURE _____
 41. PRINT NAME _____
 42. PRINT ADDRESS _____
 43. PRINT CITY _____
 44. PRINT STATE _____
 45. PRINT ZIP _____
 46. PRINT PHONE _____
 47. PRINT DATE _____
 48. PRINT SIGNATURE _____
 49. PRINT NAME _____
 50. PRINT ADDRESS _____
 51. PRINT CITY _____
 52. PRINT STATE _____
 53. PRINT ZIP _____
 54. PRINT PHONE _____
 55. PRINT DATE _____
 56. PRINT SIGNATURE _____
 57. PRINT NAME _____
 58. PRINT ADDRESS _____
 59. PRINT CITY _____
 60. PRINT STATE _____
 61. PRINT ZIP _____
 62. PRINT PHONE _____
 63. PRINT DATE _____
 64. PRINT SIGNATURE _____
 65. PRINT NAME _____
 66. PRINT ADDRESS _____
 67. PRINT CITY _____
 68. PRINT STATE _____
 69. PRINT ZIP _____
 70. PRINT PHONE _____
 71. PRINT DATE _____
 72. PRINT SIGNATURE _____
 73. PRINT NAME _____
 74. PRINT ADDRESS _____
 75. PRINT CITY _____
 76. PRINT STATE _____
 77. PRINT ZIP _____
 78. PRINT PHONE _____
 79. PRINT DATE _____
 80. PRINT SIGNATURE _____
 81. PRINT NAME _____
 82. PRINT ADDRESS _____
 83. PRINT CITY _____
 84. PRINT STATE _____
 85. PRINT ZIP _____
 86. PRINT PHONE _____
 87. PRINT DATE _____
 88. PRINT SIGNATURE _____
 89. PRINT NAME _____
 90. PRINT ADDRESS _____
 91. PRINT CITY _____
 92. PRINT STATE _____
 93. PRINT ZIP _____
 94. PRINT PHONE _____
 95. PRINT DATE _____
 96. PRINT SIGNATURE _____
 97. PRINT NAME _____
 98. PRINT ADDRESS _____
 99. PRINT CITY _____
 100. PRINT STATE _____
 101. PRINT ZIP _____
 102. PRINT PHONE _____
 103. PRINT DATE _____
 104. PRINT SIGNATURE _____
 105. PRINT NAME _____
 106. PRINT ADDRESS _____
 107. PRINT CITY _____
 108. PRINT STATE _____
 109. PRINT ZIP _____
 110. PRINT PHONE _____
 111. PRINT DATE _____
 112. PRINT SIGNATURE _____
 113. PRINT NAME _____
 114. PRINT ADDRESS _____
 115. PRINT CITY _____
 116. PRINT STATE _____
 117. PRINT ZIP _____
 118. PRINT PHONE _____
 119. PRINT DATE _____
 120. PRINT SIGNATURE _____
 121. PRINT NAME _____
 122. PRINT ADDRESS _____
 123. PRINT CITY _____
 124. PRINT STATE _____
 125. PRINT ZIP _____
 126. PRINT PHONE _____
 127. PRINT DATE _____
 128. PRINT SIGNATURE _____
 129. PRINT NAME _____
 130. PRINT ADDRESS _____
 131. PRINT CITY _____
 132. PRINT STATE _____
 133. PRINT ZIP _____
 134. PRINT PHONE _____
 135. PRINT DATE _____
 136. PRINT SIGNATURE _____
 137. PRINT NAME _____
 138. PRINT ADDRESS _____
 139. PRINT CITY _____
 140. PRINT STATE _____
 141. PRINT ZIP _____
 142. PRINT PHONE _____
 143. PRINT DATE _____
 144. PRINT SIGNATURE _____
 145. PRINT NAME _____
 146. PRINT ADDRESS _____
 147. PRINT CITY _____
 148. PRINT STATE _____
 149. PRINT ZIP _____
 150. PRINT PHONE _____
 151. PRINT DATE _____
 152. PRINT SIGNATURE _____
 153. PRINT NAME _____
 154. PRINT ADDRESS _____
 155. PRINT CITY _____
 156. PRINT STATE _____
 157. PRINT ZIP _____
 158. PRINT PHONE _____
 159. PRINT DATE _____
 160. PRINT SIGNATURE _____
 161. PRINT NAME _____
 162. PRINT ADDRESS _____
 163. PRINT CITY _____
 164. PRINT STATE _____
 165. PRINT ZIP _____
 166. PRINT PHONE _____
 167. PRINT DATE _____
 168. PRINT SIGNATURE _____
 169. PRINT NAME _____
 170. PRINT ADDRESS _____
 171. PRINT CITY _____
 172. PRINT STATE _____
 173. PRINT ZIP _____
 174. PRINT PHONE _____
 175. PRINT DATE _____
 176. PRINT SIGNATURE _____
 177. PRINT NAME _____
 178. PRINT ADDRESS _____
 179. PRINT CITY _____
 180. PRINT STATE _____
 181. PRINT ZIP _____
 182. PRINT PHONE _____
 183. PRINT DATE _____
 184. PRINT SIGNATURE _____
 185. PRINT NAME _____
 186. PRINT ADDRESS _____
 187. PRINT CITY _____
 188. PRINT STATE _____
 189. PRINT ZIP _____
 190. PRINT PHONE _____
 191. PRINT DATE _____
 192. PRINT SIGNATURE _____
 193. PRINT NAME _____
 194. PRINT ADDRESS _____
 195. PRINT CITY _____
 196. PRINT STATE _____
 197. PRINT ZIP _____
 198. PRINT PHONE _____
 199. PRINT DATE _____
 200. PRINT SIGNATURE _____
 201. PRINT NAME _____
 202. PRINT ADDRESS _____
 203. PRINT CITY _____
 204. PRINT STATE _____
 205. PRINT ZIP _____
 206. PRINT PHONE _____
 207. PRINT DATE _____
 208. PRINT SIGNATURE _____
 209. PRINT NAME _____
 210. PRINT ADDRESS _____
 211. PRINT CITY _____
 212. PRINT STATE _____
 213. PRINT ZIP _____
 214. PRINT PHONE _____
 215. PRINT DATE _____
 216. PRINT SIGNATURE _____
 217. PRINT NAME _____
 218. PRINT ADDRESS _____
 219. PRINT CITY _____
 220. PRINT STATE _____

[illegible]

TRECALQUES
PARIS 17 - 347.21.30

NEWS LINES MURS

24 septembre

1. Porting of 10/14/1960

«OK J'OUVRE
2 MAGASINS
DE PLUS A PARIS...
LE 16 SEPT

...ET JE LES FÊTE
AVEC DES INVITÉS
DE PRIMAIRE
DANS MES 22 MAGASINS.

PROVINCE

Palais des Congrès
2, place de la Porte-Maillot
Centre commercial
Beaugrenelle
Centre commercial Galaxie
Centre commercial Parly 2
Centre commercial Evry 2
Centre commercial Ulis 2
Centre commercial
des 3 Fontaines
Centre commercial
Les 4 Temps
Centre commercial Parinor
Tour des Bureaux de Rosny II
Centre commercial Rosny II
Centre commercial Vélizy II

STRASBOURG

**Centre commercial
Strasbourg Les Halles**

GRENOBLE

Centre commercial Grand'Place
Centre commercial K'Store

ANNECY

**Centre commercial
de la Manufacture**

SAINT-ETIENNE

Centre commercial II
allée du Forez

MARSEILLE

Centre commercial Bourse
255, avenue du Prado

CLERMONT-FERRAND

Centre commercial Jaude

LYON

66, rue du Président E.-Herriot
Centre commercial
La Part-Dieu

BRUXELLES

Centre City 2

ANVERS
Century Center

The logo for GO SPORT. The word "GO" is in a large, bold, black, rounded sans-serif font. Below it, the word "SPORT" is in a smaller, black, spaced-out sans-serif font. The entire logo is set against a white background.

LE NUMERO 1 DU SPORT EN FRANCE

هكذا من الاحل

صكنا من الاصل

AMÉRIQUES

LES CONFLITS EN AMÉRIQUE CENTRALE

Washington presse ses alliés d'adopter une défense commune

(Suite de la première page.)

Il s'agit de former un état-major conjoint, d'adopter des mesures de défense commune et d'élaborer une doctrine centre-américaine de défense. Le Nicaragua de Somoza, qui avait prêté son territoire pour l'opération manquée de la baie des Cochons, en avril 1961, était membre actif de ce conseil. Mais la guerre de 1969 entre le Salvador et le Honduras, dont toutes les séquelles ne sont d'ailleurs pas effacées, a porté un coup fatal aux projets de défense commune des pays de l'isthme centre-américain. Le Condeca, pourtant, toujours un siège au Guatemala.

Les premiers pas vers une réactivation du Condeca ont été faits à bord du porte-avions américain *Ranger*, au début d'août, alors que le navire participait aux premières grandes manœuvres navales des Etats-Unis au large de l'Amérique centrale. Les ministres de la défense du Guatemala, du Salvador et du Honduras se sont entretenus avec les généraux américains qui dirigent le Southern Command dans la zone du canal de Panama. Depuis, le *Ranger* a été remplacé au large du Nicaragua, à la mi-août, par le *New Jersey*, 58 000 tonnes, avec son escorte de navires lance-missiles. La semaine dernière, à Tegucigalpa, le général Alvarez, commandant en chef des forces armées du Honduras, s'est prononcé catégoriquement en faveur d'un organisme de coordination militaire des pays d'Amérique centrale. Le ministre de la défense du Salvador est allé dans le même sens, avec pourtant un peu plus de prudence; mais la collaboration militaire honduro-salvadorennne est déjà une réalité. Deux mille cinq cents soldats salvadoriens formés aux méthodes de la lutte antiaérienne dans le nouveau centre d'entraînement de Puerto-Castilla, au Honduras, par des « bérés verts » américains, sont rentrés au début de cette semaine au

Salvador. Un millier d'autres « étudiants » salvadoriens, comme on les appelle ici, sont arrivés le 14 septembre, à Puerto-Castilla, pour un nouveau cours intensif.

Reste le Guatemala. Le gouvernement du général Rios Montt avait maintenu une attitude d'expectative et de relative neutralité dans les conflits d'Amérique centrale. Le général Rios Montt, armé par Israël, ne voyait pas la nécessité de faire des concessions à Washington dans le but d'obtenir la levée de la suspension de l'aide militaire américaine, décidée par Carter en 1977, pour protester contre les violations des droits de l'homme au Guatemala. Tout indique que le gouvernement du général Mejia est décidé à jouer un rôle plus actif, diplomatique d'abord, militaire ensuite, en Amérique centrale. Le nouveau chef de l'Etat guatémaltèque n'assistait-il pas début août, comme ministre de la défense du général Rios Montt, à l'entrevue sur le *Ranger*? Pour la première fois, la semaine dernière, le Guatemala a participé aux conversations patronnées par les pays du groupe de Contadora (1).

Les manœuvres américano-honduriennes en cours, a déclaré le général américain Schlossberg, commandant en chef des troupes des Etats-Unis au Honduras, doivent permettre d'entraîner des troupes qui pourront se rendre dans tout pays venant à le demander.

MARCEL NIEDERGANG.

Les pays de la région ont besoin de 23 milliards de dollars d'ici à 1990

De notre correspondant

Bruxelles (Communautés européennes). - En dépit des tensions et des conflits en Amérique centrale, les pays de la région souhaitent relancer leur coopération économique. La Banque interaméricaine de développement (BID) a réuni, du 13 au 15 septembre, à Bruxelles, avec le concours de la Commission européenne, des représentants des pays industrialisés, des organisations internationales de financement (Banque mondiale, Fonds monétaire international, Banque d'Amérique centrale pour l'intégration économique) et des banques commerciales.

Il s'agissait de présenter aux bailleurs de fonds potentiels les projets de développement élaborés avec l'appui de la BID. Pour les seuls projets régionaux, M. Castillo, président de la Banque centrale du Costa-Rica, et porte-parole des Etats centraméricains, a précisé que les besoins de financement pour les cinq prochaines années s'élevaient à 1 milliard de dollars dans le secteur productif et les grands travaux d'infrastructure. « Encore s'agit-il, a-t-il souligné, d'un montant minimum pour couvrir la dégradation des économies d'Amérique centrale. » M. Castillo a évalué les investissements nécessaires d'ici à 1990 entre 20 et 23 milliards de dollars pour que le Costa-Rica, le Guatemala, le Honduras, le Salvador et le Nicaragua retrouvent le niveau de vie de 1980.

Aucun engagement n'a été pris par les gouvernements et les organisations internationales représentées à Bruxelles, même si certaines délégations ont laissé entendre leurs intentions. Pour sa part, la C.E.E. est intéressée au financement de projets agricoles : depuis 1977, l'Europe communautaire a attribué 70 millions de dollars aux pays concernés pour l'amélioration de la production agricole. De leur côté, les Etats-Unis ont lancé, en janvier 1982, le plan d'assistance appelé « bassin Caraïbes ».

La rencontre de Bruxelles s'inscrit, selon les meilleurs communautaires, en parallèle avec l'initiative américaine pour le développement économique et social de la région Amérique centrale-Caraïbes. Le représentant du Nicaragua, présent à la conférence de presse de M.M. Ortiz Mena, président de la BID, et Castillo, a formulé l'espoir que son pays bénéficiera des aides octroyées au titre du programme « bassin Caraïbes » (1).

Interrogé sur l'éventuelle création d'une banque de développement C.E.E.-Amérique latine, mentionnée dans la presse britannique,

(1) Les Etats-Unis ont suspendu en 1982 leur aide bilatérale au régime sandiniste.

Lisez



Le Nicaragua cherche à desserrer l'étau

Le gouvernement révolutionnaire nicaraguayen cherche à desserrer l'étau dans lequel les Etats-Unis ont voulu l'enfermer dès l'accession au pouvoir du président Reagan. A Paris, M. Tomas Borge, ministre de l'Intérieur et leader historique des sandinistes, a eu, le jeudi 15 septembre, un entretien d'une heure avec le premier ministre, M. Manroy, a réaffirmé la « solidarité économique, financière, culturelle et commerciale » de la France avec le Nicaragua, qui, a-t-il dit, constitue « un devoir pour le gouvernement de gauche ». M. Borge a insisté : « Nous parlons le même langage ».

Cependant, le vice-ministre des affaires étrangères de Managua, M. Nora Astorga, en visite à La Havane, a annoncé, le 15 septembre, que le président du Conseil d'Etat nicaraguayen, le commandant Carlos Nunez, se rendrait en octobre aux Etats-Unis, à l'invitation de parlementaires américains. L'« offensive diplomatique » actuelle de Managua culminera avec la prochaine intervention du « coordinateur » de la junte du gouverne-

ment sandiniste, M. Daniel Ortega, devant les Nations unies.

Costa-Rica : neutralité

De son côté, le Costa-Rica, petit pays démocratique de plus en plus impliqué, à son corps défendant, dans les turbulences centraméricaines, a annoncé jeudi, par la voix de son président, M. Luis Alberto Monge, qu'il proclamerait, le 17 novembre prochain, sa « neutralité permanente ». Il ne s'agit pas, pour San-José, de se retirer du système interaméricain, mais de se tenir, si possible, à l'écart des conflits armés. Le Costa-Rica, qui abrite l'un des mouvements les plus actifs d'opposition au régime révolutionnaire du Nicaragua, l'ARDE de M. Eden Pastora, semble craindre des représailles de Managua. Le ministère de la sécurité publique a en effet annoncé que San-José cherchait à acquiescer des missiles sol-air, destinés à protéger ses installations vitales d'une éventuelle attaque aérienne.

Etats-Unis

Le budget de la défense a été définitivement adopté

La Chambre des représentants a adopté, jeudi 15 septembre, par 266 voix contre 152, le budget de la défense, déjà accepté la veille à une majorité plus étroite (83 voix contre 8) par le Sénat. Ce budget de 187,5 milliards de dollars est le résultat d'un compromis élaboré le mois dernier entre la Maison Blanche et le Sénat : il est inférieur de 10,5 milliards aux premières demandes du président Reagan, mais il permettra de financer les principaux armements souhaités par la Maison Blanche : 4,85 milliards pour un nouveau missile intercontinental MX, 5,63 milliards pour un bombardier stratégique B-1 et 400 millions de dollars au missile Pershing-2.

Pour la première fois depuis quatorze ans, ce budget prévoit aussi des crédits pour les armes chimiques, c'est le chapitre qui a suscité le plus de réserves parmi les repré-

sentants, en particulier de la part de M.M. Clemens Zablocki (démocrate) et Ed Benthue (républicain). Mais l'émotion soulevée par l'affaire du Boeing de la Korean Airlines a balayé ces réticences : « La meilleure façon d'exprimer nos sentiments à propos de l'action des Soviétiques est de voter ce budget », a ainsi déclaré un représentant démocrate de l'Etat de New-York, M. Samuel Stratton.

Le Pentagone pourra donc consacrer 114 millions de dollars à la production d'obus et de bombes chimiques « binaires » : ces armes contiennent des composants inoffensifs en eux-mêmes, mais qui deviennent mortels lorsque le mélange se fait au moment de l'impact. Le Congrès a cependant interdit au Pentagone de procéder à l'assemblage de ces armes avant octobre 1985. - (A.F.P., U.P.I.)

(Publicité)

VICARIAT LATRIARCAL MARONITE

HALTE AUX MASSACRES DES CHRETIENS DU LIBAN I

- BMARIAM	36 Chrétiens égorgés	31 août 1983
- BHAMDOUN	100 personnes massacrées	7 septembre 1983
	disparues	
- BIREH	64 victimes	10 septembre 1983
- RAS EL-METN	30 victimes	10 septembre 1983
- MAASSER BEITEDDINE	15 victimes	11 septembre 1983
- CHARTOUN	36 victimes	11 septembre 1983
- AIN EL-HOUR	3 victimes	12 septembre 1983
- BOURJAYNE	12 victimes	12 septembre 1983
- FAHARA	11 victimes	12 septembre 1983
- MAASSER EL-CHOUF	84 victimes	13 septembre 1983
- WADI EL-SITT	15 victimes	13 septembre 1983
- DEIN DOURIT	6 victimes	13 septembre 1983

Mobilisons-nous pour arrêter la main des assassins avant que la liste ne s'allonge I

Marche de solidarité avec le Liban

Lundi 19 septembre 1983

rassemblement : esplanade des Invalides à 18 heures

A l'appel de :

Alliance Libanaise - Union maronite mondiale - Union chrétienne démocrate libanaise - Comité de solidarité franco-libanaise - Comité d'aide aux chrétiens du Liban - H.E.L.P. Lebanon - France-Phénicie - Comité de soutien aux forces de la résistance libanaise - Comité d'action de la résistance française - Alliance libanaise B.P. 285 75828 Paris Cedex 17

L'HEBDOMADAIRE INTERNATIONAL DE L'EUROPE



IS FRANCE GOING RACIST ?

The Economist analyses attitudes to immigration in France and Europe after the Dreux by-election.

EN VENTE DEMAIN CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX

EUROPE

LES RELATIONS INTERALLEMANDES

La R.D.A. pourrait accepter des « allègements humanitaires »

De notre correspondant

Bonn. - La visite qu'a rendue le bourgmestre de Berlin-Ouest, M. Richard von Weizsäcker, à M. Erich Honecker, chef du parti socialiste unifié, en R.D.A., est un événement d'importance : c'est la première fois qu'un maire de Berlin-Ouest rencontre officiellement le chef de l'Etat et du parti est-allemands. Soigneusement préparée du côté occidental, l'entrevue a eu lieu dans le château de Niederschönhausen, maison des hôtes de la R.D.A., dans le secteur résidentiel de Pankow, un district de Berlin-Est. Les alliés avaient donné leur accord et par avance le chancelier Kohl avait qualifié la visite d'« utile ».

M. Honecker n'avait pas unilatéralement invité M. von Weizsäcker. La rencontre avait lieu d'un « consensus accordé », ce qui suppose un échange préalable.

Les conversations de mercredi ont duré plus de quatre heures, dont une demi-heure d'entretien en tête à tête entre M.M. Weizsäcker et Honecker. Aucun ordre du jour spécial n'avait été fixé, mais les sujets ne manquaient pas, depuis la conférence de Genève jusqu'au rachat du S.Bahn, le vieux métro reliant les deux Berlins, qui a besoin d'une rénovation complète. Comme toujours dans les dialogues entre Allemands de l'Ouest et de l'Est, les « allègements humanitaires » furent au centre de la discussion. Les Allemands de l'Ouest qui veulent rendre visite à leurs parents de l'Est doivent depuis octobre 1980 changer obligatoirement 25 marks par jour, ce qui dissuade les personnes aux revenus modestes de se rendre en R.D.A. Le nombre des passages a diminué de plus d'un tiers. De retour à Berlin-Ouest, M. von Weizsäcker a laissé entendre que des assouplissements pourraient être apportés en ce qui concerne, notamment, les retraités et les jeunes.

C'est la seule chose un peu précise dont M. Weizsäcker ait donné connaissance lors de la conférence de presse qu'il a tenue à Berlin-Ouest. Il a fait un rapport plus détaillé à M. Brautigam, représentant permanent de la R.F.A. en R.D.A., pour qu'il le communique à Bonn. Il a dit également que l'entrevue avec M. Honecker s'était révélée « très utile » et qu'elle aura des prolongements.

Il est probable que le bourgmestre de Berlin-Ouest a plaidé la cause de certains décrets politiques, comme l'avait fait, non sans succès,

M. Franz-Josef Strauss lors de sa visite à M. Honecker en juillet. Le numéro un de la R.D.A. semble trouver plaisir à recevoir des personnalités de R.F.A. Mercredi, il était tout sourire et urbanité pour accueillir M. von Weizsäcker. Peut-être se hâta-t-il de multiplier les contacts avant que l'éventuelle implantation de Pershing-2 et de missiles de croisière ne le force à une attitude plus sévère.

La caution accordée en juin par le gouvernement fédéral à un emprunt de 1 million de marks par la R.D.A., a joué son rôle dans cette détente. A Bonn, le bruit court que la R.D.A. souhaiterait recommencer l'opération sur une plus grande échelle, mais le chancelier Kohl a affirmé qu'il n'en-tendait rien. Les « relations de confiance », que M. von Weizsäcker a semblé trouver plaisir à recevoir des personnalités de R.F.A. Mercredi, il était tout sourire et urbanité pour accueillir M. von Weizsäcker. Peut-être se hâta-t-il de multiplier les contacts avant que l'éventuelle implantation de Pershing-2 et de missiles de croisière ne le force à une attitude plus sévère.

ALAIN CLÉMENT.

LE HAUT COMMISSARIAT AUX REFUGIES CRITIQUE L'ATTITUDE DU GOUVERNEMENT DE BONN

Bonn (A.F.P.). - Le chancelier Kohl a qualifié, le jeudi 15 septembre, devant le Bundestag d'« inacceptable » un récent rapport du Haut Commissariat des Nations unies aux réfugiés (H.C.R.) sur la situation des demandeurs d'asile en République fédérale. Le H.C.R. avait également protesté contre l'attitude du gouvernement de Bonn après la mort de Kemal Altun, un jeune Turc ayant demandé l'asile politique et qui, menacé d'extradition, s'était suicidé le 30 août à Berlin-Ouest.

Le rapport du H.C.R. et ces critiques envers l'extradition des réfugiés politiques (que Bonn exclut pas dans le cadre de la « coopération entre les polices ») avaient provoqué mardi dernier l'annulation d'une visite du haut commissaire, M. Paul Hartling, M. Zimmermann, ministre ouest-allemand de l'Intérieur, qui devait recevoir M. Hartling, avait attribué cette annulation à des « raisons de calendrier ».

Pologne

Diffusion d'une fausse émission de Radio-Solidarité

Un émetteur clandestin de Radio-Solidarité a diffusé pendant deux minutes, dans la soirée du jeudi 15 septembre, à Varsovie, un communiqué difficilement audible, rendant compte du « succès » obtenu par la journée de protestation du 31 août dernier.

Presque immédiatement, sur une fréquence voisine, un autre émetteur, se présentant également comme Radio-Solidarité, a présenté une version toute différente de cette journée anniversaire des accords de Gdansk : sur un ton résigné, une voix nette a évoqué les très grandes difficultés rencontrées par le syndicat, « qui pourra difficilement reprendre des forces après les nombreux coups reçus dernièrement », et qui sera « contraint à la conciliation » par l'attitude des autorités. Le présentateur appelait aussi à ne pas participer aux prochaines journées anniversaires qui pourraient donner prétexte à des manifestations.

Cette seconde émission, qui présente toutes les apparences d'une contrefaçon, n'est pas la première du genre : mais - sans doute pour être plus crédible - elle a aussi été brouillée au bout de trois minutes par une musique assourdissante, se-

lon la technique habituelle. Depuis près d'un an, l'usage de faux de diverses natures (aux journaux clandestins, fausses lettres de M. Lech Walesa) semble un moyen privilégié de lutte contre le syndicat dissous.

D'autre part, la télévision polonaise poursuit sa campagne de dénigrement contre M. Walesa, en diffusant des montages de ses déclarations anciennes et récentes, qui tentent d'illustrer à la fois son extrémisme et son incompétence.

Défections à Turin

En Italie, la rencontre de football qui a opposé mercredi 14 septembre l'équipe Lechia di Gdansk à la Juventus de Turin a permis à une quarantaine de citoyens polonais de demander l'asile politique aux autorités. Dix d'entre eux ont fait des avant le match, à peine débarqués de Varsovie (le Monde du 16 septembre), et vingt-cinq le lendemain matin, tandis que deux autres Polonais qui n'étaient pas eux des « supporters » déposaient de leur côté une demande d'asile à Turin. L'aviation est repartie à moitié vide vers Varsovie. - (A.F.P., U.P.I., Reuters, A.P.)

• Six citoyens tchécoslovaques et sept roumains ont demandé l'asile politique à la Grèce, où ils étaient venus en touristes, a-t-on appris jeudi 15 septembre de source policière à Athènes. - (A.F.P.)

INITIEZ-VOUS A LA MICRO-INFORMATIQUE

ic
• Stages intensifs
• en semaine
• Formule du samedi ou du soir
(1) 544.05.14

INFORMATIQUE ET COMMUNICATION

La préparation des élections sénatoriales

Morbihan : le « patron », M. Marcellin, a tout organisé

Vannes. - Sûrément ancré dans l'opposition nationale, le Morbihan s'offre au moins l'émotion de quelques petits sujets d'étonnement. La gauche n'aurait pas, il est vrai, la majorité départementale, dont M. Raymond Marcellin (U.D.F.-P.R.) est député depuis longtemps le chef, ou plutôt le « patron », comme on dit volontiers en Bretagne. Le renouvellement sénatorial réserve toutefois deux surprises :

M. Guy Guernier, député régional du R.P.R., ancien député et ancien conseiller général du Finistère, qui cherche difficilement son second souffle dans le Morbihan, reste sur la touche, et M. Joseph Briand, conseiller général de Questembert entre en dissidence contre la liste d'union d'opposition que soutient M. Raymond Marcellin (1), dont il est le suppléant à l'As-

semblée nationale. Des deux sénateurs sortants - un siège est vacant depuis le décès, en janvier dernier, de Louis Le Montagner (U.C.D.P.) - seul M. Henri Le Breton (U.D.F.), élu sénateur en 1981 quand M. Marcellin est devenu député, se représente. M. Joseph Yvon (U.D.F.), soixante-dix-sept ans, ne sollicite pas le renouvellement de son mandat.

De notre correspondant.

On a rarement discuté dans le Morbihan l'autorité de M. Marcellin, soixante-neuf ans, dont vingt-six de vie ministérielle. Tout ce qui a été entrepris d'important ici depuis la libération porte plus ou moins sa marque, et le département, ancien fief du M.R.P., a toujours été gouverné au centre, avec une petite faiblesse pour la droite.

A la tête du conseil régional de Bretagne depuis 1978, président du conseil général du Morbihan depuis 1964, maire de Vannes de 1965 à 1977, M. Marcellin est parlementaire depuis 1946 : député, sénateur (1974 à 1981) puis de nouveau député. « C'est à Vannes, a toujours affirmé M. Marcellin, que je travaille le mieux pour le Morbihan et la Bretagne. » Dès lors, rien d'étonnant à ce qu'il ne soit pas présent sur le terrain, mais bien entendu, nul n'ignore ses choix et c'est lui qui a fait le tiers de la liste d'union.

Un homme rond...

M. Henri Le Breton, l'élu de 1981 (rattaché au groupe de l'Union cen-

triste) repart avec les meilleures chances. « Je n'ai que deux ans d'apprentissage alors qu'il en faut trois pour avoir son C.A.P., mais j'ai quand même bien travaillé », raconte le sénateur sortant, avec bonhomie. Sa fierté est d'avoir déjà déposé cent trente questions écrites. Dans les réunions électorales, il agit son trousseau de clés pour montrer qu'un sénateur peut ouvrir toutes les portes.

Maire de Bulion (500 habitants) depuis trente ans, conseiller général de Saint-Jean-de-Brévelay depuis vingt-cinq ans, cet ancien animateur commercial d'E.D.F. connaît bien toutes les communes du département. « C'est un petit gars bien de chez nous », dit-on. Un jugement qui a son importance puisque 78 % des grands électeurs du Morbihan sont ruraux. Et ils apprécient les gens qui leur ressemblent. A tous les points de vue, M. Le Breton est un homme rond.

L'homme, carré, de l'équipe est M. Christian Bonnet (U.D.F.-P.R.),

soixante-deux ans, ancien ministre de l'Intérieur (1977-1981). « Un homme carré. Au moins, avec lui, on sait à quoi s'en tenir », tel est le jugement de M. François Guillaumet, président de la F.N.S.E.A., sur l'ancien ministre de l'Agriculture (1974-1977). A l'inverse de M. Marcellin, M. Bonnet, député de la 2^e circonscription quitte le Palais-Bourbon pour le Luxembourg. « J'ai obtenu le remboursement total de la T.V.A. aux communes », rappelle l'ancien ministre de l'Intérieur. Et j'ai fait voter la loi instituant une dotation globale de fonctionnement. Aujourd'hui toutes les difficultés sont devant nous et nous en avons pour longtemps. Pas un centime pour les collectivités dans tous les impôts nouveaux. Les transferts de charges sans ressources, c'est en fait un transfert d'impopularité, et la décentralisation que l'on fait sur le dos des communes est une trop grande ambition en période de chômage. C'est mon Sénat qu'il faut le dire. C'est mon injustice. C'est ainsi que M. Bonnet justifie sa candidature, et il prépare avec sérieux sa dix-neuvième élection dans le Morbihan. On s'est interrogé sur la qualité des rapports entre M. Bonnet et M. Marcellin : « Deux crocodiles dans le même marigot », a dit un jour M. Alain Peyrefitte. « Il n'y a jamais eu entre nous la moitié de l'ombre d'un nuage », soutient M. Bonnet.

M. Guernier :

une greffe qui prend mal

Le troisième siège de la liste d'opposition réservé au R.P.R. ne pouvait pas revenir à M. Guy Guernier (conseiller municipal de Lorient), victime d'un douloureux mais évident phénomène de rejet après une tentative de greffe locale.

Soutenu dans des circonstances parfois tumultueuses par le noyau des militants, l'ancien député du Finistère n'a obtenu manifestement ni la confiance ni l'appui des élus, embarrassés par cette intrusion tapageuse dans leur département et dans leurs habitudes. Leur chef de file, M. Jean-Charles Cavallé, député R.P.R. de la 3^e circonscription, soupire : « Mais pourquoi n'est-il pas resté dans le Finistère ? »

« Les seuls satisfaits, a commenté de son côté M. Christian Bonnet, ont été les Finistériens qui l'ont vu partir et qui nous ont dit : « Surtout, gardez-le bien ! » M. Guernier s'est vu couper la route du Sénat par les instances nationales du R.P.R. qui ont accordé leur investiture au duc Josselin de Rohan, quarante-quatre ans, conseiller général et maire de Josselin.

« J'ai volontairement et délibérément écarté la carrière sénatoriale », a fait savoir de son côté M. Guernier. Ce qui ne veut pas dire que la campagne sénatoriale le laisse parfaitement indifférent. C'est l'un de ses amis, M. Jean-François Le Bagousse, adjoint R.P.R. au maire de Larmor-Plage, qui est le suppléant de M. Joseph Briand, l'adversaire le plus dangereux sans doute pour le duc de Rohan.

● Loire-Atlantique : Les fédérations du P.S. et du P.C. se sont mises d'accord pour présenter une liste commune le 25 septembre. Conduite par M. François Autain (P.S.), secrétaire d'Etat à la Défense, elle se compose de M^{me} Eva Gendreau (P.S.), conseillère municipale de Nantes et de M^{me} Camille Durand (P.S.), maire de Saint-Jean-de-Boiseau ; Jean-Louis Le Corre (P.C.), maire de Trigac et Pierre Marchi (P.S.), conseiller général et conseiller municipal de Nantes. (Voir le Monde du 6 septembre.)

PRÉCISIONS : Dans l'article consacré aux élections sénatoriales dans la Loire (le Monde du 15 septembre), une coquille a déformé le troisième paragraphe du chapitre. Il convient de préciser que M. Claude Mont, sénateur sortant (U.C.D.P.) conduit la liste U.D.F.-R.P.R. Pour sa part, M. Michel Durafour enseigne à l'université Jean-Moulin (Lyon III) et non à l'université Lyon II.

D'autre part, contrairement à ce que nous avons écrit dans nos éditions du 16 septembre à propos de la préparation des élections sénatoriales dans les Hautes-Pyrénées, il ne sera pas nécessaire de fermer une deuxième fois la chasse à l'Isard et au coq de bruyère dans ce département (cette chasse, ouverte le 24, sera fermée le 25 et reconverte le 26) au cas où un deuxième tour serait nécessaire pour désigner les titulaires des deux sièges à pourvoir. Il est de règle, en effet, lors du scrutin sénatorial, que le deuxième tour éventuel soit organisé le même jour que le premier. Les grands électeurs chasseurs des Hautes-Pyrénées ne dérogeront pas à cette règle, malheureusement pour les isards et les coqs de bruyère...

Jo descend du ciel et le duc de Rohan

Sa bonne connaissance du terrain, qu'il ne veut voir d'ailleurs qu'en ras des pâquerettes, accroît les chances de Jo, principal challenger des trois mousquetaires de la liste d'union d'opposition, dont le plus vulnérable est sans doute M. de Rohan. Entre Jo et le duc, la duel est insolite. Les deux hommes ont des traits... La duc a peut-être même une botte secrète : on n'a pas innocemment dans ses ancêtres Guy de Chabot, célèbre depuis quatre siècles pour son coup de Jarnac.

La salle à manger de la ferme de Joseph Briand, à Pleuquedec, ne fait pas 15 mètres de long et 9 mètres de large comme celle du château et l'on n'y dîne pas sous les regards des ancêtres et de Louis XIV. Mais c'est une belle exploitation que dirige le maître : 55 hectares, 400 porcs, 20 vaches et des cultures légumières. Jo, c'est un peu le fils spirituel du « Père Dodu », l'industriel en volailles de Malenac. C'est avec lui qu'il a lancé sa première entreprise de bardes de lard - un coup de maître, - en faisant du porte à porte dans le village pour trouver des actionnaires. « J'enseigne Jo, viens voir ici », lui a dit Lucie Molac, soixante-cinq ans, en sortant 1 000 anciens francs de sous une lame du parquet. Il y eut bien sûr des participations beaucoup plus importantes. Au total 2 500 000 F ont été apportés à trois entreprises et nul ne regrette aujourd'hui son argent.

Jo Briand, qui n'est pas mécontent de lui, s'est aussi lancé dans le parachutisme il y a trois ans pour épater son fils aîné. Il en est à son trente-quatrième saut avec une triomphale démonstration le 25 août dernier pour la fête de Pleuquedec, car il avait entraîné dans l'aventure le moniteur de foot, Louis Jemo, qui est aussi le recteur du village. Et l'on n'est pas près d'oublier au pays le spectacle rare du maître et du curé tombant ensemble du ciel.

Plus fort que Peppone et don Camillo...

M. G.

PICARD PROPOSEE
MECANIQUE + ELECTRONIQUE
PROTECTION RENFORCEE

ILLIAS LALAOUNIS
Paris 164, rue Saint-Hippolyte
(place Vendôme), tél. 361-35-45
Ateliers & atelier bijouterie
Grosbail, Zurich, Londres
Collier en or 18 carats
avec sertielle en cristal de roche.
Notre apport à la joaillerie contemporaine est de faire renaitre l'art de l'orfèvre à travers les idées et les techniques éternelles de la Grèce Antique.
Un nouveau court métrage explique aux visiteurs de la boutique le thème de la nouvelle collection MICROLYPTIQUE d'ILLIAS LALAOUNIS.
La musique du film est de KENAKIS.

IBERIA
IBERIA

L'ETAT ET LA
DECENTRALISATION
Du préfet au commissaire
de la République
un ouvrage qui rassemble les
données essentielles pour
comprendre l'administration
territoriale.
Notes et Etudes Documentaires,
n° 4711-4712, 284 pages, 40 F.
vente en librairie
LA DOCUMENTATION
FRANCAISE
vente par correspondance
124, rue Henri-Barbusse
93308 Aubervilliers Cedex

IBERIA
IBERIA

1^{er} Prix de copie
Ce 1^{er} prix de copie, Toshiba l'a obtenu aux Etats-Unis.
Il saluait le copieur le plus vendu de sa catégorie.
Avec tous ses perfectionnements technologiques,
il n'a eu certes... que peu de mérite à obtenir l'oscar.
Quoi qu'il en soit, un copieur diplômé c'est original.
TOSHIBA
DES COPIEURS ORIGINAUX
IMPORTATEUR REGIMA SYSTEMES 12815 RUE CHRISTOPHE-COLOMB 75008 PARIS.
TEL. 723 97 03 / 723 36 71. STAND SICOB 5602 NIVEAU 5 ZONE F.

هكذا من الاصل

هكذا من الاحول

L'INTERVENTION DU PRÉSIDENT

M. François Mitterrand : la crise

Interrogé jeudi 15 septembre au cours de l'émission « L'Enjeu » sur TF1 par François de Closets, Emmanuel de la Taille et Alain Weiler durant près d'une heure et demie, le président de la République s'est expliqué sur sa politique économique. Confiance et loyauté : M. François Mitterrand a proposé un « contrat » en ces termes aux cadres trop souvent « sacrifiés » et en tout cas directement frappés par la politique fiscale du gouvernement.

Confiance et loyauté, ce pourrait être aussi les termes du contrat plus général auquel le chef de

l'Etat a implicitement invité l'ensemble des Français à souscrire. S'il veut obtenir la confiance qui, pour l'instant, lui fait défaut, il lui est nécessaire d'administrer la preuve de sa loyauté à l'égard du pays.

Cette loyauté sera appréciée à hauteur des promesses faites par le pouvoir de gauche et du respect des engagements personnels pris par le président de la République. Ainsi M. François Mitterrand s'est-il fixé quelques obligations précises. Et puisque les Français remarquent-ils, en les approuvant, sont comme Saint-Thomas qui ne voulait croire que ce

qu'il pouvait toucher du doigt, ils verront et jugeront sur pièces. Les pièces les plus récentes du dossier sont les suivantes : réforme, en 1984, de la taxe professionnelle, cet impôt « insensé », « imbécile », mais qui rapporte gros ; diminution d'un point, au cours de la même année, du taux des prélèvements obligatoires (impôts et cotisations sociales) qui ont atteint, à 44,7 % du produit national brut, le seuil de « l'insupportable » ; confirmation du projet de train à grande vitesse T.G.V.-Atlantique. Il convient d'y ajouter quelques indications de comportement politique qui ont dû chatouiller les oreilles de téléspecta-

teurs a priori incrédules. M. Mitterrand assure, par exemple, qu'il ne cédera pas, à l'approche des élections législatives de 1986, aux tentations de la démagogie du porte-monnaie. Ainsi, contrairement à M. Raymond Barre, il ne différerait pas, pour cause de scrutin, l'augmentation des tarifs de l'E.D.F. Cela fait « mauvais genre ».

M. François Mitterrand ne donne pas pour autant dans le style « bon chic, bon genre ». Il a préféré le genre ragueur. Quand on veut dire à ses interlocuteurs quelques vérités toutes crues, c'est inévitable.

Voici les principaux extraits des propos tenus par le président de la République, jeudi 15 septembre, sur TF1 lors de l'émission « L'Enjeu ».

M. Mitterrand s'exprime d'abord sur la « grogne » des Français.

« Les Français ont été si souvent déçus dans leurs espoirs depuis le début de la crise mondiale, cela fait maintenant dix ans, que, au moment même où cela commence à être vrai qu'on va en sortir, ils n'y croient plus ! Et comme, pour que ce soit tout à fait vrai, il faut un considérable effort de toute la Nation, et comme les Français doutent que cet effort serve à quelque chose, on peut comprendre qu'ils soient moroses. »

Pourtant, les indices sont meilleurs, et à partir de ces indices, on peut penser que nous sommes sur le bon chemin. Mais qu'est-ce que vous voulez, les Français sont comme Saint-Thomas : ils ne croient que ce qu'ils voient, et ils ont bien raison ! Au gouvernement de prouver, à moi aussi, que nous sommes en train de réussir, et la confiance reviendra, mais à deux conditions :

« D'abord, que l'effort demandé à tous soit équitablement réparti. Ensuite, que les Français aient la certitude que cela servira à quelque chose, et ce quelque chose, c'est tout simplement le redressement national. »

Serais-je impopulaire ? Eh bien ! Je le préférerais plutôt que de manquer à mon devoir.

Interrogé sur le choix budgétaire le plus difficile qu'il a eu à effectuer, M. Mitterrand répond :

« Le choix le plus difficile, c'est celui qui a fait au point de départ et qui a contraint le gouvernement à ce budget. J'ai dit : il ne pourra pas y avoir de déficit budgétaire de plus de 3 % de la production nationale brute. Ce qui, en langage clair, veut dire : chaque année, on produit des richesses ; c'est le travail de la France. C'est la production ; et cette richesse, il ne faut pas la dilapider. De ce fait, si l'Etat a un budget en déficit, il faut bien qu'il compense d'une manière ou d'une autre. Donc, il faut que ce déficit soit le moins grand possible. »

Donc, nous n'avons pas épargné sur la difficulté. J'observe tout de même que le déficit budgétaire de la France est le plus faible, avec la Grande-Bretagne, de tous les pays industrialisés. Alors, ces 3 %, c'était très contraignant. Le gouvernement a eu beaucoup de peine.

Ensuite, je lui ai demandé de ne pas accroître ses dépenses de plus de 7 %. Il est arrivé à 6,3 %, en progrès sur ma proposition. Coincé entre ces deux chiffres, il a fallu

qu'il débâte des économies et naturellement des impôts ou des prélèvements sociaux. Les économies se sont montées à 24 milliards, les impôts à 16 milliards, partagés moitié moitié entre l'impôt sur le revenu et ce qu'on appelle d'ailleurs par une bizarre formule les recettes de poche qui souvent vident les poches aussi. Simplement elles ont l'avantage, disent les spécialistes, qu'on s'en aperçoit moins.

« L'impôt n'est pas fait pour boucher les trous »

« Nous avons ébauché des priorités et nous avons dit : d'abord, on va défendre l'emploi, et on a mis de grosses sommes pour la défense de l'emploi. Puis on a dit : il faut maintenant pousser l'avenir, c'est-à-dire aider l'industrie, et on a fait un gros effort pour aider l'industrie. Non seulement l'industrie, mais ses aspects particuliers, la recherche, et puis la formation des jeunes, et puis la culture, toute une série de choix prioritaires qui nous ont contraints à être très sévères (...). Les impôts que nous avons décidés ne sont pas faits pour boucher les trous, mais pour construire les années prochaines. »

Le chef de l'Etat explique ensuite que la crise peut être une chance pour la France.

« Si nous étions capables de réagir vite — et on n'a pas réagi vite, — cela [la crise] aurait été une chance. Comme on a réagi lentement depuis le premier « choc » pétrolier (1973-1974), alors c'est devenu un motif de régression, donc d'inquiétude et de malheur. »

La crise, pour beaucoup de gens qui nous écoutent, cela veut dire quoi ? Cela veut dire du chômage, la vie chère, la pénurie de logements, une difficile éducation pour les enfants (...), cela se traduit en termes souvent tragiques. Pourtant, avec la volonté que j'ai de réduire les délais qui nous permettent de passer de l'autre côté, c'est-à-dire dans la société nouvelle, moderne, je pense que cela peut être une chance pour la France. »

Les animateurs de l'émission passent en revue le « tableau de bord » de l'économie française, c'est-à-dire les principaux indices.

« On voit bien que l'inflation diminue en France. Savez-vous que, sur les quatre derniers mois, c'est la plus forte baisse d'inflation depuis dix ans ? Donc, on s'engage peu à peu dans le bon sens. »

La production, ou la croissance. Vous voyez que nous sommes près de zéro. Ce n'est pas assez. Les Etats-Unis d'Amérique sont dans

une meilleure situation, les autres sont à peu près comme nous. J'espère que la reprise américaine que l'on annonce aura une valeur d'entraînement... Je n'en suis pas très sûr (...). J'espère bien que nous atteindrons au moins un point de plus l'année prochaine.

Le chômage. Nous sommes presque aussi bien placés que l'Allemagne, mais il faut considérer que la France a baissé la courbe de progression de son chômage, qui connaissait dans les années précédentes une allure très inquiétante. On allait traquer vers les deux millions cinq cent mille, maintenant nous sommes à deux millions, ou un peu plus. Tandis que l'Allemagne, qui était bien mieux lotie que nous, peu à peu nous rattrape. Elle, elle monte...

Le commerce extérieur. Nous sommes mieux placés que la Grande-Bretagne, moins bien que l'Italie, qui a fait un effort tout à fait remarquable, et spécialement dans



(Dessin de PLANTU.)

son commerce avec la France ; quant à l'Allemagne, elle reste de ce point de vue un exemple.

Je viens d'avoir les chiffres du mois d'août : le déficit est simple- ment de 400 millions. En juillet, il était d'environ 3 milliards ; le mois précédent, de 3,7 milliards ; auparavant, c'était 7 milliards ; ce mois-ci, c'est 400 millions de déficit.

Récession : le risque existe, et toute notre politique, l'art de notre politique, est de réduire tous ces indices sans tomber dans la récession. Nous n'y sommes pas puisque nous en sommes encore à une croissance nulle avec la perspective de faire plus dans le domaine de la production, mais, enfin, il y a un danger, et mon rôle est d'y veiller. Pour y veiller, il faut un maître mot : investir, investir, investir, naturellement dans les secteurs productifs. Il faut investir, il faut placer notre argent avec intelligence, là où le progrès se trouve. Il faut aussi savoir que nous sommes en mesure de reconquérir une partie de notre marché industriel, qui, je crois, à 35 %, appartient aujourd'hui au commerce étranger.

Il n'y a qu'une politique possible. M. Mitterrand s'explique sur le protectionnisme et l'hypothèse selon laquelle une « autre politique » pourrait être mise en œuvre.

Il n'y a qu'une politique du gouvernement. Je pense, moi, qu'il n'y a qu'une politique possible dans les circonstances présentes. Cette politique possible interdit le protectionnisme, c'est-à-dire qu'on ferme totalement ou partiellement nos frontières à tous les produits ou à certains produits pour éviter d'être envahis. Moi, je crois que le monde moderne, le réajustement de la planète, les nouveaux centres de décisions économiques, en Extrême-Orient par exemple, la présence de la France dans le Marché commun, exigent que la France joue le jeu,

fasse appel à son intelligence et à sa volonté. Les seules restrictions que j'y mettrais, c'est que je constate qu'autour de nous il y a beaucoup de protectionnisme et dans quelques pays qui n'ont à la bouche que le libéralisme.

Nous sommes obligés de protéger la France contre les comportements d'un certain nombre de pays ; nous en avons, nous aussi, certains, et je m'emploie à ce qu'ils disparaissent pour que nous jouions franc jeu. Moi, j'ai confiance dans la production française et je suis contre le protectionnisme.

Tous les traités, ceux du Marché commun en particulier, prévoient quand même l'existence de clauses de sauvegarde pour tirer d'affaire certaines grandes industries et ne pas tomber dans certaines catastrophes. Bien entendu, si besoin est, ces clauses de sauvegarde, en accord avec nos partenaires, pourraient jouer, mais le problème n'est pas posé aujourd'hui.

Elles sont excessives. J'ai pris l'engagement, de ne pas augmenter les charges des entreprises d'ici à la fin de 1984. On nous demande en même temps de les baisser, en particulier par la réforme de la taxe professionnelle. C'est un impôt insensé, un impôt imbécile. Il a été voté en 1976 — moi j'ai voté contre — et il paraît que c'était merveilleux, cet impôt qui a été imposé par l'ancienne majorité devenue opposition, qui aujourd'hui critique le gouvernement actuel parce qu'il ne supprime pas la taxe professionnelle qu'elle avait instituée.

Cette taxe professionnelle, elle est horriblement injuste, anti-économique, elle joue contre la baisse de l'inflation, elle joue contre l'emploi, elle joue contre les exportations.

Seulement cela rapporte environ 50 milliards. Alors, dans la période où nous sommes, pouvons-nous nous priver de 50 milliards, ou 10 milliards, ou 15 milliards ? Ce n'est pas facile, de telle sorte que je peux prendre ce soir l'engagement d'une réforme de la taxe professionnelle d'ici à l'année prochaine. Nous avons d'ailleurs pris des mesures dès 1982 qui ont légèrement, disons, égalisé ou épongé certaines augmentations, des augmentations qui vont

Nous sommes dans une démocratie, c'est quand même normal qu'il y ait des opinions différentes. Je suis très habitué aux critiques de l'opposition, qui dit un peu tout et n'importe quoi. Il y a un petit côté revanchard, et puis aussi une certaine amnésie. Très bien. Et cela vient aussi de la majorité de temps à autre. La majorité, ce n'est pas une sorte de bloc dans lequel il y aurait une idée d'identité de pensée. Il y a une identité d'objectif. Il y a certainement une grande identité, en tout cas au sein des parties de la majorité, sur la conduite générale du gouvernement. Qu'il y ait des théories différentes, à compter du moment où elles ne viennent pas se substituer à la politique que nous faisons, disons que cela intéressera plus tard les historiens.

Un des animateurs estime que, pour parvenir à redresser la situation économique, il faudra diminuer la consommation de trois points pendant plusieurs années.

Je ne crois pas que nous arriverons à une perte de trois points du pouvoir d'achat. Je crois que nous pourrions amorcer, c'est ce que nous faisons actuellement, le redressement de l'investissement, sans arriver jusqu'à cette extrémité (...). Il y a des différences entre ceux qui consomment beaucoup et inutilement et ceux qui consomment par nécessité. C'est ce que j'appelle un effort équitablement réparti. Mais c'est vrai que la consommation, mécaniquement, va se réduire. C'est ce qu'on appelle la politique de rigueur.

« La taxe professionnelle est un impôt insensé »

Interrogé sur le poids des charges des entreprises, M. Mitterrand déclare :

« Il faut réduire les charges. Elles sont à détailler, ces charges. Que sont les charges des entreprises dont parle si souvent le président du patronat français, dont il m'entretient de temps à autre ? Ce sont d'abord les charges financières, l'endettement très lourd de la plupart des entreprises françaises. D'ailleurs, le phénomène de l'endettement est un phénomène mondial, voyez l'endettement du tiers-monde. L'endettement actuel des entreprises françaises est préoccupant. Les charges, ce sont l'endettement financier, la charge fiscale, la charge sociale — les cotisations sociales — et ce sont les salaires.

« Si l'on compte ces quatre éléments dans les charges des entreprises, on s'aperçoit que la charge des salaires est moindre que chez certains de nos concurrents et que le total des charges des entreprises françaises se trouve dans une moyenne. Ce qui est trop lourd, ce n'est pas le salaire, puisque le salaire est, je le répète, plutôt plus faible que dans certains pays, comme l'Allemagne (...).

Le président de la République souligne ensuite la nécessité « face à la politique américaine d'avoir des taux d'intérêt relativement élevés, et pourtant, notre politique tend à les réduire ».

Il revient sur les charges sociales et fiscales des entreprises :

« Elles sont excessives. J'ai pris l'engagement, de ne pas augmenter les charges des entreprises d'ici à la fin de 1984. On nous demande en même temps de les baisser, en particulier par la réforme de la taxe professionnelle. C'est un impôt insensé, un impôt imbécile. Il a été voté en 1976 — moi j'ai voté contre — et il paraît que c'était merveilleux, cet impôt qui a été imposé par l'ancienne majorité devenue opposition, qui aujourd'hui critique le gouvernement actuel parce qu'il ne supprime pas la taxe professionnelle qu'elle avait instituée.

Cette taxe professionnelle, elle est horriblement injuste, anti-économique, elle joue contre la baisse de l'inflation, elle joue contre l'emploi, elle joue contre les exportations. Seulement cela rapporte environ 50 milliards. Alors, dans la période où nous sommes, pouvons-nous nous priver de 50 milliards, ou 10 milliards, ou 15 milliards ? Ce n'est pas facile, de telle sorte que je peux prendre ce soir l'engagement d'une réforme de la taxe professionnelle d'ici à l'année prochaine. Nous avons d'ailleurs pris des mesures dès 1982 qui ont légèrement, disons, égalisé ou épongé certaines augmentations, des augmentations qui vont

atteindre 20 % cette année ! Comment voulez-vous que fassent les entreprises ? Il faudra modifier cet impôt.

« A propos de l'augmentation des prélèvements obligatoires (impôts et cotisations sociales), qui représentent 44,7 % du produit national brut, M. Mitterrand indique :

Les impôts de l'Etat sont restés à peu près stables sur les dix dernières années, aux alentours de 18 % à 19 %, sur le total de 44,7 %. Nous sommes à ce niveau et nous y resterons pour le budget 1984. L'année prochaine, il n'y aura d'augmentation que de 0,1 % de l'impôt d'Etat. C'est-à-dire qu'on reste à 18,2 %, je crois, ou 18,3 %. Nous restons dans la norme de nos prédécesseurs (...). Ce sont les prélèvements sociaux, les cotisations sociales, qui sont passés de 13 % environ à 19 % durant ces années. Le problème qui se pose aux Français, c'est le problème des charges sociales. »

« Trop d'impôt pas d'impôt »

Au total, résume le président : « C'est trop, pourquoi ? Parce que trop d'impôt, pas d'impôt. On asphyxie l'économie on limite la production, on limite les énergies, et je veux absolument, tout le temps où j'aurai cette responsabilité, revenir à des chiffres plus raisonnables. L'année prochaine, il faut que, au moment où nous préparons le budget 1985, cela baisse d'au moins un point. Qu'on amorce la décrue, qu'on reverse la vapeur ! (...) Il arrive un moment où c'est insupportable. Ce moment, je pense qu'il est arrivé. »

Certes, nous avons freiné certaines choses ; les prélèvements que nous faisons sont plus justes, mieux répartis. La progression des dépenses pour 1984, dans le budget qu'on vient de décider, est la plus faible depuis dix ans, de 6,3 %. Mais il n'empêche que c'est trop de prélèvements, je n'emploierai pas un seul

Bravo !

Il souriait, ce n'est pourtant pas son genre. Il souriait souvent, largement, joyeusement, tout au plaisir — passés les premiers instants de trac — de nous offrir l'une des meilleures prestations politiques qu'on ait vues à l'écran. D'une habileté discursive. Aucun rapport, je m'empresse de le préciser, avec le style somptueux, balancé, taillé à l'antique, du général. Non, un ton simple, vigoureux, le souci constant de traduire en mots familiers les expressions les plus hermétiques du jargon économique.

Un contact direct, immédiat, rendu plus palpable, plus proche par sa présence — ce n'est d'ailleurs jamais vu dans ce pays — sur le plateau de la rue Cognac-Jay.

Un délit calculé au plus juste : on suivait sans avoir le temps de murmurer. En revanche, chaque fois que les journalistes y allaient de leurs questions, pertinentes pourtant, on perdait le fil. Ce n'était pas facile. Un jeu de mains, des mains aux doigts noueux de vieux vigneron, ferme, rassurant. Très important, le jeu de mains.

On était séduit, je dirais presque flatté, par la qualité de la performance. Et par le travail qu'elle a exigé. Il s'est donné énormément de mal. Et sur la forme et sur le fond. Il fallait le voir, lui qu'on croyait brouillé avec les chiffres, les allier bien accablés aux dates, parfois vérités tout de même d'un coup d'œil furtif sur les papiers éparpillés devant lui, ravi de lire sur le visage de ses interlocuteurs une surprise non déguisée.

Qui, à été bon, comment ne pas le reconnaître. Si bon que, quand il a exprimé son indignation sur le montant insupportable des impôts, quand il nous a promis de l'aligner l'année prochaine, on s'est frotté les yeux. On a eu l'impression de se retrouver en pleine campagne électorale, devant un candidat à l'Elysée. Il a fallu se rassurer pour se rappeler qu'il n'était peut-être pas entièrement étranger aux décisions prises par le gouvernement.

CLAUDE SARRAUTE.

Jules Roy

UNE AFFAIRE D'HONNEUR

Mers-el-Kébir

3 juillet 1940

J'ai eu envie de réparer cet oubli fantastique, de descendre dans cette crevasse de l'Histoire, d'en sonder les parois, d'en traquer les personnages. On ne détruit pas une flotte superbe en cinq minutes sans que ça fasse du bruit, sans qu'il y ait des fantômes qui crient vengeance ou qui se plaignent.

Accusé, levez-vous !

JULES ROY

Plon

TRANSIT INTERNATIONAL

AUTOMOBILES - BAGAGES

U.S.A. - CANADA - ALGERIE
TUNISIE - MAROC - AFRIQUE
DOM-TOM - MOYEN ORIENT etc...

TOUTES DESTINATIONS

CARSHIP SARI • (1) 500-02-04
20, rue Le Sueur - 75116 Paris

INFORMATIQUE

la passion

Impliquant, passionnant, captivant : tous ces adjectifs sont fréquemment utilisés par les informaticiens lorsqu'ils parlent de leur métier.

Métier du temps présent, métier du futur ? Des questions se posent...

Voir page 33

PRÉSIDENT

ind : la crise

M. Mitterrand, président de la République, a déclaré hier à l'Assemblée nationale, lors de la séance d'ouverture de la session d'automne, que la France était en crise. Il a souligné la nécessité de réformer l'État et de moderniser l'économie. Il a également évoqué la situation des immigrés et la lutte contre le chômage.

Le président a insisté sur le fait que la France ne peut pas se laisser aller à la dérive. Il a appelé à une prise de conscience collective et à une action déterminée. Il a souligné que la France a des atouts, mais qu'elle doit les valoriser.

M. Mitterrand a également évoqué la situation internationale. Il a souligné que la France doit rester engagée dans la défense de la démocratie et de la paix. Il a appelé à une coopération internationale renforcée.

Le président a conclu son discours en affirmant que la France a le courage et la détermination nécessaires pour surmonter la crise. Il a appelé à une confiance renouvelée en l'avenir du pays.

M. Mitterrand a souligné que la France ne peut pas se laisser aller à la dérive. Il a appelé à une prise de conscience collective et à une action déterminée. Il a souligné que la France a des atouts, mais qu'elle doit les valoriser.

Le président a également évoqué la situation internationale. Il a souligné que la France doit rester engagée dans la défense de la démocratie et de la paix. Il a appelé à une coopération internationale renforcée.

M. Mitterrand a conclu son discours en affirmant que la France a le courage et la détermination nécessaires pour surmonter la crise. Il a appelé à une confiance renouvelée en l'avenir du pays.

Le président a souligné que la France ne peut pas se laisser aller à la dérive. Il a appelé à une prise de conscience collective et à une action déterminée. Il a souligné que la France a des atouts, mais qu'elle doit les valoriser.

DE LA RÉPUBLIQUE SUR TF 1

peut être une chance pour la France

Les cadres, qui font partie de ces deux millions de foyers qui paient plus de 20 000 francs d'impôts par an, renonceraient bien, après tout, à changer de voiture, un voyage prévu. « C'est dur », certes, mais, si vous ne le savez pas, apprenez, dit M. Mitterrand, que la moyenne des salaires est en France de 5 200 francs par mois. « Soitement ! », ajoute-t-il.

La loyauté, ça ne fait pas toujours plaisir quand on gagne justement 5 200 francs par mois et qu'on entend le président de la République vanter, par sonnet de réalisme économique, les vertus de l'« enrichissement individuel ». D'autant qu'il vient de

remarquer que certaines fortunes françaises s'élevaient à 200 milliards de centimes. Et d'ajouter : « Passons à d'autres ».

La loyauté suppose aussi que le contrat proposé soit parfaitement clair. En termes de politique économique, il faut de l'avis de M. Mitterrand, il n'y a pas actuellement d'autre possible que celle du gouvernement. M. Jean-Pierre Chevènement et ses amis du CÉRES, qui pensent le contraire, travaillent pour les manuels scolaires. Les « théories différentes », explique le chef de l'État, « disent que cela interviendra plus tard les historiens ».

Il faut passer un contrat de confiance avec les cadres

Évoquant l'irritation croissante des cadres, le président de la République indique :

« (...) Il faut absolument que le pouvoir politique parvienne à passer un contrat de confiance et de loyauté entre cette catégorie de Français et le pouvoir politique. C'est absolument indispensable. Ils ont le sentiment d'être sacrifiés, ils le sont trop souvent. (...) Quel contrat passer avec eux ? On essaie déjà par des petits bouts. Nous avons mis en valeur une formule spécifique qui ferait que les cadres pourraient participer au capital de l'entreprise, placer de l'argent avec déduction d'impôt. On tourne autour de la question, mais c'est vrai qu'il faudra que les cadres soient mieux traités ».

La difficulté est que, si l'on doit augmenter les impôts, à qui s'adressera-t-on sinon à eux ?

Est-ce une bonne chose qu'il y ait aujourd'hui en France des gens qui font fortune ?

« Naturellement, répond M. Mitterrand. Si c'est par la spéculation, plutôt non. Et cela ne manque pas. Si c'est par l'héritage, c'est un peu comode. Il ne faut pas non plus que le droit à la fortune soit héréditaire, mais enfin il faut aussi que chacun y mette du sien. Mais par la création de richesses, c'est-à-dire par l'initiative, par l'effort, personnel, par les capacités apprises ou, le cas échéant, naturelles, il faut absolument que ce droit à l'enrichissement individuel soit reconnu ».

Le ne suis-je pas maintenant l'ennemi du profit, dès lors que le profit est justement réparti. Là-dessus, il ne peut pas y avoir de doute. Oui, on peut faire fortune ».

« A propos du déficit des entreprises publiques nationalisées, M. Mitterrand relève que, en janvier 1981, le gouvernement de l'époque n'a pas augmenté les tarifs d'E.D.F. pour des raisons électoralistes. Chacun son genre. C'est un mauvais genre », dit-il en garantissant qu'il n'agira pas de même.

Quant au secteur public industriel, M. Mitterrand indique :

« (...) Nous avons apporté à ces sociétés, ces entreprises, 12,5 milliards cette année, 12,5 milliards l'an prochain. L'effort est tout à fait considérable. Je crois qu'on peut estimer que l'investissement de ces groupes pourrait atteindre 30 % de plus en 1984. J'ai répété souvent que la bataille moderne se livrait sur ce terrain-là : ce n'est pas à Verdun ou à Waterloo, c'est sur le terrain économique. Ou bien nous, nationalisons ces entreprises indispensables à l'indépendance de la France, et nous les sauons ; ou bien on vendait, on liquidait ; on vendait à qui ? A des multinationales étrangères ».

« J'ajoute que les nationalisées sont en mesure aujourd'hui d'investir, et c'est à une augmentation de l'investissement en France, c'est grâce au secteur public ».

« La limitation de la progression du chômage sera-t-elle possible dans les années qui viennent ? »

« C'est vrai que la réponse sociale au chômage, par les contrats de solidarité, par les contrats de formation, par les préretraites, par la réduction de la durée du travail, ce sont des mesures nécessaires, mais elles ne sont pas suffisantes. Il faut une réponse économique au chômage, d'où la volonté que j'ai d'investir pour produire, parce que c'est à partir de ce moment-là que les entreprises peuvent tourner avec des charges allégées — et une entreprise, ce n'est pas seulement le patron, c'est aussi tous les ouvriers — pourront créer des emplois, surtout si on essaie de s'adapter à l'évolution technologique ».

Interrogé sur l'évolution des salaires, M. Mitterrand déclare :

« Les salaires et les traitements doivent tenir compte de l'inflation. Si l'inflation baisse, l'augmentation des salaires et des traitements doit suivre ce cours (...). Si nous parvenons, comme nous le voulons, aux 5 % d'inflation l'an prochain, il n'y a pas de raison d'augmenter les salaires de plus de 5 % (...) ».

leurs de Poissy. Vous voyez le nombre de kilomètres qu'il leur faut faire pour aller travailler ; ils sont venus à l'endroit où les loyers étaient les moins chers. C'est vrai, il y a des relents de racisme.

« Mais voilà : il faut bien comprendre que, de toute façon, ce problème est posé. Les travailleurs immigrés en France, qui sont venus avec l'accord de la France, à la demande des entreprises — il y a eu des époques où les entreprises sont allées chercher des immigrés en remplissant des avions et des camions ; on pensait peut-être les rémunérer moins cher, on pensait je ne sais quoi, mais on a fait cela, — sont régulièrement ici. Ils doivent bénéficier de tous les droits des travailleurs français, c'est-à-dire qu'ils doivent être respectés, rémunérés, logés, ne pas être soumis à des investigations policières constantes. Il faut que les immigrés soient respectés, et moi, jamais, pour quelque raison que ce soit, je ne souscrirai à ce mouvement qui refuse ces immigrés, dès lors qu'ils sont venus et qu'on les a acceptés quand on en avait besoin ».

« Mais c'est vrai que cela crée un fait social, et le problème qui m'est posé aujourd'hui est celui de ces dizaines, de ces centaines de milliers de travailleurs clandestins, d'immigrés, qui sont arrivés au-delà des postes de douane, par tous les chemins, Pyrénées, Italie, d'un peu partout ».

« Je dois dire que cela m'est très pénible, mais j'ai des devoirs : je dois protéger l'emploi des Français ; je dois éviter, aussi, cette sorte d'exaspération, car beaucoup de gens n'ont pas assez réfléchi et réagissent instinctivement. Il faut qu'ils comprennent, mais il faut aussi qu'on se fasse comprendre d'eux. Il ne faut pas se placer dans le rang des exploitants de la haine, il ne faut pas pousser à vif ces sentiments qui sont dérisoires, détestables, mais il y a une réalité. Les travailleurs immigrés clandestins devaient donc quitter la France. Nous le ferons de commun, correctement, en veillant à ce que la justice soit toujours respectée, mais nous le ferons ».

Le chef de l'État résume, ensuite, ses propos sur la ville. Il déclare :

« Il existait autrefois une société pastorale. On me répondait : « Alors, vous allez la reconstruire ? Vous êtes passéiste, archaïque. » J'ai assez souvent entendu cela. Non, il ne s'agit pas de reconstruire la ville la société pastorale, ce serait stupide. Mais il existait une civilisation avant l'arrivée du moteur, et il n'en existe pas aujourd'hui pour la ville, où sont amassés des groupes humains immenses. Il n'y a pas de civilisation urbaine, on ne communique pas (...) Il faut donc trouver un lan-

« Les immigrés doivent être respectés »

Interrogé sur le problème des immigrés et l'élection municipale partielle de Dreux, le président de la République déclare :

« C'est une exaspération qui monte, bien que les données soient pratiquement les mêmes. On a l'exemple de Dreux, typique. Il y a environ 25 % d'immigrés à Dreux, de l'ordre de 9 000 à 10 000 personnes. Mais en dehors, je crois, de quelques 200 personnes, toutes ces personnes étaient installées déjà, avant 1981, à Dreux. (...) C'est donc un phénomène qui est créé depuis longtemps. Un ancien maire de Dreux avait d'ailleurs, dans un geste très généreux, installé 1 000 harkis à Dreux. Puis ces harkis ont eu des enfants. Ce sont des Français, mais ils sont quand même considérés comme des immigrés, ce qui est vraiment assez choquant ».

« Donc, tout ce phénomène est déjà ancien, nous ne l'avons pas créé, et il y a quelque injustice politique ou électorale à montrer du doigt ce que l'on appelle notre « abandon » de la population française, tout en montrant du doigt des immigrés qui ne le méritent pas. Souvent, d'ailleurs, les immigrés qui habitent à Dreux sont des travail-

En revanche, les dissidents rocardiens du parti socialiste ne redoutent certainement d'une heure et demie d'émission qu'une seule phrase qui leur donne le sentiment de travailler pour le présent. Eux qui, plus rocardiens que M. Rocard, professent « le bon usage de la rigueur », surtout du mal à se remettre d'avoir entendu M. Mitterrand affirmer : « La crise peut être une chance pour la France ».

Contraints d'établir et de défendre une crédibilité économique qui ne leur a jamais été reconnue, les socialistes avaient donné l'impression d'oublier qu'ils sont aussi porteurs d'un projet plus vaste que

gagé commun. A cela, doivent collaborer l'architecture, l'urbanisme (...).

« Et tous les moyens de communication sont bons ; je crois que la télévision peut nous rendre, de ce point de vue, un grand service. Il faut des centres culturels, il faut des centres sportifs ; à combien de kilomètres de Paris se trouvent de vilos stades ? Bref, il faut organiser la civilisation de la ville, et, quand on aura répondu à cette question-là, et moi le premier, — on aura fait avancer la civilisation tout court ».

La trêve des classes

Interrogé sur la lutte des classes, M. Mitterrand déclare :

« C'est la classe dirigeante, issue de la première révolution industrielle, à la fin du dix-huitième siècle et tout le long du dix-neuvième siècle, qui a engagé cette lutte pour préserver ses privilèges. Voilà ce que je crois (...) ».

« La nouvelle classe des prolétaires, dès le début du dix-huitième siècle, a dû s'organiser pour conquérir le droit à la vie, le droit au salaire, le droit au travail, le droit à l'enseignement, le droit à la sécurité, le droit à l'éducation, le droit de l'enfant ; les enfants travaillaient plus de quatorze heures par jour jusqu'en 1843 ; le droit de la femme ; une femme enceinte ne pouvait s'absenter que trois jours jusqu'en 1874. Bref, les classes dominées ont dû s'organiser pour se défendre ».

« Dans une lutte, il y a toujours des partenaires, et la lutte s'est aggravée, car rien n'a jamais été donné. Tout, malheureusement, a été arraché, sauf lorsqu'il s'est trouvé des gouvernements qui représentaient vraiment ces masses en mouvement, ces masses en souffrance ».

« Pour moi, c'est une explication historique. Mais il y a eu les deux grandes guerres mondiales, où se sont mêlés non seulement les gens de religions différentes, de philosophies différentes, mais aussi de classes différentes. Et puis, les classes, surtout depuis la fin du dix-neuvième siècle, se sont diversifiées. (...) Cela fait que se réduisent peu à peu les conditions d'une trêve des classes, d'abord, et ensuite d'une paix des classes ».

« Tout mon effort à moi, mon rôle comme président de la République française, sans rien oublier des différences qui existent, des privilèges et des oppositions, qui sont souvent respectables, c'est de parvenir à réduire cet antagonisme pour réaliser l'union pour le redressement national. Donc, la lutte des classes n'est pas pour moi un objectif ; je cherche à ce qu'elle cesse ».

l'augmentation ou la diminution des taux de croissance, d'inflation, de chômage. Bref, que leur communication avec les Français se limitait à l'explication du prix des tomates. M. Mitterrand a eu le mérite d'esquisser, même si le dessin reste flou, un projet d'avenir qui dépasse la politique de rigueur. Changer la ville, comme il dit, c'est peut-être le début de l'autre projet, comme il disait, « changer la vie ».

JEAN-YVES L'HOMEAU.

Reconquérir l'opinion

(Suite de la première page.)

L'objectif politique — retrouver d'ici à 1986 la confiance de ceux qui ont quitté la majorité — sans prendre celle de la « base » traditionnelle de la gauche — explique qu'il alterne les prises de parole tournées tantôt vers le « peuple de gauche » (lors de son « petit-déjeuner » au micro d'Europe-1 le 28 juin dernier) tantôt vers les autres, ceux qui souhaitent « s'enrichir », les cadres qui « ont le goût de l'effort », les patrons qui croient sous les charges.

Il va de soi que cette finalité — la pérennité de l'actuelle majorité — convient aux communistes.

Pour peu que les points essentiels qui fondent leur participation soit respectés : la répartition équitable de l'effort, la reconquête du marché intérieur. Ainsi s'explique la relative satisfaction du P.C.F.

JEAN-MARIE COLOMBANI.

Parler plus près des faits

Il est vrai que M. Mitterrand ne rend pas le jeu plus difficile qu'il n'est, pour le P.C., depuis le discours de Figeac, le 27 septembre 1982.

C'est de ce discours que date le tournant du réalisme, l'abandon de l'édification du « socialisme à la

française » qui avait marqué le début du septennat. Depuis Figeac, M. Mitterrand refait peu ou prou le même discours. Il le refait jusqu'à ce que les faits donnent à ses propos d'aujourd'hui le caractère de la vérité. « Il faut parler plus vrai, plus près des faits », disait déjà M. Michel Rocard, M. Mitterrand s'y emploie désormais en misant sur l'idée qu'au bout du compte les Français s'habituent à la difficulté et lui sauront gré de pas avoir cédé à la facilité d'une « autre politique ».

M. Mitterrand sait aussi, et s'y prépare, que le poids de la crise fait du degré de l'intervention de l'État, l'enjeu de la compétition entre l'opposition et la majorité. A charge pour lui d'être capable d'éviter d'aborder « aux rivages interdits » d'une pression fiscale insupportable.

JEAN-MARIE COLOMBANI.

VOUS CHERCHEZ UN PIANO ?

LOCATION DEPUIS 250 F/mois (région parisienne)

VENTE DEPUIS 298 F/mois* (sans apport ni caution)

Ex. : STEINMANN 10 900 F 61 mensualités (61 x 298 F)

26 MARQUES REPRÉSENTÉES

Garantie jusqu'à dix ans

Ouv. du lundi au samedi 9 h-19 h

DAUDÉ

75 BIS, AV. DE WAGRAM, 17
227-88-54/763-34-17

VOS SANITAIRES REMIS À NEUF

en totalité, blancs ou tous coloris au choix. A domicile, en un jour, sans démontage.

SAMOTEC

NICE 93/07.33.11
PARIS 1/603.62.90
108 r. de la Reine Blouette

Armando Verdiglione à l'Ecole Polytechnique.

CONFERENCE LE 21 SEPTEMBRE, A 20 HEURES 30.5 RUE DESCARTES. PARIS V^e

سكزا من الامل

L'INTERVENTION DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE SUR TF 1

La crédibilité d'une gestion de gauche

(Suite de la première page.)

Il n'est pas sûr, non plus, que M. Mitterrand fasse avancer sa cause de façon décisive en se référant au principe de la lutte des classes, fût-ce pour conclure que son désir le plus profond est qu'elle cesse et que tel est l'objet de sa mission. Les marxistes verront dans cette intention un vœu pieu, et bourgeoisement humaniste, tandis que les non-marxistes seront tentés de se détourner d'un homme qui use d'un concept qui leur est étranger et dont la simple évocation paraît un obstacle supplémentaire à la réconciliation. Ici encore, le langage employé paraît plus stéréotypé qu'authentique.

C'est au contraire et paradoxalement en usant d'un registre qui lui a longtemps été étranger que le président de la République risque de mieux enfoncer le clou qu'il veut planter. Dans l'immédiat, le propos présidentiel visait évidemment à apporter sa caution au programme budgétaire du gouvernement. Pour en assurer le succès, M. Mitterrand doit rendre crédible une gestion de gauche.

Trois causes de la crise

Au-delà des chocs que le relèvement brutal des prix du pétrole a pu administrer aux économies des pays industrialisés, celles-ci doivent, depuis bientôt une dizaine d'années, faire face aux conséquences de trois séries de phénomènes fondamentaux, dont l'existence est aujourd'hui enfin assez largement reconnue, comme l'attestent les propos présidentiels.

Le premier est le phénomène de l'endettement à tous les niveaux. Ce n'est pas la crise qui l'a fait naître, mais on peut soutenir au contraire qu'il a été une des causes de cette dernière. Il ne faudrait pas oublier que c'est l'accumulation des balances en dollars, autrement dit de l'endettement à court terme contracté par les États-Unis, qui a provoqué entre les années 1971 et 1973 une chute profonde du dollar qui a conduit à l'effondrement du système des parités fixes de Bretton Woods. Dès le début de la décennie précédente, les entreprises connaissaient déjà une situation financière très fragile. Les spécialistes du management de l'époque les avaient encouragés à mobiliser par l'emprunt, sur la base d'un capital inchangé, des ressources de plus en plus importantes. Il aura suffi qu'en 1974 l'expansion prenne subitement fin pour que les dangers d'une telle politique (inspirée par le souci d'utiliser au maximum ce que les spécialistes financiers appellent l'« effet de levier ») se manifestent au grand jour sous la forme d'une série de faillites retentissantes.

Le deuxième phénomène est le formidable renversement qui s'est opéré à la fin des années 1960 dans la répartition du revenu national. Les dix-sept ou dix-huit années de forte expansion qui suivirent la guerre de Corée (1950) avaient été caractérisées par une répartition des fruits de la croissance très favorable au capital. Les événements de mai 1968 ont été en France l'occasion pour les salariés de réclamer une part plus grande de la richesse produite. En Allemagne, la même évolution a eu lieu avec l'arrivée au pouvoir des sociaux-démocrates. De 1969 à 1974, le coût de la main-d'œuvre (salaires directs et indirects) aura doublé en R.F.A. Dans la plu-

part des pays, on a assisté à des changements similaires. Le balancier est sans doute allé trop loin, la part des profits se trouvant fortement affaiblie.

De ce point de vue, la crise apparaît comme un long et douloureux processus à travers lequel la progression des revenus salariaux est freinée pour permettre une reconstitution des marges bénéficiaires. Il est clair que le programme du gouvernement ne s'oppose plus à ce vaste mouvement. Quand M. Mitterrand accepte la revendication patronale de ne plus augmenter globalement les charges, c'est bien de cela, en fin de compte, qu'il s'agit. Les mois symboliques jouant dans cette affaire leur rôle, le président a plusieurs fois prononcé celui de « profit » pour dire qu'il n'en était pas l'« ennemi ».

Il reste que le gouvernement devrait se méfier de l'interprétation étroite que le patronat donne à la « compression des charges ». L'exemple des textiles a été évoqué pendant l'émission. Il pourrait facilement conduire à des conclusions erronées. Le redressement de ce secteur est largement attribué aux mesures d'allègement des charges sociales décidées en 1981. Cela n'est pas sûr, car on pourrait tout aussi bien évoquer les mesures d'encouragement aux investissements qui avaient été prises précédemment et qui portent leurs fruits aujourd'hui. Quoi qu'il en soit, la solution consistant à exempter les entreprises du versement d'une partie des cotisations sociales ne peut ni ne doit être généralisée : poussée à l'extrême, elle consiste à combattre sur leur propre terrain les concurrents des pays du tiers-monde. Or c'est un fait que, quel que soit l'abaissement des charges consenti, la France restera un pays de main-d'œuvre chère comparée aux pays d'Asie ou d'Amérique latine nouvellement industrialisés, c'est du côté d'une modernisation et d'une adaptation de l'appareil de production, dans une amélioration des méthodes de gestion qu'il convient de trouver la solution.

Quant au troisième phénomène qui marque la longue phase de réajustement que ne finissent pas de traverser les nations industrialisées, il s'agit de ce qu'un rapport de l'O.C.D.E. datant de 1980 a appelé « l'état protecteur en crise », autrement dit l'impossibilité dans laquelle on se trouve aujourd'hui de faire face à un progrès des dépenses sociales résultant de programmes votés à l'époque où régnait l'illusion d'une croissance infinie capable de financer une extension égale de l'illimité des régimes de protection. Les journalistes qui interrogeaient M. Mitterrand ont essayé de lui faire préciser ses idées sur ce thème politiquement explosif. Le président s'est contenté d'apporter une précision et de faire une promesse ambiguë mais vague, omettant malheureusement de dire quelles étaient les conditions à remplir pour l'accomplir.

La précision consistait à faire remarquer que dans le total des prélèvements publics (impôt plus cotisations à la Sécurité sociale) la part revenant à l'État était restée à peu près stable depuis une dizaine d'années, la progression de l'ensemble s'expliquant surtout par l'augmentation des dépenses sociales. M. Mitterrand s'est pourtant engagé une nouvelle fois à plafonner le

pourcentage des prélèvements en question, et même à en amorcer la décade à partir de 1985. A supposer que cet engagement soit suivi d'effet, on voit mal, en bonne logique, comment il pourrait être tenu sans contenir, sinon diminuer, ceux des prélèvements qui ont tendance à croître le plus. M. Thatcher n'est pas parvenue à diminuer en Grande-Bretagne la part des prélèvements publics. Peut-on penser que les socialistes français pourraient mieux faire qu'elle sur un terrain qui n'est pas exactement le leur ? Il reste que, depuis mars dernier, le président de la République et son gouvernement ont cessé d'esquiver devant l'opinion le problème posé par l'équilibre de la Sécurité sociale.

Les chances de la reprise

Si on ajoute à cela que M. François Mitterrand a déclaré qu'il cherchait à donner « une réponse économique » au chômage, on s'aperçoit de l'évolution opérée depuis deux ans. C'est ici que se pose la question de savoir si la politique budgétaire proposée constitue cette réponse.

Une chose est certaine : la politique, contrairement à ce que les premiers douze mois du septennat et qui consistait à attendre la relance d'une forte augmentation des dépenses de l'État, a condamné la France à subir une prolongation de la récession au moment où les autres grands pays industriels commencent à connaître, à des degrés divers, la reprise. Il est clair que ce n'est pas en accroissant l'endettement (en l'occurrence de l'État), en augmentant la part du revenu distribué sous forme de salaires et en ignorant superbement la crise de l'État protecteur qu'on peut trouver la voie d'un retour durable à l'expansion, puisque ce sont précisément trois des causes essentielles de la crise. Aussi le gouvernement va-t-il dans le bon sens en limitant la progression des dépenses publiques et en tentant de contenir le déficit. C'est le meilleur moyen d'éviter des pressions supplémentaires sur le taux d'intérêt. Il retarde au contraire l'assainissement en refusant de tirer toutes les conséquences de ses nouveaux principes.

Le président de la République n'a pas hésité à déplorer, propos d'économiste, que l'électricité n'ait pas toujours été payée à son prix. Fort

bien, mais on pourrait lui faire remarquer que le budget de 1984 laisse subsister d'énormes déficits dans les entreprises publiques, sources indirectes d'inflation. On comprend dans quel souci il mène une politique de l'indice qui le conduit à refuser des révisions de barèmes propres à faire monter l'indice des prix. Il s'agit de retirer tout prétexte supplémentaire à des revendications salariales intempestives. Toute « modération » des revendications obtenue à ce prix ne peut être que de courte durée. On ne supprime pas l'inflation en réprimant ses effets. Ce faisant, on ne fait que préparer l'explosion, indexation ou pas.

La politique suivie retire à l'opposition le monopole du réalisme. La prise de conscience par l'opinion que la gauche a appris les leçons de l'expérience sera peut-être favorisée par les circonstances suivantes. Une expérience constante et largement méconnue tend à montrer, en France comme dans les autres pays, que c'est l'équilibre extérieur qui est le plus facile à rétablir, pour peu que soient prises des mesures d'assainissement tant soit peu sérieuses. Or, les Français sont persuadés du contraire. Il suffirait donc que la balance commerciale se rétablisse beaucoup plus rapidement que prévu, ce qui est l'hypothèse la plus probable, pour qu'on soit tenté de crier - à tort - au miracle. Mais le gouvernement pourrait en tirer un bénéfice psychologique considérable.

Cela dit, il ne suffit pas de prouver sa capacité de gestion pour présenter un dessin politique crédible devant des électeurs qui ont l'opinion publique. La gestion n'est pas une fin en soi. La seule idée-force que les socialistes continuent de proposer pour l'avenir est la réduction des inégalités ou, si l'on préfère, l'égalisation progressive des revenus et des conditions. En eux-mêmes sont consentis, le président y a fait allusion, des limites à respecter pour ne pas décourager l'initiative. A ceux qui prédisent, tel M. Bergeron, une révolte des contribuables, ils répondent qu'ils disposent encore d'une « marge de manœuvre ». L'argument rappelle fidèlement les propositions qu'il y a deux ans pour justifier la politique de relance. Il ne tient pas lieu de stratégie.

PAUL FABRA.

PRÉLÈVEMENTS OBLIGATOIRES : déjà en 1982...

Le thème de la réduction des prélèvements obligatoires (1) est échu au président de la République. En 1981, le candidat François Mitterrand était convaincu qu'il serait possible de les stabiliser rapidement. Le 26 novembre 1982, dans une interview au *Monde*, il reconnaissait que ses engagements n'avaient pas été tenus, mais il ajoutait : « Des dispositions seront prises dès le budget de 1984 pour que le pourcentage total des prélèvements fiscaux et sociaux soit au moins stabilisé avant d'amorcer la décade ».

Il n'en sera rien. En présentant la prochaine loi de finance, mercredi 14 septembre, M. Jacques Delors a indiqué que « les prélèvements obligatoires augmenteraient de 0,9 point en 1984 comme ça avait été le cas depuis 1973 », ce qui est vrai en moyenne, puisque, en pourcentage du produit intérieur brut, ces prélèvements sont passés de 36,3 % en 1974 à 43,9 % en 1982.

Le président de la République s'est engagé à les réduire d'un point en 1985, c'est-à-dire de revenir à la situation actuelle (44,7 %), déjà jugée excessive par le chef de l'État.

(1) Par prélèvements obligatoires, on entend la somme des impôts perçus par l'État et par les collectivités locales et des cotisations sociales.

La vérité des prix de l'énergie

M. Mitterrand, après avoir rappelé qu'en 1981, « six mois avant les élections présidentielles, le gouvernement n'a pas réajusté » les prix de l'électricité, a affirmé qu'il n'agirait pas de la sorte. « Je peux vous le garantir », a-t-il dit.

Il est exact que, avant les élections de 1981, le gouvernement Barre avait préféré « oublier » la hausse des tarifs publics. Les tarifs de l'électricité avaient pas été relevés pendant neuf mois (16 août 1980 à mai 1981), ceux du gaz avaient été renchéris de 5 % le 27 mars, alors que, pour équilibrer les comptes de Gaz de France en 1981, il aurait fallu une hausse de 30 %; enfin, l'effet dollar n'avait pas été pris en compte dans la fixation des prix des produits pétroliers (c'est l'époque où le dollar avait franchi la barre des 5 \$).

LES CHARGES DES ENTREPRISES : DIVERGENCES

Le président de la République a lu un passage du rapport du groupe de travail C.N.P.F.-administration sur les charges des entreprises françaises, dans lequel il est dit : « Les charges qui pèsent sur les entreprises françaises se sont accrues de manière alarmante depuis le premier choc pétrolier (...) dans une perspective historique, les deux années 1981 et 1982 marquent un ralentissement significatif de la progression d'ensemble des charges » (page 12 du rapport publié par la Documentation française).

M. Mitterrand a cependant omis de rappeler que ce passage apparaît sous le titre « Une divergence d'appréciation sur la portée des comptes nationaux. Analyse de l'administration ».

Le C.N.P.F. conteste, en effet, l'extrapolation des comptes de la nation faite par l'administration et selon laquelle « il n'est pas possible de considérer que l'augmentation des seuls salaires, cotisations sociales et impôts donne une mesure rigoureuse de l'augmentation effective des charges des entreprises depuis 1981 ». (Le blocage des prix, par exemple, ne figure pas dans la comptabilité nationale, alors que le blocage des salaires y est inscrit).

Cela avait contraint le gouvernement socialiste à procéder, peu après son arrivée, à un fort relèvement des tarifs publics : + 15 % pour E.D.F. et + 22 % pour G.D.F. le 1^{er} juillet 1981.

Ce qui frappe depuis lors, c'est plutôt la continuité que le changement. Le déficit « historique » d'E.D.F. en 1982 (près de 8 milliards de francs) et celui prévisible de 1983 (un peu moins de 6 milliards) proviennent pour partie d'une insuffisance tarifaire. La hausse prévue des tarifs d'E.D.F. en septembre a été ramenée de 5 % à 3,5 %, celle du gaz a été « oubliée » et la formule de fixation des prix des produits pétroliers modifiée pour amoindrir l'effet dollar. Indices oblige toujours.

Taxe professionnelle : réformer la réforme

La taxe professionnelle, « cet impôt insensé, imbécile », selon M. Mitterrand, va être réformée. Pareille promesse ferait sourire si elle ne venait du président de la République lui-même. Depuis huit ans, en effet, on ne compte plus les réformes, contre-réformes, amendements, amendements, modifications intervenus à son sujet.

Dès les années 70, la patente avait fait l'objet d'un débat. Avec quelques raisons : le principal impôt local était calculé sur des bases dont nul ne pouvait dire à quoi elles correspondaient. Légère ici, la patente s'ajoutait à la fois pour des motifs incompréhensibles. Il suffisait souvent de traverser une rue pour trouver de considérables différences d'impôt entre professionnels exerçant le même métier.

La réforme intervenue en 1975 sous les auspices de MM. Chirac et Fourcade avait eu le mérite d'asseoir l'impôt sur les salaires versés et la valeur locative des actifs. L'ennui est qu'à l'époque le pouvoir avait eu très ingénieusement écarté une décision de nature purement politique : la réforme de base, qui n'était, elle, que fiscale. MM. Chirac et Fourcade avaient transféré sur les industriels une partie des charges supportées par les petits commerçants et les artisans, catégorie électorale importante influente qu'il fallait ménager...

Le résultat de cette manœuvre économico-politique avait été catastrophique : les industriels avaient vu leurs charges s'élancer, ce qui avait motivé leur fureur et celle du C.N.P.F. Quant aux petits commerçants et artisans, bénéficiaires inconscients de la réforme, ils ne l'avaient même pas applaudie. L'Etat fut donc obligé de gommer les résultats de sa propre réforme en prenant à sa charge une partie de son coût financier. Celui-ci est compris en milliards de francs. La gauche au pouvoir « réforme la réforme » avec les mêmes résultats financiers très coûteux : 6 milliards de francs en 1982, 6 milliards de francs en 1983.

Les problèmes fondamentaux restent posés. Comment se passer d'une taxe qui rapporte aux communes plus de la moitié de leurs recettes directes (51,4 milliards de francs l'année dernière pour un total de 96 milliards de francs) ? Changer les bases de l'impôt (salaires versés et valeur locative) conduirait d'une façon ou d'une autre les cotisations des commerçants et des artisans, catégorie qui, pourtant bien traitée à cet égard par la réforme de 1975, voit à nouveau ses impôts croître et protester.

La seule solution évidente - inévitable - passa par la prise en charge d'une partie de la taxe professionnelle par l'Etat, et cela définitivement. Triste solution...

LA DÉMISSION DU SECRÉTAIRE GÉNÉRAL DE L'U.D.F.

Le P.R. gagne la première manche

Depuis plusieurs mois déjà, le parti républicain semblait décidé à s'occuper « sérieusement » de l'U.D.F. M. François Léotard, son secrétaire général, avait demandé à ses militants de choisir désormais l'étiquette U.D.F.-P.R. « La machine U.D.F. », leur avait-il dit à Bordeaux, lors de l'Université politique d'été du P.R., « est celle que vous prendrez en charge vous-mêmes ». Un seul obstacle subsistait à ses yeux : M. Michel Pinton, secrétaire général de l'U.D.F. Il lui reprochait de vouloir jouer un rôle politique mais aussi - même s'il ne l'avait pas publiquement - de trop mésestimer le C.D.S.

En se démettant de ses fonctions et en clamant très haut qu'il ne saurait accepter à l'avenir une fonction purement administrative, M. Pinton a facilité la tâche du P.R. Son sort semble avoir été définitivement scellé jeudi, dans la matinée, au cours d'une rencontre entre MM. Léotard, Méhaignerie, président du C.D.S., Bariani, président du parti radical, et Jean-Claude Gaudin, président du groupe U.D.F. de l'Assemblée nationale, et, dans l'après-midi, lors de la réunion du bureau politique de l'U.D.F., où davantage de voix se sont élevées pour exprimer les griefs et les rancœurs accumulés sur la personne de M. Pinton que pour défendre le secrétaire général.

Au terme de cette réunion, le bureau politique s'est cependant contenté de publier un communiqué pour le moins laconique : « Le bureau politique a pris acte de la démission de M. Michel Pinton du poste de secrétaire général. Il a décidé de convoquer jeudi prochain (le 22 septembre) le conseil national de l'U.D.F. afin de renforcer les structures de l'Union ».

Ainsi le P.R., le C.D.S. et le parti radical ont encore huit jours pour « manœuvrer ». La solution qui pourrait être définitivement retenue consisterait à placer auprès de M. Jean Lecanuet trois vice-présidents (les responsables du P.R., du C.D.S. et des radicaux) et à confier un secrétariat administratif à un haut fonctionnaire. Plusieurs noms circulent, mais le choix n'a pas encore été arrêté. Le conseil national de l'U.D.F., qui comprend cinquante-cinq membres, tranchera jeudi 22 septembre. L'attitude qu'adoptera M. Jean Lecanuet pourrait provoquer de nouveaux rebondissements. Dans quelques mois, on pourra mesurer le crédit à accorder aux prédictions pessimistes de M. Pinton, qui craint que l'U.D.F., faute d'accepter les grandes « mutations » qu'il propose, « n'obtienne

pas l'audience populaire qu'elle est en droit d'espérer », que ses scores aux élections européennes et aux législatives « ne soient inférieurs à son attitude légitime » et que « son action dans le futur gouvernement de la France soit moins marquante et moins durable que nous l'imaginons ».

Mais il est vrai que M. Pinton et M. Léotard semblent avoir des conceptions différentes des mutations à apporter à l'U.D.F. !

LES ÉLUS COMMUNISTES DU VAL-D'OISE DÉNONÇENT UNE « ORCHESTRATION ANTI-GAUCHE »

(De notre correspondant.)

M. Robert Hinc, maire communiste de Montigny-les-Cornilles (Val-d'Oise), conseiller régional et secrétaire de l'Association départementale des élus communistes et républicains, a dénoncé, jeudi 15 septembre, au cours d'une conférence de presse, « l'orchestration anti-gauche » des maires réconciliés gagnés par la droite et « destinée à reconquérir le pouvoir national à partir du pouvoir local ».

Salon M. Hinc, « la droite veut faire de chacune de ces communes un contre-pouvoir au gouvernement, un lieu de contestation systématique, un lieu de déstabilisation de la politique gouvernementale ». Après avoir dénoncé « des comportements dont la cohérence et la similitude d'une ville à l'autre ne sont pas le fruit du hasard », M. Robert Hinc, pour évaluer ses propos, dressé le bilan de six mois de mandat d'opposition de huit villes du département de plus de 2 000 habitants passées de la gauche à la droite (Franconville, La Ferté, Goussainville, Marines, Meriel, Montmagny, Saint-Germain, Taverny) : mise en cause de la légitimité républicaine à Franconville avec la création d'une milice privée ; chasse aux sorcières - il y aurait, dans le Val-d'Oise, cinquante « employés municipaux touchés par des mesures de mise en préretraite, de mutation ou de licenciement » ; « Les maires de droite tiennent quelques centaines de milliers de Val-d'Oisiens en otages... » ; « Qui est le cerveau de ce casse ? », a-t-il demandé pour conclure. - J. M.

« Au cabinet de M. Defferre, M. Michel Thenault, sous-préfet, ancien élève de l'ENA, né en 1947 à Paris, directeur du cabinet du commissaire de la République de la région Bourgogne est nommé chef de cabinet du ministre de l'Intérieur en remplacement de M. Philippe Gargire nommé consul général de France à La Nouvelle-Orléans.

« M. Bernard Pons, secrétaire général du R.F.P., a demandé que M. Pierre Mauroy et M. Badinter, responsables gouvernementaux de la haute juridiction, ainsi que M. Nicolai, vice-président du Conseil d'Etat, fassent respecter la loi. Il estime que l'article publié par l'Humanité devrait permettre des poursuites contre ce journal.

400 millions de déficit commercial en août 40 milliards en huit mois

Logique... Quand les résultats du commerce extérieur sont bons, ils sont proclamés ; quand ils ne le sont pas, ils sont publiés en fin de semaine. Pour le mois d'août, le chiffre a même donné lieu à une note transatlantique, puisque le président de la République l'a annoncé au cours de son entretien télévisé à Paris et que M. Cresson s'en est félicité à Washington. Une fois encore, comme naguère, les statistiques sont exploitées politiquement, au lieu d'être présentées de façon complète et rigoureuse.

Ainsi les équilibres de la France ont été déficitaires de 389 millions de francs le mois dernier (après correction des variations saisonnières), contre 3 034 millions en juillet et 9 271 millions en août 1982. Les importations ont augmenté de 4,3 % en un mois et de 5,4 % en un an pour s'établir à 64 909 millions de francs ; mais les exportations ont progressé respectivement de 9 % et de 23,3 %, atteignant 64 520 millions. Le taux de couverture des achats par les ventes s'est inscrit à 99,4 % contre 95,1 % en juillet et 84,9 % en août 1982. Calculé en moyenne mobile sur trois mois, ce taux est de 96,3 % (83,5 % durant la même période de 1982).

En chiffres bruts, le déficit du commerce extérieur a représenté 3 281 millions de francs contre 889 millions en juillet et 8 975 millions en août 1982. Les importations ont atteint 51 246 millions (- 1,8 % en un mois ; + 5,4 % en un an) et les exportations 47 965 millions (- 19,1 % par rapport à juillet ; + 21 % par rapport à août 1982). Le taux de couverture s'est établi à 93,6 % contre respectivement 98,5 % et 81,5 %.

Pour les huit premiers mois de 1983, le déficit de la balance commerciale - corrigé des variations saisonnières - a représenté 40 088 millions de francs contre 61 158 millions durant la même période de 1982. Selon le ministre du commerce extérieur, le solde négatif des échanges sera pour l'ensemble de 1983 « un peu en dessous » des 60 milliards de francs estimés officiellement (93 milliards en 1982). Cette prévision peut se réaliser - même si le résultat d'août apparaît aberrant - puisqu'il faudrait pour cela que le déficit représenté en moyenne 5 milliards de francs par mois de septembre à décembre 1983.

M. B.

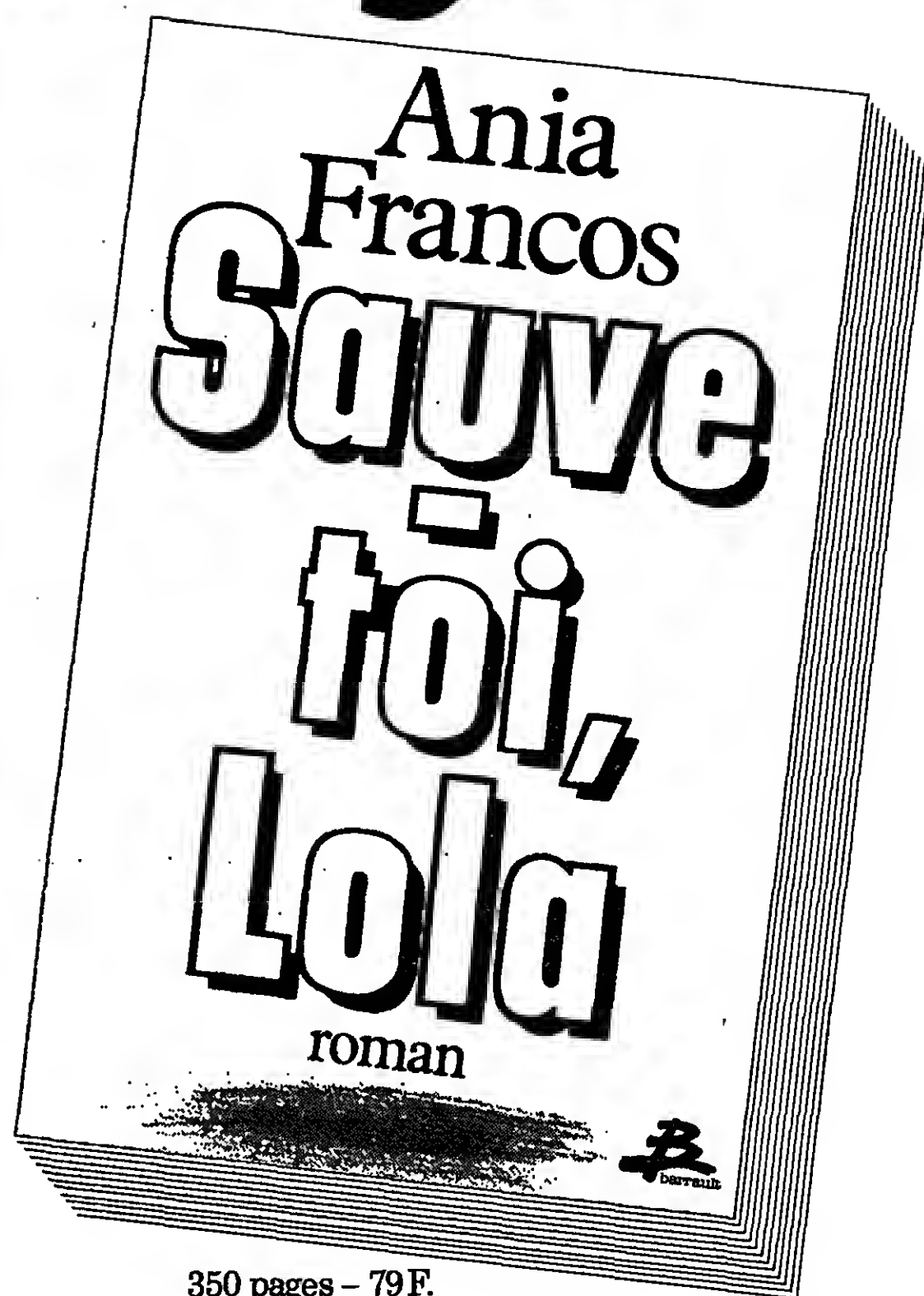
(Lire page 35 l'article sur les échanges industriels.)



L'humour terrible du courage.



Ania Francos



350 pages - 79 F.

"Un des romans les plus forts, les plus durs et les plus courageux de la rentrée... Ania Francos nous offre un immense roman d'amour, éclatant de vie, truculent..."

Françoise Xenakis. Le Matin.

"L'humour n'est-il pas à la fois la manifestation la plus subtile et l'expression la plus forte de la passion de vivre? Merci Ania Francos de nous le rappeler d'une façon admirable."

Jean-François Mezergues. Sud-Ouest.

"Bravo Ania! C'est très beau. Avalé en une nuit. J'en parle partout. Très, très beau."

Cavanna.

"Quel talent, on a rarement, peut-être jamais écrit ainsi sur la souffrance humaine."

Jacques Duquesne. Le Point.

"C'est de la vie ce roman, de la chaleur, de la colère: un incendie d'espoir qui brûle les pages. Mêlée à l'humour terrible du courage, l'angoisse y prend un visage humain presque joyeux. Comme si l'on avait apprivoisé la mort le temps d'un livre."

Matthieu Galey. L'Express.

"N'ayez pas peur de lire 'Sauve-toi, Lola'. Il ne vous filera pas le cancer."

Katia D. Kaupp. Le Nouvel Observateur.

"Ne faites pas l'économie de ce livre décapant, roman d'humour d'une femme qui dans l'urgence de son écriture dit son urgence de vivre."

Josyane Savigneau. Le Monde.

"Je n'ai jamais lu un livre de ce ton sur le cancer: d'une impudeur totale et d'autant plus terrible qu'il est drôle."

Bernard Pivot. Apostrophes.

B
barrault

صكنا من الاصل

L'INTERVENTION DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE SUR TF 1

Le T.G.V. Atlantique : Bordeaux sera à trois heures de Paris en 1989

En décidant de lancer la construction du T.G.V. Atlantique malgré les réticences de son ministre des finances, le chef de l'Etat est fidèle à lui-même. M. François Mitterrand a toujours été un chaud partisan de ces voies nouvelles lancées sur plus de 300 kilomètres vers l'Ouest et le Sud-Ouest.

Le projet est en effet séduisant. Il consiste à tracer d'abord un tronçon commun partant de Paris sur 80 kilomètres environ. Puis les voies, partant en deux branches, s'éloignent droit, l'une vers Le Mans et la Bretagne, l'autre vers Tours, le Val-de-Loire, le Poitou-Charente et l'Aquitaine. Au total, il faudra construire 340 kilomètres de ligne nouvelle sur laquelle les trains rouleront à 300 kilomètres à l'heure.

Le chantier durera cinq à six ans et coûtera 12 milliards de francs (évaluation 1982). Mais la modernisation - de toute manière indispensable - du réseau ancien en aurait coûté moitié autant. L'accélération des liaisons mettra Bordeaux, par exemple, à trois heures de Paris. Personne ne conteste ces avantages, mais la très large concertation organisée par la S.N.C.F. depuis

deux ans et la dernière enquête publique ont révélé de très fortes oppositions dans les départements traversés (le Monde du 21 juillet). Les agriculteurs, les écologistes et nombre d'élus redoutent le coup de sabre de la voie nouvelle sur leur territoire. Or cette agression n'est pas compensée par une commodité nouvelle puisque le principe du T.G.V. c'est qu'il s'arrête fort peu. C'est pourquoi plusieurs conseils généraux, notamment ceux de l'Essonne et du Loiret-Cher, ont demandé la création d'une gare T.G.V. sur leur territoire.

D'autres objections ont été soulevées par les financiers, qui invoquent l'importance de la facture, mettent en doute la rentabilité de la ligne et rappellent que la S.N.C.F. s'est déjà gravement endettée pour construire le T.G.V. Sud-Est et que son déficit est chronique.

Les avantages du T.G.V. Atlantique ont balayé ces craintes. On attend du chantier qu'il apporte une bouffée d'oxygène aux entreprises de travaux publics, dont certaines sont au bord de l'asphyxie. L'industrie ferroviaire, dont les carnets de commandes commencent à se remplir (le Monde du 11-12 septembre), va devoir construire 95 rames, ce qui représente 25 millions d'heures de travail et 4 000 emplois sauvegardés. En outre, notre technologie des transports gardera son avance, alors que les Allemands, par exemple, préparent aussi un T.G.V. pour 1985.

Enfin, en rapprochant l'Aquitaine et la Bretagne du centre de la France, c'est une grande opération d'aménagement du territoire qui est lancée et qui concerne neuf millions d'habitants (17 % de la population française).

Restera à trouver un mode de financement, puisque la S.N.C.F. déjà endettée par le T.G.V. Sud-Est, ne veut pas recourir au marché financier. Devra-t-on associer les régions au financement ou lancer un emprunt populaire ?

M. A.-R.

«URBA 2000» : un laboratoire du futur

L'idée d'«Urba 2000», déjà ancienne, viendrait de M. Georges Pébereau, directeur général de la C.G.E. : créer une vitrine en grandeur réelle de tout ce dont la technologie française est capable. Au mois de mars 1983, le cabinet du président de la République a chargé la DATAR de préparer un projet et de décrire les conditions de la « faisabilité ». Un document a été remis à l'Elysée au début de l'été qui concluait favorablement.

En un site (qui est encore à choisir) seraient réunis au moins un échantillon de toutes les productions de la pointe de l'industrie française en matière de communication, de biotechnologie, de nouveaux matériaux de robotique, et d'énergies nouvelles notamment. Il s'agirait de substituer à la démarche habituelle d'« expériences » « plaquées » sur le terrain une démarche d'« animation sociale », non pas de greffer les réalisations technologiques mais au contraire d'en faciliter l'appropriation par les utilisateurs.

Le projet, toutefois, en est encore aux balbutiements. Un groupe interministériel devrait, en liaison avec la présidence de la République, mettre rapidement une structure ad hoc en place, à laquelle participeraient des industriels et sans doute des représentants du mouvement associatif : elle étudierait, une fois le site définitif choisi, des moyens de financement.

● La visite effectuée par le président de la République à La Roche-sur-Yon (Vendée) le 21 juillet dernier a été à l'origine d'un incident lors de la réunion du conseil municipal, mercredi 14 septembre. Les élus de l'opposition conduits par M. Philippe Mestre, député U.D.F., n'appréciant pas les remarques du maire de la ville, M. Auxiette, P.S., qui leur reprochait d'avoir refusé de rencontrer le représentant de tous les Français, ont quitté la séance après avoir fait remarquer qu'ils n'avaient été prévenus de la venue de M. Mitterrand que la veille.

La majorité : souci de vérité

Pas de fausse note, après l'intervention de M. Mitterrand, dans les principaux partis de la majorité.

Le parti socialiste est très élogieux. Son porte-parole, M. Bertrand Delanoë, affirme que, « avec un grand souci de vérité, François Mitterrand a remis les choses à leur place, notamment en resituant les résultats économiques actuels dans les tendances constatées depuis une dizaine d'années, ce qui devrait rendre plus humbles les dirigeants de l'opposition. Pour le chômage et l'inflation, l'élémentaire bon sens impose de reconnaître que le gouvernement de la gauche réussit mieux que les gouvernements de la droite, souligne le député de Paris. Mais l'essentiel de la différence repose dans l'ambition qui anime le chef de l'Etat pour le redressement national. Dans la rigueur, il y a aussi le dynamisme pour l'industrie et la justice sociale dans la répartition de l'effort. » Ainsi éclairés, conclut M. Delanoë, les Français savent que cet effort est la clef de leur réussite.

Le parti communiste note, à la « une » de l'Humanité, que M. Mitterrand a « réaffirmé ses objectifs économiques et sociaux ». L'éditorialiste du quotidien du P.C.F., Charles Silvestre, souligne que ce rappel « a pris d'autant plus de relief qu'il intervenait au moment où les décisions [budgétaires] étaient l'objet, ou plus exactement l'occasion, d'un véritable déchirement de la droite, du patronat et des moyens d'information qui se situent dans leur sillage ».

Cet éditorialiste se montre toutefois assez réservé sur l'analyse du chef de l'Etat relative à la lutte des classes : « Le président de la République, écrit-il, voit « se réaliser peu à peu la paix des classes » et se propose de « réduire cet antagonisme ». Le jugement peut paraître optimiste, l'actualité paraissant confirmer que la classe des privilégiés, des grands possédants, combat avec acharnement tout progrès social, toute conquête démocratique. »

Quant au président inéminent de la gauche, M. Jean-Michel Baylet, il relève que, « ainsi que le demandait le M.R.G. depuis longtemps, le président de la République a expliqué aux Français la politique économique actuelle en montrant combien les moyens mis en œuvre aujourd'hui servaient un grand projet pour demain ». Il note également « avec satisfaction la volonté présidentielle, qui rejoint la nôtre, d'assoir une des préoccupations majeures du M.R.G. de diminuer le poids des prélèvements obligatoires sur l'économie et celui des charges pesant sur les entreprises ».

Le secrétaire général du Mouvement gaulliste populaire (M.G.P.), gaullistes de gauche, proches de la majorité), M. Jean-Louis Delcourt, est lui aussi satisfait : « Le président de la République n'historiquement amarcé, par l'ensemble de ses propos, le processus susceptible de valoriser le rassemblement des Français pour le redressement national. »

En revanche, sur les franges de la majorité, les réactions sont beaucoup plus critiques.

Pour le Mouvement des démocrates, que préside M. Michel Jobert, ancien ministre d'Etat, « la gauche, qui a légitimement bénéficié de l'alternance après un quart de siècle de gestion du pays par la droite, est en train, par obstination théorique et idéologique, de gâcher la chance qui lui a été offerte pour n'avoir pas compris que la confiance aussi était nécessaire et que celle-ci ne peut s'éveiller sans un minimum de liberté, d'initiative et de responsabilité. »

Pour le secrétaire politique du parti communiste marxiste-léniniste (P.C.M.L., maoïste), M. Pierre Bauby, le péché originel de M. Mitterrand est d'avoir accepté en 1981 les « lois du capitalisme », ce qui le conduit « à des concessions de plus en plus importantes aux exigences du patronat et de la droite ». « Pour les travailleurs, au contraire, et malgré les promesses de justice sociale, ce sont, dit M. Bauby, de nouveaux prélèvements, la baisse du pouvoir d'achat, le maintien du chômage et son augmentation inéluctable à venir, les mesures restrictives sur la santé, le refus d'établir l'égalité complète des droits entre Français et immigrés. Autant d'éléments qui conduisent à affaiblir les travailleurs et leur capacité de résistance. »

LES SYNDICATS

● FORCE OUVRIÈRE a déclaré que « les propos du président de la République concernant le poids de la fiscalité et des prélèvements sociaux confirment les analyses de F.O. et soulignent que la limite du supportable est bien atteinte ». La confédération « prend acte de la ferme déclaration [...] de s'engager l'on prochain dans la voie d'une réduction de la pression fiscale », tout comme elle « prend acte » de la volonté de procéder à un allègement des charges des entreprises.

● M. JEAN BORNARD, président de la C.F.T.C., a déclaré : « Si les Français n'y croient plus, c'est qu'on leur a trop raconté d'histoires, et ils ne comprennent pas qu'on passe si rapidement des grandes promesses à des leçons de rigueur. » Il faut donc plus que des déclarations, a-t-il ajouté, pour mériter la crédibilité et redonner confiance dans l'avenir. »

LES RÉACTIONS

L'opposition : vol au-dessus du gouffre !

Du côté de l'opposition, les réactions sont franchement acerbes. Le président de l'U.D.F., M. Jean Locant, estime que M. Mitterrand « s'est livré à un exercice de virtuosité plus ou moins acrobatique qui a dû décevoir ses amis, sans pour autant convaincre les Français. » Confrontés aujourd'hui aux réalités de l'austérité socialiste, les Français ne perçoivent toujours pas l'utilité des sacrifices qui leur sont demandés, ajoute-t-il. Le pays va donc se détourner un peu plus du socialisme. »

Selon M. François Léotard, secrétaire général du parti républicain, « François Mitterrand est apparu comme le président faigué d'une France dévastée par le gâchis et l'incompétence du dogme. » Il parle d'investir alors que l'on paye les ardoises qu'il a accumulées, ajoute le maire de Fréjus. C'est le prince de la dette et de l'impôt, chef du front impopulaire, qui devient le réalisateur improvisé d'un film catastrophe. Le ton patella dissimule mal la boulimie fiscale du gouvernement socialiste. Ce devait être le sursaut sur la montagne, c'est devenu le vol au-dessus du gouffre. »

Selon le président du C.D.S., M. Pierre Méhaignerie, M. Mitterrand est apparu comme « un président de la République qui trague un bilan devant l'opinion, mais qui n'a plus de prise sur les événements. En effet, l'absence de rigueur et l'inexactitude de l'analyse, l'incapacité à proposer des solutions convaincantes, l'effronterie de nouvelles promesses alors que celles d'hier ont été si démenties par les résultats, créent un sentiment de malaise. Ce n'est certainement pas sur de telles ambiguïtés et contradictions que l'on peut prétendre rassembler un peuple. »

Selon M. Didier Bariani, président du parti radical, « le chef de l'Etat est visiblement dans l'expectative sur notre avenir et ce n'est pas ce constat présidentiel attristé sur nos difficultés qui rassurera la collectivité nationale. »

Selon M. Serge Dassault, président du parti libéral, « la confiance d'une nation ne s'obtient pas en démotivait et en laminant ceux qui contribuent à remplir les caisses de l'Etat. »

Le président du C.N.I.F., M. Philippe Malaud, estime que « l'intervention présidentielle était un exercice brillant et artificiel à base de rhétorique et de verbalisme sans aucun lien avec la réalité. »

Le président du groupe U.D.F. de l'Assemblée nationale, M. Jean-Claude Gardin, en conclut que « M. Mitterrand a tout simplement oublié l'essentiel : l'économie n'aime pas le socialisme. »

Au nom du R.P.R., M. Bernard Pons avait déclaré, dès jeudi après-midi, à propos des orientations budgétaires : « Le gouvernement tente de réparer les erreurs qu'il a com-

mises. Or nous sommes, en réalité, au commencement de la fin lorsque que l'on mesure l'importance de la pression fiscale. On peut se demander, en effet, où va tout cet argent. (...) La France s'endette pour payer ses dettes. Quand on en est à ce stade, c'est bien le commencement de la fin. »

L'extrême droite est sur la même longueur d'onde. Le P.F.N., qui juge « scandaleuse » l'augmentation de la pression fiscale, estime que : « face à un pouvoir qui tente de masquer son désarroi sur le plan économique, une seule attitude est aujourd'hui possible : l'opposition totale à ceux dont l'incapacité est la seule cause de la situation actuelle. »

Le président du Front national, M. Jean-Marie Le Pen, retient toutefois que « la modération du jugement porté par le président de la République sur l'élection de Dreux et les problèmes posés par l'immigration contraste avec les déclarations haineuses ou diffamatoires de certains ministres, élus ou responsables socialistes ou communistes. »

M. JEAN HIEAUX EST ÉLU MAIRE DE DREUX

M. Jean Hieaux, qui conduisait, le 11 septembre, la liste d'opposition (U.D.F.-R.P.R.-Front national) a été élu, jeudi 15 septembre, maire de Dreux. Il a recueilli, dès le premier tour, 31 voix contre 8 bulletins blancs. M. Stürbois, secrétaire général du Front national a, pour sa part, été élu troisième adjoint chargé de la protection civile. MM. Fontaine (R.P.R.) tête d'une des deux listes d'opposition lors du premier tour du scrutin de mars), et Albert (U.D.F.), qui conduisait l'autre liste d'opposition le 6 mars dernier, ont respectivement été élus premier adjoint et deuxième adjoint.

Sifflets et applaudissements ont émaillé le déroulement du scrutin. M. Hieaux a exprimé « ses plus vifs regrets » aux victimes des incidents « inadmissibles » qui se sont produits dimanche 11 septembre lors de la proclamation des résultats. Il a déclaré qu'il serait « le maire de tous les Dreuxiens » et demandé « à ceux qui ont perdu de rester dignes dans la défaite. »

M. Piquet (P.S.), tête de liste d'union de la gauche, s'exprimant au nom de l'opposition municipale a, pour sa part, demandé au maire de se prononcer sur le problème des immigrés, dont M. Stürbois souhaite le départ.

● Le buste de Robert Schuman, ancien président du conseil, a été dérobé dans la nuit du 14 au 15 septembre à Thionville (Moselle) à la veille des cérémonies célébrant le vingtième anniversaire de sa mort.

TIRAGES DIAPOS
EN 13x18 OU 18x24 RECADRAGE CORRECTIONS
ETRAVE 38, av. Daumesnil Paris-12 - 347.21.32

Chez Citroën du 16 au 24 septembre 1983

Plus de 40 000 cadeaux à gagner !

Plus de 40 000 cadeaux chez Citroën : des milliers de casques récepteurs radio FM stéréo, des milliers de coffrets photo Agfa, des milliers de parapluies.

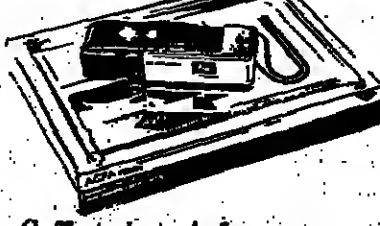
Pour gagner, essayez les nouveaux modèles Citroën et participez au tirage au sort. Alors en route pour les cadeaux : courez vite chez Citroën !



En avant chez Citroën !



Casque récepteur radio stéréo.
- réception mono/stéréo.
- contrôle automatique des fréquences (AFC)
- haute sélectivité : filtre céramique réduisant les interférences.
Bonjour la radio en liberté !



Coffret photo Agfa.
Un pocket sans réglage pour réussir tout simplement de bonnes photos. Offert avec une pellicule. En avant les souvenirs !



Parapluie automatique.
Parapluie dépliant automatique : Gagnez un petit coin de paradis !

CITROËN... TOTAL

CITROËN

TRAGE DU 16 AU

OUS LES UNTALONS

tailles
toutes
les
tailants
trop
arges
les
ssiques

AUX TH
QUART
ravez le plaisir

ÉDUCATION

LE DÉBAT SUR L'AVENIR DE L'ENSEIGNEMENT PRIVÉ

Mobilisation chez les laïques

L'année scolaire à peine commencée, les partisans de la « nationalisation laïque » de l'enseignement privé appellent leur existence. Huit et fort, ils signalent au ministre de l'éducation nationale, mais aussi au président de la République, qu'ils sont toujours là, impatients de voir se mettre en place le « grand service public unifié et laïque de l'éducation ».

Il y a quelques jours, le grand maître du Grand Orient de France soulignait qu'il « ne peut y avoir de dualité dans l'enseignement de la République » (le Monde du 15 septembre). Opposés aux incursions de la religion dans l'enseignement public, les francs-maçons attendent que des décisions rapides soient prises par le gouvernement. « Car, sinon, nous irons à l'échec ».

Fidèle aux résolutions de son dernier congrès, le Syndicat national des instituteurs et professeurs de collège (SNI-P.E.G.C.) a proposé au « vagues laïques » qu'est le Comité national d'action laïque (CNAL) (1) d'organiser, à l'automne, une série de rassemblements... Le CNAL, qui s'est réuni jeudi 15 septembre, a répondu positivement à cette « suggestion ». « Il faut faire quelque chose dans le clan laïque », explique M. Michel Bouchereissas, secrétaire général. Depuis l'arrivée de la gauche au pouvoir, il n'y a pas eu de manifestation de rue des partisans du service public, si l'on admet que le rassemblement du Bourget en mai 1982 était une commémoration. Alors, les militants laïques sont appelés à se mobiliser « pour rappeler nos objectifs (...) et signifier notre volonté de voir le gouvernement s'engager plus rapidement dans la perspective de la mise en place du service public unifié et laïque de l'éducation ».

Nouvelles propositions

A Yssingeaux (Haute-Loire) — « fief de M. Barrot, secrétaire général du C.D.S. », — après avoir défilé le 20 novembre, dans les rues, ils se rassembleront pour écouter un responsable du CNAL. D'autres militants feront de même à Chaunay, dans l'Aisne. Une semaine plus tard, des manifestations auront lieu à Nantes et à Rodez. Enfin, le premier week-end de décembre sera l'occasion, pour les adhérents du CNAL de la région parisienne, de se retrouver à Arpajon et pour ceux du Sud-Est à Marseille.

Le ministre de l'éducation nationale doit faire connaître fin septem-

bre de nouvelles propositions sur les rapports entre l'enseignement public et l'enseignement privé. Les responsables du CNAL n'ont pas attendu cette date pour annoncer leurs rassemblements. Une manière comme une autre de faire pression sur le gouvernement tout en précisant, selon M. Bouchereissas, que « la conjoncture de novembre prochain a toutes les chances d'être celle d'une négociation enfin engagée... ou de son échec déjà consommé ».

Quelle que soit l'issue réservée aux propositions de M. Alain Savary, les laïques seront dans la rue. « Enfin ! », vont s'exclamer certains adhérents du CNAL qui jugent que leur mouvement a mis bien longtemps à répondre aux manifestations organisées un peu partout en France par les défenseurs de l'enseignement privé. « Enfin ! », vont sans doute déclarer les militants inquiets de « l'incessante pression idéologique des cléricaux et des médias sur le thème de la liberté ». Ceux-là applaudiront l'initiative du CNAL de diffuser un badge portant l'inscription « La seule

école libre, c'est l'école laïque ». Ainsi les auto-collants de l'enseignement privé ne seront plus les seuls à orner les vitres arrière des voitures ou grand désespoir de M. Bouchereissas.

SERGE BOLLOCH.

(1) Le CNAL groupe cinq organisations : la FEN, le SNI-P.E.G.C., la Ligue française de l'enseignement, la Fédération des conseils des parents d'élèves (F.C.P.E.) et les délégués départementaux de l'éducation nationale.

« Les responsables de l'enseignement catholique, de leur côté, se déclarent inquiets des dernières déclarations de M. Pierre Mauroy (le Monde daté 4-5 septembre). La commission permanente du Comité national de l'enseignement catholique, tout en réaffirmant sa volonté de dialogue et de concertation avec le gouvernement, se déclare « surprise » d'une décision unilatérale d'inscription au budget 1984 « de possibilités de fonctionnarisation des maîtres du privé ».

DÉFENSE

DANS L'EST DE LA FRANCE

Vingt-deux mille hommes participeront aux manœuvres de la force hélicoptère antichars

L'état-major de l'armée de terre mettra à profit l'exercice interarmées « Moselle », qui aura lieu la semaine prochaine en terrain libre dans l'est de la France, pour achever la première phase de l'opération technique de la « Force Eclair », qui se présente comme l'embryon de la Force d'action rapide (FAR), créée en juin par décision du gouvernement. Pour marquer l'importance de cet exercice, le ministre de la défense, M. Charles Hernu, se rendra sur place, jeudi 22 septembre, pour assister au déploiement de cette force.

Placé sous les ordres du général de corps d'armée André Multon, qui commande le 1^{er} corps d'armée, vingt-deux mille hommes, utilisant sept mille cinq cents véhicules divers — dont mille cinq cents blindés — et deux cents hélicoptères, manœuvreront dans les départements de la Moselle, de la Meuse, de la Marne, des Ardennes, de la Meuse, de la Moselle, de la Meuse et de la Moselle.

L'exercice « Moselle » est en terrain

libre, c'est-à-dire que les troupes se déploieront dans les champs et les villages.

C'est au sein même de cet exercice de grande ampleur que se situe la manœuvre particulière de la « Force Eclair » : la responsabilité du général de brigade Etienne Doussau. Cette force réunira pour la circonstance cent cinquante hélicoptères (des modèles Gazelle et Puma) appartenant au 1^{er} régiment d'hélicoptères de combat (basé à Phalsbourg) et du 3^e régiment d'hélicoptères de combat (stationné à Etain), renforcés par le 2^e régiment d'hélicoptères de combat (normalement en garnison dans la région de Fribourg, en Allemagne fédérale). Pour les besoins de l'exercice, la « Force Eclair » recevra l'appui de deux compagnies de missiles antichars Milan du 1^{er} régiment d'infanterie à Sarrebourg. De même, à l'occasion de la manœuvre « Moselle », le corps d'armée sera soutenu par des avions Jaguar et Mirage de la Force aérienne tactique (FATAC) qui effectueront environ huit cents sorties.

La « Force Eclair » est censée préfigurer le projet de Force hélicoptère antichars (F.H.A.C.), qui s'intégrera ultérieurement dans la Force d'action rapide commandée par le général de corps d'armée Gilbert Forray (le Monde des 9 et 18 juin, du 10 août). L'opération de la « Force Eclair » a été confiée, depuis le début de cette année, au général Doussau, mais, à la fin de l'exercice « Moselle », son commandement sera attribué au général de brigade Georges Baffieuf, qui a une spécialité d'ancien artilleur, versé aujourd'hui dans l'aviation légère de l'armée de terre (ALAT), disposant à ces nouvelles fonctions.

Dans le dispositif conçu par le gouvernement, la F.H.A.C. est destinée à être expédiée, si besoin était, en avant du déploiement normal des unités françaises, au niveau des autres forces de l'alliance atlantique, dans une situation d'urgence ou de crise en Europe.

(Suite de la première page.)

A l'ancienne iresque, haute en couleur, où Vercingétorix, Philippe-Auguste, Jeanne d'Arc, les soldats de l'An II, guerroyaient, souffraient, se sacrifieraient pour la défense du sol natal, les manuels rédigés par nos modernes pédagogues substituent peu à peu l'étrange grisaillé d'un passé anonyme, sans conquérants, ni ministres ingénieurs ni grands capitaines, exclusivement remplis par l'évolution de l'homme, telle qu'elle se dégage d'un immense labeur, étendu sur les millénaires.

Rupture

Cette rupture intellectuelle, sentimentale, entre la nation et ceux qu'elle charge d'éduquer ses enfants obéit à des causes fort complexes. Avec sa manie de restreindre toute vie sociale à la production, aux rapports de forces entre les classes, un marxisme diffus, en vogue depuis vingt ans parmi les universitaires, encourage l'exclusion des personnes liées au profit des masses. Sous le précédent septennat, les milieux proches du monde des affaires encourageaient cette conception matérialiste de l'existence favorable à la production, et estimèrent, eux aussi, les souvenirs moyenâgeux parfaitement inutiles à l'essor industriel. Après ceux de M. Pompidou, les ministres de M. Giscard d'Estaing laisseront l'histoire s'amoindrir dans les programmes, quand ils ne hâteront pas son exclusion par de discrets coups de pince. A ces causes politiques s'ajoute chez les enseignants eux-mêmes l'intention de moderniser à leur façon un savoir devenu effectivement poussiéreux.

En effet, leur vision laborieuse et non plus héroïque du passé, ne manque pas d'exactitude. Dans la longue vie des peuples, l'essentiel ne se décide pas forcément dans les batailles royales, ni sur les champs de bataille. Napoléon et Wellington,

Notre histoire

l'industrie, l'agriculture, le commerce, le professorat lui-même dans son éminente dignité, ne s'épanouissent, ne prospèrent qu'à l'abri d'un ordre voulu par les politiques, défendu par les soldats, incarné par de sages ministres, des rois ou des présidents exemplaires, et ces hommes d'exception qu'on appelle les héros. Quand ces personnages n'existent plus, leur absence coûte cher. Ainsi la France paye d'un million de morts la mort de la récupération de l'Alsace-Lorraine perdue par la faute du Second Empire. Matériellement, cette bécotterie n'a rien d'une bagatelle, même si certains enseignants la négligent.

Les circonstances innombrables où des civilisations entières disparaissent, tombent en esclavage, l'exode de souffrances, de destructions dans l'Odyssée humaine, obligent donc à s'en souvenir par simple discipline intellectuelle. Laisser la leçon s'évanouir implique beaucoup d'inconséquence, moins de quarante années après la fin du deuxième conflit mondial. Cette légèreté se double d'une mauvaise action quand elle aboutit à mentir par omission.

Car enfin, Clovis, Charlemagne, Louis VI le Gros à Montlhéry, Jeanne d'Arc dans sa fournaise, les Maréchaux de 1813, les mobiles de 1870, les fantassins de 1914, bataillèrent, et moururent vraiment. Les diplômés, le privilège d'écrire des manuels scolaires, n'autorisent personne à réduire leur existence à un mythe ni à priver la nation de leur souvenir.

Fantômes illustres

Lorsqu'il parle du pays, le peuple français des H.L.M. des usines, des marchés, des garages, utilise ordinairement un NOUS d'une majesté toute royale. Dans ce splendide pluriel, les petites gens mettent sans façon la communauté nationale entière avec ses pauvres, ses riches, les citadins, les campagnards, les jeunes, les vieux, les vivants obscurs, les morts célèbres, avec cette foule de fantômes illustres statufiés dans le bronze et la pierre sur nos places publiques.

Ces Duguesclin, ces Henri IV, ces Hoche, ces Clemenceau, Joffre et Foch, s'assemblent, avec toutes les Jeanne d'Arc possibles, en une immense famille dans le cœur des vivants. Après la langue maternelle, elle aussi tellement menacée, leur gloire demeure l'unique richesse des Français sans fortune, leur poème laïc, pareil à une religion, avec ses martyrs, ses chutes, ses miracles.

Pendant près d'un siècle, d'innombrables instituteurs l'enseignèrent comme une morale en action. Les sources se trouvaient, dans les classes, quand Vercingétorix jetait ses armes à César dédaigneux. Sur leur banc, combien d'élèves ne virent pas souffler jusqu'à s'en rompre les veines dans le cor de Roland, au mortel traquenard de Roncevaux, et saisir à deux mains l'épée Durandal ? Plus tard, ils rejoignirent Jeanne d'Arc chez Baudricourt, chevauchèrent derrière le Béarnais, bâtinrent avec Richelieu sa dignité devant La Rochelle, pleurèrent sur l'épée de Montcalm quand la France abandonna le Québec, servirent Marceau contre l'Autriche, et retrouvèrent la fièvre lorsque, après l'effroyable honte de juin 1940, ils aperçurent Konig debout dans Bi-Hakeim, et Leclerc sur la piste du Tchad.

Lisez

Le Monde
doctes et documents

L'ANGLAIS DE LA
BBC
LES LANGUES DU MONDE
OMNIVOX
Manuels - Cassettes - Vidéo
Cours avec explications
en français
Documentation gratuite sur demande à
EDITIONS-DISQUES
OMNIVOX & BBC-M (France)
8, rue de Bern - 75008 Paris

L'ETOILE DES NEIGES
Établissement agréé et conventionné S.S.
Reçoit les enfants, garçons
et filles de 6 à 13 ans,
toute l'année
Scolarité dans l'établissement
● Maladies des voies
respiratoires
● Asthme
Cadre familial - 20 lits - Alt. 950 m.
05400 La Roche-des-Arnauds
Téléphone : (09) 57-82-57

Certes, l'interprétation des événements évolue beaucoup d'une époque à l'autre. L'espèce de religion nationale, symbolisée par le culte des grands hommes, des dates mémorables — Poitiers, Azincourt, Marignan, etc. — s'accroît quand l'affaiblissement, la disparition du lien dynastique oblige les Français à s'enrayer autour d'une autre allégeance : celle de la patrie conçue comme un idéal.

Avec la prééminence qu'il donnait aux individualités exceptionnelles, le romantisme amplifia le rôle des rois comme celui des révolutionnaires. Michelet, d'où procédèrent les manuels de Lavisse, Maillet et Isaac, étale splendide la France en dix-neuf volumes. Nul ne reprochera à l'école actuelle de réagir contre ces exagérations. Mais elle inquiète quand elle pousse jusqu'à l'absurde son zèle iconoclaste.

Une blessure pour l'esprit

Une histoire sans dates, sans chronologie, sans héros, prive les mémoires enfantes des repères indispensables. En même temps qu'elle blesse l'esprit, elle offense la nature. Dans sa vie personnelle, après tout, chaque enfant des nouveaux programmes fera son propre anniversaire, n'oubliera pas celui de sa chère épouse, et ne négligera jamais le jour où naquirent ses précieux bambins. Ce cérémonial qu'il juge bon pour sa petite famille, voilà qu'une profession entière en prive la grande, c'est-à-dire le pays.

Nul ne doute que sa mémoire sans sacager ainsi sa conscience. L'ancienne histoire simplifiée peut-être la réalité. Du moins elle lui donnait un sens intelligible à tous. Celle que M. François Mitterrand qualifie de « danger national », devant ses ministres absconds, entraîne insensiblement vers une adoration des objets ; sans doute conforme aux exigences de notre sécurité marchande, mais parfaitement incompatible avec la durée d'une nation. Elle prépare un monde où les collectivités organisées se réduisent peu à peu aux embouteillages d'automobiles sur les routes du week-end, aux files d'attente devant les caisses des grands magasins ; une France où le sacré n'aurait plus le courage, l'intelligence, mais la marchandise, avec son Mécène mondial, à New-York.

Ce dévoiement n'arrêtera pas pour autant le besoin d'exemples éternels dans le cœur des jeunes. En l'absence de grands ancêtres, ils se passionneront au mieux pour des acteurs, des sportifs éminents, au pire pour les saltimbanques, bouffons, plates et prétentieuses vedettes de la société de spectacle. Quant aux doctes adeptes de l'histoire laborieuse, ils les coifferont un jour du bonnet d'âne, pendant l'une de ces jolies et grosses espiègleries soixante-huitaires où le peuple se venge quelquefois de la présomption des clercs. Ou de leur arrogance.

GILBERT COMTE.

* Le Monde de l'éducation du septembre publie un dossier sur « le sentiment national aujourd'hui », avec des articles de MM. Jean-Pierre Chevènement, Michel Debré et Pierre Chauvaud.

PRÉPARATION B.T.S.

— services informatiques,
— comptabilité et gestion des entreprises (statut étudiants).
FAX
École privée fondée en 1950
6, rue d'Amsterdam, Paris 9^e
M^o Saint-Lazare - Tél. : 280.48.00

Ipeud

INSTITUT PRIVÉ
D'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR
ÉCOLE TECHNIQUE PRIVÉE
MÉDECINE du PHARMACIE (1^{re} année)
● stage pré-universitaire pour bacheliers
● préparation intensive par cours du soir ou stages
PRÉPARATION AUX CONCOURS D'ENTRÉE AUX :
Écoles PARAMÉDICALES (Kinésithérapeutes, Laborantins, Manipulateurs en électroradiologie, Infirmiers, Podologues, Ergothérapeutes)
Écoles D'ORTHOPHONIE
Écoles NORMALES PRIMAIRES
BTS TOURISME (2 options)
SECRÉTARIAT MÉDICAL
RECRUTEMENTS ET INSCRIPTIONS
IPEUD, Le Parc du Belvédère, Bat. D
Rue Maria Curie - Rue du Belvédère
34100 MONTPELLIER. Tél. 54.72.20

INSTITUT D'ÉTUDE DES RELATIONS INTERNATIONALES

(I.E.R.I.)
Établissement privé d'enseignement supérieur
12, rue des Saint-Pères, 75007 PARIS
Tél. : 296-61-48

Fondé en 1948, l'Institut donne une formation de caractère juridique, économique et commercial aux étudiants et aux jeunes cadres désireux de se préparer aux

CARRIÈRES INTERNATIONALES

L'enseignement est assuré par des professeurs d'Université, des hauts fonctionnaires et des praticiens du commerce international. Le diplôme est admis en dispense de la deuxième partie de l'examen de quatrième année de droit (arrêté ministériel du 16 février 1967) et donne accès aux doctorats.

Recrutement sur titres - Baccalauréat exigé - Statut étudiant
Secrétariat ouvert du lundi au vendredi de 9 heures à 12 heures et de 14 heures à 18 heures.

3^e CYCLE DROIT DES AFFAIRES

LES ENTREPRISES ONT BESOIN DE JURISTES D'AFFAIRES DE HAUT NIVEAU
NOUS LES FORMONS A PARIS-V (MALAKOFF)

Outre les formations classiques de 3^e cycle :

- DEA de droit privé ;
- DEA de droit public,

la Faculté de droit de Paris-V (Malakoff) a conçu, en liaison avec les milieux professionnels les plus réputés, trois diplômes d'études supérieures préparant à la vie des affaires :

- DESS JURISTE D'AFFAIRES INTERNES ;
- DESS JURISTE D'AFFAIRES INTERNATIONALES ;
- DESS FISCALITÉ APPLIQUÉE.

L'enseignement est assuré par un corps professoral composé de praticiens de haut niveau et de professeurs d'Université.

Admission sur dossier.
Renseignements et inscriptions avant le 1^{er} octobre 1983.

FACULTÉ DE DROIT DE PARIS-V
10, avenue Pierre-Larousse, 92241 MALAKOFF CEDEX
(Métro : Porte-de-Vanves)

Débouchés importants
CHIMIE BIOLOGIE
quelques places disponibles
SECONDE TECHNIQUE

Tél. : 583.76.34
95, rue du Dessous-des-Berges
Paris 13^e



1^{re} S
Terminales B, D
Quelques places disponibles
EFFECTIF RÉDUIT

IESA enseignement privé
3, rue Barge 75015
305.77.09

l'écriture laser
UNI-BALL feutre à bille
le plus fin du monde

en vente chez
PRISUNIC

LES NOUVELLES MACHINES A ÉCRIRE ÉLECTRONIQUES OLIVETTI ET111-ET115



LA MACHINE A ECRIRE ELECTRONIQUE LA PLUS VENDUE AU MONDE A UNE CONCURRENTE. UNE AUTRE OLIVETTI.

1.000.000 de machines à écrire électroniques Olivetti ont été vendues dans le monde à ce jour. Olivetti détient ainsi le record mondial. La première machine à écrire électronique au monde fut une Olivetti. En 1978.

Depuis, Olivetti n'a cessé de consolider son avance. La gamme Olivetti est la plus complète au monde : de très nombreux modèles, compatibles et évolutifs pour croître avec les besoins de l'utilisa-

teur tout en sauvegardant son investissement initial.

Aujourd'hui Olivetti prend une nouvelle avance. Sa machine N°1.000.001 est différente des précédentes : elle est entièrement électronique. La suppression des dernières parties mécaniques a donné naissance aux nouvelles ET111-ET115, des machines hautement professionnelles qui ouvrent le chapitre du deuxième million de machines à écrire électroniques Olivetti.

olivetti

هكذا من الاول

هكذا من الاحول

INFORMATIONS « SERVICES »

RÉTROMANIE

Eclairages à l'ancienne

De feu tombé du ciel, l'homme a d'abord recueilli la flamme, ce guide lumineux nommé Mazda, cher à Zarathoustra, en lutte éternelle avec Ahuriman le démon des ténèbres.

Entretenu ou provoqué, le feu resta donc pendant des millénaires la source unique de l'éclairage, jusqu'au jour où l'électricité prend le relais, voici un siècle à peine. Que reste-t-il pour la brocante de tous les éclairages à feu vif laissés par les civilisations successives ? Les plus anciens sont aussi les plus simples : une coupelle de terre cuite où brûle une mèche imbibée d'huile d'olive, dont le prototype est la lampe romaine. Pas chers d'ailleurs ces vestiges archéologiques : on en trouve à partir de 250 F, mais pour une vraie, méditez-vous des fausses fabriquées en série (plus lourdes, à reliefs empâtés) qui ne valent pas plus de 30 F, en état de marche.

Ce système traverse les siècles sous les formes les plus diverses jusqu'à l'invention des cylindriques, ce qui active la combustion et donne une flamme plus claire.

Nous restons dans les lampes à huile jusqu'au milieu du dix-neuvième siècle, avec réservoir en cuivre incorporé à la céramique. Les prix varient de 1 000 F à 1 500 F, selon le qualité du décor sur porcelaine ou sur faïence, parfois en léger relief. Les motifs imprimés annoncent le décadence.

Enfin, à partir de 1860, l'Amérique éclaire le monde grâce au pétrole lampent jellé des sous-sols de Pennsylvanie. Les vieilles lampes à huile ont fait long feu pour laisser la place à une folle éclipse de lampes à pétrole qui se distinguent des précédentes par l'utilisation directe du pied en fer, en porcelaine, en verre, en opaline ou en cuivre comme réservoir. En dévissant le bec porteur de la mèche on peut facilement adapter une double électrique et il suffit d'un anneau de serrage pour fixer l'abat-jour. Mais curieusement ces lampes de chevet en tous genres sont passées de mode. On n'en découvre guère que chez les brocanteurs qui les cèdent de 800 F à 1 200 F, selon l'ancienneté et la beauté du décor. Les lampes-lyres classiques avec leur globe d'opaline entouré d'un tube de cuivre valent de 1 400 F à 1 800 F. La mode est aujourd'hui aux lampes 1900 protéiformes - du petit bronze porteur d'empoules à la lampe-champignon de Gallé - mais

plus encore aux éclairages rétro de style Art déco. Le grand chic est la lampe « pirouette » avec son abat-jour vert triangulaire, au bout d'un bras en chrome articulé sur un pied du même métal (1 000 F à 1 500 F).

N'oublions pas que entre les dernières lampes à pétrole et les premières montures électriques, l'éclairage au gaz a laissé son souvenir dans les volutes des bronzes fleuris de l'art nouveau. On peut encore trouver de belles appliques avec un petit robinet en forme de pétale ou de palmette à partir de 1 000 F.

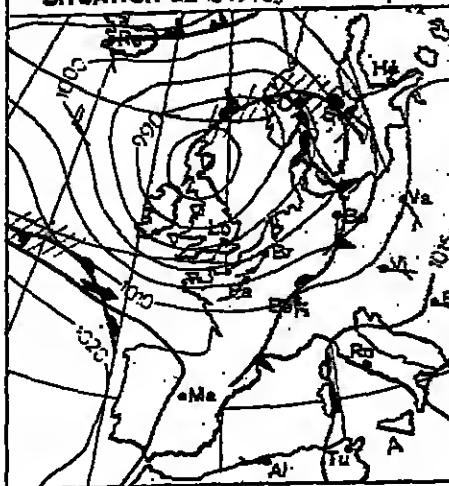
Une promenade dans les boutiques du Village Saint-Paul (9-13-17, rue Saint-Paul) vous révélera la richesse d'imagination des fabricants de lampes depuis un siècle. Aussi bien à La Lustrerie (« goutte d'eau » en cristal suspendue dans un support de bronze, à partir de 800 F ; double lampe de billard à globes d'opaline : 3 500 F) qu'à Ladegote (lampe Napoléon III télescopique sur plateau d'onyx : 3 200 F, statue en régule 1900 montée en lampe : 1 800 F), qu'aux 4 Deniers (lampe à pampilles rouges : 450 F, lampe cloche en pâte de verre et bronze : 1 300 F) ou qu'au Puceron chineur (lampe à pétrole à réservoir en verre blanc : 800 F ; pique-cierge dix-neuvième siècle monté avec abat-jour : 1 200 F ; paire de lampes de chevet en bronze et albâtre : 1 500 F), vous trouverez l'éclairage de votre choix. Quelques belles lampes anciennes, également à des prix raisonnables, à la Galerie 91 (91, rue Saint-Honoré), notamment une petite lampe champignon Belle Epoque (600 F) et une lampe à pétrole Napoléon III en porcelaine de Limoges bleu foncé à décor floral (1 200 F).

Les collectionneurs recherchent encore le petit lampe en cuivre réputée « inexploitable » bien connue sous le nom de lampe Pigeon. Les plus anciennes, antérieures à 1900, se vendent de 250 F à 300 F si elles sont authentiques. On trouve les mêmes au B.H.V., pour 98 F, la patine en moins, que certains brocanteurs noircissent et cabossent pour les vendre au mieux... à quelques « pigeons » de passage.

GERSAINT.

MÉTÉOROLOGIE

SITUATION LE 16.9.83 A 0 h G.M.T.



Evolution probable du temps en France entre le vendredi 16 septembre à 0 h et le samedi 17 septembre à minuit.

Les masses d'air instable circulant sur le pays vendredi seront progressivement stabilisées par l'ouest avec l'arrivée d'une dorsale en altitude précédant une nouvelle perturbation.

Samedi, le matin, les nuages seront encore abondants et donneront lieu à des averses sur la moitié nord et les Alpes, de secteur ouest ailleurs et qui sera modéré, assez fort près des côtes. Sur les autres régions, le ciel sera nuageux, le vent modéré de nord-ouest, encore assez fort, de nord, en vallée du Rhône.

L'après-midi, de belles éclaircies se développeront et les vents s'atténueront. Mais les nuages reviendront près des côtes atlantiques, y apportant des pluies au cours de la nuit suivante. Le vent s'y orientera au secteur sud en se renforçant.

Les températures minimales seront de 9 à 10 degrés sur la moitié nord, 16 à 18 degrés en régions méditerranéennes, 11 à 13 degrés ailleurs. Les températures maximales atteindront 17 à 20 degrés sur la moitié ouest, 22 à 25 degrés en Méditerranée, 16 à 18 degrés sur les autres régions.

La vaste zone dépressionnaire qui restera centrée au nord-ouest des îles Britanniques maintiendra un rapide courant perturbé d'ouest de l'Atlantique à la France. Une nouvelle zone pluvieuse qui abordera nos régions de l'ouest en cours de la nuit de samedi à dimanche s'étendra le 18 à la plupart de nos régions, n'épargnant que temporairement l'extrême Sud-Est.

A l'arrière un flux d'ouest plus frais et plus variable s'établira progressivement.

Dimanche : temps frais et brumeux le matin dans l'intérieur (minimums descendant vers 6 à 7 degrés du Massif Central à l'Alsace) se couvrant rapidement par l'ouest avec des pluies qui s'étendront le soir des Ardennes et de l'Alsace jusqu'au Massif Central et aux Pyrénées. A l'avant le beau temps persistera de la Méditerranée aux Alpes ; à l'arrière de ces pluies qui débiteront très tôt le matin, près de la Manche, un temps variable et plus frais s'établira de la Bretagne aux Flandres avec de fortes rafales de sud-ouest.

La pression atmosphérique réduite au niveau de la mer était à Paris, le 16 sep.

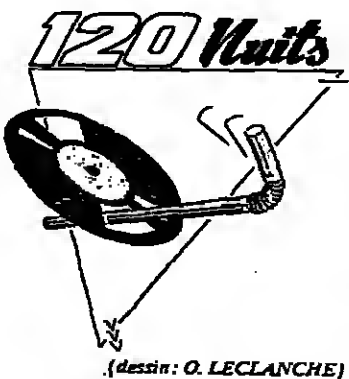
JOURNAL OFFICIEL

Sont publiés au Journal officiel du vendredi 16 septembre :

UN DÉCRET
● Relatif aux conditions de production des vins de pays.

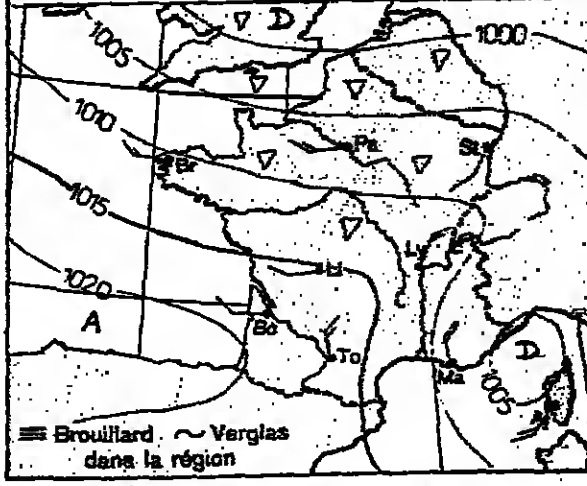
UN ARRÊTÉ
● Faisant mise en œuvre d'un traitement centralisé et automatisé de gestion des candidatures aux emplois à l'étranger relevant des activités du ministère des relations extérieures.

(Publicité)

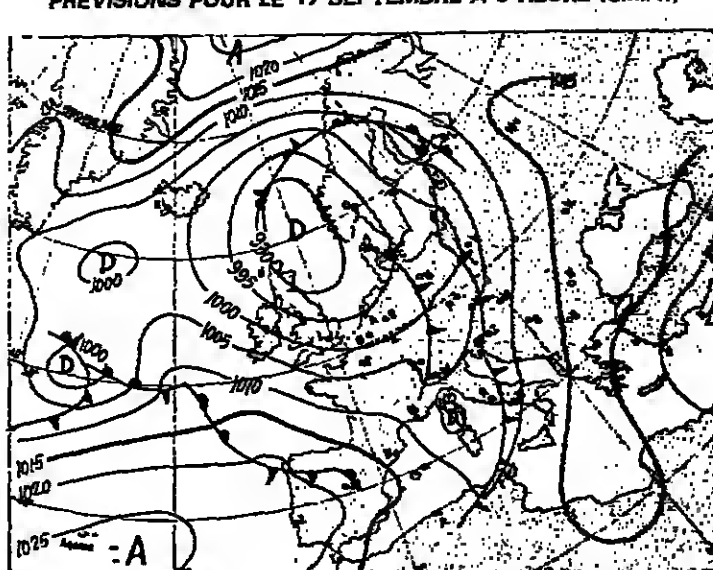


8, boulevard de Strasbourg à Paris les mercredi - jeudi - vendredi dès 20 heures avec Cité 96, un lieu pour la musique, la danse, la vidéo, la peinture... (Inauguration le 21 septembre 1983).

PRÉVISIONS POUR LE 17.9.83 DÉBUT DE MATINÉE



PRÉVISIONS POUR LE 17 SEPTEMBRE A 0 HEURE (G.M.T.)



tembre 1983 à 8 heures, de 1 002,2 millibars, soit 751,7 millimètres de mercure.

Températures (le premier chiffre indique le maximum enregistré au cours de la journée du 15 septembre ; le second le minimum de la nuit du 14 septembre au 16 septembre) : Ajaccio, 25 et 13 degrés ; Biarritz, 24 et 16 ; Bordeaux, 24 et 15 ; Bourges, 21 et 13 ; Brest, 17 et 10 ; Caen, 21 et 12 ; Cherbourg, 17 et 11 ; Clermont-Ferrand, 28 et 15 ; Dijon, 24 et 14 ; Grenoble, 28 et 15 ; Lille, 20 et 12 ; Lyon, 24 et 14 ; Marseille-Marguare, 24 et 19 ; Nancy, 22 et 14 ; Nantes, 20 et 11 ; Nice-Côte d'Azur, 25 et 18 ; Paris-Le Bourget, 21 et 12 ; Pau, 26 et 16 ; Perpignan, 27 et 19 ; Rennes, 20 et 11 ; Strasbourg, 28 et 14 ; Tours, 21 et 12 ; Toulouse, 28 et 17 ; Poitiers-Piz, 34 et 25.

Températures relevées à l'étranger : Alger, 38 et 24 degrés ; Amsterdam, 19 et 12 ; Athènes, 30 et 21 ; Berlin, 23 et 15 ; Bonn, 23 et 13 ; Bruxelles, 20 et 13 ; Le Caire, 34 et 20 ; Les Canaries, 27 et 25 ; Copenhague, 18 et 12 ; Dakar, 32 et 27 ; Djibouti, 22 et 21 ; Genève, 26 et 13 ; Jérusalem, 28 et 22 ; Lisbonne, 27 et 15 ; Londres, 18 et 12 ; Luxembourg, 19 et 11 ; Madrid, 31 et 13 ; Moscou, 15 et 8 ; Nairobi, 30 et 12 ; New-York, 21 et 13 ; Palma-de-Majorque, 28 et 16 ; Rome, 25 et 15 ; Stockholm, 16 et 13 ; Tenez, 35 et 26 ; Tunis, 32 et 20.

(Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)

EXPOSITION

Poésie d'automne

La Maison de la poésie a repris ses activités. Un hommage à Norge débute le 19 septembre par une exposition réalisée avec le concours du poète et de son épouse, Denise Perrier. Elle rassemble des manuscrits, plusieurs photographies, des carnets de croquis et divers documents représentatifs de l'œuvre du poète. Une série de rencontres est prévue, du 19 au 13 octobre (à 20 h 30) : lundi 10, « Norge ou le goût de vivre », récit de poésie par Daniel Célin ; mardi 11, « Norge et ses amis (Alain Bosquet, Jean Rousset, Giscard d'Estaing) », en présence du poète ; mercredi 12, Lucienne Letondal lit des poèmes de Norge ; samedi 15, récit de Jeanne Disenhaus.

Lectures-rencontres chaque mardi à partir du 20 septembre : Pierre Oster le 20, Yves Martin le 27, Jean Joubert le 4 octobre, Hubert Juin le 18 octobre, Marie-Chaire Bancquart le 25 octobre et Jacques Réda, le 27 octobre, pour une causerie « Jazz et littérature ».

Ouverture de la bibliothèque-médiathèque, où l'on peut consulter livres, cassettes et vidéo-cassettes consacrées à la poésie du vingtième siècle, française et étrangère.

* Maison de la poésie, 101, rue Rambuteau, 75001 Paris.

EN BREF

STAGES

ÉCOLOGIE. — La direction régionale du Temps libre, jeunesse et sports d'Ile-de-France organise, à l'intention des jeunes de plus de dix-huit ans intéressés par l'écologie et désireux de faire de l'animation « nature », un stage en forêt de Senneval-Marne, du 26 au 30 septembre.

* S'inscrire d'urgence au 584-12-45, poste 747.

PLANCHE À VOILE ET PÊCHE. — La direction régionale du temps libre, de la jeunesse et des sports d'Ile-de-France organise, pour les jeunes de plus de dix-huit ans qui désirent se perfectionner dans la technique de la planche à voile et s'initier à la pêche à marée basse, un stage aux îles Chausey, du 26 au 30 septembre.

* S'inscrire d'urgence au 584-12-45, poste 747.

LOTTO

TIRAGE N°37

DU 14 SEPTEMBRE 1983

7 11 15 27 33 44

NUMERO COMPLEMENTAIRE 32

NUMERO DE GRILLES GAGNANTES

RAPPORT PAR GRILLE GAGNANTE (POUR 1 F)

6 BONS NUMEROS	53	346 532,10 F
5 BONS NUMEROS + complémentaire	110	92 573,60 F
5 BONS NUMEROS	6 917	3 693,60 F
4 BONS NUMEROS	262 211	97,40 F
3 BONS NUMEROS	3 788 378	9,50 F

PROCHAIN TIRAGE LE 21 SEPTEMBRE 1983

VALIDATION JUSQU'AU 20 SEPTEMBRE 1983 APRES-MIDI

Les mots croisés se trouvent page 28.

Édité par la S.A.R.L. le Monde
Gérant : André Laurens, directeur de la publication
Anciens directeurs : Hubert Bourne-Mary (1944-1969) Jacques Fauvet (1969-1982)

Imprimerie du Monde : 5, r. des Italiens PARIS-IX

Reproduction interdite de tous articles, sauf accord avec l'administration.

Commission paritaire des journaux et publications, n° 57 437, ISSN : 0395 - 2037

EXCEPTIONNEL
WEEK-END
SUPERSONIQUE
EN IRLANDE
VOL SPÉCIAL
EN CONCORDE
le 1.10.83
3 950 F

Vol Paris-Dublin AR-2 nuits hôtel luxe petits-déjeuners
AIRCOM SETI
25, rue La Boétie, 75008 Paris
Tél. : 282.15.79
LTC A 962

SAMEDI DIMANCHE

- ANNIVERSAIRE : Il y a quarante ans, le septembre noir de l'Italie
- PROCHE-ORIENT : Les chrétiens arabes, ces frères mal aimés
- ÉTATS-UNIS : Le Noir qui rêve d'un destin national
- SOCIÉTÉ : Sida : la prévention au secours de la morale.

Et, avec « le Monde Dimanche » de l'été, quatre pages de radio et de télévision

Chaque week-end une nouvelle lecture de l'actualité.



(Publicité)

LE GUIDE DU VISITEUR SICOB 83

ADMINISTRATION - BANQUE - DISTRIBUTION - ENSEIGNEMENT - SANTÉ

Septembre 83 : Paris, capitale mondiale de l'informatique

Les premières tendances du SICOB à une semaine de l'ouverture

Le trente-quatrième SICOB se tiendra au CNIT. La surface brute de l'exposition est de 89 700 mètres carrés (dont 3 400 mètres carrés pour SICOB O.E.M. et 3 300 mètres carrés pour SICOB BOUTIQUE). Le salon accueillera plus de huit cents exposants et plus de quatre cent vingt mille visiteurs. Comme chaque année, ce sera l'occasion de découvrir les dernières réalisations en informatique et en équipement de bureau.

Déjà, il est possible d'observer quelques grandes tendances.

Le bureau au bout des doigts

L'année dernière, apparaissait au SICOB une drôle de valise en plastique : c'était le premier des ordinateurs portables. Plus nombreux, cette année, ils devraient être la révélation du SICOB 83.

Aujourd'hui, c'est vrai, on peut se déplacer avec son bureau à bout de bras. Dans une petite mallette pas plus grande qu'un attaché-case, les techniciens ont réussi à intégrer tous les composants des ordinateurs classiques : clavier, écran et divers périphériques, tels que l'imprimante ou le modem, cet appareil qui

reflète l'état des stocks, passer sa commande ou donner les instructions pour l'envoi d'une lettre de confirmation et de la facture.

Vivre en ordinateur

L'accroissement du parc informatique s'accompagne d'une évolution parallèle du nombre d'utilisateurs. Aussi, de nouveaux matériels apparaissent sur le marché, plus faciles à utiliser. La communication entre l'homme et la machine n'implique plus la connaissance du « langage » informatique. Le clavier devient presque accessoire, l'ordinateur obéit au doigt et à l'œil : il suffit de déplacer un curseur sur l'écran grâce à un boîtier mobile, la « souris », ou de toucher l'écran du doigt pour que la machine exécute la commande requise. Pour l'utilisateur, l'ordinateur devient un objet aussi familier que le téléphone et aussi facile à utiliser.

C'est d'autant plus vrai qu'il envahit les foyers. Pour le prix d'un magnéscope ou d'un appareil de télévision couleur, il est possible d'installer chez soi un micro-ordinateur, dit « domestique » ou « familial ». Leur apparition en

mais des programmes pour apprendre les langues ou les mathématiques. En attendant de pouvoir se connecter à des banques de données pour s'informer d'un spectacle, réserver une place d'avion ou commander... le dernier catalogue du SICOB.

Postes de travail : l'effort mesuré

Tous les professionnels du meuble aujourd'hui sont d'accord : c'est l'ergonomie qui détermine la conception du mobilier. Être bien installé, c'est un des aspects de la qualité de vie. Aussi, le meuble de bureau moderne se veut confortable et étudié pour répondre à toutes les sollicitations de l'utilisateur. Il doit s'adapter aux outils du bureau contemporain : terminaux d'ordinateur, machines de traitement de texte, télex, et devenir un véritable poste de travail.

Plans articulés et réglables, sièges à géométrie variable, câblage intégré et cloisons-classeurs, tout est fait pour avoir à portée de la main, téléphone, clavier, écran, dossiers, etc. Meubles et cloisons sont modulaires et peuvent ainsi composer des ensembles personnalisés au gré de chacun.

Et, si le prêt-à-porter ne vous suffit pas, vous trouverez aussi au SICOB des « cabinets de travail », véritables œuvres d'art réalisées en série limitée.

IFIP'83 : un carrefour exceptionnel des idées et des techniques

IFIP'83, le neuvième Congrès mondial d'informatique qui aura lieu du 19 au 23 septembre, est un événement tout à fait exceptionnel. D'abord, parce qu'il se tient à Paris, ce qui n'était pas arrivé depuis vingt-quatre ans. Et surtout parce qu'il s'agit du plus grand congrès informatique au monde et une occasion unique, pour les trois mille cinq cents participants attendus, de faire le point sur la science et la technologie de l'information. Pour Jean Carteron, président du comité d'organisation, c'est un lieu de rencontre privilégié pour les informaticiens de tous les pays : universitaires, chercheurs et industriels de l'informatique. Congrès de synthèse, il permet de proposer des orientations nouvelles, dont les applications ne verront parfois le jour que deux ou trois ans après.

Les conférences s'articuleront autour de dix thèmes :

- Matériel et architecture des ordinateurs,
- Logiciel,
- Fondements théoriques de l'informatique,
- Réseaux et communications,
- Base de données et systèmes d'information,
- Applications,
- Bureautique,
- Applications de la micro-informatique,
- Implications sociales et économiques,
- Les ordinateurs dans la vie de tous les jours.

« Le programme est l'âme d'un congrès. Il analyse les enseignements du passé et détermine les tendances pour le futur », a déclaré le professeur Tschrititz, président du comité du programme international. Ce programme sera très dense, puisqu'il ne comportera pas moins de quarante conférences présentées par des experts mondiaux du plus haut niveau, quatre-vingt-dix-huit communications d'auteurs choisies parmi près de quatre cents proposées et trente-deux tables rondes. Enfin, le Congrès IFIP'83 sera aussi l'occasion de diverses manifestations, parmi lesquelles :

- Une exposition sur la recherche informatique en France, véritable « vitrine » des plus récents projets de la D.G.T., de l'INRIA, du C.N.R.S. et d'autres instituts laboratoires français (Palais des congrès),
- Une exposition de publications spécialisées en informatique (Palais des congrès),
- Une exposition exceptionnelle, « l'art et l'ordinateur », rassemblant des œuvres d'artistes de dix pays réalisées avec l'aide d'un ordinateur (Centre Georges-Pompidou, entrée sur invitation),
- Des visites techniques de laboratoires et d'usines françaises, parmi les plus modernes, et organisées spécialement à l'intention des congressistes.

Les matériels exposés

INFORMATIQUE :

- Traitement des données ;
- Saisie des données ;
- Entrée des données ;
- Stockage des données ;
- Entrée/sortie des données ;
- Systèmes spécialisés ;
- Équipements d'interfaces et matériels d'adaptation aux réseaux ;
- Logiciel ;
- Supports d'information ;
- Équipements d'ateliers d'informatique ;
- Environnement des équipements d'informatique.

O.E.M. :

TÉLÉMATIQUE :

- Matériels et logiciels d'application.

COMMUNICATION :

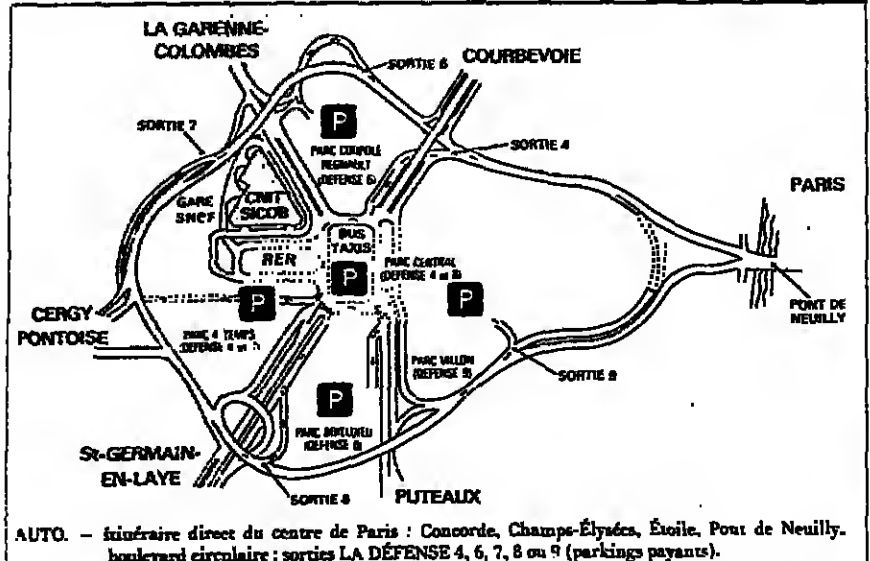
- Télécommunications ;
- Communication des sons ;
- Communication audiovisuelle dans la gestion ;
- Transport des documents.

ORGANISATION DU BUREAU :

- Aménagement de l'espace de bureau ;
- Classement, rangement ;
- Dessin ;
- Écriture ;
- Courrier ;
- Impression ;
- Duplication ;
- Copie ;
- Micrographie ;
- Façonnage des documents ;
- Calcul ;
- Contrôle, sécurité des biens et des personnes.

BUREAUTIQUE :

- Communication ;
- Traitement de texte ;
- Reprographie ;
- Micrographie ;
- Classement et tri ;
- Traitement automatique du courrier.



permet d'envoyer des informations à distance grâce au téléphone.

Désormais, les cadres d'entreprise, les commerçants, les ingénieurs pourront travailler chez eux, en voyage, et même dans les endroits les plus isolés. De sa voiture, le V.R.P., après une visite, pourra ainsi mettre à jour son fichier-client, vé-

France est récente, mais la nouveauté cette année viendra des programmes : gestion du budget familial, jeux, recettes de cuisine, mise en marche d'appareils électriques ou de systèmes d'alarme, les applications se multiplient.

L'ordinateur se fait aussi professeur, puisque l'utilisateur peut trouver désor-

SICOB 83

Le XXXIV^e SICOB se déroulera du mercredi 21 au vendredi 30 septembre 1983, de 9 h 30 à 18 h. Le salon est fermé le dimanche 25 septembre.

Les journées professionnelles : 21, 22 et 23 septembre.

Les moyens d'accès :

R.E.R. :

Station LA DÉFENSE, ligne A : Boissy-Saint-Leger, Marne-la-Vallée, Saint-Germain-en-Laye.

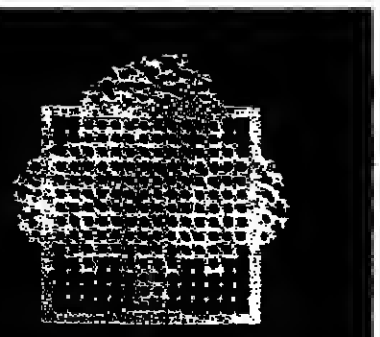
TRAIN :

PARIS-SAINT-LAZARE, ligne de Saint-Cloud, Versailles, gare de La Défense.

BUS :

Ligne 73, gare d'Orsay, La Défense. Ligne 174, Saint-Denis, La Défense.

Bull



سكزا من الاصل

Cinq secteurs à la loupe

Ce guide du Sicob a été spécialement conçu à l'intention des lecteurs du Monde. Il propose cinq plans de visite intéressants : l'administration, la banque, la distribution, l'enseignement et la santé.

Il a été réalisé à partir des informations recueillies auprès des exposants et devrait permettre aux visiteurs concernés de gagner un temps précieux lors de leur visite.

Toutefois, il n'a pas été possible de présenter tous les matériels d'usage courant ne relevant pas directement d'une des activités retenues. Pour compléter son information, le

visiteur pourra se reporter au catalogue officiel du Sicob ou au système d'information Videotex Teletel Sicob installé sur chacune des banques d'hôtes.

Les plans des niveaux 1 et 2 sont en page 4 de ce guide; ceux des niveaux 3 et 4, en page 5; celui du niveau 5, en page 8.

Les journées d'études et d'application du Sicob

Préparées avec le concours de syndicats professionnels, d'associations et de groupements d'utilisateurs, les journées d'études et

d'application du Sicob seront cette année au nombre de trente-deux.

Ces conférences ont pour but de familiariser les utilisateurs avec les récents développements de l'équipement de bureau.

Le lecteur trouvera en page 7 les journées intéressantes les secteurs d'activité retenus pour ce guide. Le programme détaillé des autres journées peut être obtenu auprès du secrétariat du Sicob (Tél. : (1) 261-52-42).

L'entrée aux conférences est libre, mais sur invitation. Sur place au CNIT, s'adresser au service d'accueil : bureaux 26 et 27, niveau 1, galerie RER, zone A (Tél. : (1) 776-44-33).



SE REPORTER AUX POINTS BLEU MARINE SUR LES PLANS

Systèmes terminaux et logiciels pour l'administration publique et les collectivités locales

ASSIGRAPH (3 F 3608)
SAFIRS/C : topographie, gestion de données agricoles, cadastrales, gestion de réseaux.

BIRDY'S FRANCE (SICOB BOUTIQUE 345)
ECALITE/MI1 : logiciel pour la gestion des communes de moins de 10 000 habitants.

BULL (3 BC 3268)
MISTRAL : logiciel d'archivage et de recherche documentaire, gestion de l'iconothèque (ministère de la culture : couplage texte et image).

CANON FRANCE (4 F 1602 et 4 A 1101)
MAIRIE : gestion des communes de moins de 10 000 habitants, listes électorales, budget communaux, mandats, titres de recette, fournitures et débiteurs.

DIGITAL EQUIPMENT (3 AF 3161)
ECALITE : gestion municipale.

INTERTECHNIQUE (3 A 3102)
MAIRIE 5000 : gestion des collectivités locales : paie administrative, comptabilité analytique et budgétaire, élections, gestion des stocks, état civil. CISELE 5000 : gestion d'un Office d'H.L.M., quitte-à-recevoir, comptabilité d'ordonnateur, gestion des emprunts, paie, comptabilité générale.

MDS (3 BC 3256)
THEATRE + MDS Série 21 : gestion des entrées d'un théâtre.

NCR FRANCE (3 DE 3455)
GESTION MUNICIPALE & COLLECTIVITES LOCALES : paie, comptabilité budgétaire, gestion des emprunts, état civil, gestion du fichier électoral, etc.

OLIVETTI FRANCE (3 DE 3462)
MAIRIE : gestion des collectivités locales, comptabilité budgétaire, paie, fichier électoral.

INFCOM : gestion des collectivités locales : comptabilité budgétaire et analytique, paie et gestion du personnel, fichier électoral, gestion des services techniques.

POLYPHOT (SICOB BOUTIQUE 35)
DIDEROT : logiciel pour la gestion automatisée de bibliothèque.

SEPSI (3 B 3200)
TPM 1000 : terminal portable modulaire pour saisie des index pour relève de compteurs.

SINTRA ALCATEL (3 AF 3155)
ALCATEL VHD 2000 : visualisation de documents avec la définition 1728 x 2224 points compatible CCITT groupe III pour les applications de serveur documentaire, base de données d'images, messagerie de l'écrit, visualisation de plan.

VICTOR TECHNOLOGIES (4 A 1119)
AGALITE : gestion de mairies de moins de 10 000 habitants, collectivités locales et administratives.

Systèmes et terminaux de videotex

APPLE SEEDRIN (3 E 3521)
BARPHONE (2 D 3426)

CIT ALCATEL DÉPARTEMENT TRANSMISSION (3 AF 3156)

INTERTECHNIQUE (3 A 3102)
IN 500/IN 5000 : centre serveur videotex.

ISTC (3 D 3441)
MICROSERVEUR VIDEOTEX MSV : gestion et distribution de pages Videotex, messagerie électronique.

JEUMONT SCHNEIDER (3 D 3407)
Serveur Videotex.

MATRA BRANCHE TÉLÉCOMMUNICATIONS (3 AF 3151)

MATRA INFORMATIQUE (3 AF 3153)

MODCOMP FRANCE (3 AF 3605)

OLIVETTI FRANCE (3 DE 3462)
PRIME INFORMATIQUE (3 E 3502)

PROJECT ASSISTANCE INFORMATIQUE (3 C 3306)

SIEMENS DATA (3 BC 3259)
SITINTEL (4 B 4205)

TÉLÉALCATEL (3 DE 3451)
ALCATEL 250 : terminal videotex.

TÉLÉSYSTEMES (3 F 3616)
THOMSON CSF (3 AF 3181).

THOMSON CSF TÉLÉPHONE (3 AF 3178)

THOMSON CSF DÉPARTEMENT VIDEOGRAPHIE (3 AF 3172)

TRT (3 BC 3258)
SEMATEL 4080 : Terminal permettant l'accès par l'intermédiaire du réseau commuté, aux bases de données Videotex, ainsi qu'aux bases de données au format ASCII 80 colonnes.

WELECT (3 F 3603)

Mobilier pour espaces collectifs et accueil du public

AIRBORNE (1 A 1100)
Accueils publics.

ATAL (1 DE 1462)
A.L.S. : Aménagement de tous types d'espaces de travail en semi-ouvert (accueil et réception grand public).

BUROGUID (1 B 1237)
PLANSYSTEM : Espaces de travail semi-ouverts, tous services d'accueil du public avec assistance informatique.

BUROTEXT (1 A 1132)
Mobilier de bureau.

CIOLINO (1 BC 1282)
Fauteuils et sièges de réception.

DRABERT (1 B 1232)
Équipements bureaux et collectivités.

FLAMBO (1 AF 1171)
Sièges de collectivité et mobilier d'accueil.

GIROFLEX (1 A 1123)
MARTIN STOLL : Sièges conformes aux exigences anatomiques et ergonomiques.

HERMAN MILLER (1 DE 1450)
ACTION OFFICE : Ensemble des services d'accueil et de gestion.

Autres équipements

AUTOCHECK (2 E 2503)
Signature de tous documents commerciaux, bancaires, etc. En continu ou en feuille à feuille avec votre stylo.

BULL (3 BC 3268)
PUBLIPHONE : Paiement du téléphone public fonctionnant avec une carte à mémoire CP 8.

LAPOUYADE (1 DE 1459)
VEGA 103 et VEGA 107 : Module automatique d'archives centralisées.

LCB (1 A 1128)
MEGAMAT : Appareil automatique pour le classement rotatif vertical.

AIRBLOC : Rayonnages roulants pour le stockage d'archives.

MINOLTA (4 E 4501)
EP 450 Z : Copieur compact à fonction zoom (780 possibilités de formats différents) à sélection automatique du format de papier correspondant.

RASEC (1 A 1121)
ROTOFOR : Classeurs rotatifs à plateaux circulaires tournants et dispositifs « passe cloison ».

THOMSON CSF COMMUNICATIONS (3 AF 3179)
AUDIOTEXT : Système d'information pour le grand public. Ce système transactionnel vocal permet à tout abonné du réseau téléphonique commuté, équipé d'un poste à fréquence-clavier, d'avoir accès à de nombreux services d'information municipaux.

U-BIX FRANCE (4 E 4503)
U-BIX CP2 : Photocopieur spécialement conçu pour la reproduction de cartes de bibliothèque jusqu'au format A6.

VELEC (4 A 4114)
MODULE D'AFFICHAGE VARACTER : Affichage variable pour aéroport, gare de chemin de fer, et routière, publicité, signalisation urbaine et routière.

Banque

SE REPORTER AUX POINTS BLEU CLAIR SUR LES PLANS

Terminals bancaires et systèmes spécialisés

BULL (3 B 3210 et 3 BC 3268)
BULL/TRANSAC T240 : guichets automatiques, version kiosque.

QUESTAR/F : terminal financier relié à un Mini 6, opérations automatisées d'agences bancaires.

Carte à microprocesseur CP8 et appareils de transaction DEBUMAT (paiement électronique).

B 4000 : stations de travail multifonction.

BURROUGHS (3 AF 3182)
SIBANK : système intégré bancaire de gestion sous base de données traitant toutes les opérations des banques françaises avec ou sans réseau d'agences.

CWB : système bancaire international de gestion bancaire sous base de

données traitant en temps réel les opérations de la Banque Internationale.

CGA ALCATEL (3 DE 3453)
TR 9700 : équipement complet pour traiter l'ensemble des documents constituant une transaction de recouvrement.

COMPAGNIE DE SIGNAUX ET D'ENTREPRISES ÉLECTRIQUES (2 D 2427)

CONTROL DATA FRANCE (3 E 3512)
CYBERCASH : destiné aux trésoriers devant gérer plusieurs comptes dans plusieurs banques.

ADDE : produit d'analyse de données marketing fonctionnant sur un ordinateur personnel, relié au réseau mondial de télétraitement : Cybernet.

DATA GENERAL (3 BC 3255)
DESKTOP GENERATION : interrogation de compte, saisie d'écritures, etc.

ÉLECTRONIQUE SERGE DASSAULT (3 F 3625)

ERICSSON INFORMATION SYSTEMS (3 AF 3165)

FLONIC SCHLUMBERGER (3 DE 3467)

Les matériels

Une gamme de choix, l'offre de Bull s'étend de la micro-informatique aux systèmes haut de gamme : moyens et grands systèmes (DPS7, DPS8, DPS88). Petits systèmes de gestion (DPS4... pour PME, PVI ou services décentralisés). Mini-informatique (gamme mini 6, Mitro, Solar... notamment pour la téléinformatique, l'informatique transactionnelle, les communications et les applications industrielles). Micro-informatique (IQuestar, Micrali, Informatique distribuée en bureautique IQuestar, TTA, Gamme T15, Corail). Périphériques (disques, imprimantes...). Carte à microprocesseur : CP8. Systèmes bancaires. Des options de souplesse, la modularité : notamment en informatique distribuée et en bureautique pour composer votre installation avec le maximum de liberté et d'efficacité. L'ouverture : par l'architecture DSA d'interconnexion de tous les produits de la gamme pour réaliser des réseaux d'informatique distribuée.

(Publicité)

IBM FRANCE (3 BC 3257).
ICL FRANCE (1 D 1755)
DRS 20 : système d'information répartie. Présentation de l'ensemble des travaux d'une agence bancaire.

KIENZLE INFORMATIQUE (3 C 3324).
LOGABAX SOCIÉTÉ NOUVELLE (3 BC 3265).
MDS (3 BC 3256).

GUICHET : gestion de guichet permettant la saisie en temps réel des opérations bancaires et la restitution de bordereaux justificatifs.

METROLOGIE (4 B 4204)
MICRO MODELLER : gestion financière, consolidation.

NCR FRANCE (3 DE 3455)
BAS 5000 : système pour l'intégration de toutes les fonctions bancaires en mode autonome ou dans un réseau, guichets, traitement de chèques, saisie, courrier électronique, guichet automatique, arrière-guichet.

NIXDORF COMPUTER (3 DE 3474)
8864 BNC : poste de travail bancaire.

OLIVETTI FRANCE (3 DE 3462).
OLYMPIA FRANCE (3 BC 3260).
PHILIPS INDUSTRIELLE ET COMMERCIALE (3 AF 3171).

Guichets automatiques, terminaux de libre service bancaire.

ROULOMAT (2 F 2616).
SPERRY (3 BC 3264)
UFTS 600 : terminal bancaire orienté en temps réel, multichèques et télécommunications.

TALTEK ELECTRONICS (4 B 4218)

Progiciels bancaires et financiers

AUDIVAL (SICOB BOUTIQUE 207)

GESATERME : gestion des emprunts à long et moyen terme, calcul des tableaux d'amortissements, échéancier prévisionnel des remboursements en capital et intérêts, calcul des frais financiers prévisionnels, répartition *pro rata temporis* des frais financiers comptabilisés.

LISE : saisie unique de l'information par la trésorerie et la comptabilité. Tenue de la comptabilité, banque, édition du journal de banque et des journaux de contrepartie.

CESVAL : gestion de trésorerie au jour le jour en date de valeur.

BUDTRES : élaboration du budget de trésorerie, possibilité de simulation sur les données budgétaires et financières, actualisation et suivi budgétaire.

GESPORT : gestion du portefeuille d'effets à recevoir, tenue du portefeuille disponible par échéance et par type d'effet. Tri des effets lors de la remise en banque. Édition automatique des remises en banque. Suivi de l'encours d'escompte et d'encaissement.

GESINTER : gestion des devises et du risque de change avec optimisation des décisions de couverture de change à terme.

O.G.F. : générateur de tableaux financiers permettant d'effectuer tous calculs, simulation, consolidation de tableaux. Possibilité de lier plusieurs tableaux entre eux sans resaisie.

CHRONOLOGIC (SICOB BOUTIQUE 113)

WAXCALC : logiciel de gestion des cours de la Bourse et d'aide à la décision des courtiers.

ECO INFORMATIQUE (SICOB OEM 449)

SUPERCALC : logiciel de calcul pour toutes sortes de tableaux (gestion financière, bancaire, personnel, etc.).

JACQUARD SYSTEM (1 D 1721)
GESDOS : programme pour la réalisation des dossiers de prêts bancaires, tout type de prêt avec ou sans calcul du T.E.G.

METROLOGIE (4 B 4204)
CERC BANQUE : compte d'exploitation banque/entreprise.
VISICORP et VISION : logiciels de productivité.

PROCEP/COMMODORE (3 C 3311)

AF 8000 : progiciel d'analyse financière des bilans à l'usage des banques.
LOCISTORIX : logiciel de gestion prévisionnelle, étude de la tendance, comparaisons, anticipation de l'évolution.

SODIEPIE (SICOB BOUTIQUE 253)

CALCSTAR/TM : outil de prévisions financières qui permet de traiter des applications telles que : prévisions budgétaires, prix de revient, plans de ventes, analyse de cash flow. Plus précisément, évaluer les conséquences de décisions économiques.

Traitement des chèques et des espèces

BELL ET HOWELL (2 A 2111)

MTP : traitement informatisé des titres de paiement exécutant, en une seule opération, les fonctions d'encaissement des chèques traités, d'édition d'une bande-témoin papier, d'édition des transactions sur bande magnétique formatée compatible, du traitement sur ordinateur, de la balance des transactions, du contrôle des opérations.

CABELEM (1 D 1754)

CHAUVIN YA (1 AF 1188)

CONSEIL MONNAIE SERVICE (1 AF 1185)

6088 : machine à compter et trier la monnaie (avec grands tiroirs).

DATACARD (2 A 2101 et 2 A 2102)

CIRRUS : personnalisation et pré-marquage de chèques bancaires et documents financiers nécessitant l'impression d'un caractère CMCT.

CFO : personnalisation et pré-marquage de chèques bancaires, matériel de traitement de gros volumes.

Le Monde sera présent au SICOB

STAND 1 D 1765

ROULOMAT (2 F 2616)

SEPSI (3 B 3200)

STRACE : système de traitement et de remise automatique des chèques à l'encaissement.

STANDARD REIS FRANCE (1 DE 1454)

VELEC SEFAT (4 A 4114)

TRIEUSE COMPTUEUSE DE MONNAIE : machine qui trie et compte

par catégorie le nombre de pièces, donne la valeur en francs de la quantité passée. Cumul à chaque lot de valeur.

Autres équipements

ATAL (1 DE 1462)

A.L.S. : Baquet d'accueil spécifique à la profession (comptoir de réception assis/debout pouvant intégrer le matériel télématique, informatique et de communication).

BRITE INTERNATIONAL (SICOB OEM 713)

Lecteurs de cartes magnétiques, contrôle d'accès au DAB, lecture et reconnaissance de la carte de crédit dans les DAB, support pour le télépaiement.

CANON (4 F 4602 et 4 A 4101)

CHANGE TX 10 : calculateur réalisant toute opération de change.

CARMINE (1 E 1507)

MAB : aménageur d'une banque automatique (dépot, retrait d'argent et diverses opérations bancaires par terminal hors site bancaire).

CCMC (4 A 4108)

SOPIE/SYDONI : banques de données juridiques et fiscales.

DATACARD (2 A 2101 et 2 A 2102)

VISTA : estampage et encodage des cartes plastiques, matériel modulaire évolutif portant ses cadences de 150 à 300 cartes/heure. Option d'encodage de marquage, alimentation automatique des cartes et des données.
ESTAMPEUSE/ENCODEUSE 4600 : personnalisation de cartes plastiques de crédit. Estampage-encodage suivant les normes ISO et TRANSAC.

FICHET-BAUCHE (1 AF 1190)

Guichet contre les agressions. Coffre « dépôt de fonds ».

ROTADIS : stockeur/dstockeur pneumatique de billets. Coffres-forts et portes fortes. Serrures horaires.

CODEM 6000 : système de décondensation électronique des compartiments bancaires.

INFOPLEX : système pour la gestion des informations de sécurité.

COMEX : réseau de surveillance « jour » des compartiments bancaires.

MIDS (2 F 2614)

Carte plastique. Encodeur lecteur magnétique.

NIXDORF COMPUTER (3 DE 3474)

LOBBY : guichet automatique qui permet la distribution à deux utilisateurs simultanés, d'espèces et d'informations.

ONC (1 AF 1166)

Fichiers-tiroirs pour chèquiers.

PITNEY BOWES (2 B 2217)

Estampage de cartes plastiques.

SEPAL (2 F 2606)

Sacs spéciaux pour le transport des fonds, valeurs et supports informatiques.

STERIA (3 E 3503)

SACHEM : système d'acheminement de messages, automatisation de la transmission de tout message sur les différents réseaux de communication bancaires (téléx, swift, informatique interne...).

TECHNICOMER (2 A 2106 et 2 A 2107)

Fabrication de cartes plastiques, estampage et encodage.

TELEDOC (1 AF 1163)

ROTADIS : stockeur-dstockeur de fonds entre caisse et chambre forte ou coffre.

Distribution

SE REPORTER AUX POINTS VERTS SUR LES PLANS

Caisses enregistreuses

ANCEMOT Jean (1 D 1747)

CANON FRANCE (4 F 4602 et 4 A 4101)

TX 10, TX 20 : caisse enregistreuse spécialisée gestion personnalisée et programmée par secteur d'activité.

ÉLECTRO CALCUL (1 D 1760)

ELEM CITIZEN (1 D 1745)

FACIT (3 A 3100)

HERMES PAILLARD (1 DE 1456)

JAPY FRANCE (1 DE 1457)

NCR FRANCE (3 DE 3455)

OLIVETTI FRANCE (3 DE 3462)

OLYMPIA FRANCE (3 BC 3260)

CAISSE SYSTÈME : gestion d'un magasin de détail, d'un supermarché, d'un hypermarché, de grands magasins.

PRODATA FRANCE (3 D 3414)

SANYO FRANCE (1 D 1751)

SATEK (3 D 3430)

SHARP (3 DE 3464)

SO, CA. GES. (1 D 1759)

TEC FRANCE (1 D 1761)

M 2300 : caisse enregistreuse terminal point de vente, contrôle et gestion du poste d'encaissement destiné à la distribution alimentaire.

Terminals points de vente

ADVANCED BUSINESS COMPUTER SYSTEMS INTERNATIONAL (4 B 4212)

BULL (3 BC 3268)

DEBIMAT : paiement automatique des commerçants et débit automatique de compte bancaire (expérience de la ville de Blois).

CANON FRANCE (4 F 4602 et 4 A 4101)

COMPAGNIE DE SIGNAUX ET D'ENTREPRISES ÉLECTRIQUES (3 AF 3169)

CROUZET (3 AF 3163)

TERMINAL DE PAIEMENT ÉLECTRONIQUE ET ÉDITEUR LECTEUR DE CHÈQUES : Le terminal permet la validation des paiements effectués par cartes à pistes magnétiques. L'enregistrement des paiements, leur totalisation et leur validation. Le transfert quotidien des enregistrements des transactions par la ligne du commerçant. Un module traitement de chèques peut être inséré au terminal.

ELECTRONIQUE SERGE DASSAULT (3 F 3625)

FLONIC SCHLUMBERGER (3 DE 3467)

IBM FRANCE (3 BC 3257)

ICL FRANCE (3 AF 3187)

9518/9516/TSD : terminaux points de vente alimentaire et non alimentaire.

INFO SERVICE (SICOB BOUTIQUE 170)

ORDINA CAISSE PACK 68 : ventes optiques (Geocod) à l'article, lecteur magnétique 1502, transaction de ventes, gestion de stocks, analyse des ventes, inventaire, comptabilité (sur la caisse).

NCR FRANCE (3 DE 3455)

NIXDORF COMPUTER (3 DE 3474)

8812/10 : nouveau système de terminaux point de vente programmable en langage évolué Basic.
A.K.S. : logiciel de gestion du point de vente au supermarché : sur une configuration comportant scanner et mémoire à bulles, permet l'appel de prix sur quinze mille articles.

OLIVETTI FRANCE (3 DE 3462)

TEMCO : télépaiement (terminal d'encaissement multi-commerçant).
A.P.S. 100 : automate de paiement carte magnétique, chèques, espèces.

OLYMPIA FRANCE (3 BC 3260)

PHILIPS INDUSTRIELLE ET COMMERCIALE (3 AF 3171)

RELCI (3 E 3506)

TEC FRANCE (1 D 1761)

UCSL MICROSYSTEMS (4 B 4234)

Terminals pour télépaiement

CEDAMEL (1 D 4407)

INFOTEC (1 D 4418)

3M FRANCE (5 C 5305 et 5 C 5303)

NAUDER (4 B 4208)

RANK XEROX (1 DE 1469 et 1 D 1711)

SAGEM (3 AF 3167)

SANYO FRANCE (1 D 1751)

THOMSON CSF TÉLÉPHONE (3 AF 3178)

Systèmes de gestion pour le commerce et la distribution

BULL (3 BC 3268)

CORAIL 84000 : gestion d'un catalogue et traitement des commandes.

BURROUGHS (3 AF 3182)

DIS : gestion des données de la distribution : traitement des commandes, gestion des stocks, comptabilité clients.

CANON FRANCE (4 A 4101 et 4 F 4602)

GRASSE : gestion de magasin.

CCMC (4 A 4108)

PORTAL : terminal de saisie pour suivi de gestion comptable, gestion de stock.

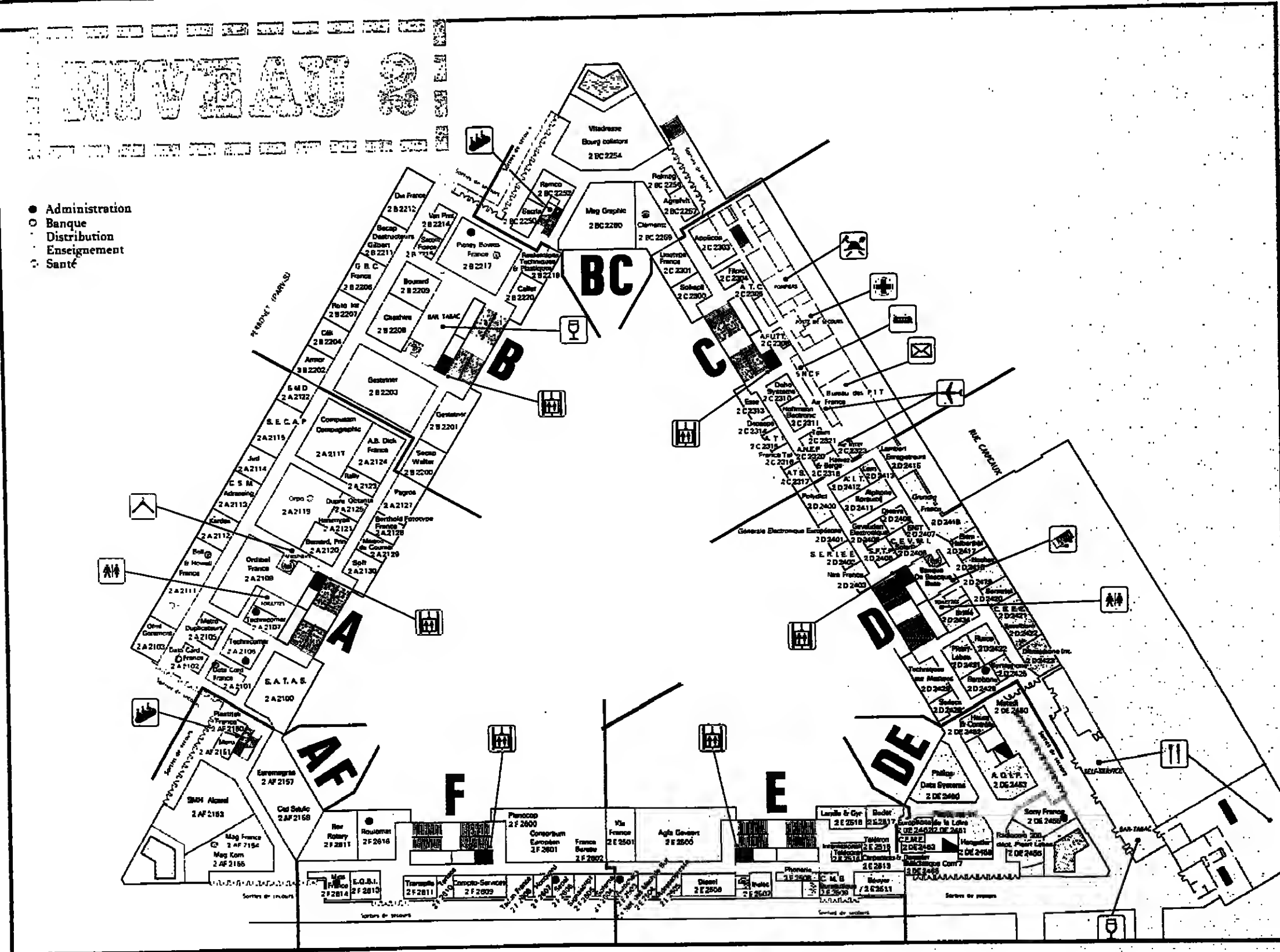
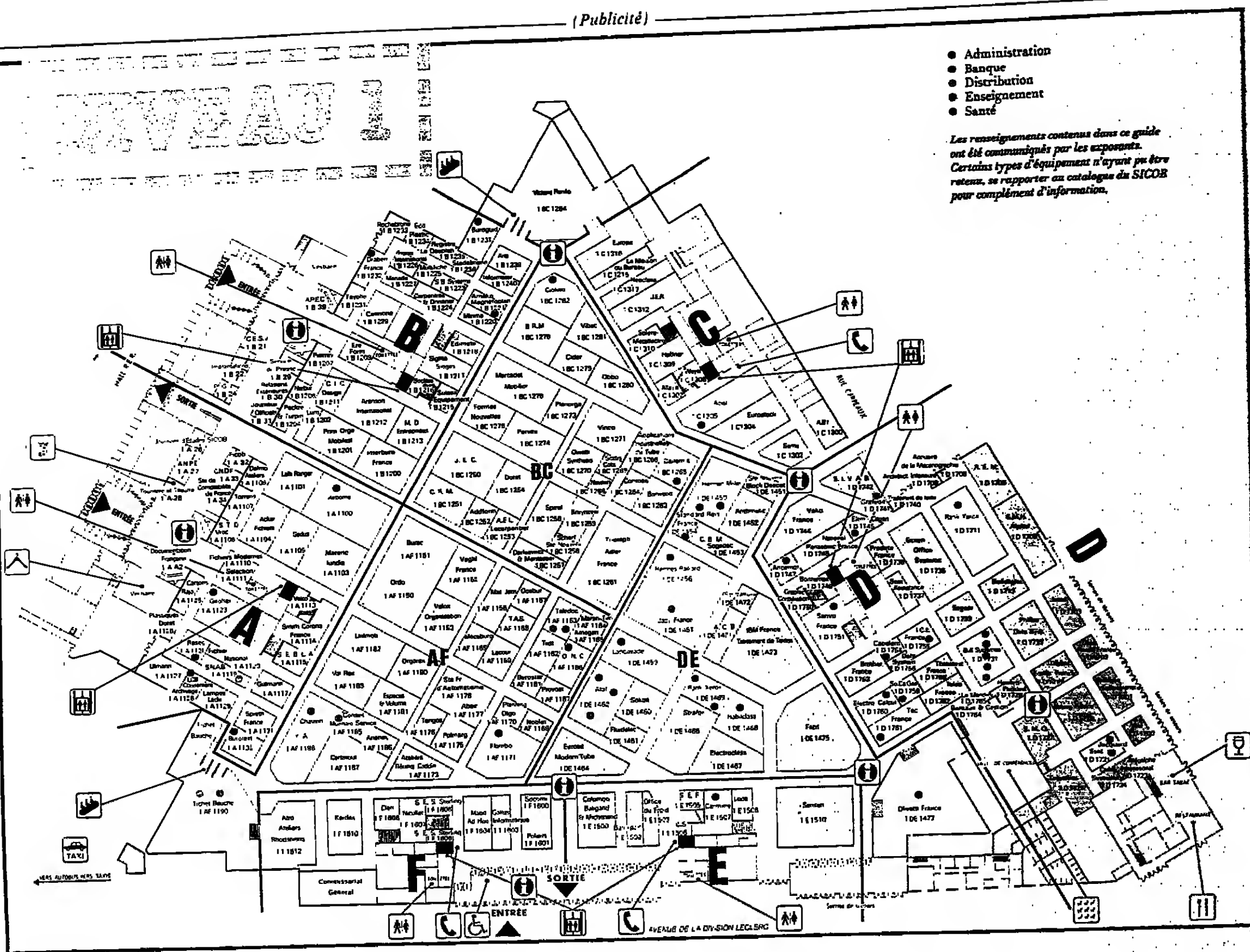
Les logiciels

Progiciels généraux : gestion de bases de données, gestion transactionnelle, logiciels de réseau, logiciels scientifiques, logiciels graphiques, enseignement assisté par ordinateur, traitement de texte et bureautique. Une réponse sectorielle aux activités spécifiques des clients : gestion de production, conduite de procédés industriels, distribution, gestion hospitalière, presse, bâtiment. Bull s'adapte aux caractéristiques spécifiques nationales des pays où les logiciels sont utilisés : comptabilité, gestion bancaire, gestion municipale, etc.



5021 من الاجل

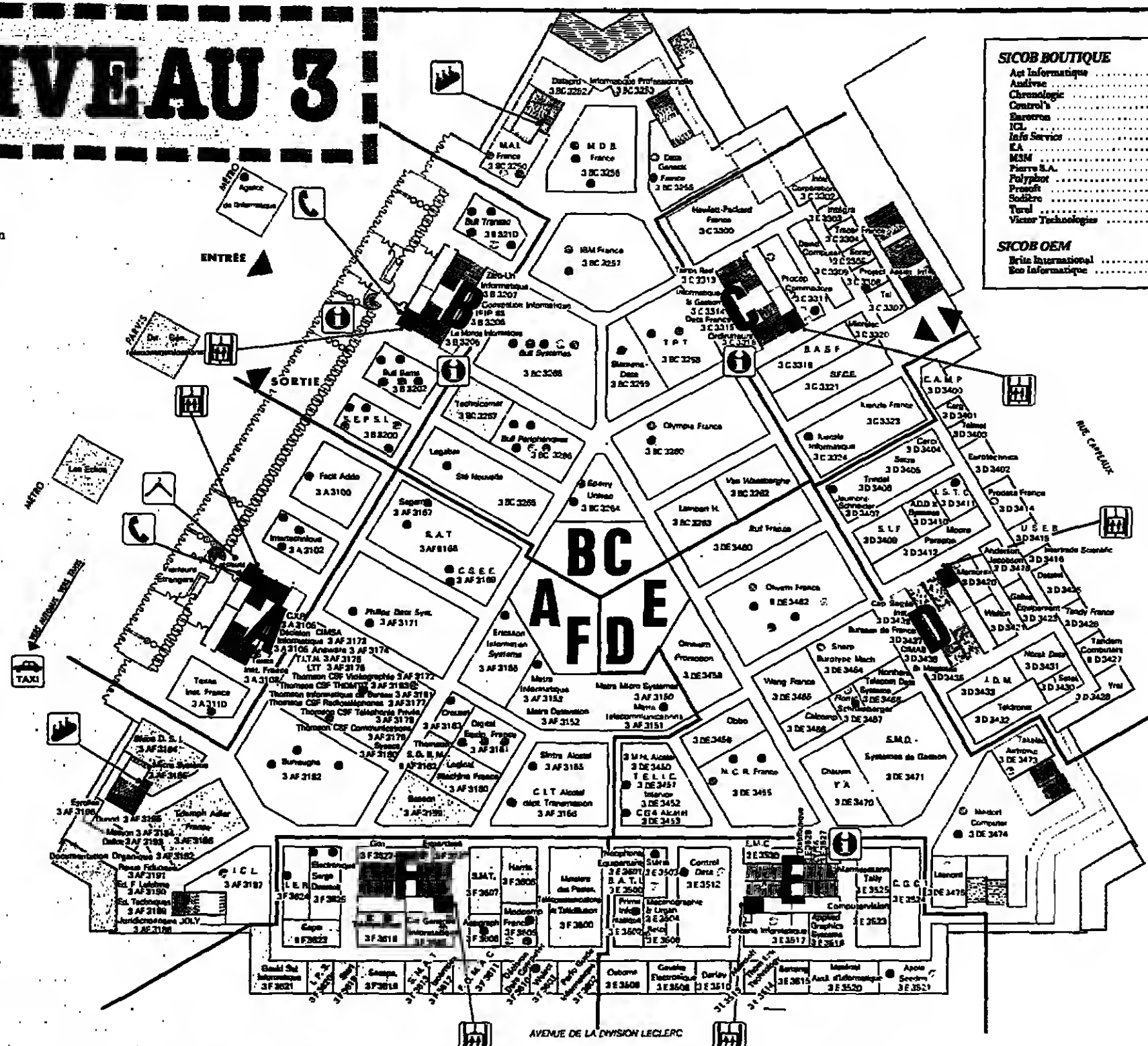
(Publicité)



(Publicité)

NIVEAU 3

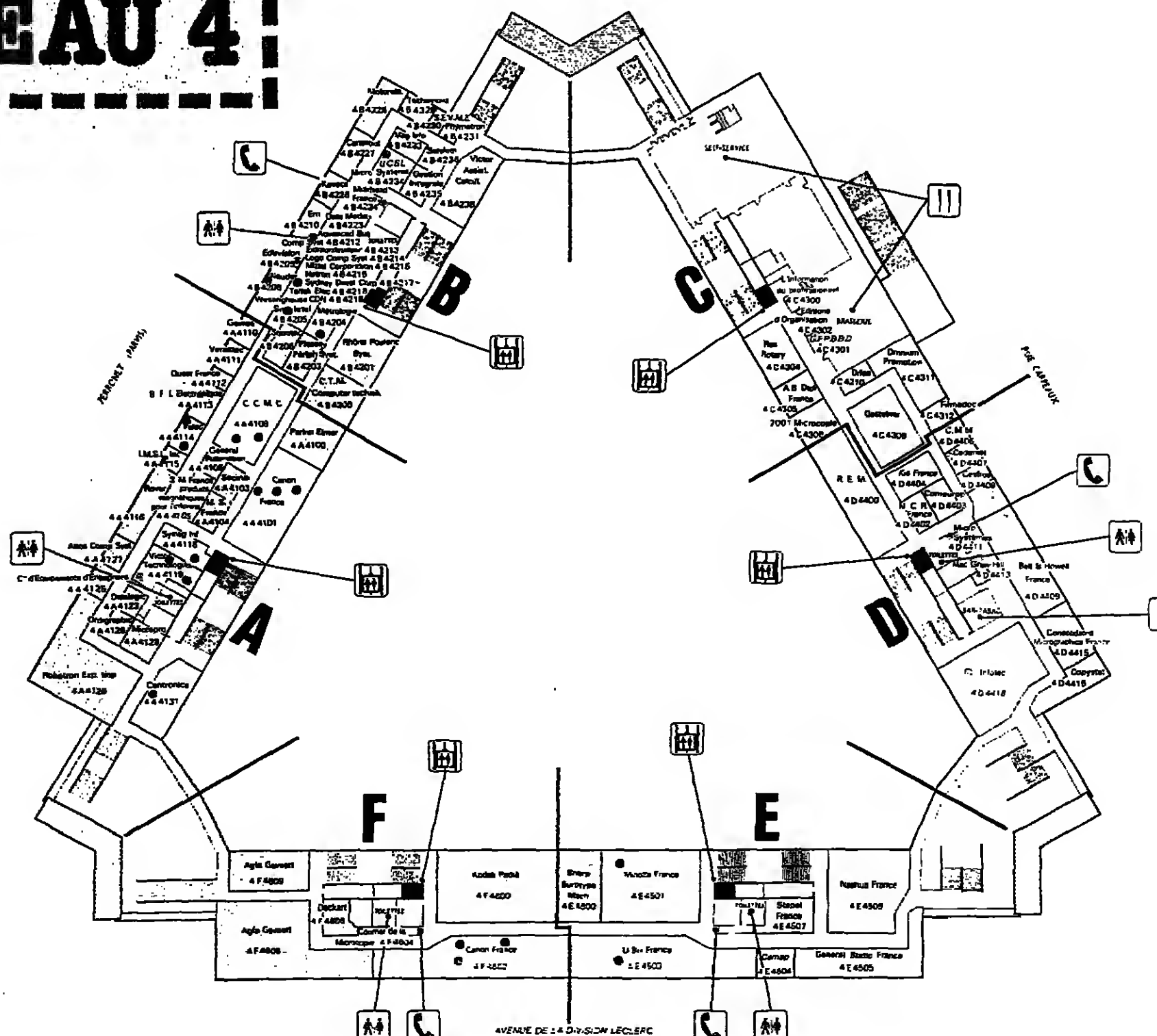
- Banque
- Santé
- Administration
- Enseignement
- Distribution



SICOS BOUTIQUE	
Act Informatique	50
Audiovis	207
Chronologie	112
Control	245
Person	202
ICL	201
Info Services	170
KA	137
MEM	216
PC	13
Polyprint	35
Prosoft	260
Softbox	213
Syst	22
Vidéo	225

NIVEAU 4

- Banque
- Santé
- Administration
- Enseignement
- Distribution



هكذا من الاجل

DATA GENERAL (3 BC 3255)

I.G.S. : gestion des détaillants, grossistes, fabricants (gestion articles, tarifs, stocks, achats, caisse, statistiques commerciales, prospects...).

DIGITAL EQUIPMENT

(3 AF 3161)

TAYLOR : suivi de production.
FIGARO : gestion de salon de coiffure.
GRASSE : commerce de détail.
VIDEO : gestion de magasin de vidéo.
MANSART : gestion des transactions immobilières.
COMPAC/RAINBOW 100 : chaîne de gestion complète pour la petite entreprise, comptabilité, gestion des stocks, facturation.

INTERTECHNIQUE (3 A 3102)

GIDA : gestion de concessions automobiles : gestion de stocks, facturation réparations et pièces détachées, comptabilité, fichier de prospection, gestion facturation véhicules neufs et d'occasion.

MAI (3 BC 3250)

GESTION COMMERCIALE MU : gestion des fichiers de base, clients, fournisseurs, articles. Gestion des commandes des clients, facturation. Gestion des stocks et des approvisionnements.

MDS (3 BC 3256)

MAGASIN : chaîne complète de gestion de pièces détachées (saisie de commandes, bordereaux, comptabilité, gestion de stock...) dans les guichets d'un magasin central.

NCR FRANCE (3 DE 3455)

NCR SUPGEST : système interactif de gestion pour le commerce de détail.
NCR MAGGEST : système de gestion pour les commerces de détail.
NCR HYPGEST : gestion commerciale et administrative des magasins.

OLIVETTI FRANCE (3 DE 3462)

CP3 : gestion des commandes, factures clients, achats, production.

PROCEP/COMMODORE

(3 C 3311)

AGGLOS : logiciel de gestion commerciale d'une société de fabrication et vente de produits en béton manufacturés.

CAP 90 : système de gestion de distribution décentralisée. Fonctionne comme une caisse enregistreuse d'un magasin.

COMMANDE : suivi et réalisation d'une commande par comparaison des heures prévues et heures effectuées.

DISTRIMAT : gestion commerciale en temps réel d'une société de distribution.

DOMINO : permet d'établir des devis en temps réel et fonction de l'état présent du stock.

GECAISSE : progiciel transformant l'ordinateur en caisse enregistreuse (délivrant un ticket de caisse ou une facture, totaux de la journée, journal des ventes, avec ventilation).

PRIMEURS 8000 : progiciel de gestion commerciale pour négociants et producteurs de fruits et légumes.

SOFGROS : logiciel de gestion commerciale des sociétés de négoce.

HEXALOPTIC : gère le fichier clients d'un opticien, les stocks, mailing commercial, statistiques, tarification, comptabilité et paie. Programmes adaptables pour lentilles et contrats de services.

OPTICIEN : progiciel couvrant l'ensemble des besoins d'un magasin d'optique.

MULTI-GESTION : destiné aux commerces de détail d'habillement ou de chaussures (gère 6.000 articles par taille-couleur).

COM TIS : gestion d'un magasin de prêt-à-porter.

GIGEST : gestion de stock pour magasin d'habillement.

PRESSE 8000 : logiciel de gestion des dépositaires de presse et de librairies.

SYNOVIDÉO : gestion d'un vidéo-club.

VIDÉO GEST : gestion complète des vidéo-clubs.

VOYAGE 8000 : progiciel de gestion d'agence de voyages.

ULYSSE : gestion d'un tour operator (900 dossiers + 700 dossiers).

ARTABLE 8000 : gestion des stocks destinée au commerce de détail et particulièrement aux spécialistes des arts de la table.

BIJOUTIER : programme adapté au commerce de détail de bijouterie (6500 références par disquette et 270 ventes journalières).

GEISTOCK : gestion informatisée du stock d'une bijouterie basé sur la méthode « Elite ».

VERIHAIR : gestion d'un salon de coiffure.

FACTURATION GARAGES : gestion en temps réel d'un garage.

GARAGEST : logiciel de gestion appliquée aux garages.

GARAGISTE : progiciel de gestion de stock pour concessionnaire ou agent.

GARAGES AUTOMOBILES : gestion des garages automobiles.

GESTION DE STATIONS-SERVICE : logiciel assurant la gestion comptable des stations-service.

VERIAUTO : logiciel de gestion pour garages et réparateurs de véhicules automobiles.

CEPHOT : gestion d'un laboratoire photographique.

SO.CAGES (1 D 1759).

RESTOMEMORIA : système de caisse enregistreuse permettant de mémoriser, trier, de ranger dans l'ordre chaque commande d'un restaurant avec édition de la note à la demande.

SPERRY (3 BC 3264).

PROACTION : gestion commerciale, gestion des stocks, comptabilité.

VICTOR TECHNOLOGIES

(4 A 4119).

FIGARO : gestion d'un salon de coiffure.

GRASSE : gestion de magasins.

VIDEO : gestion d'abonnements pour les vidéo-clubs, bibliothèques, etc.

ERI GESMAC GESMEU : gestion d'un magasin de meubles ou hi-fi, commerces, distribution.

VISUTOUR : optimisation interactive de l'organisation des tournées.

PRÊT-A-PORTER : gestion pour entreprises de confection ou distribution de prêt-à-porter.

QUINGAILLERIE : gestion de quincailleries, magasins d'outillage, matériels industriels, équipement.

GESTION VIDEO-CLUB : gestion d'un vidéo-club ou boutique de vidéo.

GASPAR : gestion d'une parfumerie ou magasin similaire.

QUARTZ ET DIAMANT : gestion d'un horloger-bijoutier-joaillier.

VIDEO-CLUB : gestion d'un vidéo-club.

BIRDY'S FRANCE

(SICOB BOUTIQUE 245).

FIGARO : progiciel de gestion des salons de coiffure.

GRASSE : progiciel de gestion de magasins.

VIDEO : progiciel pour gestion des clubs vidéo.

CCMC (4 A 4108)

FAST : progiciel de facturation, tenue de compte, gestion des ventes.

EUROTRON

(SICOB BOUTIQUE 230).

STAR : gestion entreprise (stocks, facturation, commande, livraisons) spécialisée pour entrepôts ou magasins à multi-références croisées (habillement, alimentaire).

Etude statistique des rotations, de la rentabilité des stocks avec historique de l'évolution des prix.

GESTION GARAGE : gestion intégrée de la comptabilité, des stocks, des commandes de garage avec spécifications de la facturation et suivi analytique des postes ateliers et salaires.

GESTION VIDEO-CLUB : gestion des clients : des stocks, de la location, ventes réservation et retour des cassettes pour vidéothèque. Gestion des tarifs et intégration possible d'un lecteur de code à barre.

KA (SICOB BOUTIQUE 137)

BOUTIKA : gestion d'un magasin de détail de prêt-à-porter. Ce système fait l'étiquetage, tient l'inventaire permanent, édite l'analyse quotidienne des ventes et gère les commandes.

PIERRE SA

(SICOB BOUTIQUE 133)

GESTION DE STOCKS : gestion de plusieurs dépôts, échantillonage avec vente au comptoir.

PRESSING : gestion de dépôts avec tickets au comptoir, chiffres d'affaires, mailing clientèle, gestion des articles non retirés.

PROSOFT BUREAUTIQUE

(SICOB BOUTIQUE 260)

PROSOFT COIFFEUR ET PARFUMERIE : enregistrement des ventes à partir d'un micro-ordinateur caisse, enregistreuse avec crayon lecteur code à barre permettant la gestion commerciale avec analyse des ventes, gestion des stocks, comptabilité générale.

SODIEPIE

(SICOB BOUTIQUE 253)

GESTION DISTRIBUTION : gestion d'un magasin de détail.

Autres équipements

CENTRONICS (4 A 4131)

351 BC : édition d'étiquettes en code barre et en grands caractères.

FICHET BAUCHE (1 AF 1190)

SECURIPLEX : gestion informatisée des alarmes.

IER (3 F 3624)

IER 320 : impression d'étiquettes avec caractères géants et code à barre.

MAG FRANCE (2 AF 2154)

INFOMAC : gestion décentralisée de la saisie des données à partir de terminaux programmables portables.

PLANEX ORGANISATION

(5 A 5103)

DIAMOND SAFE R750, R1270 : coffre anti-hold-up pour dépôt de documents 24 heures sur 24.

SEPSI (3 B 3300)

LONGINES 7540 : saisie des commandes sur lecteur optique de marques et impression d'informations sur la feuille de commandes.

LONGINES 6000 : saisie d'informations sur tickets avec marques ou code à barre.

TEC FRANCE (1 D 1761)

IMPRIMANTE CHÈQUES : post-marquage des chèques remis en paiement en caisse de sortie des super et hypermarchés. Connecté à un terminal point de vente.

TELEDOC (1 AF 1163)

TRANSFOND : système d'évacuation rapide et en toute sécurité des fonds vers la chambre forte (pièces, billets, chèques).

Enseignement

SE REPORTER AUX POINTS ORANGE SUR LES PLANS

Systèmes pour l'enseignement assisté par ordinateur (E.A.O.)

APPLE SEEDRIN

(3 E 3521).

BULL (3 BC 3268)

CAN 8 : système d'exploitation, logiciel d'E.A.O. et langage, conception et réalisation de programmes pédagogiques (ou didacticiels), gestion et contrôles pédagogiques et administratifs, utilisation du système par les élèves.

BURROUGHS (3 AF 3182)

CONTROL DATA FRANCE

(3 E 3512)

E.A.C.D. : ensemble de création de didacticiels, se composant d'une station auteur et de stations étudiants. L'utilisation de cet ensemble autonome en mode auteur ne nécessite aucune pratique de l'informatique. Cours dans des domaines très variés : initiation à l'informatique, économie générale, anglais, plomberie scolaire, mathématiques, nouveau plan comptable, prévention contre les méfaits du tabac.

FONTAINE INFORMATIQUE

(3 E 3517)

JACQUARD (1 D 1721)

MODULA : enseignement assisté par technicien.

LEANORD (3 DE 3475)

M&M (SICOB BOUTIQUE 210)

EGO : enseignement assisté par ordinateur.

MODCOMP FRANCE (3 F 3605)

OLIVETTI FRANCE (3 DE 3462)

PAGODE : établissements scolaires publics, lycées, écoles normales, universités, gestion comptable et administrative des élèves, comptabilité budgétaire et générale, gestion alimentaire, stock.

PROCEP COMMODORE

(3 C 3311)

STERIA (3 E 3503)

STERCA : système complet d'enseignement assisté par ordinateur.

SYSECA, filiale Thomson CSE

(3 AF 3180)

TÉLÉSYSTEMES (3 F 3616)

TEREL (SICOB BOUTIQUE 22)

TERCANE 104 : formation sur la structure et la constitution interne des micro-ordinateurs.

TEXAS INSTRUMENTS

FRANCE (3 A 3108 et 3 A 3110)

THOMSON BRANDT SDRM

(3 AF 3162)

THOMSON TO 7 : micro-ordinateur familial d'initiation à la programmation (Logo), calcul, langues.

Progiciels pour l'enseignement

ACT INFORMATIQUE

(SICOB BOUTIQUE 50)

LOGO : langage informatique de formation et d'éducation.

AGENCE DE L'INFORMATIQUE (PARVIS DE LA DÉFENSE. NIVEAU 3)

TORTUE LOGO : apprentissage d'un langage de programmation pour les enfants.

FABRICE : module de formation à l'usage des conseillers agricoles pour la formation des agriculteurs à l'informatique.

DIANE : outils techniques d'aide à l'écriture de didacticiels ou logiciels pédagogiques.

GRU 2 D : logiciel de dessin assisté par ordinateur.

IMAGICIEL : didacticiels d'enseignement des mathématiques dans les collèges avec possibilités graphiques.

CGI (3 F 3615)

DIDAO : programme d'enseignement assisté par ordinateur, initiation et apprentissage du langage Basic.

IMSL (4 A 4115)

Bibliothèque de programmes pour les mathématiques, la statistique et la programmation linéaire.

MAI (3 BC 3250)

AUTO FORM : programme d'autoformation au Basic de gestion.

MODCOMP (3 F 3605)

SIMPLER : logiciel pour E.A.O. utilisant des terminaux simples alphabétiques ou des écrans tactiles graphiques.

PROCEP/COMMODORE

(3 C 3311)

AUTO FORMATION AU BASIC : cours d'autoformation, assisté par micro-ordinateur au Basic.

QUIZ MASTER : programme permettant la création d'ensembles de questions/réponses sans aucune connaissance mathématique préalable (jusqu'à 40 questions/réponses par quiz).

CALCUL ÉLÉMENTAIRE : programmes de jeux éducatifs destinés à l'apprentissage du calcul (pour les enfants de cinq à dix ans).

CYCLOPE : formation professionnelle, autoformation, soutien à l'enseignement général de physique, de géographie, d'histoire, de sciences sociales, de chimie, de français.

ACTIDACT : formation à la dactylographie.

ORTHOGRAFIE : révision des règles de grammaire.

GL CORES : enseignement assisté par correspondance.

PROSOFT

(SICOB BOUTIQUE 260)

PROSOFT LYCEE : confection et modification automatique des plannings de cours, des salles, des professeurs, et des élèves, gestion des bulletins de notes.

TEXAS INSTRUMENTS

(3 A 3108 et 3 A 3110)

LOGO : langage pour l'éducation des enfants à l'informatique.

VICTOR TECHNOLOGIES

(4 A 4119)

ÉCOLES/IA : gestion d'une école avec forfaits trimestriels par cycles, fichiers classe, élèves.

RESUSCOL : gestion des résultats scolaires des élèves d'un établissement.

DIDACTICIEL BASIC : E.A.O. d'initiation et perfectionnement au Basic.

DIDACTICIEL : E.A.O. d'initiation à la comptabilité et au nouveau plan comptable.

DIDACTICIEL FRANÇAIS : E.A.O. de perfectionnement au français et à la qualité du texte.

DIDACTICIEL PASCAL : E.A.O. d'initiation et de perfectionnement au Pascal.

JULIUS : gestion d'organismes et centres de formation professionnelle et continue.

Le service

Bull s'engage sur l'assistance à la clientèle. Collaborant étroitement avec les sociétés de services et d'ingénierie, Bull va jusqu'au bout pour assurer la parfaite adoption de l'informatique à votre vie quotidienne : formation, documentation, conseil et assistance à l'installation et à la mise en œuvre, développant des systèmes, progiciels et logiciels spécifiques sur mesure. Grâce ou téléservice utilisant les techniques modernes d'analyse et de diagnostic à distance aussi bien des matériels que des logiciels, Bull assure un service rapide et de qualité pour vous garantir la bonne disponibilité de vos outils informatiques.

Bull

(Publicité)

Outils audio-visuels pour l'enseignement

BELL HOWELL FRANCE (4 D 4409)

DIAPROGRAM II/850 : projecteur de diapositives sonores à écran incorporé, fonctions contrôlées par micro-processeur.

CESTROS (4 D 4408)

EDUVISION (4 B 4209)

FOLEX (5 F 5603)

Support transparent étudié selon le type d'imprimante ou de traceur compatible à l'ordinateur. Permet la réalisation de courbes, graphiques... pour rétroprojection.

GIXI, Groupe CISI (3 F 3627)

GRAFEDIT (1 D 1741)

Montage de transparents couleurs pour la rétroprojection. Diapositives sonorisées. Vidéos.

ILFORD (5 C 5300)

ILFOR CIBACHROME COPY : système permettant la réalisation rapide de photocopies couleurs sur support opaque ou transparent pour la rétroprojection.

SONY (2 DE 2455)

Vidéo-projecteur constitué de trois tubes monochromes et de trois len-

tilles permettant la projection d'une image de grande dimension.

Autres équipements

CLEMENTZ (2 BC 2259)

RELIPLASTIC : machine à perforer et relier par anneaux plastiques.

ORPO (2 A 2119)

DUPLOCOPIE : reproduction rapide et fidèle, sur stencil électronique, de tout document manuscrit, dactylographié, avec graphiques, dessins ou photo et tirage sur duplicateur, même en plusieurs couleurs, en autant d'exemplaires souhaités.

PITNEY BOWES (2 B 2217)

FAC 10 / HSR 50 : assembleuse de documents d'une capacité respective de 10 à 50 pages. Encombrement très réduit (moins de 2 m³). Option possible : brocheuse.

PORTAVOX / EDIMETA (1 B 1218)

PORTAVOX 8213 : appareil de sonorisation portative, auxiliaire de tout conférencier. Compact, portable, autonome, fonctionnement et mise en service en quelques secondes.

SEPSI (3 B 3200)

LONGINES 3540 : correction de tests (QCM, CROQ).

BLP PHARM : Progiciel de gestion d'offices pharmaceutiques.

GESTIP : Assure la gestion du tiers payant à partir des fichiers médecins, caisses et mutuelles, assurés (2 000 maximum).

PHARMAFACTURE : Logiciel traitant la facturation des clients d'une petite pharmacie avec contrôle des interactions médicamenteuses.

RANK XEROX (1 DE 1469)

XEROX 820 + LOGIPRAT : Logiciel micro du praticien.

TEKELEC AIRTRONIC (3 DE 3473)

PHARMA PLUS : produit informatisé qui traite l'ordonnance et son remboursement rapide. Collecte départementale des informations et transmission rapide aux différents centres payeurs.

SAGEM (3 AF 3167)

SCRIB-COMPACT : Gestion automatisée des laboratoires d'analyses médicales.

SYMAG INFORMATIQUE (4 A 4118)

MEDEX : démonstration d'un logiciel de morphométrie appliqué aux fibres nerveuses. Cette application est surtout destinée aux laboratoires publics et privés dont l'activité est orientée vers l'anatomie pathologique et la pathologie cellulaire. Cette technique est aujourd'hui très utilisée à des fins diagnostiques. La saisie s'effectue par l'intermédiaire d'une tablette à digitaliser, les résultats sont obtenus sous formes de tableaux, d'histogramme, de nuage de points, sur écran et imprimante.

TRT (3 BC 3258)

SEMATRANS 171 : Terminal autonome intelligent permettant la gestion des stocks et des commandes pour officine pharmaceutique.

SEPSI (3 B 3200)

GARHOS + ACTUALITE 2000 : Gestion automatisée des repas en milieu hospitalier (saisie et traitement des commandes, édition des fiches repas, gestion des consommations).

ADMHOS + ACTUALITE 2000 : Gestion des établissements hospitaliers, comptabilité générale et analytique, enregistrement et suivi des commandes, liquidation des factures et mandatement.

ques, cabinets médicaux et de radiologie. Gestion des ventes (admissions, facturation, honoraires). Administration et comptabilité. Salaires. HODIS + M 40 BC : Etablissements hospitaliers publics. Gestion de l'économat, comptabilité budgétaire avec gestion intégrée des stocks. Consultations et soins externes, saisie CRAPH, SIGMA.

PERIFERIC (SICOB OEM 432)

PUMTRE D'HEMATOLOGIE : Terminal utilisé pour l'analyse sanguine.

PROCEP/COMMODORE (3 C 3311)

DENTEX : Logiciel de gestion d'un cabinet dentaire, gérant un fichier de 2 000 patients.

GESTDENT : Gère toute l'activité d'un cabinet dentaire, sur 6 000 patients, 7 dentistes, 50 actes, 5 000 écritures.

SEMDENT : Gestion en temps réel d'un encours de 200 patients et des actes, suivi des règlements, édition des feuilles de Sécurité Sociale, archivages des dossiers, etc.

LOCAME : Ce programme gère un cabinet médical prenant en compte jusqu'à 20 000 patients, l'activité du médecin, les honoraires.

SYSTEME MILS 1001 : Gestion du cabinet médical, gestion de la comptabilité médicale, épidémiologie et statistiques, bibliographie.

ANALAB : Logiciel spécialisé pour la gestion des laboratoires d'anatomopathologie.

G-LABO : Gestion d'un laboratoire d'anatomie pathologie et cytologie.

LABORATOIRE D'ANALYSES MEDICALES : Progiciel de gestion de l'activité de laboratoires d'analyses médicales.

PROLAB : Logiciel de gestion des laboratoires d'analyses médicales, traitant les fichiers analyses.

VICTOR TECHNOLOGIES (SICOB BOUTIQUE 225)

MAI : Gestion d'un cabinet dentaire. RADIO-DICO : Suivi des clients avec journal et historique pour cabinet de radiologie.

PHARMA-FORUM : Gestion d'une pharmacie avec prise en compte du tiers payant.

PHARMACO-SOFT : Gestion des tiers payant en pharmacie.

MINERVE : Gestion d'un laboratoire d'analyse médicale.

LABO MEDICAL : Gestion d'un laboratoire d'analyses médicales.

CABINET DE RADIO : Gestion de cabinets de radiologie.

PH/SYNERGIE 86 : gestion d'une pharmacie avec gestion du tiers payant.

PROLAM : information complète des secrétaires de laboratoire d'analyses médicales.

STADENT : gestion d'un cabinet dentaire.

PROSOFT (SICOB BOUTIQUE 260)

PROSOFT BOUTIQUE : progiciel sur micro-ordinateurs pour la gestion des opticiens : gestion fichier clients, tarification, facturation automatique, suivi des stocks, comptabilité générale.

SODIEPIE (SICOB BOUTIQUE 253)

DIALDC : gestion de cabinet dentaire. PHARMALOC/PHARMASAR : gestion d'une affaire.

Classements, rangements pour officines, laboratoires et hôpitaux

ACIAL (1 C 1305)

Armurerie à pharmacie.

ARNEKO (1 B 1221)

Fichiers pour le classement de fiches perforées.

ATAL (1 DE 1462)

TELEMATAT : Support informatique pour micro-ordinateur de gestion, classement microfiches (bureau et support écran, clavier tournant adaptable à trois postes de travail simultanément, classement modulaire).

DAILEM (1 BC 1265)

MEDICA 83 : système de classement rotatif à tambours indépendant, gestion des dossiers de malades. Un système de repères optiques permet un accès immédiat à l'information quelle que soit le volume de dossier à gérer.

HABILCLASS (1 DE 1468)

SERIE 1700 : Dossiers médicaux, support avec modification numérique couleur pour gestion des archives hospitalières.

HERMANN MILLER (1 DE 1450)

(CO-STRUC : rangements pour l'ensemble des services médicaux, pharmacie de laboratoire).

SNAB (1 A 1119)

ROTOBUILDING : classement rotatif. OPTICLINE : classement linéaire.

Santé

SE REPORTER AUX POINTS ROUGES SUR LES PLANS

Terminaux et systèmes spécialisés pour cabinets médicaux, cabinets dentaires, pharmacies, laboratoires, cliniques, hôpitaux

DIGITAL EQUIPMENT (3 AF 3161)

MEDIGEST Rainbow 100 : Gestion de cabinet médical.

EUROTRON (SICOB BOUTIQUE 230)

ISAAC : Acquisition de données psychologiques et physiologiques (test de performances, analyses neurologiques, analyses respiratoires, stimuli, etc.) sur Apple II et Apple IIc.

ICL FRANCE (SICOB BOUTIQUE 201)

PERSONAL COMPUTER : Ensemble des traitements de l'information d'une officine.

INTERTECHNIQUE (3 A 3102)

IN 50 : Gestion des stocks d'un hôpital sur micro-ordinateur.

IN 500/IN 5000 : Système pour les examens de santé, bilan de santé (application pour les Caisses d'assurance maladie).

MAI (3 BC 3250)

ITS CLINQUES/MAI 210/710 : Gestion de la facturation d'une clinique, comptabilité générale, analytique, paie, gestion des lits, fichier des malades.

MODCOMP (3 F 3605)

QUICK - CLASSIC II : Contrôle de processus, acquisition de données expérimentales en laboratoires.

OLIVETTI FRANCE (3 DE 3462)

SOCLÉ + M40BC : Gestion des clini-

Conferences

ADMINISTRATION

ARAP : Association pour l'amélioration des rapports entre l'administration et le public. Jeudi 22 septembre 1983 (de 9 h 30 à 12 h 30, salle 46, niveau 1).

La micro-informatique au service du public.

COLLECTIVITES LOCALES : Section informatique du Conseil national des services publics départementaux et communaux. Jeudi 29 septembre 1983 (de 14 h 30 à 18 h, salle 46, niveau 1).

La décentralisation et l'informatique des collectivités locales. - Echanges États-collectivités. - Échanges entre collectivités. - Formation et informations. - Décentralisation.

BANQUE

D.F.C.G. : Association nationale des directeurs financiers et de contrôle de gestion. Vendredi 23 septembre 1983 (de 9 h 30 à 12 h 30, salle 46, niveau 1).

La trésorerie d'exploitation ou l'efficacité d'une approche simple de la gestion.

L.H.F.I. : Association des élèves et anciens élèves de l'Institut de haute finance. Jeudi 29 septembre 1983 (de 9 h 30 à 12 h 30).

La télématique, un nouveau service bancaire à la disposition de la Direction financière des entreprises.

DISTRIBUTION

JOURNÉE DES COMMERCE DE GROS, sous le patronage de l'Association Commerce et Informatique et de la Confédération nationale des commerces de gros.

Mercredi 21 septembre 1983 (de 10 h à 18 h, salle 45, niveau 1).

Résultats concrets de l'étude Commerce de gros et informatique. - La formation des hommes au nouvel environnement technologique. - Un nouveau système ouvert au dialogue. - L'entreprise de gros à horizon 90. - Comment mettre en œuvre un système TELETEL.

ADETEM : Association nationale pour le développement des techniques de marketing. Jeudi 22 septembre 1983 (de 14 h à 18 h, grande salle de conférences, zone D).

L'informatique pour le marketing : base de données commerciales, recherche marketing. - Bases de données commerciales. - Une banque de données segmentée par point de vente : ses multiples exploitations. Le programme SABBRE DE NIELSEN appliqué aux industries, aux prix, aux promotions. - Systèmes d'information marketing : prise en compte des données externes à l'entreprise issues des banques de données commerciales : MERCATIS, MEDIAL, etc. - Recherche marketing. - L'amélioration de la qualité des informations recueillies par sondages à partir de terminaux télématiques. - Analyse informatisée des comportements du consommateur : comment éviter une trop grande incompréhension entre l'entreprise et

son marché ? Un exemple d'application à la chaussure de ski.

CNC : Conseil national du commerce. Jeudi 22 septembre 1983 (de 14 h 30 à 18 heures, salle 45, niveau 1).

La monnaie électronique avec ou sans les commerçants. - La monnaie électronique : où en sommes-nous sur les sites d'expériences ? - Une expérience à l'étranger ? - La monnaie électronique : une chance pour l'industrie française. - La monnaie électronique : les attentes et les craintes des commerçants français. - L'avenir de la monnaie électronique pour un véritable dialogue.

COMMERCEANTS/DISTRIBUTION

IPC : Institut de promotion du commerce de Colmar.

UEF : Université européenne de la franchise. Lundi 26 septembre 1983 (de 9 h 30 à 12 h 30, salle 45, niveau 1).

Diversification en produits informatiques. - Électronique de loisirs et franchise. - Comment se diversifier et intégrer les produits d'électronique de loisirs dans une stratégie de développement et de conquête de marchés (revendeurs photo, hi-fi, papeterie-librairie, jeux et jouets, etc.) ? - Penser les clients au pluriel. - Se diversifier en électronique de loisirs : quelles règles à respecter ? Comment se positionner ? - La franchise : voies et moyens d'accès rapides à ces nouveaux marchés : quels droits ? quelles obligations ? quel avenir ?

ENSEIGNEMENT

ENSEIGNANTS

Mercredi 20 septembre 1983 (de 14 heures à 18 heures, grande salle de conférence, zone D).

Formation des élèves en tenant compte de l'évolution de l'informatique dans le traitement de l'information de l'entreprise.

AFPA : Association nationale pour la formation professionnelle des adultes. Mercredi 28 septembre 1983 (de 10 heures à 13 heures, salle 36, niveau 1).

La bureautique et la formation professionnelle des adultes. - L'insertion de la bureautique (traitement de texte, micro-informatique et télématique) dans les formations tertiaires de l'AFPA. - Les nouveaux métiers de la bureautique et la formation professionnelle.

L'organisation

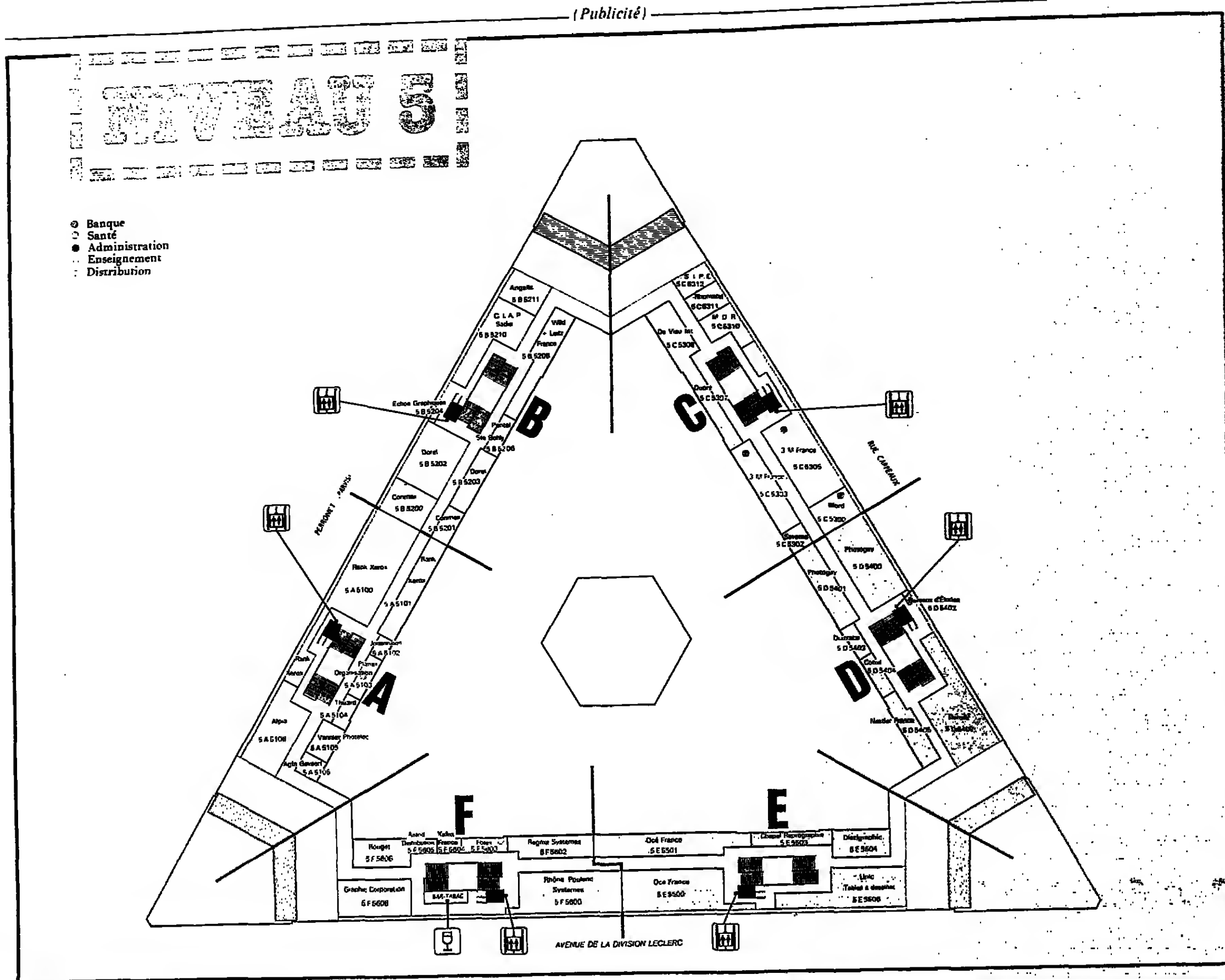
Pour s'adapter en permanence à l'évolution technologique comme à vos besoins, Bull s'est doté d'une force commerciale et technique commune et de 4 unités industrielles responsables de la conception à la production et de la rentabilité de lignes de produits : BULL SYSTEMES (moyens et grands systèmes informatiques), BULL SEMS (mini-informatique), BULL PÉRIPHÉRIQUES (disques, imprimantes, dérouleurs), BULL TRANSAC (dont dépend Bull Medical, e. R2E, micro-informatique, bureautique). Les 25 000 personnes de Bull dans plus de 75 pays réaliseront en 1983 un chiffre d'affaires de 11 milliards dont la moitié à l'international. Avec un effort de recherche et de développement mobilisant plus de 3 500 personnes et 10 % de son chiffre d'affaires, Bull entend faire de l'industrie de pointe qu'est l'informatique, un outil toujours plus performant au service de l'utilisateur.



سكزا من الاجل

هكذا من الاجل

(Publicité)



Sénégal
du pont

as fonds pl
la Mayer

Le choix.

Chez Bull, nous avons choisi : nous adoptons l'informatique à l'homme et aux besoins de l'entreprise. Ainsi, nous proposons une gamme complète de produits allant du micro-ordinateur aux grands systèmes informatiques. A cette fin, nous avons réuni en 1983 les ressources humaines, scientifiques et techniques de CII Honeywell Bull, R2E, Sems et Transac. L'ensemble de la gamme est désormais commercialisé par un réseau de vente unique.

Nous offrons aussi des solutions modulaires souples, notamment en informatique distribuée et en bureautique pour permettre au client de composer son installation avec le maximum de liberté et d'efficacité. Nous mettons à la disposition des utilisateurs - en liaison étroite avec les sociétés de service et d'ingénierie - des recherches de solutions adaptées à chaque cas particulier : assistance-conseil, logiciels sectoriels, configurations et équipements "sur mesure", formations à la carte, etc. Nous développons des méthodes d'auto-diagnostic et de téléservice assurant une disponibilité maximale des outils informatiques.

Venez au Sicob choisir votre informatique. Stand principal Bull : 3BC3268.

Bull

Refinart, Callan & Associés



Le Monde

LOISIRS ET TOURISME

CROISIÈRES EN HAUTES TERRES

Le Sénégal vu du pont

LES femmes dansent dans la nuit africaine. Élanées, flexibles, elles sont vraiment belles dans leurs boubous rutilants, leurs bijoux cinquans sur la peau sombre. Pas d'hommes, hormis trois joueurs de tam-tam. Elles dansent, joyeuses, moqueuses, fougueuses, et leur rythme semble s'accélérer sans limite, sous la lumière déversée à profusion par les projecteurs.

Ce sont ceux du *Bou-el-Mogdad*, qui, au premier soir de sa croisière sur le fleuve Sénégal, s'est amarré à la rive mauritanienne. La fine fleur du proche village noyé dans l'ombre a envahi la piste improvisée sur le pont principal du bateau. Peut-être pour remercier les passagers de leur visite et sûrement pour le plaisir de ceux qui, du haut de la passerelle, se laissent fasciner par le trépidant et sensuel tournoiement. Plus certainement encore, les danseuses se livrent à leur propre joie. Et cette scène donne assez bien le style de la promenade qui commence sur la majestueuse voie d'eau qui, d'est en ouest, sépare la Mauritanie du Sénégal.

Le *Bou-el-Mogdad*, un ancien radeau des Messageries miraculeusement métamorphosé en bateau de plaisance, va, débarrassé, voguer à la vitesse approximative de 2 nœuds à l'heure durant une semaine. De Saint-Louis, l'ancienne capitale sacrée sur l'embouchure, il va remonter jusqu'à Podor, à plus de

300 kilomètres de là. Puis, sans plus se presser, il redescendra sur le miroir d'eau qui glisse entre les rives plates où pousse une parcimonieuse végétation, hâtivement appelée « forêt ».

Et pourtant, dans cette immensité saharienne, pas un instant la croisière de tout repos ne s'endort dans la monotonie. En effet, la vie à bord, faite de liberté et de confort, n'est pas seulement celle d'un plaisant hôtel flottant. De même, la découverte du pays n'est pas seulement une succession de balades d'une berge à l'autre, sous un soleil qui se laisse aller à l'agressivité.

Cela tient essentiellement à la façon dont le « patron » du bateau, M. Georges Conso, a conçu cette équipée nautique, à sa connaissance du pays et de ses mœurs, et aux contacts qu'il a eus de longue date avec les habitants de la brousse.

Connaître

les gens et les choses

Pour le « commandant » Conso, vivre la vie du grand fleuve africain est le meilleur sésame pour connaître les gens et les choses. C'est voir leur face cachée, les comprendre, établir la communication, avec les joies que cela apporte aux plus blasés.

Ce Méditerranéen, né à Casablanca, a le goût du dialogue, du décor, de l'imprévu — même lorsqu'il s'agit d'un « imprévu préparé tout à l'avance ». C'est un conteur hors pair, qui explique avec autant de talent son aventure africaine que la culture sénégalaise, les coutumes locales ou le complexe « économique-social ». Sans doute ses accents chaleureux sont-ils parfois ambigus, mais chacun ne doit-il pas faire son propre apprentissage du continent noir, de ses charmes et de ses canotages, de ses mystères et de ses équivoques ?

De son bateau, le commandant fait un yacht bon enfant, avec une trentaine d'agrables cabines doubles, le solarium permanent des ponts supérieurs, la baignade improvisée à tout moment — voire le ski nautique pour les « grands » sportifs, — la discothèque, etc. Deux jeunes hommes participent, avec élégance et compétence, à l'animation de la croisière, tandis qu'une douzaine et demi de marins sénégalais assurent un service très efficace.

Ceux qu'une petite boussole oriente avec constance vers la salle à manger-salon panoramique ne risquent pas d'être déçus. La cuisine « internationale » y est bannie au bénéfice des traditions bourgeoises, parisiennes d'excellentes recettes culinaires africaines : *thiebou dienne* et *tiouf*, qui combinent riz, poissons, légumes et piment, poulet *yassa*, grillé au citron, etc. On déguste aussi, sous la tente, à terre, une grandiose mchoui. Quant aux exquises confitures exotiques « faites maison » et aux corbeilles de fruits du pays de jeunesse, elles devraient faire honte à l'insipide plateau servi par tant de palais. Toute inquiétude apaisée du côté de l'« intendance », on peut alors goûter pleinement le lent défilé de la savane, observer la flore et la faune et tenter de fixer un mirage sur la pellicule.

Certes, il ne faut pas rêver du Kenya ni de mirifiques safaris-photos. Ce n'est pas à tous les coins de marigot que l'on rencontre le crocodile de 4 mètres de long, malaisé à distinguer du tronc d'arbre derrière lequel il s'est tapé. Mais quand on l'a débouqué, le pilote reçoit vite l'ordre d'effectuer trois passages de plus en plus rapprochés du monstre millitrillé par les objectifs.

Autour de vieilles maisons coloniales

Passé cette émotion, ne se rabattra sur quelques paisibles troupeaux de dromadaires et de zébus. Ça et là, des phacochères et des biches dalaient entre les épaves et les hautes herbes, un singe se laisse apercevoir tandis que les ravageuses chèvres pullulent partout. Cepeudant, c'est la population ailée aquatique qui se montre la plus abondante : canards caqués, flamants roses, hérons, grues et autres échassiers et palmipèdes, dont les 10 000 bécasses du parc de Djoudj sont fort riches hors des périodes de migration.

Passent aussi, dans le kaléidoscope, les piroguiers qui s'interpelleront avec de grands rires, les pêcheurs qui tendent leurs filets, les vandalières, les porteurs d'eau et leur fièvre silencieuse venue du fond des âges. Et les gamins paillassés qui font de transformer le moindre pan de sable en bryant grenouillière.

A Podor, point extrême du péripèle, les forêts construites par le général Faidherbe donnent une odeur historique à la bourgade qui s'est développée autour des vieilles maisons coloniales.

En aval, Rosso fait sentir la proximité du désert et étale dans la poussière et l'air brûlant son modeste centre administratif et commercial que n'effleure aucune ambition ar-

chitecturale. Le marché attire paysans, nomades et Touaregs aux bédouins silhouettes bleues. Dans leurs échoppes, les artisans travaillent le cuivre, l'étain, l'argent. De leurs mains sortent les théières ouvragées, les plateaux ciselés, les pipes et bibelots inépuisables d'inspiration mauresque. Ils vendent aussi, au poids du métal, de lourds bracelets d'argent patinés par l'usage. Sous le vent de sable, de petits chevaux nerveux ramènent les calèches fourrées vers le gros bœuf blanc qui bar pavillon sénégalais.

Cependant, vivre le fleuve, c'est, par excellence, débarquer inopinément, le programme n'étant pas fixé à l'avance pour éviter l'accoutumance des uns et des autres. Le temps de jeter l'étré passerelle et les villageois dévalent de toutes parts. Le plus souvent, la route se vient pas jusqu'à eux et le passage du *Bou-el-Mogdad* fait figure d'événement.

Jambes croisées sur la natte

Wolof, Toucouleur ou Peuhl, chaque ethnique imprime ses caractéristiques à la construction des cases de banco, aux couvertures, aux ruelles, aux placettes. Mais partout les visiteurs sont entourés d'une escorte où se bousculent la gentillesse, la curiosité et... les intérêts sous diverses formes. On se prend par la main. Les bambins tirent les *Toubabs* (« Blancs » en wolof) pour les mener à leurs modestes logis, et les conversations s'engagent. Ensemble, on va voir les plantations de tomates et les rizières omeletteusement entretenues. On rencontre les femmes qui pient le mil ou tissent les nattes. Le barbier et le menuisier s'activent au pied d'un arbre.

JOANINE ROY.

(Lire la suite page 26.)

spacieux. Ce n'est pas du caravanning : leur équipement est trop dépourvu. En fait, notre produit est fait pour ceux qui n'ont pas envie de partir, mais d'éprouver.

Ve pour cette croisière de haute terre ou, si l'on préfère, pour cette randonnée sur des chemins d'eau où l'on rencontre des échues fleuries et des échues souriantes. L'une — jeune — lit un roman ou attendant les bateaux de passage. L'autre — âgée — se réjouit de l'été : « Il y a du mouvement et on ne guette pas en vain ».

Et puis, il y a ces moments de grâce impossibles à vivre lorsqu'on est encombré d'une voiture ou d'une maison. Le crépuscule, par exemple, qui fait insensiblement virer la lumière du rouge aux mauves et des mauves aux bleus. Les bruits mouillés de la nuit. Les trompettes des hérons et des canards à l'aube. Et le petit matin qui trouve la Mayenne sans ride et toute mouillée de couettes d'un jeune brouillard.

En automne, les arbres s'enflamment et les vignes aussi. Les vacanciers sont repartis. C'est peut-être la période idéale pour une escapade fluviale toute en douceur et en savoir.

ALAIN FAUJAS.

* Embarcation pour quatre personnes, équipement complet, mais sans carburant. Bassin de la Maine et canaux bretons : 1 600 F pour une semaine, 1 200 F du lundi au vendredi, 600 F pour le week-end. Canaux du Midi : 2 000 F pour une semaine, 1 500 F du lundi au vendredi, 700 F pour le week-end. Renseignements et inscriptions : 091841 Plaisance, 137, rue de Bretagne, 53000 Laval, Tél. : (43) 69-19-00.

SALON 83

La caravane comme chez soi

RÉALISTE et confiant, tel est l'état d'esprit des deux cent cinquante exposants du dix-huitième Salon de la caravane et du camping-car, qui se tiendra au Bourget du 1^{er} au 9 octobre prochain.

La saison 1983 n'a pas été très bonne. Les hôteliers de plein air, comme les autres professionnels du tourisme, ont constaté une réduction significative du budget vacances, dont les terrains de camping les moins bien situés ont fait les frais. Les ventes de matériel ont aussi été médiocres. Les responsables du SICVER (1) évaluent à 50 400 le nombre d'immatriculations de caravanes neuves contre 98 422 en 1982, soit une baisse de 14,4 %. Pourtant, cette régression ne les inquiète pas trop. Leur président, M. Georges Rotivel, explique : « Les Américains, qui ont connu un phénomène identique il y a quelques années, amorcent à présent une belle remontée. » Et il poursuit : « Notre marché, en déclin depuis 1979 — année record avec 89 996 immatriculations — devrait connaître un second souffle d'ici cinq à six ans, après un creux de vagues que les plus pessimistes estiment à 50 000 immatriculations annuelles. »

Dans l'inventaire 1983, il faut compter également les caravanes plantées et les extensibles toiles de moins de 500 kilos, non immatriculées, qui représentent environ 15 % à 20 %, ainsi que 3 000 maisons mobiles.

Seul signe encourageant : la recule des importations : les Français ont acheté en 1983 seulement 24 % de modèles étrangers. C'est début de reconquête du marché intérieur est le fruit de l'agressivité et du dynamisme des constructeurs français, ajoute M. Rotivel. Une opinion que tout le monde ne partage pas.

Par ailleurs, depuis plusieurs saisons, on s'aperçoit que les habitudes d'achat se modifient. En 1983, 37,5 % seulement des acheteurs ont choisi les petits modèles de 3,5 mètres ; ils étaient 60 % entre 1971 et 1975. Aujourd'hui, la majorité des consommateurs s'orientent vers les grands modèles (4,5 mètres), plus spacieux, mieux équipés, davantage conçus pour des formules séduisantes.

Les amoureux de vacances itinérantes optant pour les camping-cars, marchent relativement jeunes, en constante évolution : 700 véhicules vendus en 1974, 3 600 en 1982, et les observateurs citent plus de 4 400 unités pour 1983 ; sans parler des fourgons aménagés par des bricoleurs (environ 4 000), qui ne passent pas aux Mines. Soit un taux de croissance annuelle de 30 %. Un marché prometteur, qui pourrait suivre l'exemple allemand (7 100 véhicules vendus en 1982) à condition qu'une réglementation, en particulier sur le stationnement, ne vienne pas entraver sa progression.

MIRELLE GIGNOUX.

(1) Syndicat des industries de la caravane, des véhicules et résidences de loisirs.

Des fonds plats sur la Mayenne

COMME elle est douce, cette Mayenne, lorsqu'on la découvre en bateau ! Les forêts s'étendent jusqu'à la rive. Des châteaux se dressent apercevoir derrière les peupliers ou à fleur de collines. Les pêcheurs montent nonchalamment la garde, gais et drôles. Ponds d'eau et rousiers silhouettent la rivière. Un monde de paix à découvrir sans fracas. Peut-être à la manière proposée par Bernard Brilhaut, architecte de formation, gars par tradition et passionné de la chose nautique.

En convoquant mes bateaux, de l'océan à la mer, à travers les fleuves et les canaux, je me suis aperçu que les embarcations conçues pour la navigation intérieure étaient inadéquates : ce sont de vrais petits yachts, et on y meurt de chaud tellement l'atmosphère y est confinée. J'étais également agacé de voir les organisateurs anglais colo-

niser nos rivières et y installer leur matériel.

Bernard Brilhaut prend sa règle et son compas. Il dessine le bateau de son goût. « J'ai étudié comment s'y prenaient les Chinois, les Indiens, les Égyptiens et nos ancêtres. Ils construisaient à peu près les mêmes embarcations : un toit sur la tête pour se protéger du soleil et de la pluie, un avant large et un faible tirant d'eau pour accoster partout, un pilotage à l'arrière, qui permet de surveiller l'ensemble du bord et de conduire plus aisément. »

Un maniement enfantin

A partir de ces principes initiaux, plusieurs modèles sont sortis de la planche à dessin. Ce sont des barques assez basses sur l'eau, dont l'avant et l'arrière sont tronqués. Un toit protège le tout et aucune cloison n'arrête le regard.

Lorsqu'il pleut ou lorsque la nuit tombe, des rideaux transparents, qui peuvent être doublés de tentures opaques, protègent les marins d'eau douce. Les banquettes se transforment en couchettes. A l'avant, des toilettes chimiques. Au centre du bateau, le « carré » — l'endroit le plus important — qui comporte une combiné de coffre de marin et de cuisine. On y trouve aussi un réfrigérateur, deux évier, deux feux à gaz et une batterie de cuisine. Un moteur hors bord insonorisé propulse l'embarcation, qui, selon sa taille, accueille pour la nuit quatre ou huit personnes.

Le pilotage est enfantin au sens propre. Les jeunes apprennent sans mal à se servir de la marche avant et arrière, du point mort ainsi que de la poignée de gaz. Aucun permis n'est requis.

Après quelques essais, tout le monde sait attendre que l'écluse ait mis le bief à niveau. On pénètre lentement dans l'écluse. Inutile d'amarrer l'embarcation : on la retient sans peine en tenant les bords qui pendent du côté. L'eau monte (ou descend). Les portes s'ouvrent pour une nouvelle équipée de 3, 4 ou 5 kilomètres, jusqu'à la prochaine écluse.

Des cartes très claires permettent de connaître l'emplacement des pompes à essence, la configuration du cours d'eau, la distance entre deux écluses ou la présence d'un restaurant.

Avec les bateaux conçus par Bernard Brilhaut, c'est la liberté assurée. Veut-on ne s'embarasser d'aucune tâche ménagère ? Il y a suffisamment d'auberges et d'épiceries de Laval à Angers et du Mans à Solesmes pour explorer sans souci la Sarthe, l'Oudon et la Mayenne. Se laisse-t-on d'une vitesse de 6 à 7 kilomètres à l'heure et de glisser sur l'eau ? Des bicyclettes embarquées sur le toit offrent l'occasion de visiter une abbaye ou, tout simplement, de se dégourdir les jambes. Piquer une tête dans le courant aux heures chaudes est un autre délice.

A 8 heures du soir et jusqu'à 9 heures du matin en été, les échues ferment. C'est le moment de faire son nid. Chacun s'organise à sa convenance. Celui qui préfère le cocon avec la terre arrienne son embarcation à un arbre, à une estacade ou à un anneau. Celui qui recherche la solitude jette l'ancre au milieu du lit, dans une boucle de la rivière fréquentée par les seuls canards.

Pour les intellectuels

Aidé de Monique, sa femme, Bernard Brilhaut loue, depuis deux saisons, ses embarcations au départ de Laval, de Bourg-des-Comptes, près de Rennes, et au Ségala, non loin de Castelnau-d'Aud. Trois bases fréquentées par des clients motivés. « Nos bateaux et l'avantage qu'on peut en faire sont difficiles à expliquer. Nous savons que les personnes aisées et les intellectuels n'aiment guère les embarcations luxueuses remplies de gadgets. Ils aiment notre formule parce qu'elle facilite le contact avec la nature. Ce n'est pas du camping : nos bateaux sont trop



AIRMALTA

Une mer d'une pureté cristalline...



A votre porte, à votre portée.

L'archipel de Malta.
Le soleil... et le cœur sur la main.

Les deux qui boient l'archipel de Malta sont parmi les plus beaux de la Méditerranée.
Vous vous y reposez et vous sports.
Tous les services sont pour votre confort : votre bouillotte.
Et, pour le bon plaisir de l'archipel, l'archipel de Malta est à votre service.

sur l'archipel de Malta, votre réservation à l'hôtel de l'archipel de Malta.
2 vols hebdomadaires.
Pour tous renseignements, contactez votre agent de voyage ou AIRMALTA. 17, rue de la République, 93000 Paris, Tél. : (1) 33 1 33 73 73 73 ou Tél. 01 33 1 33 73 73 73.
Ouverture : 27000 Lyon, Tél. : (1) 33 73 73 73 73.

Le Monde des PHILATÉLISTES

Le numéro de septembre (76 pages)

HISTOIRE DES OBLITÉRATIONS ET DES TIMBRES DES T.A.A.F.

... et les nouveautés du monde entier

En vente dans les kiosques.

24, rue Chauchat
75009 Paris
Tél. : 824.40.22

BHUTAN ORIENTAL VOYAGE UNIQUE

6 NOV. AU 24 NOV.
FESTIVAL BOUDDHISTE
1^{er} fois ouvert aux étrangers
Contactez rapidement
Brighty Delery, Tél. : 326-9-1-1

TRAVERSÉE DE L'ATLANTIQUE EN ÉCOLE DE CROISIÈRE

* Sur bateaux de 12 m avec skipper qualifié
* Départ de CAP D'AGDE le 13-10-83 - Arrivée aux CANARIES le 30-10-83 Arrivée à FORT-DE-FRANCE le 20-11-83
* Prix par personne : 2500 F, nourriture en supplément
FORDE & Co, 66, bd. de Strasbourg 75010 PARIS - Tél. : 241-05-05

RÉSIDENCES

Campagne - Mer - Montagne

ARCS-SUR-ARGENS (Var)

Très belle villa, 3 gds pièces
Gde Salle de bains, Gde cuisine
100 m² + garage, cave.
Bauverie 50 m². Jardin 1000 m²
Situation exceptionnelle 700 000 F
Tél. (93) 39-02-08

SUD-OUEST

Splendide domaine 180 ha
libres et châteaux XVIII^e -
parfait état - piscine - parc
splendide
6 500 000 F
DOLDI, 20, Place Wilson
31000 TOULOUSE

Vends Villa standing 210 m²

Située au Moule Guadeloupe à 200 m de la plage - Grande terrasse face à la mer -
Grand living - 3 chambres - 1 salle de bains - 2 W.C. - 2 dressing-rooms -
Chambre principale climatisée - Téléphone - Cuisine bien aménagée - Garage au
sous-sol - Baie vitrée - Jardin tout autour bien entretenu
Prix : 1 250 000,00
S'adresser : M. Henry, appart n° 2 Résid. les Manguiers
97110 Abymes Guazouan.
Téléphone : (18) 590-84-53-42

سكن من الاجل

Plaisirs de la table

Vingt ans après...

ET même un peu plus ! Dans mon *Gourmand à Paris*, que j'ai retrouvé, je citais André Billy décrivant ces restaurants parisiens dits « petites hôtesses », où la cuisine était grande quoique (ou parce que) simple. Et j'indiquais (alors place de Valois) *Pierre Trautteur* (François Noury) et *Chez Georges* (Georges Mazarguil) à la porte Maillot.

Mazarguil, alors à leurs premières armes, sont désormais « en place » (mais, grâce à Dieu et peut-être à Comus, les « papas », à la retraite, se portent bien et viennent encore quelquefois faire apparition), si d'autres plats sont venus s'inscrire à la carte, les deux maisons restent pérennes.

Et le plaisir égal qui me les fait venir ici dans la même amitié. *Pierre Trautteur* (10, rue de Richelieu, 1^{er}, tél. : 296-09-17), c'est toujours le persillé et le friand, avec aussi la galette de boudin et les petits macarons frais au cidre. C'est l'allusion de raie au blanc de poireau et, pour sacrifier à la mode, une terrine de poisson (rougets). Ce sont l'allot et le bœuf à la ficelle « ménagère », le lapin à la moutarde

et l'andouillette (de l'A.A.A.A.A.) braisée au saumur, la fourme d'Ambert et le cantal, et les desserts ou, plus exactement, les entremets. C'est, enfin, un service aimable et quasi familial. Le sourire de Guy, tout heureux de vous faire goûter un vin qu'il vient d'acheter, au pays, au vigneron qui fournissait déjà son père (goûtez le saumur champigny 81 de chez Daheuilles à Varennes. A 55 F la bouteille, c'est une merveille !).

Chez *Georges* (273, boulevard Persée, 17^e, tél. : 374-31-00), c'est toujours le triomphe des « quatre grands » quotidiens : le gigot rôti flageolet, le petit sauté aux lentilles, le train de côte de bœuf rôti au gratin, plus, selon le jour, un navarin, une blanquette. Bref, un de ces plats

que l'on ne mange plus chez soi. Ce sont les terrines « maison », le harang de la Baltique à la crème, l'andouillette (de l'A.A.A.A.A.) ou la tête de veau. Au rayon des fromages : quelques chèbres et un brie de Meaux remarquables, les éclairs géants et les œufs à la neige. Et si vous abandonnez le brouilly « maison », que ce soit pour un litrasse château-duchazas 1977 (65 c.).

Ah ! les hommes maitous que ces-là, où la cuisine est loyale, franche de goût comme d'amitié, les portions honnêtes et les prix de même ! Où le client devient un ami ! Oh le parisianisme est exclu comme la cuisine est mijotée ! Ah ! les braves gens que les Nourygrat, que les Mazarguil !

LA REVNIÈRE.

Hippisme

Chronique pour rattraper le temps

LES événements ont une jolie pointe de vitesse. Deux semaines d'absence de France et on a l'impression de ne plus être dans la course.

Essais de rattraper le peloton :

Les ventes de yearlings de Deauville, baromètre annuel de l'activité hippique, se sont achevées sur un bilan meilleur qu'on ne le prévoyait : 108 sujets vendus (au lieu de 100 en 1982) pour 63 545 000 F à la vente de sélection ; 369 (au lieu de 350 l'an passé), pour 46 358 000 F, à la vente normale.

Les moyennes ressortent, par point, à : 773 056 F (+ 44 % sur 1982) à la vente de sélection ; 132 451 F (+ 25 %) à la vente normale.

Quelques remarques, qui corrigent ces résultats apparemment brillants :

95 % des transactions de la vente de sélection ont été le fait d'acheteurs « étrangers », encouragés par la faiblesse du franc vis-à-vis du dollar.

Les deux tiers des achats de la vente normale ont été conclus par des propriétaires échappant au statut fiscal français ou par des professionnels (courtiers ou entraîneurs) réemployant les recettes d'un exercice précédent.

La catégorie du moyen ou du petit propriétaire français, qui achetait deux ou trois yearlings par an pour rejoindre une écurie couvrant à peu près ses frais, va elle vaillamment disparaître. Le phénomène se retrouve dans le nombre des sujets adjugés à la vente normale : le catalogue comportait 45 numéros de plus que l'an passé ; 35 n'ont pas trouvé preneur. Il n'y a plus de classe hippique moyenne et, par conséquent, plus de clientèle potentielle assez large pour absorber un surcroît de production.

Disparition, aussi, du moyen éleveur qui, comme le moyen propriétaire, couvrait tant bien que mal ses frais, en présentant - souvent en marge d'autres productions agricoles - trois ou quatre yearlings, qu'il se résignait, sans drame, à faire couvrir sous ses couleurs s'il n'en obtenait pas un prix convenable. Dix éleveurs sur cent cinquante et cinquante yearlings sur cinq cent quarante ont représenté la moitié du chiffre d'affaires total. Selon le mot démodé d'un petit éleveur, « les riches sont sortis de Deauville un peu plus riches, et les pauvres beaucoup plus pauvres ».

On attend d'un jour à l'autre la parution au *Journal officiel* du décret réformant les sociétés de courses. Le petit cachottier de Michel Rocard, lorsqu'il avait présenté son projet, avait complètement fait le silence sur une modification qui, peut-être secondaire dans un premier temps, concernant le fonctionnement, est considérable dans le principe : l'article premier du décret énonce que sont « membres » des grandes sociétés de courses, au lieu de seuls vingt ou trente notables qui siégeaient au comité de chacune d'elles, tous les « éleveurs, propriétaires, entraîneurs, jockeys ou drivers ». L'autogestion, chère au P.S.U. (dont Michel Rocard fut le secrétaire national), entre, ici, en application. Une réserve importante, cependant, que nous avons déjà notée : les lads, qui sont les « sinicards » des courses, ne feront pas partie des membres de droit. L'autogestion ne descend pas jusqu'à la hrosse de pansage. Pour le reste, l'économie générale du décret est celle que nous avons déjà indiquée : je vote, tu votes, il vote, nous votons, etc. ; je cause, tu causes, il cause, nous causons, etc.

Stupéfiants

De l'avis unanime des jumelles les plus éprouvées (et plus fidèles que ne l'ont été les nôtres), le prix du Moulin de Longchamp a été, le 4 septembre, la plus belle course de l'année. L'*Emigrant*, à Stavros Niarchos, ayant creusé un écart en face du pavillon de Longchamp, paraissait être hors de portée.

Mais alors, *Luth Enchanté*, qui avait eu du mal à s'accrocher à l'arrière-garde du peloton pendant toute la descente, retrouvait, avec la ligne droite, ses ailes de La Miroir. En 300 mètres stupéfiants, qui faisaient se dresser les spectateurs les plus blasés, elle refaisait huit longueurs sur l'*Emigrant*, plus la demi-longueur de la victoire.

L'échec partiel du second n'a pas ruiné sa renommée : il est en cours de syndication aux États-Unis - où il va prochainement être envoyé - sur la base d'une valeur globale de 12 millions de dollars. Cependant, il ne faut plus considérer qu'avec circonspection les chiffres démentis avancés dans de tels cas : les syndications d'étales internationales ne

Le Monde des PHILATÉLISTES

SEPTEMBRE 1983

HISTOIRE DES TIMBRES ET OBLITÉRATIONS DES T.A.A.F. EN VENTE 10,50 F CHEZ LES MARCHANDS DE JOURNAUX ET AU MONDE

Le Monde

se réalisent qu'entre une douzaine de propriétaires - toujours les mêmes - et il s'agit beaucoup plus d'auto-estimations que de prix objectivement pratiqués.

Luth Enchanté, désormais sacrée championne d'Europe du mile, disputera encore une course avant de réintégrer, près de Livarot, le haras de son propriétaire, Paul de Mousac. Normalement, cette course devrait être, fin octobre, les Champion stakes, à Newmarket. Mais la pouliche s'est montrée tellement phénoménale que - bien que la distance de 2400 mètres excède de beaucoup ses aptitudes - son propriétaire et son entraîneur gardent un œil sur l'Arc de triomphe.

L'Arc était déjà, en filigrane, au programme de la journée de dimanche, avec le prix Foy, une des dernières épreuves préparatoires. Victoire extrêmement facile de la jument anglaise *Time Charter*, gagnante, l'an passé, des Oaks et des Champion Stakes, cette année des King George, et qui est le meilleur pur-sang actuellement à l'entraînement outre-Manche. Inutile de chercher un autre favori pour le 2 octobre. Bonne seconde place, mais à distance, de *All Along*, qui, comme l'an passé, retrouve la forme aux premières feuilles mortes.

Impressionnante victoire, également, dans le prix Vermeille, de *Sharaya*, à l'Agar Khan.

Allons-nous à nouveau vers un Arc dominé par des pouliches ?

Agréable impression de rajouissement avec le prix La Rochette, qui désigne toujours un « deux-ans » de grand avenir. On y a revu à l'honneur une casaque jadis illustre, que l'air et la dureté du temps ont fait de plus en plus rare : celle de M^{me} Suzy Volterra. *Carriellor*, qui la portait, avait fait grande impression à Deauville en remportant une victoire par dix longueurs. Dinancé, l'écart s'est réduit à une demi-longueur. Mais l'opposition était tout autre et cette demi-longueur-là vaut bien les dix de Deauville. M^{me} Volterra, dont les chevaux sont restés à la vie, peut nourrir des rêves délectables : l'avenir - en tout cas le printemps 1984 - pour l'instant, lui appartient.

LOUIS DÉNIEL.

Rive gauche

Il y a des femmes chez qui on revient pour le plaisir

Huîtres, fruits de mer, homards, choucroutes.

Face à la tour Montparnasse, 2, place du 18 Juillet, 1940 à Paris 6^e. Tél. : 548.96.42. Ouvert tous les jours jusqu'à 3 h du matin.

CHEZ HANSI.

AUBERGE DU MOUTON BLANC

40, rue d'Assas, 10^e, Tél. : 288-02.21

Dans un cadre agréable

Spécialités de poissons

Fermé mardi soir et mercredi, ouvert le dimanche

LE CHALUT

84, bd Berthelot (17^e)

Tél. 387-26-84

SA BOUILLABAISSE

Salles climatisées

F. dim. et lundi

Rive droite

Etoile de l'Inde

DEJEUNERS DINERS

12, rue de Valenciennes 75011

Tél. : 874.44.78

Ouvert tous les jours jusqu'à 3 h du matin.

2 des plus belles brasseries 1900

OUVERTES APRES MINUIT

FLO

Foie gras frais 39,50 F

Andouillette 39 F

Choucroute spéciale 39,50 F

Fruits de mer et blanc d'huîtres

7, cour des Petites-Écuries, Paris 10^e

Tél. : 770.13.59

Plage Clichy, les belles huîtres ne décollent plus de La Champagne.

LA CHAMPAGNE

Huîtres, homards, saumon de mer, choucroutes.

10 bis, place Clichy à Paris 9^e.

Tél. : 874.44.78

Ouvert tous les jours jusqu'à 3 h du matin.

Julien

Sauzon en rillettes 35,50 F

Huîtres chaudes au champagne 43 F

Cassoulet d'oie 54,50 F

Coequilles chaudes

16, rue de St-Denis, Paris 10^e

Tél. : 770.13.59

SERVICE TOUS LES JOURS JUSQU'À 2 H. DU MATIN

GARNIER

Le Restaurant de mer

Dégustation, Dîners, Soupers

Banc d'huîtres

111, rue Saint Lazare, 75008 PARIS 8^e 387.50.40

Charlot

la fraîcheur du poisson la finesse des cuissons

CHARLOT

ROI DES COQUILLAGES

12, place de Clichy

874.49.64 et 65

CHARLOT

MERVEILLES DES MERS

128 bis, bd de Clichy

522.47.08

Les Maîtres-écaillers de la Porte-Maillot vous reçoivent jusqu'à 2 h du matin

A L'AUBERGE AU RESTAURANT

Dab Le Congrès

Choucroute, rôtisserie, desserts maison.

Viandes grillées à l'os au feu de bois.

Plateaux de fruits de mer, langoustes, poissons grillés.

161 av. de Malakoff 75116 Paris - tél. 500.32.22

80 av. de la Grande Armée 75017 Paris - tél. 574.17.24

La côte de bœuf

4, rue Saussier-Leroy, 75017 Paris

Fermé samedi et dimanche

Tél. 227-73-50

Environs de Paris

La Petite Auberge Franc-Comtoise

Cuisine RÉGIONALE Cuisine INVENTIVE

86, av. J.-B. Clément, 92100 BOULOGNE

Pré dîn. Rés. 605-67-19 605-22-35

HÔTELS

INDEX DES RESTAURANTS

Spécialités françaises et étrangères

ALSACIENNES AUBERGE DE RIQUIEWIER, 12, r. du Fg-Montmartre (9 ^e), 770-62-39. ARTILLAIRES PRINCE DES ILES, 9, r. des Boulangers (5 ^e). Colombo de requin. F/dimanche midi. Dîners dansants. 633-17-79. LA BARBACANE, 13, rue Cal-Lesauze, 326-37-01. Matouze de bœuf. Vend., sam. soir. Amb. fôl. AUVERGNATES ARTOIS ISIDORE ROUZÉYROL, 13, r. d'Assas, 9, 225-01-10. F/sam-dim. BEAUJOLAISES LE CHEMIN DU BEAUJOLAIS, 14, rue de Castellan, 9, 265-41-54. F/dim. BOURGIGNONNES CHEZ PIERROT, 18, rue E.-Marcel, 284-58-17/44. F/sam/dim. Cuisine bourgign. BRETONNES TI COZ, 35, r. St-Georges, 578-42-95. F/dim/lundi. Uniquement poissons, coquillages, crustacés.	CUISINE DE FÊTE ET LÉGÈRE JARDIN DU LOUVRE, 2, pl. Palais-Royal, 261-16-00. VOITURIER. Déj. Dim. Soupers jusqu'à 0 h 30. FÊTE PERMANENTE et CUISINE LÉGÈRE. FRANÇAISES TRADITIONNELLES RELAIS BELLMAN, 37, r. François-I ^{er} , 723-54-42. Jusq. 22 h. Cadre élég. LAPEROUSE, 51, qu. Gds-Augustins, 326-68-04. Cadre anc. antheut. LYONNAISES LA FOIX, 2, rue Clément (6 ^e). F. dim. 325-77-66. Alex aux fourneaux. NORMANDES MANOIR NORMAND, 77, boul. de Courcelles, 227-38-97. F. sam. et dim. Langoustes, poulets au feu de bois. Coupe d'or de la gastronomie internationale. PÉRIGOURDINES LE FRIANT, 40, r. Friant, 539-59-98. F/dim. Spéc. Périgord et poissons.	SARLADAISES LE SARLADAIS, 2, rue de Vienne, 522-23-62. Cassoulet 65 F. Confit 65 F. SUD-OUEST AU VIEUX PARIS, 2, pl. Panthéon (9 ^e), 354-79-22. PARKING. Sa cave. F.M.R. 100 F. LE REPAIRE DE CARTOUCHE, 700-25-86, 8, boulevard des Filles-du-Calvaire (11 ^e). TOURANGELLES L'ESCAPADE EN TOURAINE, 24, r. Traversière, 343-14-96. Spéc. F. dim. FRUITS DE MER ET POISSONS DESSIRIER, spécialiste de l'huître, 9, place Percier, 227-82-14. Huîtres, crustacés, poissons. TOUR D'ARGENT, 6, place de la Bastille, 344-32-19 et 32-32. Poissons, grillades. Jusq'à 1 h 15 du matin. TOUR DE LYON, 1, rue de Lyon (12 ^e), face à la gare. 343-88-30. Poissons, grillades. Jusq'à 1 h 15 du matin. VÉGÉTARIENNES LE JARDIN AU NATUREL, 100, r. Bac, 222-81-56. F/dim. Déj. dîn. Cadre de verdure.	BRÉSILIENNES GUY, 6, rue Mabillon, 6, 354-87-61. Prix de la meilleure cuisine étrangère de Paris pour 1978. O'BRAZIL, 10, rue Guénégaud, 6, 354-98-56. R.S.T. Amb. mss. NORMANDO. DISCR. Grt. dame. L.A.J. sauf fêtes et veilles. PEIJOADA mus. sam. midi. CHINOISES-THAILANDAISES CHEZ DIEP, 22, rue de Ponthieu (8 ^e), 256-23-96, t.l.j. Nouvelles spécialités dans le quartier des Champs-Élysées et gastronomie chinoise-vietnamienne. DANOISES ET SCANDINAVES COPENHAGUE, 1 ^{er} étage. FLORA DANICA et son agréable jardin, 142, av. des Champs-Élysées, tél. ÉLY. 20-41. ESPAGNOLES EL PICADOR, 80, boulevard des Batignolles, 387-28-87. F/lundi-mardi. Jusq'à 100 couverts. INDIENNES VISHNOU, ang. r. Volney, r. Daunou, 297-56-54, 297-56-46. Spécialités régionales. Fermé le dimanche.	INDRA , 10, r. Cdt-Rivière F. dim. 359-46-40, 359-36-72. Spécialité TANDOORI. ASHOKA, 5, rue Dr-Jacquemaire-Clémenceau (19 ^e). T.l.j. 532-96-46. Cuisine du nord de l'Inde. Spécial. TANDOORI. INDIENNES-PAKISTANAISES MAHARAJA, 15, r. J.-Chaplain (6 ^e). CARREF. MONTPARNASSE-RASPAIL. F. mardi. 325-12-84. M ^{me} Vavin. MAHARAJA, 72, bd St-Germain, 354-26-07. T. l. j. M ^{me} Maubert. Spécialités BIRJANI. MAROCAINES AÏSSA FILS, 5, r. Ste-Beuve, 548-07-22. 20h. à 0h 30. F. d-ldi. Tr. fin Couscous. Pastilla. Rés. à part. 17h. VIETNAMIENNES NEM 66, 66, rue Lauriston (16 ^e). 727-74-52. F. dim. Cuisine légère. Grand choix de grillades. TAN DINH, 60, rue de Vermeuil, 7. Fabuleuse carte des vins. 600 grands crns. 544-04-84. J. 23 h 15. F/dimanche.
--	---	--	--	---

Salons pour Déjeuners d'affaires et Banquets

LAPEROUSE 51, quai des Grands-Augustins, 326-68-04. De 2 à 50 couverts.

Ouvert après Minuit

50.000.000

Jeux

échecs N° 1039

LA CRISE D'UN SYSTÈME

(Tournoi international de Sarajevo, 1983)
Blancs : SMEJKAL
Noirs : SWFSCHEKNIKOV
Défense slave. Variante Botvinnik

1. d4 d5 17. a3! (f) 14. 0-0, C65 le sacrifice de D 15. dxc5, Txd1: 16. Txd1 est favorable aux Blancs : 16... Fc5: 17. Cc4, Fd4: 18. Cd6+, R7: 19. Ff4, T8: 20. Fb6, Th8: 21. Fg7, Td8: 22. Cx7, Fd2+: 23. Rh1 (Hollis-Baumbach, par correspondance, 1976)

NOTES
a) Le plus grand connaisseur de la variante Botvinnik, Gary Kasparov - qui sera peut-être le prochain champion du monde si le congrès de la Fédération internationale des échecs, qui se réunira à Lucerne en octobre, met fin aux errements de son président, F. Campomanes - confirme le jugement de la théorie selon laquelle 5... ne est préférable à 5... dxc4. Pour lui, ses nombreuses victoires avec les Blancs indiquent que la variante issue de 5... dxc4 est en crise.

b) Sur 11... Cx7 la réponse 12. a4! laisse les Blancs en déséquilibre.

c) Après 12... Dd6: 13. Fg2, 0-0-0:

14. 0-0, C65 le sacrifice de D 15. dxc5, Txd1: 16. Txd1 est favorable aux Blancs : 16... Fc5: 17. Cc4, Fd4: 18. Cd6+, R7: 19. Ff4, T8: 20. Fb6, Th8: 21. Fg7, Td8: 22. Cx7, Fd2+: 23. Rh1 (Hollis-Baumbach, par correspondance, 1976)

d) On ne joue plus 13... Cb6 depuis la partie Polugajewsky-Torre (Tournoi de Moscou, 1981) - 14. dxc6 H, Dxd1+: 15. Txd1, Fxh1: 16. e7, a6: 17. b4, Fb6: 18. f4.

e) Si 14... b4: 15. 0-0, bxc5: 16. dxc6, C65 (ou 16... fxc6: 17. f7+): 17. Td1, Fxg2: 18. Txc5, Fg6: 19. fxc7+ ou e7.

f) Si 15... C65: 16. Dd2, Fd6: 17. a4, b4: 18. a5, Da6: 19. c64 avec avantage aux Blancs: par exemple, 19... Fd5: 20. Ff4, Fb8: 21. Cxg5, Dg6: 22. C64, a6: 23. Td1, Cd7: 24. Fxb8, Rxb8: 25. Dd3 (Hollis-Donner, Hastings, 1966).

g) A considérer est aussi l'idée de Uhlmann contre Marjanovic (Sarajevo, 1982): 16. Tbl, Fh6: 17. Dp1!

h) Et non 16... Da6 à cause de 17. a3! b3: 18. Cc3, Cb6: 19. Dg4, Cxd5: 20. Cxd5, Fxd5: 21. Fxd5, Txd5: 22. Td1 qui pose aux Blancs des problèmes insolubles (Ranvaars-Vaaler, 1981). La recommandation de Taimanov, 16... Dd6, ne semble pas meilleure: 17. dxc6, Dxc6: 18. Td1,

Df5: 19. Fxb7+, Rxb7: 20. Ff4, Dxf5: 21. Td8!

i) 17. dxc6 est bon pour les Blancs: 17... Fxg2: 18. e7, Fx1: 19. dxc8=D+, Rxd8: 20. Rxf1, Dd6! (meilleur que 20... Txb2): 21. Rg1, Fd6: 22. f4, Td8: 23. Rf2, Rg7 (Uhlmann-Timeschenko, 1981). Après le coup du texte, le R noir n'est plus tout à fait à l'abri sur f4-e5.

j) Sveschnikov, qui a souvent joué cette variante avec les Blancs, renonce à la suite connue 17... Cb6: en effet, le retrait du C noir ne plaît plus à personne depuis les deux victoires de Kasparov contre Dorfman et Timeschenko dans le championnat d'U.R.S.S. 1981 et les analyses de Kasparov dans Fighting Chess - My Games and Career. Ces deux parties sont identiques jusqu'au trentième coup: 18. axb4, cxb4: 19. Fd3, Fxd5: 20. Fxd5, Fxd5: 21. Dd2, Cg6: 22. Td1, Cx5: 23. b3, c3: 24. Cxg3, bxc3: 25. Txc3+, Rd7: 26. Dg2, Fd6: 27. Td1, Dd7: 28. b4, Dxb4!: 29. Tbl, Dg4: 30. Fxa7!

k) Kasparov estime qu'après 19. Fd3 la situation des Blancs est désastreuse, ce qui apparaît effectivement dans la partie Agzamov-Chandler (Belgrade, 1982): 19... Cg5: 20. Dg4+, Rb8: 21. Dd4, Cxd5: 22. Dxd4+, Rg7: 23. Txd4, Td8: 24. Dxa8, Fxa8: 25. Txa8, c3: 26. bxc3, bxc3: 27. Ff4+, Rd7: 28. Td1, R66:

29. Td1+! et les Blancs n'ont plus de défense. Cependant, la nouveauté 19. Td1 est peut-être encore plus forte que 19. Fd3.

l) Si 19... d4: 20. Dxd4!, Dxd5: 21. Dxc4+, Rb8: 22. Fxb7, Rxb7: 23. Td6+! et les Blancs sont perdus.

m) Il fallait y penser. Malheureusement, les orages surgissent de toutes parts, du sacrifice de qualité sur b7 à la suite 21. Cxc5, Dxc5: 22. Fd3.

n) Que faire d'autre?

o) Si 22... Dxc5: 23. Fd3, Dxc7: 24. Fxd5, Td8: 25. Dd4+.

p) Visant h5 et a7.

q) Gagnant le pion d5.

r) Zeinnot et désespoir. Si 26... Txb4: 27. Fxd5+.

s) Ou 27. Dxb6+, Rxb6: 28. gxb5.

t) Si 27... Td5: 28. Fxd5+, Rb8: 29. Df4.

SOLUTION DE L'ÉTUDE N° 1037

E. POGOSSIANZ, 1981

(Blancs: R68, Dd3, Fd5, C67 et f2, Ff5. Noirs: Rb6, Dd4, Td5, Fg5, Fd2, g6, g7.)

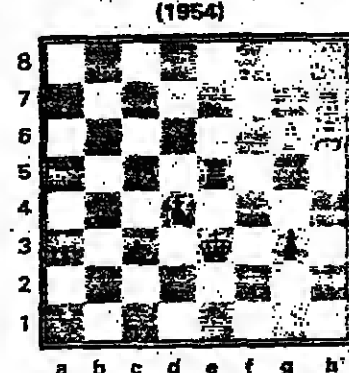
1. Cg4+! Dxc4: 2. Cg8+, Rb7: 3. Fxg8+, Rb8! (si 3... Rxb8: 4. Dd5+, Rb8: 5. Fxg7+, Rxb7: 6. Df7+ suivi du mat): 4. Rf7, Fd6: 5. Cxb6, Dd6+!: 6. Rxb6, Td6+!: 7. Rf7, Td7+!: 8. Rf8, Td8+!:

9. Rxb8, f1=D+: 10. Dd7, Dxc2+: 11. Rf8, Dd3+: 12. C7+, Dd7: 13. gxf7 et les Blancs gagnent.

ÉTUDE

BAN JENO

(1954)



BLANCS (3): Rb6, Td7, Fg6.

NOIRS (4): Rf3, Td5, Pd4 et f3.

Les Blancs jouent et gagnent.

CLAUDE LEMOINE.

bridge N° 1036

COUTEUSE HÉSITATION

Ce contrat a été brillamment joué par le fameux champion américain Edwin Kantar dans un tournoi à la Guadeloupe. Malheureusement, la donne fut ensuite l'objet d'un arbitrage en raison d'une hésitation, et la marque fut rétablie comme si le contrat de 5 CARREAUX avait été joué.

♠ DV10
♥ D65
♦ 87
♣ AD984
N E S W
N A R96
S A R96
E A R96
W A R96
♠ A75432
♥ R10732
♦ 2
♣ R

Ann.: O. don. N-S vuln.

Ouest Nord Est Sud
3-7 Passe 5-9 Passe
Passe Contre Passe 3-5

Quest ayant entamé le 10 de Trèfle, comment Kantar, en Sud, a-t-il

gagné CINQ PIQUES contre toute défense?

Réponse.
Il faut résister à la tentation de défausser tout de suite le Carreau perdant sur la Dame de Trèfle, car Ouest (qui a certainement attaqué un singleton) coupera, et la chute risque d'être inévitable.

Voici comment Kantar a joué: il a pris l'entame avec... l'As de Trèfle et, au lieu de rejouer Trèfle, il a fait tout de suite l'impasse à Pique et a capturé le Roi de Pique avec l'As; ensuite, il est remonté au mort grâce au 10 de Pique pour tirer la Dame de Trèfle et défausser son singleton à Carreau. Il n'avait donné encore aucune levée, et il s'agissait maintenant de ne pas perdre plus de deux Cœurs. Or le déclarant avait la certitude que Est (qui avait deux Piques, six Trèfles et trois ou quatre Carreaux) détenait un ou deux Cœurs. Kantar joua donc le 5 de Cœur du mort pris par l'As d'Est qui contre-attaqua Carreau. Sud coupa,

et il concéda simplement le Valet de Cœur qui était quatrième en Ouest... Malheureusement ce joli coup ne servit à rien à cause de la décision du comité d'appel.

LE CHAMPIONNAT D'EUROPE

Au Championnat de Wiesbaden qui a opposé vingt-quatre pays européens, les Français ont remporté vingt victoires sur vingt-trois matches. Ils ont subi une défaite contre la Roumanie et une autre le dernier jour contre l'Allemagne. Contre les Italiens, leurs rivaux les plus dangereux,

♠ V98
♥ D1052
♦ 842
♣ A87
N E S W
N A R96
S A R96
E A R96
W A R96
♠ A75432
♥ R10732
♦ 2
♣ R

reux, ils ont fait match nul, et voici la donne qui illustre le mieux la physionomie de la rencontre.

Donne 29. N. donn. Tous vuln.

En salle ouverte où les Français étaient en Nord-Sud, les enchères ont été:

Quest Nord Est Sud
Franco Lebel de Falco Sondet
Passe 2-4 Passe 2-4
Passe 4-6 Passe 4-6
Passe 5-7 Passe 5-7

Le contrat a été le même en salle fermée, mais le déclarant (Garozzo) était en Sud. L'entame ayant été identique (un petit Trèfle), quelle était la façon la plus logique de gagner CINQ PIQUES? Sur cette même entame, comment Sud doit-il jouer pour gagner contre toute défense le GRAND CHELEM A PIQUE?

Note sur les enchères.

En principe les experts évitent d'aller au palier de 5 quand le che-

lem est un mauvais pari. Ici, il n'y avait qu'une chance sur trois environ de faire douze levées, mais il était difficile d'arrêter avant 5 Piques. Chez les Français, l'ouverture de 2 Carreaux - était forcée de manche et la réponse de 2 Piques - indiquait un As et aucun Roi, les enchères ensuite étaient naturelles.

Les enchères italiennes dans le Trèfle de précision furent les suivantes:

Quest Nord Est Sud
Svare Bellad. Moniel Garozzo
Passe 1-3 Passe 1-3
Passe 2-4 Passe 2-4
Passe 4-6 Passe 4-6
Passe 5-7 Passe 5-7

L'ouverture de 1 Trèfle - promettait au moins 16 points et la demande de 2 Piques - était forcée de manche.

PHILIPPE BRUGNON.

scrabble N° 172

L'HABIT NE FAIT PAS LE MOINE

MONTPELLIER SCRABBLE.
18 juin 1983. Tournoi au C.E.S. de la Croix-d'Argent, le lundi à 20 h 30, le mercredi et le samedi à 14 h 30.

les grilles du week-end

MOTS CROISÉS N° 267

Horizontalement
1. Qu'il soit un ou qu'ils soient plusieurs (comment le savoir?) c'est une petite calamité. - II. Tout à fait vain. Producteur de spectacle. - III. Pronom. Peuvent remplir des rapports. - IV. On voit leur trame. A ou de la grâce. - V. Palpé. On peut mettre les voiles comme ça. Fils à papa. - VI. A sa congrégation. Mauvais souvenir pour toute une génération. Pronom. - VII. Doubé, il est apprécié des odorats raffinés. Des dames émuees. - VIII. Éternellement jeunes et belles. Éléments premiers. - IX. Mit en chantant. Est-ce parce qu'elle est à l'envers qu'elle a mal vieilli? - X. Vous mettez en état de trouble.

Verticalement
1. Le grand I ne s'en contente guère. - 2. On ne le voit pas souvent. Se dit en Angleterre, mais pas comme ça. - 3. En être réduit à ça. Ou elle vous scrute ou vous l'écoutez. - 4. Note. Soignent la garniture. - 5. Pour le plumard. N'a pas une bonne plume. - 6. Ne défile pas longtemps César. Vieille réquisition. - 7. Fait de l'esprit. Travaille. - 8. Écossaise. - 9. Ne méprise pas un petit boni. - 10. Repoussée de bas en haut. Pronom. N'est pas ici spécialement féminin. - 11. A la mousquetaire. Pour le jeu et la promenade. - 12. Pour les bénéfices. Après le bénéfice. - 13. Produiront le bénéfice précédent.

SOLUTION DU N° 266

Horizontalement
I. Du temps perdu. - II. Énumération. Tait. - III. Mine. Ordonnée. - IV. Opération. Gu. - V. Irréité. Roi. - VI. Si. Tessera. - VII. Export. Salle. - VIII. Osman. Siam. - IX. Lin. Onirique. - X. Enduites. Un. - XI. Sous-estime.

Verticalement
1. Demoiselles. - 2. Uniprix. Ino. - 3. Tuner. Poudre. - 4. Émères. Us. - 5. Me. Atermoie. - 6. Protes-tans. - 7. Série. Niet. - 8. Doses. Rai. - 9. Eton. Rasi. - 10. Ran. Relique. - 11. Dingo. Iauon. - 12. Unanimement

FRANÇOIS DORLET.

Horizontalement
1. ACCEFFIR. - 2. ACCNORS. - 3. AEIIMNOST (+2). - 4. AACDGINR. - 5. EELLPS (+2). - 6. CEENSTY. - 7. AEORRU (+1). - 8. AEERSSST (+1). - 9. AEERSSST (+1). - 10. AEERSSST (+1). - 11. AEERSSST (+1). - 12. AEERSSST (+1). - 13. EENRSU (+3). - 14. AACCEGMPN. - 15. AEENRSZ. - 16. ADMORSTU.

Verticalement
17. - ACCELS. - 18. ACDELP. - 19. AEELNSY. - 20. AALOUY. - 21. EERSTT. - 22. BEEMRT. - 23. AEILORU (+2). - 24. AEILSSS (+2). - 25. CENRS. - 26. AEPEST (+2). - 27. AEENRSST (+2). - 28. AEELRS (+2). - 29. INORSSU. - 30. AEIINN. - 31. AEENRS (+1). - 32. EELLORS (+1). - 33. CEENRSU (+2). - 34. CEELORS (+2). - 35. EEEINRSS (+4).

* Les anacroïses sont des mots croisés dont les définitions sont remplacées par les lettres de mots à trouver. Les chiffres qui suivent certains tirages correspondent au nombre d'anagrammes possibles, mais inscriptibles sur la grille. Comme au Scrabble, on peut cocher. Tous les mots figurent dans la première partie du Petit Larousse illustré de l'année. (Les noms propres ne sont pas aidés.)

ANACROÏSES N° 267

Horizontalement

1. ACCEFFIR. - 2. ACCNORS. - 3. AEIIMNOST (+2). - 4. AACDGINR. - 5. EELLPS (+2). - 6. CEENSTY. - 7. AEORRU (+1). - 8. AEERSSST (+1). - 9. AEERSSST (+1). - 10. AEERSSST (+1). - 11. AEERSSST (+1). - 12. AEERSSST (+1). - 13. EENRSU (+3). - 14. AACCEGMPN. - 15. AEENRSZ. - 16. ADMORSTU.

Verticalement

17. - ACCELS. - 18. ACDELP. - 19. AEELNSY. - 20. AALOUY. - 21. EERSTT. - 22. BEEMRT. - 23. AEILORU (+2). - 24. AEILSSS (+2). - 25. CENRS. - 26. AEPEST (+2). - 27. AEENRSST (+2). - 28. AEELRS (+2). - 29. INORSSU. - 30. AEIINN. - 31. AEENRS (+1). - 32. EELLORS (+1). - 33. CEENRSU (+2). - 34. CEELORS (+2). - 35. EEEINRSS (+4).

SOLUTION DU N° 266

Horizontalement

1. MILORDS. - 2. CORYMBE. - 3. APIOTIE. - 4. AUSTRALIE (LAUREATS). - 5. ANALOGUE (LOUANGEA). - 6. FESSUES. - 7. ITERATIE. - 8. NOIRATIE (ORNERAT RAIERONT TRONERAI). - 9. UNETELLE. - 10. DESTITUE. - 11. DISTRAIS. - 12. FERONT (FORONT REFONT). - 13. INSOLEZ (NOLISIEZ). - 14. MALIGNE. - 15. FEUTRINE.

Verticalement

16. MAUVAIS. - 17. IPSEITE. - 18. REELUSSE. - 19. NUTRITIF. - 20. ROUVRAIE (OUVERA). - 21. ROLAGE, confection de tabac à chiquer (LOGERA). - 22. DI-SAIT. - 23. INEDITS. - 24. RAIF-FOLES. - 25. RETOURS (ROTURES). - 26. ISOTOPE, atome de même élément chimique. - 27. OUAATES. - 28. MANGEUR. - 29. ENARQUES. - 30. MANGEUR. - 31. ENARQUES. - 32. MANGEUR. - 33. ENARQUES. - 34. MANGEUR. - 35. ENARQUES.

SOLUTION DU N° 266

Horizontalement

1. MILORDS. - 2. CORYMBE. - 3. APIOTIE. - 4. AUSTRALIE (LAUREATS). - 5. ANALOGUE (LOUANGEA). - 6. FESSUES. - 7. ITERATIE. - 8. NOIRATIE (ORNERAT RAIERONT TRONERAI). - 9. UNETELLE. - 10. DESTITUE. - 11. DISTRAIS. - 12. FERONT (FORONT REFONT). - 13. INSOLEZ (NOLISIEZ). - 14. MALIGNE. - 15. FEUTRINE.

Verticalement

16. MAUVAIS. - 17. IPSEITE. - 18. REELUSSE. - 19. NUTRITIF. - 20. ROUVRAIE (OUVERA). - 21. ROLAGE, confection de tabac à chiquer (LOGERA). - 22. DI-SAIT. - 23. INEDITS. - 24. RAIF-FOLES. - 25. RETOURS (ROTURES). - 26. ISOTOPE, atome de même élément chimique. - 27. OUAATES. - 28. MANGEUR. - 29. ENARQUES. - 30. MANGEUR. - 31. ENARQUES. - 32. MANGEUR. - 33. ENARQUES. - 34. MANGEUR. - 35. ENARQUES.



CINÉMA

Les réalisateurs bretons au Festival de Douarnenez

Grâce à l'Atelier régional de cinéma (1), l'ARC, le septième art breton sort désormais de l'amateurisme. Le septième Festival de Douarnenez (cinéma des minorités) l'a officiellement, et pour la première fois, a été consacré par une remise de prix le 3 septembre.

Durant sa première année d'existence, l'ARC a financé cinq premiers films, dont deux longs métrages. Les Enfants du siècle (1 h 20), d'Olivier Le Moine, est un montage d'interviews recueillies dans un centre de vacances breton, auprès de dix personnes âgées. Les enfants du siècle nés entre 1900 et 1920 racontent leur jeunesse, souvent pauvre, leur entrée dans la vie active, parfois à douze ans, leurs loisirs à Douarnenez, à Mâcon, à Bruxelles ou à Crépion-Valois.

Le Missionnaire (1 h 40), de Jean Kergist, tourne en dérision ceux qui, au siècle dernier, venaient évangéliser la Bretagne. Un moine débarque un beau matin dans la région avec ordre de ses supérieurs de capturer un « Breton vivant » pour le musée de la congrégation. Mais à quoi reconnaître un Breton ? C'est l'histoire d'une quête farfelue.

Parmi les courts métrages, citons celui qui a remporté la double palme des films ARC et du Festival : la Flambée (17 mn), d'Olivier Bourboulon.

Une jeune fille et son chien rencontrent un motard : relations étonnantes entre le rêve et la réalité dans un vieux quartier de Brest.

Présent, le cinéma breton a sa disposition des moyens techniques professionnels et la nature des films produits a changé : le militantisme passif est abandonné au profit de la fiction. Reste à attendre que les œuvres soient mieux maîtrisées, que les auteurs progressent. Mais, un an après sa création, l'ARC a fait ses preuves. Autorisé à tourner des longs métrages, il va coproduire des films régionaux et aussi internationaux, avec la Galicie et la Haute-Volte notamment. Le festival du cinéma 1984 sera celui des longs métrages.

MARIE-CHRISTINE ROBERT.

(1) Créé par le Centre national de la cinématographie (C.N.C.), la région, le département, la ville de Douarnenez.

« D'après Rodolphe Trazzini, auteur et metteur en scène, comme il le font tous les cinéastes, l'œuvre de Trazzini est une œuvre de l'esprit. Elle est faite de l'union de l'esprit et du corps (de la fantaisie). D'après Trazzini, les voyages pour se fixer à Samois et pêcher. C'est là qu'il disparaît définitivement en 1953. Samedi 17 et dimanche 18 septembre, un hommage musical lui sera rendu, lors d'un gala champêtre, par beaucoup de musiciens, parmi lesquels Edith Loefer, Lavelle, Chet Baker.

THÉÂTRE

PATRICE CHÉREAU ET LA REPRISE DES « PARAVENTS »

Trouver le rire secret

La deuxième saison du Théâtre des Amandiers à Nanterre s'ouvre le 20 septembre avec la reprise des Paravents, de Jean Genet, que Patrice Chéreau met en scène, dans la grande salle devenue un décor de Richard Peduzzi : un de ces grands cinémas oubliés, qui portent les stigmates d'un luxe en toc-fantômes rouges râpés, écran trop large, postérieur, paysage délabré grouillant de vies décalées, comme ces quartiers d'immigrés, Lyon, Marseille, Barbès.

Jean Genet a écrit les Paravents en 1956 : en Algérie, ce n'était pas encore tout à fait la guerre. Des groupes humains, les colons, les soldats, les filles tournent et se caramboles autour d'un trio : la mère, déesse de vie, entremetteuse, accoucheuse ; Saïd le garçon qui rêve d'un ailleurs, si pauvre qu'il a dû épouser Leïla la fille laide, si laide qu'elle cache son visage sous une cagoule. Une grande épopée picaresque, qui se termine par deux les paravents, au pays des morts.

« Après avoir joué deux mois, on connaît mieux la pièce, ses particularités, dit Patrice Chéreau. Elle ne ressemble à rien d'autre. On a mis du temps à y entrer, on s'est longtemps perdu dans des faux problèmes. A lire et à entendre, elle se modifie, les points d'obscurité changent. Elle est orale, secrètement musicale, polyphonique. On la parle et elle semble claire, puis pour la travailler, on est obligé de défaire les scènes pour voir comment elles sont construites, alors on revient en arrière et l'évidence disparaît.

Il faut retrouver la fluidité du récit alors qu'elle n'est pas narrative. On se demande toujours ce qui doit se passer pendant tout ou telle réplique, c'est difficile à cerner. Une chose est certaine : les acteurs ne peuvent pas se parler directement, c'est un texte à préférer au-delà de ses particularités. Il y a aussi le rythme. On doit jouer vite tout en respectant les plans et les forts. En général, au théâtre, jouer vite, c'est jouer faux. On doit trouver la mesure de la violence et de l'apaisement.

L'idée du « cérémonial » dont parle Genet est définitivement abandonnée.

Ce n'est pas écrit pour ça. Pas les Paravents. Le Balcon, oui, parce que tout tourne autour de l'image que les personnages donnent d'eux-mêmes, du respect, du besoin qu'ils en ont. Mais, dans les

Paravents, Leïla va jusqu'au bout de la destruction de son image, elle se cache. Saïd refuse de coïncider avec toute idée qu'on peut se faire de lui. Il n'est solidaire de personne, il n'est du côté de personne.

Le cérémonial, je le vois dans la première scène du bordel et dans celle de l'armée puis, tout de suite, Jean Genet casse. Il fait tout un travail de renversement. Il raconte comment il parvient à rire de ce qui le fait souffrir. Pour nous, nous devons trouver le rire secret. D'abord, la souffrance, et puis le rire, sinon c'est juste un peu de cirque un peu creux. Pour nous il s'agit de trouver « le bon usage de la douleur et de l'humiliation ».

Le rire n'arrange pas tout.

Il faut bien admettre que la pièce est pessimiste, elle est écrite du point de vue des morts, de gens arrivés à un moment où tout combat est au bord de l'indifférence. A la fin, ce sont des morts qui rient.

Pourquoi est-ce que cela se passe à Barbès et non en Algérie ?

Il ne s'agit pas d'une pièce historique. Elle parle de notre relation aux autres, aux immigrés. Comme il se trouve que je suis français, de parents, de grands-parents français, mon point de vue n'est pas sentimental, ni viscéral.

Je sais seulement qu'on est obligé de se confronter à cette question, encore, toujours, et de plus en plus. Si j'ai monté successivement Combat de nègres et de chiens et les Paravents, deux pièces qui traitent de ces problèmes, ce n'est pas par choix délibéré, mais ce n'est certainement pas un hasard.

Je suis incapable d'analyser mes rapports avec l'immigration, avec les immigrés. J'en ai pris conscience à la fin de la guerre d'Algérie. Ce n'est pas une attitude intellectuelle ou politique, c'est quelque chose en moi. J'avais seize ans, j'ai fait ce que je pouvais : les manifs, les tracts. Être avec ceux qui voulaient la paix et l'indépendance de l'Algérie me semblait naturel. Tout de suite après, on n'oublie pas le Vietnam à l'oublier. Mais ça se passait loin, tandis que les ratonnades, les plasticages, Charonne, c'était visible à l'œil nu. Connaître son camp était simple. Prendre position l'est toujours. Trahir des positions en termes politiques l'est moins. Avec les Paravents, Jean Genet n'a pas écrit une pièce politique ni historique. Pourtant elle appartient à notre histoire, c'est une « grande œuvre nationale ». Il aurait horreur d'entendre ces mots.

Il est venu deux fois. Il a pris des notes. Il a disparu le jour de la première. On avait rendez-vous une semaine plus tard. Je l'ai revu deux fois, j'aurais voulu qu'il fasse des modifications. Il a mis une heure pour ouvrir la brochure et m'a dit : « Si vous m'aimez un peu, ne me forcez pas à regarder... » Il a dit qu'il aimait, qu'il aimait bien ce que j'avais fait, malgré nos différences de conception. Il m'a dit que j'étais intimidé par mes propres audaces, et que je devais oser plus.

Et définitive, j'ai monté successivement deux pièces françaises contemporaines, ce qui ne m'était jamais arrivé. Il m'a fallu vingt ans pour oser travailler sur ma langue en version originale d'aujourd'hui.

Propos recueillis par COLETTE GODARD.

* Nanterre, Théâtre des Amandiers. 20 h, à partir du 20 septembre.

Au programme des Amandiers

Le Théâtre des Amandiers présente également Tonio Kröger, de Thomas Mann, dans la mise en scène de Pierre Romans pour le Festival d'automne, du 14 novembre au 10 décembre. Lulu, de Wedekind, par André Engel, à Paris, au Bataclan, du 9 novembre au 23 décembre. Une terre infinie, d'Arthur Schnitzler, par Lue Bondy. Concerts Webern, dirigés par Pierre Boulez ; cycle de musique arabe.

En octobre 1984, Patrice Chéreau met en scène Lucio Cilla, opéra de Mozart, en coproduction avec la Scala.

ARTS

Le premier Festival du livre d'art et d'architecture

Le premier Festival du livre d'art et d'architecture aura lieu au casino d'Enghien-les-Bains (Val-d'Oise), du 30 septembre au 4 octobre (1). La plupart des éditeurs français, et de nombreux éditeurs étrangers, que leur production soit spécialisée dans le domaine des beaux-arts ou qu'il ne s'agisse que d'une partie de leurs collections, participeront à cette manifestation, tout à fait bienvenue pour ce secteur fragile : la distribution et à la publicité mal assurées malgré la qualité souvent remarquable des publications.

Parallèlement, la Fédération française des syndicats de libraires organisera, du 30 septembre au 9 octobre, une semaine du livre d'art et d'architecture dans toute la France. FR 3 participera à ces opérations, notamment au niveau régional.

Au cours du festival seront décernés deux prix, l'un à un livre d'art, l'autre à un livre d'architecture, chacun doté de 20 000 francs, offerts par le casino d'Enghien. Le festival lui-même est subventionné par la Société d'exploitation des eaux et terres d'Enghien.

(1) Renseignements : téléphone (1) 747-84-32.

VARIÉTÉS

Isabel et Angel Parra à Bobino

C'est une tradition à Bobino de programmer un effort de la rentrée, un groupe latino-américain. L'année dernière, le Chœur Caribéen donnait la preuve que ses membres avaient gardé intactes une folie et la musique de tango, une énergie et une volonté pour poursuivre un travail en profondeur sur la création artistique.

Aujourd'hui, les Chœurs Isabel et Angel Parra, composés de bons instrumentistes, chantent l'effort d'un « morceau de dure œuvre » et la Cordillera, le séisme d'Andalucía entre tous les Hispaniques du continent latino-américain, des poèmes d'amour et de révolte de Pablo Neruda, des chansons-hommages à Violeta Parra, qui redécouvrit les sources de folklore chilien dans les années 60, et à Victor Jara, troubadour-ouvrier assassiné à Santiago.

Musicalement, c'est solide, carré, dans la grande lignée des compositeurs de folk-song latino-américains. Ce qu'on peut reprocher aux Parra, c'est leur côté un peu râblé, un peu solennel, leur manque apparent de chaleur, d'humour ou d'humilité. — C.F.

* Bobino, 20 h 45.

Sous les ciels livides de Rouault

Des Rouault comme s'il en pleuvait... Quel somptueux défilé d'images « douloureuses, transfigurées » par de hautes exigences formelles et les sortilèges de la couleur. La Musée d'art moderne de la Ville de Paris (1) abrite ces cartes matrasées et les autres, dont aucune n'est négligeable : cent trois peintures, aquarelles et gouaches, dont quatre-vingt-deux proviennent de la donation Girardin, et au moins autant de pièces de l'œuvre gravé : Miserere, qui supporte toute la misère du monde, comporte à lui seul cinquante-huit planches grand format en aquarelle sur fond d'héliog.

La publication du catalogue de ces collections, établi par Danielle Molinari, justifie ce déploiement, et la présentation par thèmes. Quel autre classement pouvait-on assigner à des œuvres issues, en majeure partie, de l'ouvrage périodique de l'avant-garde 1914, celle que Bernard Dorval, dans une récente monographie (2), intitule Jours de colère ? D'abord les thèmes du cirque et de

la prostitution, mystiquement liés. Le trio en bleu (le bleu tragique de Rouault) des clowns tristes, l'Enfance et leurs congénères sont d'un expressionnisme aussi terrible que celui des Filles réprouvées dans leur déchéance. Les chairs déjà décomposées de celle qui danse le Chahar, de l'Hyrogresse et de leurs sœurs les ont désormais promues au rang de chefs-d'œuvre consacrés.

Le cycle dit ici de l'« art chrétien » mais toute la peinture de Georges Rouault n'est-elle pas chrétienne ? — offre quelques huiles de la période pacifique où l'artiste, entre soixante-six et soixante-quatorze ans, se renouvellait : le Paysage biblique, par exemple. On voit à quel point la composition se structure, la palette s'éclaircit tandis que l'émotion demeure intacte.

JEAN-MARIE DUNOYER.

(1) 11, avenue du Président-Wilson. Jusqu'au 31 septembre.

(2) Flammarion.

ANNETTE MESSAGER A CALAIS

Théâtre d'ombres

Annette Messenger a épinglé aux murs du Musée de Calais ses derniers-nés : araignées, velues, chauves-souris, méchantes fées chevauchant le balai, dragons, croissants de lune à gros nez, phallus ailés, chefs, chaussons à talon et paire de ciseaux géants. Papiers déchirés, papiers collés pleins d'yeux, de dents et d'orifices pulviers, photos en noir et blanc trafiquées. Le point de départ, c'est le cliché pour film d'horreur, qu'Annette Messenger prend elle-même, de ses amis : yeux révilés, bouches hurlantes, trous de nez agrandis, morceaux de corps ouverts sur l'intérieur, greffés les uns aux autres, repeints, déformés, anamorphosés.

« Je me prends un peu pour une sorcière qui fait son bouillon, qui transforme les hommes en crapauds et les femmes en citrouilles, les amoureux en chauves-souris, qui viennent me voir la nuit », dit l'artiste dans le film qui a été fait pour l'exposition, où on la voit opérer, noire par le regard et les cheveux hérissés, ressemblant à ses chimères, qui ne sont peut-être pas si monstres que ça, mordante et percutante, sériuse et drôle à la fois.

Le bouillon en question : un bouillon de culture spécifique, où l'on pense à Noëstramo, pour la beauté de l'horreur muette, qui ne fait plus peur à personne, à Hitchcock pour

les gros plans déformants, à Mario Bava pour les trépas colorés, à l'œil du Chien andalou avant coupe au rasoir.

Vu de Paris, on ne penserait qu'à cela, aux références cinématographiques que l'artiste se plait d'ailleurs à évoquer. A Calais, sur le terrain de son enfance, viennent s'ajouter l'ombre fantomatique des bourgeois et la clef, qui pourrait bien être aussi celle de la porte interdite du château de Barbe-Bleue. Et la dentelle noire comme celle que l'on peut voir au musée : celle de la maison Elie (vers 1900), dont les motifs de fleurs carnivores et les papillons de nuit sont épinglés sur fond bleu. Celle de la fabrique Davenière, où l'on voit tissée, entre autres bestioles, une toile d'araignée.

Annette Messenger est née à Berck-sur-Mer. Sans exagérer l'importance des racines, il se peut bien que la perspective d'une exposition d'œuvres nouvelles pour le musée de Calais ait favorisé la sortie des vieilles ombres du placard au souvenir. En tout cas, dans le genre bestiaire, cauchemars et mythes dont l'imagerie explose de partout sur les cimaises, c'est plutôt bien. Pour l'humour et la bonne distance.

GENEVÈVE BRERETTE.

* Calais, Musée des beaux-arts et de la dentelle. Jusqu'au 9 octobre.

Les salles d'antiquités romaines du Louvre réaménagées

M. Jack Lang, ministre délégué à la culture, a inauguré jeudi au Louvre, les salles rénovées de sculpture romaine. Installées au rez-de-chaussée dans les anciens appartements d'été d'Anne d'Autriche, entre la cour du Sphinx et les jardins, sous les plafonds peints par Romanelli au dix-septième siècle, les plus beaux exemples de fresques italiennes à Paris, la collection de statues romaines est en qualité sinon en nombre, une des plus importantes du monde avec celle de la glyptothèque de Munich. Elle a été disposée sur des socles de pierre beige provenant de Souppes, en Seine-et-Marne, se détachant sur le décor de faux marbre rouge pompéien parfaitement imité. C'est la réalisation remonte aux années 30.

Il a fallu plus de dix ans pour restaurer les plafonds, redorer les stucs et rafraîchir les marbres.

Ce musée de sculpture est une création de Napoléon I^{er}, en 1800, grâce à la collection Borghèse achetée à Rome et à celle du cardinal Fesch. Devait s'y ajouter la collection Campana entrée au Louvre sous Napoléon III. Grâce à ces acquisitions impériales, le Louvre est particulièrement riche en statuaire du premier siècle romain. C'est de la villa Borghèse, du Pinco à Rome, que provient le grand relief historié qui présente pour la première fois dans sa continuité parmi les effigies d'empereurs, d'aristocrates et d'anonymes. Dans cette pièce rare s'affirme un art nouveau dégagé de l'idéalisation grecque, qui témoigne des réalités nouvelles de Rome et met plus directement en rapport les citoyens avec l'État et les dieux.

La frise est comme une bande dessinée illustrant un recensement en vue de l'enrôlement dans l'armée, le sacrifice au dieu Mars étant évoqué par l'autel et le taureau. Cette sculpture publique au service de l'État a son prolongement naturel dans les effigies de souverains dont les ateliers de Rome produisaient, toujours dans l'annoyant des artistes, le modèle destiné à être

M. A l'occasion du trois cent soixante-quinzième anniversaire de la fondation de la ville de Québec par le Français Samuel Champlain de Brogne, en 1608, un vitrail offert par la ville de Québec a été inauguré le 11 septembre, sur le port de Hochelaga, sera dévoilé un buste de Champlain, ramené en 1965 du fond des eaux, où il avait sombré avec le transatlantique Champlain en juin 1940.

copié en province selon le code de la représentation officielle. Quatre superbes portraits d'Auguste, le restaurateur de l'État, illustrent cette tradition de l'art politique. Les têtes des membres de sa famille sont toutes proches dans la salle suivante autour de Livie, son épouse, dont le visage est finement taillé dans la pierre de basalte avec un réalisme plus bourgeois, presque intimiste.

L'importante statue en pied de son neveu Marcellus, représenté en Hermès, conducteur des morts, selon la mythologie athénienne, témoigne de la dette de la sculpture romaine envers la Grèce. Cette variante mise à part, l'art ne change guère d'un empereur à l'autre, mais ayant emprunté à l'hellénisme il parvient avec le puissant et sobre portrait de Titus et aussi la statue de Trajan, à en intégrer les valeurs, à les absorber, dans un style où s'équilibre l'appartenance des Grecs et celui des Romains.

On trouvera dans les salles suivantes de riches et étonnantes mosaïques d'Afrique romaine dont le joyau est le pavement central de l'église de Kabr Kiran, rapporté par Ernest Renan en 1862, et jusqu'à ce jour conservé dans les réserves du Louvre en quarante morceaux.

JACQUES MICHEL.

DES GARDIENS POUR LE MUSÉE

Pendant l'inauguration de ses salles romaines, M. Jack Lang a donné quelques détails sur le projet du Grand Louvre. Il a rappelé que la décision du chef de l'État d'en mener la réalisation à son terme est « irrévocable et irrévocable ». Les travaux seront conduits dans la cour Napoléon et la cour Carrée de façon à occuper l'autre aile du Louvre aussitôt qu'elle sera libérée par le ministère des Finances, dont le déménagement à Bercy est prévu en 1985.

En outre, M. Jack Lang a annoncé que trois cent trente et un postes de gardiens des musées de France viendront d'être créés et seront mis au concours dans les prochains mois. « Ils permettront, a déclaré le ministre, d'ouvrir tout le Louvre au public », ce qui est loin d'être le cas actuellement (le Monde daté 3-4 juillet) ». « Le Louvre entièrement ouvert, ce sera un événement, ce sera une fête », a dit M. Lang.

Ensemble de textes promotionnels pour le Festival Estival de Paris, Séminaire International de Composition Musicale "MAX DEUTSCH", concert de clôture, MARDI 20 SEPTEMBRE 20 H 45 ESPACE PIERRE CARDIN, 3, avenue Gabriel, 75008 Paris, ORCHESTRE DE L'ILE-DE-FRANCE, direction ALEXANDRE MYRAT, prix des places 40 F - réduction 25 F, renseignements tél. FEP 271.57.00.

VENISE 83 LION D'ARGENT PRIX D'INTERPRÉTATION FÉMININE RUE CASES NÈGRES un film de EUZHAN PALCY d'après le roman de JOSEPH ZOBEL (Ed. Présence Africaine) avec DARLING LEGITIMUS · GARRY CADENAT · DOUT SECK

MERcredi 21 SEPTEMBRE

سكز من الاجل

A la Maison de l'UNESCO
 Dans le cadre des JOURNÉES CULTURELLES CHINOISES
 du 20 septembre au 7 octobre 1983
 Deux représentations exceptionnelles à Paris de
L'ENSEMBLE DE CHANTEURS ET DANSEURS DU SICHUAN
 Jeudi 22 septembre et vendredi 23 septembre 1983
 Frais de participation : 30 F
 Les 21, 27, 28 et 29 septembre à 18 h 45, projection de films chinois de fiction,
 inédits en France. Entrée gratuite.
 Exposition de costumes de la cour des Qing et des minorités nationales de Chine
 et exposition de livres chinois.
 MAISON DE L'UNESCO (salle 1), 119, av. de Suffren, 75007 Paris, Tél. : 568-18-68

CHAILLOT • GRAND THEATRE
 21 REPRESENTATIONS EXCEPTIONNELLES
 23 SEPTEMBRE • 23 OCTOBRE 727.81.15
Version Intégrale
hamlet

Théâtre des Amandiers
 Nanterre
 20 septembre - 6 novembre
les paravents
 de Jean Genet

mise en scène : Patrice Chéreau

LOCATION : 721.18.81

POUR LES SALLES VOIR LIGNES PROGRAMMES

Fanny Ardant
J-L Trintignant
VIVEMENT DIMANCHE!
 UN FILM DE
François Truffaut

ODEON
 THEATRE NATIONAL
 Direction : François Barachon
Ionesco
 mise en scène : Roger Planchon
Le Sulpicé
 mise en scène : Jean-Pierre Vincent
Frédéric, prince de Hombourg
 mise en scène : Manfred Karge
 et Matthias Langhoff
1983-1984
abonnements
renseignements
325.70.32
L'illusion
 mise en scène : Giorgio Strehler
THEATRE EUROPE
 Direction : Giorgio Strehler

SPECTACLES

théâtre

LES SPECTACLES NOUVEAUX

CINQUANTE MINUTES D'ATTENTE - Les Tempeliers (278-91-15), 20 h 30.
 THEATRE D'OMBRES DE PEKIN - Théâtre de Paris (280-09-30), 20 h 30.
 LE DINER BOURGEOIS - Théâtre de la Plaine (842-32-25), 20 h 30.
 MOI, BECKETT - Rond Point (256-70-80), 20 h 30.
 BALLE DE MATCH - Tristan Bernard (522-08-40), 21 h.
 VENDREDI, JOUR DE LIBERTÉ - Théâtre de Lys (327-88-41), 20 h 30.

Les salles subventionnées et municipales

COMÉDIE-FRANÇAISE (296-10-20), 20 h 30 : La Seconde Surprise de l'amour : la Colonie.
 BEAUBOURG (277-12-33), Dénat : 21 h : Soirée poétique chilienne : Chénier Vidéo : 13 h : De fer et de pierre : 16 h : San Clemente : 19 h : Le Pays basque sud et sa liberté : Présences polonaises : 15 h : Exubérances réfractaires : 18 h : W. Brunszwick : Concert : 20 h 30 : Musique de Pologne.
 THEATRE MUSICAL DE PARIS (261-19-83), Concerts : 20 h 30 : Concours international de flûte, J.-P. Rampal (flûte) : 20 h 30 : J.-P. Rampal et ses amis (Boisemont, Monnet, Reich, ...).
 CARRÉ SYLVIA-MONFORT (531-28-34), 16 h, 21 h : l'Archipel sans nom.

Les autres salles

ANTOINE (208-77-11), 20 h 30 : Coup de soleil.
 ASTELLE-THEATRE (238-35-53), 20 h 30 : le Malentendu.
 BASTILLE (357-42-14), 21 h : la Mère.
 COMEDIE DES CHAMPS-ELYSEES (720-08-24), 20 h 45 : Pauvre France.
 COMEDIE DE PARIS (281-00-11), 20 h 30 : Fina.
 COMEDIE-CALMARTIN (742-43-41), 21 h : Revue de l'Élysée.
 CONSTANCE (258-97-62), 20 h 45 : Appelle-moi Arthur ou les mystères de la Table ronde.

UGC CHAMPS-ELYSEES 10 - UGC BOULEVARD 10
 UGC ODEON 10 - UGC CLUNY 10
 UGC ROTONDE 10 - UGC BEAUBOURG LES HALLES 10
 14 JUILLET BEAUGRENELLE 10
 UGC SAUVAGE DE LYON 10 / UGC VARENNES 10

"Ce film est une réussite complète..."

Jean-Claude : Shauli Kapoor
 Greta Scacchi : Christopher Cunniffe

CHALEUR et POUSSIÈRE
 un film de James Ivory



Pour tous renseignements concernant
 l'ensemble des programmes ou des salles
« LE MONDE INFORMATIONS SPECTACLES »
 281-26-20 +
 (de 11 heures à 21 heures,
 sauf les dimanches et jours fériés)

Vendredi 16 septembre

DÉCHARGEURS (236-00-02), 20 h : Mourir à Colone.
 ÉPICURIE (272-33-41), 20 h 30 : le Monte-plais.
 ESPACE-GAITE (327-13-54), 20 h 30 : la Bonne Femme aux canailles.
 ESPACE-MARAI (271-10-19), 20 h 30 : GAITÉ-MONTMARNASSE (322-16-18), 20 h 15 : Comment devenir une mère juive en dix leçons, 22 h : la Fausse Libertine.
 GALERIE-55 (326-63-51), 21 h : Public Eyre - A Private Eye.
 HUCHETTE (326-38-99), 19 h 30 : la Cantatrice chauve, 20 h 30 : la Lepont.
 LA BRUYÈRE (874-16-99), 21 h : Mort accidentelle d'un anarchiste.
 LUCERNAIRE (544-57-34), 1 : 20 h 30 : les Mystères du confessionnal : 22 h 15 : Boby Lapointe : 21 h 30 : les Fables de L. Fontaine : 20 h 15 : Six heures au plus tard : 22 h 15 : Viages de Cocteau. Petite salle, 18 h 30 : la Putain littéraire : 22 h 15 : Dernière la maison, les cerises.
 MADELEINE (265-07-09), 20 h 45 : l'Amour fou (dern. le 18).
 MICHODIÈRE (742-95-22), 20 h 30 : le Vison voyageur.
 MONTMARNASSE (320-89-90), 21 h : Marguerite et les autres.
 Petite salle, 21 h 15 : l'Anatomie.
 NOUVEAUTES (770-52-76), 20 h 30 : l'Entourloupe.
 ŒUVRE (874-42-52), 20 h 30 : l'Extravagant Mr. Wilde.
 PALAIS-ROYAL (297-59-81), 20 h 45 : la Fille sur la banquette arrière.
 POTINIERE (261-44-16), 20 h 45 : Il Signe Fagotto.
 RENAISSANCE (208-18-50), 21 h : Théâtre de Boulevard.
 STUDIO DES CHAMPS-ELYSEES (723-35-10), 20 h 45 : Camé.

Les cafés-théâtres

AU BEC FIN (296-29-35), 20 h 30 : Tolstol : 22 h : Le Président.
 BLANCS-MANTEAUX (887-15-84), 1 : 20 h 15 : Anahé = MCI : 21 h 30 : Les Dénantes London : 22 h 30 : Les Secs Moutres : 21 h 30 : 15 : Les Cais : 21 h 30 : Qui a tué Betty Granda ?
 BEAUBOURG (272-08-51), 19 h : Service non compris.
 CAFE DE LA GARE (276-52-51), 19 h 45 : Macbeth : 22 h 15 : l'Arrest du pavillon 4.
 CAFE D'EDGAR (322-11-02), 1 : 20 h 15 : Tiers volé deux boudins : 21 h 30 : Mangues d'hommes : 22 h 30 : l'Amour d'est comme un balais blanc : 21 h 30 : 15 : Les Dénantes sans déguisement : 21 h 30 : le Chronosome clancieux : 22 h 30 : Slips et sentiments.
 COMEDIE ITALIENNE (320-85-11), 20 h 15 : Dieu m'inspire : 21 h 30 : Un venteur sur mon balcon : 22 h 30 : Fais voir ton Cupidon.
 LES LUCIOLES (526-51-64), 20 h 15 : Roman-photo pour boudins en défilé.
 LE PETIT CASINO (278-36-50), 21 h : J'viens pour l'amour.
 RESTOSHOW (508-00-81), 20 h 30 : Du Doo au Doo : 22 h : G. Delais.
 SENTIER DES HALLES (236-37-27), 22 h : Vous descendrez à la prochaine ?
 SPLENDID SAINT-MARTIN (208-21-93), 20 h 30 : A.E. love you.
 LA TANIÈRE (337-74-39), 21 h : A. F. 18 : 22 h 30 : M. Aké.
 LE TINTAMARRE (887-33-82), 20 h 15 : Phébe : 21 h 30 : Apocalypse Na.
 THEATRE DE DIX HEURES (606-07-48), 20 h 30 : l'Orchestre.
 VIEILLE CRILLE (707-60-93), 21 h : Métamorphoses d'une méthode.

VILLA D'ESTE

La plus élégante

THÉ D'ANANT

Samedi et dimanche 16 h 45
 Orchestre MARIO LINES
 4, rue Arsène-Houssoy
 Tél. : 358-78-44 (Étoile)

EN EXCLUSIVITÉ AU STUDIO DES URSULINES

2 FILMS INÉDITS DE BORIS BARNET

Un extravagant dans la Russie de Staline!...

LA JEUNE FILLE AU CARTON A CHAPEAU

ou OKRAINA

UGC BARRITZ - UGC BOULEVARD - UGC ODEON - UGC ROTONDE

CINE BEAUBOURG LES HALLES - 14 JUILLET BASTILLE - OLYMPIC ENTREPRET

14 JUILLET BEAUGRENELLE/ARTEL Créteil

UN CHEF D'ŒUVRE

CL. BAINIERES

LE FIGARO

VITTORIO GASSMAN

FANNY ARDANT

FRANÇOISE FABIEN

MATHEU CARRIERE

BENVENUTA

un film de ANDRÉ DELVAUX

PRIX SPÉCIAL DU JURY MONTREAL 83

Éclair-Luce

Les chansonniers

CAVEAU DE LA RÉPUBLIQUE (278-44-93), 21 h : François, j'ai mal à mes os.

La danse

CENTRE MANDAPA (589-07-07), 20 h 30 : Dames d'orient de Paris.
 ESCALIER D'OR (523-15-10), 19 h : Balada K. Wachner : 22 h : Les danseurs de temps, R. Morel.
 TH. 18 (226-47-47), 20 h : Le Flâneur Jour.

Le music-hall

BORENO (322-74-84), 20 h 30 : I. et A. Paris.
 SOUFFES DU NORD (239-34-50), 20 h 30 : Welcomes Pigeon, Arela-Fantaisie.
 CIRQUE D'HIVER (200-12-25), 20 h 30 : Fifi des mous du Sud.
 MAIRYNY (256-04-41), 21 h : Thierry Le Luron.
 OLYMPIA (342-35-99), 20 h 30 : Tri Yann.
 PALAIS DES CONGRES (158-13-33), 20 h 30 : Sylvie Vartan.
 PALAIS DES GLACES (602-49-93), 20 h 30 : Torsé Kanda.
 TROTTONES DE BUENOS-AIRES (260-44-41), 21 h : W. Rios, C. Perez, J.-C. Carreras, J. J. J.

Jazz, pop, rock, folk

A. DEJAZET (271-44-10), 20 h 30 : J. Burrows Dias.
 CASINO DE PARIS (874-26-22), 21 h : Huguette.
 CAVEAU DE LA ROCHE (326-65-05), 21 h 30 : B. Waters, J.-P. Serron.
 CHAPELLE DES LOMBARDS (237-24-24), 22 h 30 : Dédé Sait-Pris (dern.).
 PANAME (297-52-67), 21 h 30 : A. Celler, M. Guiller.
 PETIT JOURNAL (326-28-59), 21 h : Tin Pan Spongers.
 PETIT OPPORTUN (206-01-36), 23 h : J.-C. Capot, R. Galliano, G. Perle.
 LA BESSIERE AUX ÉTOILES (272-01-73), 22 h : Quartet J.-J. Chancamp.
 SUNSET (261-46-50), 23 h : R. Widmann.
 TWENTY ONE (260-40-51), 21 h : Ch. Bédard + Lolo.

Les festivals

XVIII FESTIVAL FESTIVAL (227-12-68)

Radio-France, Grand Auditorium, 20 h 30 : Nouvel Orchestre Philharmonique de Radio-France, dir. G.-L. Gelmetti (Donizetti, Fersyphop, Vardic).

RENCONTRES THÉÂTRALES DU CARREAU DU TEMPLE (274-46-40)

20 h 45 : Fanny d'Esfer : 20 h 15 : la Folle Enrie : 22 h : Robinson Crusoe and Company.

En région parisienne

LA DÉFENSE (979-00-15), 21 h 30 : Médical Memories.

MONTROUGE, Royal Jazz (253-45-06), 22 h : J. Nacache, J.-E. Derri, J. Locrain, Ch. Legend.

SEEAUX, Osmare (600-07-79), Festival : 18 h et 21 h : Trio Martin de Paris (Haydn, Martin, Beethoven...).

THEATRE DE LA VILLE
 ANNATEUR DIRECTEUR JEAN MERCIER

saïson 83/84

du 17 au 24 septembre

the CIVIL

warS

un opéra de

ROBERT WILSON

abonnements

adhésions

2 place du Châtelet

274.22.77

GAUMONT AMBASSADE - ÉLYSÉE LINCOLN - GAUMONT BERLITZ - GAUMONT HALLES - ST GERMAIN VILLAGE - 7 PARNASSIENS - OLYMPIC ENTREPRET - GAUMONT CONVENTION - NATIONS - GAUMONT OUEST Boulogne - 3 VINCENNES - CLUB Maisons-Afort - ARTEL Marnes-la-Vallée - FLANADES Sarcelles



20 ans en 60

JÉRÔME ZUCCA • DOMINIQUE LAFFIN • ANDRÉ DUSSOLLIER

LIBERTY • BELLE

Film de

PASCAL KANÉ

PHILIPPE CAROIT • BERNARD-PIERRE DONNADIEU • JEAN-PIERRE KALFON • ANOUK FERIAU

ROBERT ALAZRANI • MARTINE GORDANO • GEORGES DELERUE

PASCAL BONITZER • PASCAL KANÉ • NICOLE FLIPO

MARGARET MENÉCOZ LES FILMS DU LOSANGE FILMS / GAUMONT NACHETTE PREMIERE

LES FILMS GATE

SPECTACLES

POUR LES SALLES VOIR LIGNES PROGRAMMES

cinéma

Les films marqués (*) sont intéressants aux motifs de travail, aux motifs de distribution.

La Cinémaèque

CHAILLOT (704-24-24)
15 h. Classiques du cinéma, films d'auteurs, films rares : Vertigo, vision d'histoire, de L. Polanski, 19 h. Dossiers 1983 : Eddie and Cruiser, de M. Davidson, 21 h. Hommage à Frank Capra : L'extraordinaire M. Deeds.

REAUBOURG (278-35-57)
Classiques du cinéma, films d'auteurs, films rares : 15 h. L'Éventail de Lady Windermere, de L. Polanski, 19 h. Le Vieil Homme et la Mer, de J. Steinbeck, 21 h. Les Femmes d'Alger, de O. Rouault.

Les exclusivités

L'ANNÉE DE TOUTES LES DANSES (Aut. v.a.) : Cinéma, 6 (633-0-82) ;

L'ARGENT (Fr.) : Lucerna, 6 (544-57-34) ;

LES AVENTURIÈRES DE L'ARCHE PERDUE (A. v.a.) : Trois Hauts, 9 (770-47-55) ;

BARRE D'OR ET LES PIRATES (A. v.a.) : Champs-Élysées, 6 (354-20-12) ;

LA BELLE CAPTIVE (Fr.) : Dancin (H.p.), 14 (321-41-01) ;

REVENUTA (Fr.-Boh.) : Ciné Beaubourg, 9 (271-52-36) ;

ODDIE (Fr.) : U.G.C. Opéra, 9 (354-20-12) ;

LA BELLE CAPTIVE (Fr.) : Dancin (H.p.), 14 (321-41-01) ;

REVENUTA (Fr.-Boh.) : Ciné Beaubourg, 9 (271-52-36) ;

ODDIE (Fr.) : U.G.C. Opéra, 9 (354-20-12) ;

LA BELLE CAPTIVE (Fr.) : Dancin (H.p.), 14 (321-41-01) ;

REVENUTA (Fr.-Boh.) : Ciné Beaubourg, 9 (271-52-36) ;

ODDIE (Fr.) : U.G.C. Opéra, 9 (354-20-12) ;

LA BELLE CAPTIVE (Fr.) : Dancin (H.p.), 14 (321-41-01) ;

REVENUTA (Fr.-Boh.) : Ciné Beaubourg, 9 (271-52-36) ;

ODDIE (Fr.) : U.G.C. Opéra, 9 (354-20-12) ;

LA BELLE CAPTIVE (Fr.) : Dancin (H.p.), 14 (321-41-01) ;

REVENUTA (Fr.-Boh.) : Ciné Beaubourg, 9 (271-52-36) ;

ODDIE (Fr.) : U.G.C. Opéra, 9 (354-20-12) ;

LA BELLE CAPTIVE (Fr.) : Dancin (H.p.), 14 (321-41-01) ;

REVENUTA (Fr.-Boh.) : Ciné Beaubourg, 9 (271-52-36) ;

ODDIE (Fr.) : U.G.C. Opéra, 9 (354-20-12) ;

LA BELLE CAPTIVE (Fr.) : Dancin (H.p.), 14 (321-41-01) ;

REVENUTA (Fr.-Boh.) : Ciné Beaubourg, 9 (271-52-36) ;

ODDIE (Fr.) : U.G.C. Opéra, 9 (354-20-12) ;

LA BELLE CAPTIVE (Fr.) : Dancin (H.p.), 14 (321-41-01) ;

REVENUTA (Fr.-Boh.) : Ciné Beaubourg, 9 (271-52-36) ;

ODDIE (Fr.) : U.G.C. Opéra, 9 (354-20-12) ;

LA BELLE CAPTIVE (Fr.) : Dancin (H.p.), 14 (321-41-01) ;

REVENUTA (Fr.-Boh.) : Ciné Beaubourg, 9 (271-52-36) ;

ODDIE (Fr.) : U.G.C. Opéra, 9 (354-20-12) ;

LA BELLE CAPTIVE (Fr.) : Dancin (H.p.), 14 (321-41-01) ;

REVENUTA (Fr.-Boh.) : Ciné Beaubourg, 9 (271-52-36) ;

ODDIE (Fr.) : U.G.C. Opéra, 9 (354-20-12) ;

LA BELLE CAPTIVE (Fr.) : Dancin (H.p.), 14 (321-41-01) ;

REVENUTA (Fr.-Boh.) : Ciné Beaubourg, 9 (271-52-36) ;

ODDIE (Fr.) : U.G.C. Opéra, 9 (354-20-12) ;

LA BELLE CAPTIVE (Fr.) : Dancin (H.p.), 14 (321-41-01) ;

REVENUTA (Fr.-Boh.) : Ciné Beaubourg, 9 (271-52-36) ;

ODDIE (Fr.) : U.G.C. Opéra, 9 (354-20-12) ;

LA BELLE CAPTIVE (Fr.) : Dancin (H.p.), 14 (321-41-01) ;

REVENUTA (Fr.-Boh.) : Ciné Beaubourg, 9 (271-52-36) ;

ODDIE (Fr.) : U.G.C. Opéra, 9 (354-20-12) ;

LA BELLE CAPTIVE (Fr.) : Dancin (H.p.), 14 (321-41-01) ;

REVENUTA (Fr.-Boh.) : Ciné Beaubourg, 9 (271-52-36) ;

ODDIE (Fr.) : U.G.C. Opéra, 9 (354-20-12) ;

LA BELLE CAPTIVE (Fr.) : Dancin (H.p.), 14 (321-41-01) ;

REVENUTA (Fr.-Boh.) : Ciné Beaubourg, 9 (271-52-36) ;

ODDIE (Fr.) : U.G.C. Opéra, 9 (354-20-12) ;

LA BELLE CAPTIVE (Fr.) : Dancin (H.p.), 14 (321-41-01) ;

REVENUTA (Fr.-Boh.) : Ciné Beaubourg, 9 (271-52-36) ;

ODDIE (Fr.) : U.G.C. Opéra, 9 (354-20-12) ;

LA BELLE CAPTIVE (Fr.) : Dancin (H.p.), 14 (321-41-01) ;

REVENUTA (Fr.-Boh.) : Ciné Beaubourg, 9 (271-52-36) ;

ODDIE (Fr.) : U.G.C. Opéra, 9 (354-20-12) ;

LA BELLE CAPTIVE (Fr.) : Dancin (H.p.), 14 (321-41-01) ;

REVENUTA (Fr.-Boh.) : Ciné Beaubourg, 9 (271-52-36) ;

ODDIE (Fr.) : U.G.C. Opéra, 9 (354-20-12) ;

LA BELLE CAPTIVE (Fr.) : Dancin (H.p.), 14 (321-41-01) ;

REVENUTA (Fr.-Boh.) : Ciné Beaubourg, 9 (271-52-36) ;

ODDIE (Fr.) : U.G.C. Opéra, 9 (354-20-12) ;

LA BELLE CAPTIVE (Fr.) : Dancin (H.p.), 14 (321-41-01) ;

REVENUTA (Fr.-Boh.) : Ciné Beaubourg, 9 (271-52-36) ;

ODDIE (Fr.) : U.G.C. Opéra, 9 (354-20-12) ;

LA BELLE CAPTIVE (Fr.) : Dancin (H.p.), 14 (321-41-01) ;

REVENUTA (Fr.-Boh.) : Ciné Beaubourg, 9 (271-52-36) ;

ODDIE (Fr.) : U.G.C. Opéra, 9 (354-20-12) ;

LA BELLE CAPTIVE (Fr.) : Dancin (H.p.), 14 (321-41-01) ;

REVENUTA (Fr.-Boh.) : Ciné Beaubourg, 9 (271-52-36) ;

ODDIE (Fr.) : U.G.C. Opéra, 9 (354-20-12) ;

LA BELLE CAPTIVE (Fr.) : Dancin (H.p.), 14 (321-41-01) ;

REVENUTA (Fr.-Boh.) : Ciné Beaubourg, 9 (271-52-36) ;

ODDIE (Fr.) : U.G.C. Opéra, 9 (354-20-12) ;

LA BELLE CAPTIVE (Fr.) : Dancin (H.p.), 14 (321-41-01) ;

REVENUTA (Fr.-Boh.) : Ciné Beaubourg, 9 (271-52-36) ;

FRÈRE DE SANG (A. v.a.) (*) : 7 Ar

Beaubourg, 9 (278-34-15) ;

FURYO (Jap. v.a.) : Ambassade, 9 (359-19-08) ;

GALIN (Brés. v.a.) : Dancin (H.p.), 14 (321-41-01) ;

GANDHI (Ang. v.a.) : Élysées Lincoln, 9 (359-36-14) ;

LE GUERRIER DE L'ESPACE (A. v.a.) : Forum Orient-Express, 1 (233-69-65) ;

LE MONDE SELON GARP (A. v.a.) : Ciné Beaubourg, 9 (271-52-36) ;

MONTY PYTHON, LE SENS DE LA VIE (A. v.a.) : Forum Orient-Express, 1 (233-69-65) ;

OFFICIER ET GENTILHOMME (A. v.a.) : 7 Ar Beaubourg, 9 (278-34-15) ;

OU EST PASSÉ MON IDOLE ? (A. v.a.) : Studio de l'Étoile, 17 (380-42-05) ;

OUTSIDERS (A. v.a.) : Forum, 1 (233-69-65) ;

PAULINE À LA PAGE (Fr.) : Cinoche (H.p.), 6 (633-0-82) ;

PORKY'S II (A. v.a.) : George-V, 9 (562-41-46) ;

LES PRÉDATEURS (Brit. v.a.) (*) : Saint-Séverin, 9 (354-50-91) ;

LA JAVANESE (Fr.) : 14-Juillet, 14 (321-41-01) ;

LE HOMME AUX DEUX CARTEAUX (A. v.a.) : Impérial, 2 (742-72-52) ;

LA JAVANESE (Fr.) : 14-Juillet, 14 (321-41-01) ;

LE HOMME AUX DEUX CARTEAUX (A. v.a.) : Impérial, 2 (742-72-52) ;

LA JAVANESE (Fr.) : 14-Juillet, 14 (321-41-01) ;

LE HOMME AUX DEUX CARTEAUX (A. v.a.) : Impérial, 2 (742-72-52) ;

LA JAVANESE (Fr.) : 14-Juillet, 14 (321-41-01) ;

LE HOMME AUX DEUX CARTEAUX (A. v.a.) : Impérial, 2 (742-72-52) ;

LA JAVANESE (Fr.) : 14-Juillet, 14 (321-41-01) ;

LE HOMME AUX DEUX CARTEAUX (A. v.a.) : Impérial, 2 (742-72-52) ;

LA JAVANESE (Fr.) : 14-Juillet, 14 (321-41-01) ;

LE HOMME AUX DEUX CARTEAUX (A. v.a.) : Impérial, 2 (742-72-52) ;

LA JAVANESE (Fr.) : 14-Juillet, 14 (321-41-01) ;

LE HOMME AUX DEUX CARTEAUX (A. v.a.) : Impérial, 2 (742-72-52) ;

LA JAVANESE (Fr.) : 14-Juillet, 14 (321-41-01) ;

LE HOMME AUX DEUX CARTEAUX (A. v.a.) : Impérial, 2 (742-72-52) ;

LA JAVANESE (Fr.) : 14-Juillet, 14 (321-41-01) ;

LE HOMME AUX DEUX CARTEAUX (A. v.a.) : Impérial, 2 (742-72-52) ;

LA JAVANESE (Fr.) : 14-Juillet, 14 (321-41-01) ;

LE HOMME AUX DEUX CARTEAUX (A. v.a.) : Impérial, 2 (742-72-52) ;

LA JAVANESE (Fr.) : 14-Juillet, 14 (321-41-01) ;

LE HOMME AUX DEUX CARTEAUX (A. v.a.) : Impérial, 2 (742-72-52) ;

LA JAVANESE (Fr.) : 14-Juillet, 14 (321-41-01) ;

LE HOMME AUX DEUX CARTEAUX (A. v.a.) : Impérial, 2 (742-72-52) ;

LA JAVANESE (Fr.) : 14-Juillet, 14 (321-41-01) ;

LE HOMME AUX DEUX CARTEAUX (A. v.a.) : Impérial, 2 (742-72-52) ;

LA JAVANESE (Fr.) : 14-Juillet, 14 (321-41-01) ;

LE HOMME AUX DEUX CARTEAUX (A. v.a.) : Impérial, 2 (742-72-52) ;

LA JAVANESE (Fr.) : 14-Juillet, 14 (321-41-01) ;

LE HOMME AUX DEUX CARTEAUX (A. v.a.) : Impérial, 2 (742-72-52) ;

LA JAVANESE (Fr.) : 14-Juillet, 14 (321-41-01) ;

LE HOMME AUX DEUX CARTEAUX (A. v.a.) : Impérial, 2 (742-72-52) ;

LA JAVANESE (Fr.) : 14-Juillet, 14 (321-41-01) ;

LE HOMME AUX DEUX CARTEAUX (A. v.a.) : Impérial, 2 (742-72-52) ;

LA JAVANESE (Fr.) : 14-Juillet, 14 (321-41-01) ;

LE HOMME AUX DEUX CARTEAUX (A. v.a.) : Impérial, 2 (742-72-52) ;

LA JAVANESE (Fr.) : 14-Juillet, 14 (321-41-01) ;

LE HOMME AUX DEUX CARTEAUX (A. v.a.) : Impérial, 2 (742-72-52) ;

LA JAVANESE (Fr.) : 14-Juillet, 14 (321-41-01) ;

LE HOMME AUX DEUX CARTEAUX (A. v.a.) : Impérial, 2 (742-72-52) ;

LA JAVANESE (Fr.) : 14-Juillet, 14 (321-41-01) ;

LE HOMME AUX DEUX CARTEAUX (A. v.a.) : Impérial, 2 (742-72-52) ;

LA JAVANESE (Fr.) : 14-Juillet, 14 (321-41-01) ;

LE HOMME AUX DEUX CARTEAUX (A. v.a.) : Impérial, 2 (742-72-52) ;

LA JAVANESE (Fr.) : 14-Juillet, 14 (321-41-01) ;

LE HOMME AUX DEUX CARTEAUX (A. v.a.) : Impérial, 2 (742-72-52) ;

LA JAVANESE (Fr.) : 14-Juillet, 14 (321-41-01) ;

LE HOMME AUX DEUX CARTEAUX (A. v.a.) : Impérial, 2 (742-72-52) ;

LA JAVANESE (Fr.) : 14-Juillet, 14 (321-41-01) ;

LE HOMME AUX DEUX CARTEAUX (A. v.a.) : Impérial, 2 (742-72-52) ;

LA JAVANESE (Fr.) : 14-Juillet, 14 (321-41-01) ;

LE HOMME AUX DEUX CARTEAUX (A. v.a.) : Impérial, 2 (742-72-52) ;

LA JAVANESE (Fr.) : 14-Juillet, 14 (321-41-01) ;

LE HOMME AUX DEUX CARTEAUX (A. v.a.) : Impérial, 2 (742-72-52) ;

LA JAVANESE (Fr.) : 14-Juillet, 14 (321-41-01) ;

LE HOMME AUX DEUX CARTEAUX (A. v.a.) : Impérial, 2 (742-72-52) ;

LA JAVANESE (Fr.) : 14-Juillet, 14 (321-41-01) ;

LE HOMME AUX DEUX CARTEAUX (A. v.a.) : Impérial, 2 (742-72-52) ;

LA JAVANESE (Fr.) : 14-Juillet, 14 (321-41-01) ;

LE HOMME AUX DEUX CARTEAUX (A. v.a.) : Impérial, 2 (742-72-52) ;

LA JAVANESE (Fr.) : 14-Juillet, 14 (321-41-01) ;

LE HOMME AUX DEUX CARTEAUX (A. v.a.) : Impérial, 2 (742-72-52) ;

LA JAVANESE (Fr.) : 14-Juillet, 14 (321-41-01) ;

LE HOMME AUX DEUX CARTEAUX (A. v.a.) : Impérial, 2 (742-72-52) ;

LA JAVANESE (Fr.) : 14-Juillet, 14 (321-41-01) ;

LE HOMME AUX DEUX CARTEAUX (A. v.a.) : Impérial, 2 (742-72-52) ;

LA JAVANESE (Fr.) : 14-Juillet, 14 (321-41-01) ;

LE HOMME AUX DEUX CARTEAUX (A. v.a.) : Impérial, 2 (742-72-52) ;

LA JAVANESE (Fr.) : 14-Juillet, 14 (321-41-01) ;

LE HOMME AUX DEUX CARTEAUX (A. v.a.) : Impérial, 2 (742-72-52) ;

LA JAVANESE (Fr.) : 14-Juillet, 14 (321-41-01) ;

JOY (Fr.) (*) : U.G.C. Ermitage

صكزا من الالهل

SPECTACLES COMMUNICATION

LE VOYAGE A DEAUVILLE (Fr.) :
Olympic, 14 (542-67-42).
YOR, LE CHASSEUR DU FUTUR (A.) :
v.f. : Paramount Opéra, 9 (742-56-31).

Les grandes reprises

L'AGE D'OR (Fr.) : Tempeliers (H. sp.),
3 (372-94-56).
A BOUT DE SOUFFLE MADE IN
U.S.A. (A., v.f.) : Bergère, 9 (770-
77-58).
L'ALPAGUEUR (Fr.) : Hollywood Bd, 9
(770-10-41).
ANNIE HALL (A., v.f.) : Studio Médicis,
9 (633-25-97).
LES ARISTOCRATES (A., v.f.) : Napoléon,
17 (380-41-51).
L'ASSASSINAT DE TROTSKY (Fr.) :
Acacias, 17 (764-97-83).
LE BAL DES VAMPIRES (A., v.f.) :
Rialto, 19 (607-87-61).
BARRY LYNDON (A., v.f.) : Olympia
Balzac, 8 (561-10-00).
BEN HUR (A., v.f.) : Paramount City, 8
(562-45-76).
PARAMOUNT Opéra, 9 (742-
56-31).
PARAMOUNT Montmartre, 18
(606-34-25).
BYE BYE BRASIL (A.) : Denfert, 14
(321-41-01).
CANNIBAL HDLOCAUST (A., v.f.) :
(*) : Paramount Marivaux, 2 (296-
80-40).
CERTAINS L'AIMENT CHAUD (A., v.f.) :
Champ, 5 (354-51-60).
LES CINQUANTE-JOURS DE
PEKIN (A., v.f.) : Escorial (H.sp.), 13
(707-28-04).
LES CHIENS DE PAILLE (A., v.f.) :
(*) : U.G.C. Odéon, 6 (325-71-08).
CRIA CUEVOS (Esp., v.f.) : Denfert,
14 (321-41-01).
Rialto, 19 (607-
87-61).
LES DAMNÉS (It., v.f.) : (*) : Opéra
Nigh, 2 (296-62-56).
LE BAHIA BLEU (A., v.f.) : Olympia
Luxembourg, 6 (633-97-77).
LE DECAMERON (It., v.f.) : Club, 9
(770-31-47).
DELIVRANCE (A., v.f.) : (*) : Opéra
Nigh, 2 (296-62-56).
Boite à Films
(H.sp.), 17 (622-44-21).
DOCTEUR JIVAGO (A., v.f.) : Marbeuf,
8 (325-18-45).
EMMANUELLE (Fr.) : (*) : Paramount
City, 8 (562-45-76).
L'EMPIRE DES SENS (Jap., v.f.) : (*) :
Saint-André-des-Arts, 6 (324-48-18).
LES ENFANTS DU PARADIS (Fr.) :
Ranelagh, 16 (288-64-44).
ERASERHEAD (A., v.f.) : Escorial, 13
(707-28-04).
LA FABLEUSE HISTOIRE DE DON-
ALD ET DES CASTORS JUNIORS
(A., v.f.) : La Royale, 6 (263-82-66).
Grand Pavois, 15 (554-46-85).
Napoléon, 17 (755-43-42).
LE FACTEUR SONNE TOUJOURS
DEUX FOIS (A., v.f.) : (*) : Studio de
la Contrepartie, 9 (325-76-37).
L'EXTRAVAGANT MR. RUGGLES
(A., v.f.) : Olympic Luxembourg, 6
(633-97-77).
GIMME SHELTER (A., v.f.) : Vidéo-
sion, 6 (325-40-34).
GLISSEMENTS PROGRESSIFS DU
PLAISIR (H.sp.) (Fr.) : (*) : Denfert,
14 (321-41-01).
HUR (A., v.f.) : Paramount Odéon, 6
(325-71-08).
HAUTE PÈRE (A., v.f.) : Saint-André
des Arts, 6 (324-48-18).
Mac-Mabon,
17 (380-24-81).
L'INCORRUPT DU NORD EXPRESS (A., v.f.) :
Action Christine, 6 (325-47-46).
Olympic Balzac, 8 (561-10-00).
JEREMIAH JOHNSON (A., v.f.) :
Opéra Nigh, 2 (296-62-56).
Boite à
Films (H.sp.), 17 (622-44-21).
JESUS DE NAZARETH (It., v.f.) :
(1^{re} partie) (2^e partie) : Grand Pavois,
15 (554-46-85).
JONATHAN LIVINGSTON LE GOÛ-
LAND (A., v.f.) : Gaumont les Halles,
10 (297-49-70).
Action-Ecoles, 5 (325-
72-07).
Paramount Odéon, 6 (325-
71-08).
Ambassade, 9 (359-18-09).
v.f. : U.G.C. Opéra, 2 (261-50-33).
Lumi-
ère, 9 (246-49-07).
Paramount-
Galaxie, 13 (580-18-03).
Montparnasse,
15 (325-71-08).
U.G.C. Convention,
15 (325-71-08).
LE JOURNAL D'UNE FILLE PER-
DUE : Acacias, 17 (764-97-83).
KRAMER CONTRE KRAMER (A., v.f.) :
Acacias, 17 (764-97-83).
M. LE MAUDIT : Action-Ecoles, 5 (325-
72-07).
MARIUS (Fr.) : A-Bazin, 13 (337-
74-59).
M.A.S.H. (A., v.f.) : Lucernaire, 6 (544-
57-34).
MÈME A L'OMBRE LE SOLEIL LEUR
A TAPÉ SUR LA TÊTE (It., v.f.) : Ar-
cade, 2 (333-54-58).
MIDNIGHT EXPRESS (A., v.f.) : (*) :
Capri, 2 (308-11-69).
NEIGE (Fr.) : (*) : Bergère, 9 (770-
77-58).
NEW YORK, NEW YORK : Calypso, 17
(380-30-11).
ON ACHÈVE BIEN LES CHEVEUX
(A., v.f.) : Action Christine, 6 (325-
47-46).
PINOCCHIO (A., v.f.) : Napoléon, 17
(380-41-51).
FRED FLOYD THE WALL (A., v.f.) :
Studio Médicis, 9 (633-25-97).
PLACE AU RYTHME (A., v.f.) : Bom-
partie, 6 (326-12-12).
PLAYTIME (Fr.) : Grand Pavois, 15
(554-46-85).
Tempeliers, 3 (272-94-56).
LES 400 COUPS (Fr.) : Movies, 1^{er} (260-
48-99).
St-André-des-Arts, 6 (324-
48-18).
Paramassi, 14 (329-83-11).
RIZ AMER (It., v.f.) : Studio Logos, 5
(354-26-42).
TAIS TOI QUAND TU PARLES (Fr.) :
Acacias, 17 (764-97-83).
THE ROSE (A., v.f.) : Paramassi, 14
(329-83-11).
TAXI DRIVER (A., v.f.) : (*) : Ciné-
ches Saint-Germain, 6 (633-10-82).
Paramassi, 14 (329-83-11).
v.f. : Lu-
mière, 9 (246-49-07).
LE TROISIÈME HOMME (A., v.f.) :
Champ, 5 (354-51-60).
UN SI DOUX VISAGE (A., v.f.) : Action
Christine, 6 (325-47-46).
WOODSTOCK (A., v.f.) : Péniche des
Arts, 16 (527-77-55).
YOYO (Fr.) : Denfert (H.sp.), 14 (321-
41-01).

GRANDS et JEUNES
d'AUJOURD'HUI
ART CINÉTIQUE
PEINTURE, SCULPTURE
GRAND PALAIS
CHAMPS-ÉLYSÉES
Vernissage le 15, de 17 à 21 h
Avenue Winston-Churchill
15 septembre-9 octobre

Vendredi 16 septembre

PREMIÈRE CHAÎNE : TF 1

CE SOIR, HORREUR
MARTIN
Un jeune homme roué
à la nuit d'un homme entre Paris et l'Indonésie
Disponible dans tous les Vip Video Clubs

20 h 35 Au théâtre ce soir : Et ta soeur.
De J.-M. Brieux et M. Lasoygues. Mise en scène de
R. Mauviel, avec Jean-Jacques, E. Dassa, A. Bard.
Rencontre étrange entre deux jumeaux : Martin, fantas-
tiste, léger, coquet comme une femme, et Martine,
sérieuse et travailleuse comme un homme.

22 h 40 Le jeune cinéma français de court
métrage.
- La Charte sur un tapis blanc, de C. Grinberg.
23 h 10 Journal et Cinq jours en Bourse.
23 h 25 Un soir, une étoile.

DEUXIÈME CHAÎNE : A2

20 h 35 Série : L'homme de la nuit, d'après
G. Leroux, réal. J. Buwal, avec G. Wilson, Cl. Giraud.
Cin feuilleton à l'histoire enchevêtrée. Ce n'est ni le meil-
leur roman de Leroux ni le meilleur film de Jean
Buwal.

"Apostrophes"
Boudard
Le café du pauvre
La Table Ronde

21 h 30 Apostrophes.
Magazine littéraire de B. Pivo.
Sur le thème : Après la guerre... Avec A. Boudard (le
Café du pauvre), C. Bourin (le Jugement Dernier),
G. Lagorce (le Train du soir), Revant (la Loi
humaine), E. Wiesel (le Cinquième Fils).

Samedi 17 septembre

PREMIÈRE CHAÎNE : TF 1

10 h Vision plus.
10 h 30 La maison de TF 1.
12 h Bonjour, bon appétit.
12 h 30 La séquence du spectateur.
13 h Journal.
13 h 35 Casaque et bottes de cuir.
14 h 5 Série : Starsky et Hutch.
14 h 55 La grande ring dingue.
Dans une ambiance de salle de café, deux équipes de
comédiens s'affrontent sur un ring, entourés de
groupies, de fanfanes... Une nouvelle émission.

15 h 35 C'est super.
16 h Dessin animé.
16 h 30 Histoires naturelles.
17 h Série : blanc, bleu, rouge.
18 h Trente millions d'amis.
18 h 30 Magazine auto-moto.
19 h 10 D'accord, pas d'accord.
19 h 15 Emissions régionales.
19 h 40 Jeu : super défi.
20 h 35 Série : Shogun.
D'après J. Clavel, réal. J. London.
21 h 30 Droit de réponse. Émission de M. Polac.
Edouard Leclerc, avec Jacques de Perphus, député
général de l'Union des chambres syndicales du pétrole,
et Gilles Darmois, conseiller technique au secrétariat
d'état à l'énergie.

23 h Étoiles et toiles.
Magazine du cinéma de Frédéric Mitterrand.

DEUXIÈME CHAÎNE : A2

10 h 15 ANTIOPE.
11 h 10 Journal des sourds et des malentendants.
11 h 30 Platine 45.
12 h A nous deux.
12 h 45 Journal.
13 h 35 Série : Shérif, fais-moi peur.
14 h 25 Les aventures de Tom Sawyer.
14 h 50 Les jeux du stade.
17 h 30 Récit A2.
17 h 50 Des chiffres et des lettres.
19 h 10 D'accord pas d'accord : le crédit gratuit.
19 h 15 Emissions régionales.
19 h 40 Le théâtre de Bouvard.
20 h Journal.
21 h 35 Variétés : Champs-Élysées, de M. Drucker.
Alain Souchon, Nina Mouskouri, Annie Girardot,
Francis Huster, Gérard Lenorman. Une vidéo David
Bowie.

22 h 5 Magazine : les enfants du rock.
Grands concerts de l'été. Avec D. Edmunds, Stray Cats,
Joe Cocker, Steve Miller Band.

23 h 20 Journal.

TROISIÈME CHAÎNE : FR3

17 h Télévisions régionales.
19 h 50 Dessin animé : Ulysse 31.
20 h Les Jeux.
21 h 35 Les Dossiers noirs : Le mystère Kennedy.
Réal. J.-M. Charrier. (Rediffusion.)
Documents officiels, films et photos sur l'assassinat de
J.-F. Kennedy. Cette deuxième émission refait toute

22 h 45 Journal.
22 h 55 Cinéma d'été, cinéma d'auteur : Aven-
tures en Birmanie.
Film américain de R. Walsh (1944), avec E. Flynn,
W. Prince, J. Brown (v.a. sous-titré N.).
En 1944, un commando de parachutistes américains est
chargé de détruire une station de radar japonaise dans
la jungle birmane. Cinéma du western et de l'aventure.
Watch a révisé à montrer, au-delà de la propagande, la
lutte et l'angoisse de G.I.'s avec un certain réalisme.

TROISIÈME CHAÎNE : FR3

20 h 35 Vendredi : Les héros de la fête.
Magazine d'information d'A. Campana.
Trois handicapés mentaux, sélectionnés aux Jeux olym-
piques de Barcelone, en Louisiane, témoignent. Un
reportage de Lionel Rostage et de Michael Guyader
(psychiatre).

21 h 35 Journal.
22 h 55 Magazine de la photo : Flash 3.
22 h 40 Prélude à la nuit.
Un Américain à Paris, de Gertrud, par l'Orchestre
philharmonique de Lorraine.

FR3 PARIS-ILE-DE-FRANCE

17 h 8 Documentaire.
Le rallye auto-moto du Maroc : la Voix de son
maître ; Belle-Île ; portrait de Ch. Collas, précurseur
de la carte postale.
18 h 55 Informations nationales et internatio-
nales.
19 h 10 Dessin animé : Vagabul.
19 h 15 Informations régionales.
19 h 35 Feuilleton : Méloventure.

FRANCE-CULTURE

20 h Portrait de Piero Fagiolini, metteur en scène de
Faust pour le festival de Lyon.
21 h 30 Musique : Black and Blue.
22 h 30 Nuits magiques.

FRANCE-MUSIQUE

20 h 20 Concert : Mori et transfiguration, poème sympho-
nique de R. Strauss, Concerto pour piano et orchestre,
de Chopin, Symphonie n° 3, de Brahms, par l'Orchestre
national de France, dir. W. Sawallish, sol.
F.-R. Duchabie, piano.
22 h 15 Fréquence de nuit : musiques de Perse.

L'enquête policière et médico-légale, mais fait aussi le
point sur les morts violentes et mystérieuses de plus de
cent témoignages de l'affaire.

21 h 45 Mercredi Bernard.
Avec Roland Topor, Gédé, Jean Bouchaud... Une sélection
des meilleurs sketches diffusés au cours des années
1982 et 1983.

22 h 30 Musicclub.
Cinq extraits de Porgy and Bess, de G. Gershwin, par
Wilhelmina Fernandez, avec l'Orchestre philharmoni-
que de Lorraine.

22 h 50 Journal.

FR3 PARIS-ILE-DE-FRANCE

17 h 36 Spectacles.
18 h 30 Dessin animé.
18 h 10 Série : Dymastie.
19 h 10 Dessin animé : Vagabul.
19 h 15 Informations régionales.
19 h 35 Feuilleton : Méloventure.

FRANCE-CULTURE

7 h 2, Matinales : le volontariat.
8 h, Sciences humaines : vers une définition de l'homme.
9 h 30, Comprendre aujourd'hui pour vivre demain.
9 h 47, Matinale du monde contemporain.
10 h 45, Dénarques avec...
11 h 2, Musique : journée Franz Kafka.
12 h 5, Le point des arts.
14 h, 5, Journal F. Kafka.
Situation de Kafka, avec Ph. Lacoue-Labarthe ; 15 h 15,
Lectures et commentaires, par L.-R. des Forêts ; 15 h 50,
De la loi, par Derrida ; 17 h 30, Universalité de Kafka,
par S. Moses, D. Kalperine, H. Gattuso.
18 h 50, Le Châtelet : lecture et commentaires, par
M. Robert.
20 h 45, La Cabale et la femme, par D. Shabar et
M. Poyan.
21 h 40, Champions de jesses, par C. Bolanski et
M. Poyan.
22 h, Présence de la Cabale et du Talmud chez Kafka.
23 h 30, Le Journal (extraits).

FRANCE-MUSIQUE

Journal avec les radios régionales et locales
de Radio-France

6 h 2, Samedi matin.
8 h 5, Radio Centre-Tours : F. Poulenc à Noisy-
sur-Seine.
9 h, Carnet de notes.
11 h 5, La tribune des critiques de disques.
12 h 30, Radio Nord-Est : autour du violon : œuvres de
Bach, Beethoven, Schubert, Martinon, Brahms, Berlioz.
14 h, Radio-Aquitaine : le Collège Musical d'Aquai-
taine : œuvres de Mozart, Beethoven, Haydn, Vivaldi,
Franz.
15 h, L'arbre à chansons.
16 h 30, Radio-Berry-Saône : musique traditionnelle.
17 h, Radio-Nord-Pyrénées : portrait du pianiste Thierry
Juliet : œuvres de Chopin, Brahms, Albeniz, Scarlatti,
Sapiano.
18 h, Le Festival Berlioz à Lyon.
20 h 30, Concert : (en direct des halles de la Cité)
Saint-André : Faust (extraits) de Gounod, la Démon-
stration de Faust (extraits) de Berlioz, la Marche de
Rakoczy de Liszt, par l'Orchestre Interconservatoire,
dir. S. Baudou, les Chœurs régionaux, dir. R. Dupont.
23 h 5, Radio-Châtelet d'Azur : œuvres de Chopin, avec
K. Gilbert, clavier.

A écouter Méditations sur Kafka

Comment s'y prendre ? Le
texte est compact, serré, comme
traversé par un mailin génie. Le
lecteur le plus attentif se perd
dans un enchevêtrement insur-
passable de symboles, d'allégories,
de fictions mythiques. L'objec-
tivité s'écroule et la subjectivité ne
casse d'interroger, la réalité ba-
nale se confond avec le cauche-
mar. L'œuvre de Franz Kafka,
plus de cinquante années après
sa publication, reste une forêt
impénétrable, une tour de Babel
d'interprètes célèbres - Sartre,
Camus, les surréalistes - ont
tant de déchiffrer avec leurs
propres outils, mais en vain. La
vie de Kafka a été un combat
nocturne, une longue insomnie.

France-Culture, pour com-
mémorer le premier centenaire de
la naissance de l'auteur du Procès,
a réuni en tables rondes des
philosophes (Jacques Derrida, Phi-
lippe Lacoue-Labarthe, Stéphane
Moses), des écrivains (Louis-
René des Forêts, Alain Robbe-
Grillet), des exégètes tchèques,
des exégètes du Talmud et de la Ca-
bale et même le professeur d'hé-
breu de Kafka, toujours vivant.

Aucune concession vulgaris-
atrice, nous sommes entre émi-
nents spécialistes. Cette petite
assemblée studieuse - lecteurs
à voix chaude ou interprètes pas-
sionnés - rassemblée autour du
poète Jean Duvivier, écrivain, té-
moine, raconte. Le premier traite la
fonction de loi dans son œuvre,
la langue à la fois juridique, admi-
nistrative et poétique, tente de
situer l'écriture dans la géogra-
phie culturelle, poétique, de son
temps. Le deuxième partie, plus
originale, évoque les rapports
douloureux de Kafka avec le
monde féminin. Parmi les nom-
breuses interprétations proposées,
nous retiendrons celle de
Philippe Sollers, qui avance, avec
son audace habituelle, l'idée d'un
Kafka témoin de la misère
sexuelle de notre époque, un
Kafka qui n'aurait rêvé que de l-
hétérosexualité.

Une drôle d'idée, développée
par l'auteur de l'œuvre, sur un
ton modéré, onctueux, qui n'est
pas sans rappeler les arifices de
langage de Jacques Lacan. A
part cet instant surprenant, un
silence d'égales plans sur cet
homme à Kafka, une église
avec ses moines appliqués, mé-
ditant inlassablement sur un
grand texte.

MARC GIANNESINI.
" Journal Franz Kafka, France-
Culture, samedi 17 septembre, de
14 h 5 à 23 h 55.

LES DIFFICULTÉS DU SECTEUR PAPIER-IMPRIMERIE

Divergences entre la C.G.T. et la C.F.D.T.

La Fédération française des tra-
vailleurs du Livre C.G.T., dont le
comité fédéral national était réuni
les 14 et 15 septembre, pour mettre
au point les modalités de la semaine
nationale d'action prévue du 19 au
23 septembre, affirme que cette in-
itiative « recueille une large adhé-
sion des travailleurs ». Elle vise à
« sauver » l'imprimerie française et
à « produire français » (avec une
menace d'action envers les publica-
tions qui n'utiliseraient pas du pa-
pier français).

Dans le communiqué final, la
F.F.T.L.-C.G.T. énumère les bases
« indispensables » de toute nouvelle
politique dans les industries graphi-
ques : arrêt des fermetures d'entre-
prises.

Le procès intenté à Mr Jean
Martin par MM. Robert Hetsam et
André Andinot (le Monde du
13 septembre) suscite la « protesta-
tion vigoureuse » de l'Union natio-
nale des syndicats de journalistes,
qui s'affirme « solidaire » de l'avo-
cat du S.N.J. Ayant « dénoncé cette
manœuvre dilatoire », l'U.N.S.J.
« s'insurge de l'usage abusif qui est
fait, à cette occasion, de l'article
227 ». « Ainsi, tout journaliste
signant un avant-papier sur un
procès en préparation peut tomber
sous le coup de l'article 227. Le
droit à l'information du citoyen en
serait, de ce fait, gravement at-
teint », conclut l'U.N.S.J. Le Syndi-
cat de la magistrature, dans un com-
miqué, considère que « ces
poursuites sont d'une extrême gra-
vité » et que, pratiquement, « c'est la
liberté de la presse qui est menacée ».

Le Syndicat de la magistra-
ture souhaite, cependant, qu'il reste
« possible, dès lors qu'un procès est
en cours, de prendre la parole sur le
fond des affaires concernées », sin-
ce « ce serait sans nul pour la démo-
cratie ni pour la justice elle-
même ».

A Orléans, le personnel de la
station Radio-France, en grève de-
puis le 7 septembre, (le Monde du
10 septembre), a repris le travail le
15, « en raison des avancées posi-
tives de la part de la direction ».

France-Musique a fait savoir
au début de la semaine qu'elle allait
émettre « 24 heures sur 24 » à partir
du 1^{er} novembre (le Monde du
16 septembre). Jeudi 15 septembre,
un communiqué de la direction de
Radio-France déclare que la déci-
sion est repoussée sine die. Explica-
tion : « L'annonce s'est faite de fa-
çon prématurée. Le projet est
actuellement au stade de l'étude. La
décision définitive ne sera prise que
dans quelques semaines, et devra
s'inscrire dans l'équilibre général
des programmes pour 1984 résul-
tant, notamment, des données gé-
nériques nouvelles qui sont sur le
point d'être prêtées ».

RADIOS PRIVÉES LOCALES

M. Gérard Plaut, responsable
de Radio-Panama, a été inculpé
mardi 13 septembre, pour avoir émis
sans autorisation. Le matériel de
cette station avait été saisi le
20 août (le Monde du 21-22 août).
M. Plaut est propriétaire d'une
boîte de nuit à Paris.

Un forum sur le financement
des radios associatives est organisé
samedi 17 septembre à Paris, par
Radio-Aligre, avec la participation de
la Fédération nationale des radios li-
bres. Le débat sera lieu le matin
l'après-midi sera consacré à des
animations culturelles. Renseignements :
Radio-Aligre, 89 rue de
Charenton, 75012 Paris, tél. 628-
06-60.

Le Mouvement des radios li-
bres, récemment créé (le Monde du
24 août), a fait appel à des avocats
pour aider les radios non autorisées à
organiser leur défense. Ceux-ci esti-
ment que la légalité des années peut
être mise en cause et que, le 1^{er} de
1982, sur la communication audiovisuelle
recette une contradiction : le
principe de la liberté de communica-
tion d'un côté et l'autorisation néces-
saire de l'autre ; la convention
européenne sur la liberté des
ondes peut aussi être invoquée.
Mouvement des radios libres, 54 bis,
avenue Mozart, 75016 Paris.

Four avoir émis sans l'autorisation
légale, M. Fredy Bergaud, trente-
deux ans, républicain, professeur de
philosophie, a été inculpé le 15 septembre
par M. Jean Zamponi, juge d'instruction à
Paris, d'infractions aux articles 7, 9 et 97
de la loi du 29 juillet 1982 sur les
émissions radiophoniques en raison
de sa qualité de responsable de
Radio-Tiers-Monde à Paris.

un cocktail
pour un moment
de charme

Le Cardinal.
1/3 Campari.
1/3 Gordon's Gin.
1/3 Noilly Prat Dry.
Presser un zeste de citron.
Servir glacé.

willly
haurline
Service Coiffure

Les lève-tôt
Les couche-tard

Mardi
Mercredi
Jeudi
Vendredi
Samedi

8 h à 20 h
9 h 30 à 18 h

10, rue des Pyramides
75001 PARIS
260-63-68 & 260-45-59

Un Ado
Contrôleur d

ORDINAIRE DE
NATURE FRANÇAISE
MODERNE

DIRECTEUR
D'EXPLOITATION

EN ALGÈRE
RESPONSABLE
DES ACHATS

Le Monde

économie

COMMERCE EXTÉRIEUR

UNE ÉTUDE DE L'INSEE

En 1982, l'industrie française a reculé par rapport à ses concurrentes

La politique de contre-bourrage menée par le gouvernement socialiste à ses débuts a coûté cher dans le domaine des échanges extérieurs industriels. Ainsi, du fait de la persistance d'une demande intérieure en hausse, à l'inverse de celle des partenaires de la France et compte tenu de l'état - en principe connu - des structures de la production, l'excédent industriel s'est réduit, de 66 milliards en 1981 à 37 milliards de francs en 1982. Pour ce qui est du taux de couverture des importations par les exportations, il est tombé à 107 %, le plus bas niveau depuis 1969 (125 % en 1975).

Cette réduction de 29 milliards est due à l'évolution des volumes échangés, indique M. Michel Delattre dans une étude sur les « Points forts et points faibles du commerce extérieur industriel ».

publiée dans la dernière revue de l'INSEE, *Economie et Statistique*. L'effet de prix ayant joué à hauteur d'une dizaine de milliards, le manque à gagner s'élève à 42 milliards de francs. « Si le taux de pénétration des produits étrangers a encore augmenté (31 % en 1981), la part exportée de la production nationale a diminué pour la première fois depuis le début des années 70 », souligne l'auteur.

Dans un climat de récession et de concurrence agguerrie (1), l'industrie française a reculé par rapport à ses concurrents, écrit M. Delattre. Sa part sur les marchés extérieurs a légèrement diminué. Il en est résulté une baisse de 4 % des exportations et une hausse de 5 % des importations. En outre, l'année a été marquée par un affaiblissement des points forts (ceux

dont le taux de couverture est supérieur à 120 %) : sur les 42 milliards perdus, 31 milliards l'ont été de leur fait.

Alors que le taux de couverture des points faibles, qui est inférieur à 80 %, n'a guère diminué, revenant de 50 % à 49 %, celui des points forts choit de 205 % à 184 %. Ainsi que le souligne l'auteur, ce résultat est lié à la structure géographique des échanges : les points forts ont été touchés par la contraction des débouchés dans les pays en développement et dans ceux de l'Est, et surtout par l'aggravation de la concurrence des pays de l'O.C.D.E. Au total, précise-t-il, le nombre des points forts est revenu de 97 à 93 ; celui des points faibles est passé de 90 à 103.

Un redressement en profondeur s'avère difficile. Alors que pour les points forts, il s'agit plutôt d'activités dominées par quelques grandes entreprises, l'appareil productif est peu concentré en ce qui concerne les points faibles. « Une reconquête du marché intérieur pour ces produits devra, souligne M. Delattre, tenir compte de ce qu'un grand nombre d'entreprises auront à intervenir. » Selon l'étude, les points faibles, ce sont 10 000 entreprises employant 1,2 million de salariés (250 000 dans le textile-habillement ; 126 000 dans le bois-meubles).

L'économie française apparaît vulnérable : d'une part la croissance de la production « dépend cruciallement » du dynamisme des débouchés extérieurs ; de l'autre, le développement du marché intérieur « bénéficie uniquement » aux producteurs étrangers. Peut-on, à la fois reboucher les brèches et consolider les créneaux ?

M. B.

(1) Les produits peu exportés à la concurrence étrangère représentaient en 1981 le cinquième de la production industrielle.

AFFAIRES

M. Fabius annonce les grandes lignes d'un programme productique

Voilà plus d'un an que le gouvernement promet qu'un plan « productique » va venir compléter le plan machine-outils. Aux soutiens apportés aux fraiseuses et aux tours de précision, les robots, les consoles de conception assistée par ordinateur (C.A.O.) ou de fabrication assistée par ordinateur (C.F.A.O.) : cet ensemble de machines hétéroclites qui se connectent peu à peu entre elles pour former les « ateliers flexibles » et hientôt l'« usine du futur », selon la terminologie américaine. La France, comme l'ensemble de l'Europe, est en retard dans ce secteur, où la croissance est de 20 à 30 % par an et qui est essentiel pour la productivité des industries manufacturières.

Le 15 septembre, à l'occasion d'une « visite surprise » de deux usines Renault en banlieue parisienne, M. Fabius devait soudain dévoiler les grandes lignes de son plan. Le ministre de l'Industrie et de la Recherche a une volonté : moderniser l'appareil productif - et une conviction : il ne faut pas multiplier les plans sectoriels et leur préférer des mesures dites « horizontales ». Son programme productique en trois volets s'y conforme :

Des aides spécifiques de recherche-développement seront accordées aux entreprises ; La formation professionnelle d'ingénieurs et de techniciens sera accélérée, tandis que l'éducation nationale fera l'acquisition de machines de productique pour ses élèves ; Des contrats d'investissements, vœu le plus important, seront signés avec les entreprises qui souhaitent

Nominations

● M. HENRI NOUYRIT, cinquante-deux ans, directeur de la Confédération française de la coopération agricole (C.F.C.A.), a été élu président du Comité général de la coopération agricole de la C.E.E. (Cogeca), à la suite de la démission de M. John Arbuckle. M. Nouyrit est un spécialiste des questions communautaires.

● M. MAURICE DE KERVENOEL, directeur général de la société Kronenbourg, prend la direction de la Société européenne de brasserie, autre filiale du groupe B.S.N. Il succède à M. Alain Labergère, appelé à d'autres fonctions à l'intérieur du groupe. C'est M. Jean Schwabell qui prend la direction générale de Kronenbourg, dont il avait été directeur du marketing jusqu'en 1978, avant d'être nommé directeur général des sociétés Denone de Mexico puis Gervais-Denone Allemagne.

● M. MICHEL PAITRE, cinquante-deux ans, a été nommé directeur général et administrateur de Sopagly, filiale du groupe Pernod-Ricard, spécialisée à Perpignan dans la production de jus de raisin. M. Paitre était entré chez Ricard en 1954 comme employé au service public. Il était directeur général de Cusenier, puis depuis 1982 attaché à la direction générale de Pernod-Ricard, chargé du développement.

● M. RUSSEL McNAUGHTON vient d'être nommé président-directeur général de la filiale française du groupe américain 3 M, en remplacement de M. Bont Bjorn, nommé vice-président pour les opérations européennes. M. McNaughton était vice-président de la division électronique de 3 M.

● M. JEAN NOEL a été nommé président du conseil de surveillance de Promecam-Sisson-Lahmann. Cette société est réorganisée, et M^{me} Edith Crous, sa fondatrice, a été nommée présidente d'honneur. M. Noél, ancien directeur de la division électronique de 3 M, a été nommé président de la division électronique de 3 M.

E. L. B.

PÉCHINEY TOUT COURT

Depuis le 15 septembre, Péchiney-Ugine Kuhlmann va s'appeler plus PUK mais Péchiney tout court. Evolution logique, puisque, avec le retrait du groupe de l'acier et de la chimie et le recentrage des activités sur l'aluminium, il ne reste pratiquement plus rien de la grande fusion de Péchiney avec Ugine-Kuhlmann en décembre 1971.

FAITS ET CHIFFRES

Affaires

● Pas d'assouplissement du marché de l'acier au dernier trimestre, selon la C.E.E. - La C.E.E. prévoit de fixer la production globale à 26 millions de tonnes au dernier trimestre, estimant les importations à 2,5 millions de tonnes, les exportations à 5,6 millions et la variation des stocks à 0,1 million. - (A.F.P.)

Environnement

● Réunion à Rotterdam du tribunal international de l'eau. - Avant la réunion à Rotterdam, du 3 au 8 octobre prochain, du tribunal international de l'eau, organisé par des écologistes européens, un rapport a été rendu public le 15 septembre à La Haye, où sont dénoncées deux entreprises parmi les plus polluantes du Rhin : l'usine chimique B.A.S.F. de Ludwigshafen (R.F.A.), qui déverse « de fortes concentrations » d'hexachlorobenzène et les papeteries Cellulose de Strasbourg, qui rejettent dans le Rhin, sans aucun système d'épuration, leurs eaux usées, chargées de cadmium, de plomb, de chloroforme

et d'autres substances polluantes. Le tribunal de l'eau va « juger » dix-huit plaintes contre quarante-cinq entreprises accusées de polluer les fleuves européens. - (A.F.P.)

Étranger

● Le Brésil au « club de Paris ». - Le Brésil a présenté mercredi au « club de Paris » qui regroupe les seize pays créanciers, ses propositions pour obtenir le rattachement d'environ 2 milliards de dollars de sa dette extérieure (échec de la mi-1983 à la fin de 1984). Les propositions brésiliennes, qui font suite à une demande officielle remontant au 19 août dernier, ont été remises par M. Jose Botafogo Gonçalves, chef du département international du ministère brésilien du plan, à un des présidents du « club de Paris », M. Jean-Claude Trichet, sous-directeur au Trésor français.

M. Jose Botafogo Gonçalves, qui est arrivé de Rio mercredi, a indiqué à l'A.F.P. qu'il ne s'agissait pas de négocier avec les gouvernements créanciers, mais seulement de les informer.

PRENEZ RENDEZ-VOUS AVEC LISA !



LISA : la révolution : le nouvel ordinateur personnel d'Apple. INTERNATIONAL COMPUTER : la grand de la micro-informatique professionnelle vous invite à le découvrir. Avec Lisa, le temps d'apprentissage est considérablement réduit. En 20 minutes, vous pourrez commencer à travailler. Il est si performant que le développement de son logiciel a nécessité à lui seul 200 années/homme de travail. Il est si simple que vous pouvez le commander d'une seule main. Tout cela, vous pourrez le constater au cours d'une démonstration Lisa.

Pour tous renseignements, ou rendez-vous pour une démonstration gratuite, téléphonez à Laurence LEJEUNE

INTERNATIONAL COMPUTER
29, rue de Clichy, 75009 Paris
Tél : (1) 285.24.55 + Télex 643197

NEUBAUER

Profitez de conditions exceptionnelles sur les derniers modèles 1983 encore disponibles

104 - Samba Rallye - Samba GLS
Solara - Rancho et 604

M. GÉRARD - 821-60-21

L'AFFAIRE D'OR GALERIES LAFAYETTE

du 16 septembre au 15 octobre

3390 F 2490 F

FOUR MICRO-ONDES
HITACHI MR 6250. 220 Volts.
5 réglages variables de puissance.
Cuve inox. Plateau tournant.
Programmeur 120 minutes.
Sonnerie en fin de cuisson.
Éclairage intérieur.
Dimensions extérieures :
Longueur 540 cm Hauteur 414 cm
Largeur 340 cm
Offre valable jusqu'au 15.10.83.



Crédit gratuit jusqu'au 15/10/83 à partir de 2000 F d'achats.

Jusqu'au 15/10/83, crédit gratuit 6 mois sur cette affaire d'or à partir de 2000 F d'achats. (dès acceptation du dossier. Après versement comptant 20%, les frais de crédit Cetelem (sauf assurance facultative) sont pris en charge par les Galeries Lafayette.

Galeries Lafayette

سكزا من الاجل

سكزا من الاصل

SOCIAL

UNE ETUDE ANNUELLE DE L'UNEDIC

Qui sont les chômeurs indemnisés ?

Qui sont les chômeurs indemnisés ? Au-delà des chiffres globaux et des cas individuels qui, dans l'actualité, symbolisent le drame d'être sans travail, on ne les connaît guère. D'où viennent les demandeurs d'emploi ? Comment retournent-ils dans la vie active et combien sont-ils à le faire ?

Quelle est la durée de leur attente ? Toutes ces questions, et bien d'autres, trouvent leurs réponses dans une étude annuelle de l'UNEDIC, portant sur la période du 1^{er} octobre 1981 au 30 septembre 1982, qui vient d'être publiée dans son bulletin de liaison (n° 89 de juin 1983).

RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE MINISTÈRE DE L'HABITAT ET DE L'URBANISME

ENTREPRISE DE MENUISERIE ET D'ÉQUIPEMENT « E.M.E. » AVIS D'APPEL D'OFFRES NATIONAL ET INTERNATIONAL

- Le présent appel d'offres s'adresse aux seuls fabricants et producteurs.
- Les regroupements, représentants de firmes et autres intermédiaires sont exclus, et ce conformément aux dispositions de la loi n° 78-02 du 11 février 1978, portant monopole de l'Etat sur le commerce extérieur.
- 1.1. L'entreprise de menuiserie et d'équipement lance un « appel d'offres national et international, pour la fourniture de matières premières, réparations en trois (03) lots.
- 1.2. Les fournisseurs doivent élaborer les dossiers correspondants par lot, et par unité, avec les spécifications techniques du cahier des charges qui peut être retiré auprès de nos bureaux de SIDI-BOUSSA, route de Dar-El-Beida (Wilaya de Blida) à Alger, aux heures d'ouverture des bureaux : 7 h 30 - 16 h 30.
- 1.3. LOT N° 1 : COLLES, DURCISSEURS.
- 1.4. LOT N° 2 : QUINCAILLERIES.
- 1.5. LOT N° 3 : VERNIS, LAQUES, ETC. PRODUITS D'IMPRÉGNATION POUR MENUISERIE D'EXTÉRIEUR, ETC.
2. DÉLAI DE SOUMISSION. Les soumissionnaires sont tenus de répondre sous trente (30) jours à partir de la présente parution.
3. Les offres seront présentées sous pli cacheté à la cire, porteront la mention suivante : « SECRET A NE PAS OUVRIR » et contiendront :
 - Une première (01) enveloppe contenant les attestations concernant le soumissionnaire et son offre.
 - Une deuxième (02) enveloppe contenant les spécifications techniques accompagnées de documentations, catalogues, brochures techniques, etc.
 - Une troisième (03) enveloppe contenant l'offre commerciale et financière.
4. DATE DE REMISE DE L'OFFRE (TRENTÉ JOURS APRÈS PARUTION).
- 4.1. La date de remise de l'offre a été fixée au 15 octobre 1983, à 16 h 30 précises, bureau de fermeture des bureaux de l'Entreprise, délai de rigueur.
- 4.2. Le pli principal sera cacheté à la cire et portera les nom, adresse et cachet du soumissionnaire. Il devra aussi comporter la mention suivante :
APPEL D'OFFRES NATIONAL - INTERNATIONAL N° 01/83 EME
- 4.3. Le soumissionnaire sera tenu au respect des clauses stipulées sur le cahier des charges de l'Entreprise.
- 4.4. Le soumissionnaire devra indiquer l'adresse à laquelle il pourra être contacté en Algérie s'il y a lieu.
5. PRIX DU PRÉSENT APPEL D'OFFRES.
- 5.1. Le prix du présent « APPEL D'OFFRES » est fixé à 750 000 dinars algériens.

RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE MINISTÈRE DE L'ÉNERGIE ET DES INDUSTRIES PÉTROCHIMIQUES ENTREPRISE NATIONALE DES TRAVAUX AUX Puits AVIS D'APPEL D'OFFRES INTERNATIONAL N° 4181/11/MEC

L'Entreprise nationale des travaux aux puits lance un avis d'appel d'offres international pour la fourniture de :
PIÈCES DE RECHANGE POUR TRACTEURS KENWORTH S953

Cet appel d'offres s'adresse aux seules entreprises de production, à l'exclusion des regroupements, représentants de firmes et autres intermédiaires, et ce conformément aux dispositions de la loi n° 78-02 du 11 février 1978, portant monopole de l'Etat sur le commerce extérieur.

Les soumissionnaires intéressés par cet appel d'offres peuvent retirer le cahier des charges à l'adresse suivante : Entreprise nationale des travaux aux puits, 2, rue du Capitaine-Azzoug - Côte-Rouge - Hussein-Dey - Alger - Algérie, Département Approvisionnement et Transports, à partir de la date de parution du présent avis.

Les soumissions, établies en cinq (5) exemplaires, devront parvenir sous double pli cacheté et recommandé au secrétariat du D.A.T. à l'adresse sus-indiquée.

L'enveloppe extérieure, strictement anonyme, sans en-tête, portera la mention « APPEL D'OFFRES INTERNATIONAL N° 4181/11/MEC, CONFIDENTIEL, A NE PAS OUVRIR ».

Les soumissions devront parvenir au plus tard le samedi 02-11-83, 12 h, délai de rigueur.

Le délai d'option sera de 180 jours à la date de clôture de cet appel d'offres.

Cela pourrait ressembler à une petite annonce : « Homme jeune, bons diplômes, qualification élevée, travaillant dans secteur dynamique, licencié économique cherche emploi ».

S'il est en outre originaire d'une région au taux d'activité honorable, un tel chômeur accumule, si l'on peut dire, tous les « avantages ».

Non seulement il sera bien indemnisé, mais il ne devrait pas fréquenter trop longtemps l'A.N.P.E.

Toute autre est la situation de la rédactrice de cette annonce : « Femme d'un certain âge, sans qualification, attend depuis fin de contrat à durée déterminée un emploi quelconque. Pour cause de fin de droits, accepterait toute proposition ».

Si la région connaît, de surcroît, un fort taux de chômage, ce cas devient désespéré. Tous les « inconvénients » sont réunis. A une faible indemnisation s'ajoute une durée d'inscription à l'A.N.P.E. qui s'étire aux limites du possible (1344 jours en moyenne entre 55 et 59 ans, 1460 jours après soixante ans).

Des exemples caricaturaux ? Pas du tout. Mais la situation du chômeur, complexe, évolue, selon des paramètres, d'un simple accident de parcours au drame humain le plus noir (1).

Dans ces conditions, tirer des enseignements généraux devient illusoire. Tout au plus peut-on affirmer que le chômage des jeunes devient préoccupant, ainsi que celui des demandeurs anciens sur la période considérée entre le 1^{er} octobre 1981 et le 30 septembre 1982.

Les femmes ont été particulièrement touchées, mais tandis que la durée d'inscription au chômage a progressé, le nombre des licenciements pour cause économique a diminué. Enfin, l'inégalité de traitement est fonction de l'âge et de la qualification.

L'étude de l'UNEDIC apporte cependant des indications utiles sur les trois situations observées :
- Qui étaient les chômeurs bénéficiaires d'une première allocation entre le 1^{er} octobre 1981 et le 30 septembre 1982 ?
- Qui étaient les allocataires ayant quitté définitivement le système d'assurance-chômage entre le 1^{er} octobre 1981 et le 30 septembre 1982 ?
- Qui étaient les personnes indemnisées au 30 septembre 1982 ?

Ce que l'UNEDIC, dans sa terminologie, appelle respectivement les « entrants » et les « en cours ».

Les cadres mieux traités ?

1 527 918 personnes sont donc « entrées » dans le système d'assurance-chômage entre le 1^{er} octobre 1981 et le 30 septembre 1982, soit une augmentation de 1,7 % par rapport à la même période 1980-1981 (qui avait connu sur un an une hausse de 35 %).

Au premier paiement, 915 273 personnes (+ 2,8 %) ont reçu une allocation de base 332 339 (- 14,2 %) une allocation spéciale et 280 306 (+ 24,7 %) une allocation forfaitaire.

Il y a donc eu moins de licenciements économiques, mais l'on constate une forte augmentation du nombre des demandeurs à la recherche d'un premier emploi, bénéfi-

ciaires de l'allocation forfaitaire à la suite des dispositions qui ont été prises en leur faveur.

En conséquence, l'âge moyen baisse (28,7 ans contre 29,6 ans en 1980-1981). Plus de 50 % des allocations de base sont versées aux moins de 25 ans ; 56 % des allocations forfaitaires le sont aux moins de 20 ans (65 % des femmes de moins de 20 ans). Au total, pour un allocataire de 50 ans pris en charge par l'assurance-chômage, on trouve près de 10 allocataires de 20 ans.

Les femmes, dont le taux de chômage (41,7 %) est toujours supérieur à leur représentation dans la population active salariée, sont proportionnellement moins nombreuses parmi l'ensemble des allocataires pris en charge que lors de la période précédente (42,8 %). Par contre, on assiste à une augmentation chez les hommes, qui représentent cependant 58,3 % des nouveaux chômeurs pour 63,6 % des effectifs salariés co-utants au régime.

L'étude de l'UNEDIC sur les bénéficiaires des premières allocations spéciales versées (licenciements économiques) fait apparaître des âges sensibles : 46,5 % des bénéficiaires, contre 42,5 % l'année précédente, sont âgés de 20 à 35 ans, tandis que les plus âgés (entre 55 et 60 ans) ne représentent plus que 12,9 % (16,3 % en 1980-1981) en raison des contrats de solidarité ou des conventions F.N.E.

L'allocation spéciale, plus avantageuse que l'allocation de base, a été perçue par 48 % des cadres pris en charge en 1981-1982, 58 % des agents de maîtrise et contremaîtres et 36 % des ouvriers qualifiés, alors qu'elle n'a été versée qu'à 18 % des manœuvres et à 17 % des employés non qualifiés. La qualification joue donc un rôle, que confirme l'ensemble du système d'assurance-chômage : les ouvriers qualifiés (16,8 % des salariés) représentent 27,6 % des entrées en indemnisation en 1981-1982, les employés (30,6 % des salariés) 39,5 %. De même, on trouve une plus forte proportion de diplômés parmi les bénéficiaires de l'allocation forfaitaire.

Selon le secteur d'activité, des différences apparaissent également : 63 % des chômeurs pris en charge en 1981-1982 au titre de l'allocation de base travaillaient dans le tertiaire, tandis que 65 % des chômeurs pris en charge au titre de l'allocation spéciale provenaient du secteur industriel. Globalement, 29,6 % des entrées en allocation spéciale et en allocation de base (19,5 % des salariés) viennent des services marchands, 15 % du bâtiment et des travaux publics (11,1 % des salariés) et 6,5 % des industries de biens d'équipement (12,9 % des salariés).

D'une année sur l'autre, on observe que l'écart se creuse entre les activités les plus touchées et celles qui le sont moins.

L'étude de l'UNEDIC analyse aussi les « entrées » en chômage (allocation de base et allocation spéciale) suivant la taille des entreprises : 25,8 % - contre 18,8 % un an plus tôt - viennent d'établissements employant moins de 5 salariés, où l'on trouve de nombreuses sociétés du bâtiment et de l'habillement en proie à des difficultés conjoncturelles ou structurelles ; en revanche 8,8 % viennent des entreprises de 500 salariés et plus -

contre 11 % l'année précédente. - ces grands employeurs ayant eu davantage recours aux conventions de préretraite, aux contrats de solidarité et aux conventions F.N.E.

Enfin, parmi les motifs de rupture de contrat de travail, 50,4 % des entrées en allocation de base (44,9 % en 1980-1981) sont devenus chômeurs à la fin d'un contrat à durée déterminée ; 7,4 % le sont devenus à la fin d'une mission d'intérim.

Plus de 60 % retrouvent un emploi

Dans un deuxième volet, l'étude de l'UNEDIC aborde le cas des personnes qui ont quitté définitivement le régime d'indemnisation.

Si, entre le 1^{er} octobre 1981 et le 30 septembre 1982, 37 446 personnes sont « sorties » du chômage en bénéficiant de la garantie de ressources, 1 329 061 autres ont cessé d'être indemnisées « sans reprise ultérieure », comme le précise l'UNEDIC. C'est-à-dire qu'il s'est agi non d'une interruption ou d'un changement d'allocations, mais d'une fin d'indemnisation.

Ce chiffre est d'autant plus considérable qu'il est en progression de 20,9 % sur 1980-1981 et explique, en partie, que les statistiques du chômage soient restées stables alors qu'on enregistrerait un allongement de la durée d'inscription à l'A.N.P.E.

Chiffre important, en outre, puisque 61 % des « sortants » (59 % en 1980-1981) ont retrouvé un emploi, les autres étant soit pris en charge par la Sécurité sociale (44 972 personnes) ou arrivés en fin de droits (98 687 personnes), soit encore partis pour cause de service national, de formation, de décès ou de radiation (370 705 personnes).

Mais ces indications sont affaiblies par d'autres paramètres. Ainsi, parmi ces « sorties » du chômage indemnisé en 1981-1982, la durée moyenne de chômage est de 276 jours, soit 31 jours en plus que l'année précédente. Cette durée moyenne varie encore selon le type d'allocation (de 147 jours pour un bénéficiaire d'allocation spéciale à 660 jours pour un bénéficiaire d'allocation de fin de droits), l'âge (50,1 % des sortants ont 24 ans ou moins) et le sexe.

Les bénéficiaires les plus qualifiés restent moins longtemps chômeurs s'ils sont jeunes, et plus longtemps s'ils sont âgés. Mais au-delà de 50 ans la sortie du chômage, pour reprise du travail est en moyenne relativement plus « rapide » pour un manœuvre ou un ouvrier spécialisé que pour un cadre technique ou administratif, quoique pour ces tranches d'âge on ne trouve guère de durée moyenne d'indemnisation inférieure à 260 jours. En moyenne, ce sont d'ailleurs les jeunes qualifiés du tertiaire qui se reclassent le plus vite et, à qualification connue, les agents de maîtrise ou contremaîtres âgés

qui mettent le plus de temps (696 jours après 60 ans), en raison sans doute d'une qualification acquise sur le tas.

Le troisième volet de l'étude de l'UNEDIC, consacré aux « chômeurs en cours d'indemnisation », montre qu'au 30 septembre 1982 ceux-ci étaient 1 364 259, soit une augmentation de 7,6 % par rapport au 30 septembre 1981.

D'une année sur l'autre, tous les types d'allocations avaient vu le nombre de bénéficiaires progresser, sauf l'allocation spéciale, en baisse de 19,7 %. L'ancienneté moyenne de ces chômeurs en cours d'indemnisation (324 jours) a augmenté de 32 jours, allant de 164 jours pour un bénéficiaire de l'allocation spéciale à 654 jours pour un bénéficiaire de l'allocation de fin de droits.

La moitié des indemnisés avaient moins de 30 ans, dont 53 % de femmes. Tous âges confondus, le nombre d'hommes en cours d'indemnisation a augmenté sur un an (+ 9,9 %), notamment parmi la catégorie des moins de 25 ans (+ 14,4 %) et les 35 à 40 ans (+ 18,1 %). A l'inverse, on observe une légère diminution du nombre des indemnisés de plus de 55 ans, qui reçoivent souvent une allocation spéciale, mais dont l'ancienneté moyenne a fait un bond de 101 jours par rapport à l'année précédente, atteignant 644 jours.

125 000 personnes, en outre, figuraient depuis plus de deux ans parmi les personnes indemnisées, contre 100 000 au 30 septembre 1981 et 60 000 au 30 septembre 1980.

Enfin, l'étude de l'UNEDIC fait apparaître des variations dans l'ancienneté moyenne suivant les régions : 265 jours pour le Limousin, 368 jours pour la Champagne-Ardenne, sans qu'une corrélation puisse être véritablement établie entre cette ancienneté et le taux de chômage de la région considérée.

A.L.

(1) Rappelons que sur la période étudiée, antérieure aux modifications apportées par le décret du 24 novembre 1982, l'allocation spéciale était versée pendant un an au maximum aux licenciés économiques. L'allocation de base était versée aux chômeurs ayant perdu involontairement leur emploi pendant 365 jours avant 50 ans, 791 jours entre 50 et 55 ans, 912 jours après 55 ans. L'allocation de fin de droits intervenait à l'épuisement des droits aux autres allocations. L'allocation de base était versée aux chômeurs ayant perdu involontairement leur emploi pendant 365 jours avant 50 ans, 791 jours entre 50 et 55 ans, 912 jours après 55 ans. Aucune allocation ne pouvait aller au-delà d'une durée d'indemnisation totale de trois ans pour les moins de 50 ans et de 5 ans pour les plus de 55 ans. L'allocation forfaitaire était versée pour une période pouvant aller jusqu'à un an aux chômeurs (jeune femme) n'ayant pas de référence de travail antérieur.

Au 30 septembre 1982, un chômeur indemnisé par l'allocation spéciale avait perçu en moyenne 131 822 F par jour par l'allocation de base 94 200 F ; en fin de droits 32 422 F, et en allocation forfaitaire 54 333 F.

CREDIT GRATUIT (9 MOIS)

DUNOD

introduction à la finance d'entreprise

PIERRE-ANDRÉ DUFIGOUR ET ANNE GAZENEL

Des exposés clairs et précis sur les principaux aspects financiers

Des exercices pratiques pour l'application.

DUNOD Entreprise - 81 F

RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE

MINISTÈRE DE L'ÉNERGIE ET DES INDUSTRIES PÉTROCHIMIQUES

ENTREPRISE NATIONALE DE RAFFINAGE ET DE DISTRIBUTION DES PRODUITS PÉTROLIERS « NAFTAL »

DIRECTION RÉALISATION, INFRASTRUCTURES ROUTE DES DUNES - CHERAGA-ALGER

AVIS D'APPEL D'OFFRES INTERNATIONAL OUVERT N° 08/83

L'entreprise nationale de raffinage et de distribution des produits pétroliers, direction réalisation infrastructures lance un appel d'offres international relatif à la fourniture :

- D'ÉQUIPEMENTS POUR GARAGE STATION-SERVICE
- VÉHICULE LÉGER - LOT N° 1
- DE TUBES GALVANISÉS - LOT N° 2

Cet appel d'offres est adressé aux seuls constructeurs, à l'exclusion des regroupements, représentants et autres intermédiaires et ce conformément aux dispositions de la loi n° 78-02 du 11 février 1978, portant monopole de l'Etat sur le commerce extérieur.

Les entreprises intéressées par ledit appel d'offres peuvent retirer le cahier des charges à compter de la date de parution du présent avis dans la presse, auprès de NAFTAL/D.R.I. département finances et information de gestion/service juridique, route des Dunes - Cheraga - Alger.

Les soumissions accompagnées des pièces réglementaires devront parvenir à l'adresse sus-indiquée sous double enveloppe cachetée.

L'enveloppe intérieure doit porter la dénomination ou raison sociale de l'entreprise ainsi que son siège social.

L'enveloppe extérieure doit être anonyme et ne porter que la mention « à ne pas ouvrir » soumission appel d'offres international n° 08/83.

Les offres doivent être déposées 45 jours à compter de la date de parution du présent avis dans la presse.

Les soumissionnaires resteront engagés par leurs offres pendant trois (3) mois.

RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE

MINISTÈRE DE L'ÉNERGIE ET DES INDUSTRIES PÉTROCHIMIQUES

ENTREPRISE NATIONALE DE RAFFINAGE ET DE DISTRIBUTION DES PRODUITS PÉTROLIERS « NAFTAL »

DIRECTION RÉALISATION, INFRASTRUCTURES ROUTE DES DUNES - CHERAGA-ALGER

AVIS D'APPEL D'OFFRES INTERNATIONAL OUVERT N° 08/83

L'entreprise nationale de raffinage et de distribution des produits pétroliers, direction réalisation infrastructures lance un appel d'offres international relatif à la fourniture :

- D'ÉQUIPEMENTS POUR GARAGE STATION-SERVICE
- VÉHICULE LÉGER - LOT N° 1
- DE TUBES GALVANISÉS - LOT N° 2

Cet appel d'offres est adressé aux seuls constructeurs, à l'exclusion des regroupements, représentants et autres intermédiaires et ce conformément aux dispositions de la loi n° 78-02 du 11 février 1978, portant monopole de l'Etat sur le commerce extérieur.

Les entreprises intéressées par ledit appel d'offres peuvent retirer le cahier des charges à compter de la date de parution du présent avis dans la presse, auprès de NAFTAL/D.R.I. département finances et information de gestion/service juridique, route des Dunes - Cheraga - Alger.

Les soumissions accompagnées des pièces réglementaires devront parvenir à l'adresse sus-indiquée sous double enveloppe cachetée.

L'enveloppe intérieure doit porter la dénomination ou raison sociale de l'entreprise ainsi que son siège social.

L'enveloppe extérieure doit être anonyme et ne porter que la mention « à ne pas ouvrir » soumission appel d'offres international n° 08/83.

Les offres doivent être déposées 45 jours à compter de la date de parution du présent avis dans la presse.

Les soumissionnaires resteront engagés par leurs offres pendant trois (3) mois.

nnisés ?

F.O. lance un appel à une « grève illimitée » dans les centres de tri de la région parisienne

A Paris, sept des quatorze bureaux-gares ambulants des P.T.T. ont effectué le tri du courrier ont été presque totalement bloqués, les 14 et 15 septembre, par une grève. Les syndicats C.G.T., C.F.D.T. et F.O. qui ont participé au mouve-

M. BERGERON : la participation de l'Etat à l'assurance-chômage sera « insuffisante »

« Je préfère un peu plus d'inflation que des tensions sociales qui risquent de tout mettre en cause, y compris les objectifs du gouvernement », a déclaré M. André Bergeron le 15 septembre lors d'un déjeuner de presse. Le secrétaire général de l'U.C.I.E.O. a demandé audacieusement au C.N.P.F. et invité ses fédérations à revendiquer l'ouverture de négociations salariales. Évoquant de nouveau, à propos du projet de budget de 1984, les risques de « désobésissance civile », il a évoqué ses craintes quant aux « réactions des salariés qui pourraient se situer en marge de l'action syndicale traditionnelle dans la mesure où les syndicats ne seraient pas assez attentifs à leurs préoccupations ».

Pour sa part, l'Union des cadres et ingénieurs U.C.I.E.O. a jugé le projet de budget « inéquitable, sans imagination et pervers dans ses effets : même si elle ne se marque pas de manière brutale, par exemple par une grève des impôts, la réaction interviendra au moment où les urnes recueilleront l'avis des « nouveaux riches ». M. Bergeron a noté que la subvention de l'Etat à l'UNEDIC passait de 29,1 milliards de francs en 1983 à 31,5 milliards en 1984, soit une hausse de 8,3 %.

« La participation de l'Etat », a commenté M. Bergeron, qui est également président de l'UNEDIC, sera moins forte qu'en 1983, et en tout état de cause « insuffisante » pour faire face aux besoins de l'assurance-chômage.

AGENCES : PUB : COPIES COULEURS

Qualité photographique professionnelle
ETRAVE 38 AV. DAUMESNIL PARIS 12^e ☎ 347 21 32

LA DIX-HUITIÈME CONFÉRENCE DES MINISTRES CHARGÉS DES AFFAIRES FAMILIALES DU CONSEIL DE L'EUROPE

« Revaloriser avant tout le rôle des personnes âgées dans la famille »

Copenhague. — La dix-huitième conférence des ministres chargés des affaires familiales, organisée par le Conseil de l'Europe du 6 au 8 septembre à Copenhague, a été centrée sur « le rôle des personnes âgées dans la famille, dans la perspective de la société des années 80 », une question qui préoccupe de façon croissante les vingt et un États membres de l'Assemblée.

Durant la période qui a suivi la seconde guerre mondiale, la plupart des pays européens ont, avec des nuances, mis en chantier des politiques du troisième et du quatrième âges, souvent généreuses, parfois même ambitieuses. Toutefois, ils n'avaient pas prévu un certain nombre de facteurs qui aujourd'hui menacent la solidité des programmes engagés : le premier est une forte baisse des naissances ; le second, le vieillissement rapide des populations, auquel n'échappe qu'une minorité d'États (Irlande, Grèce, Turquie, Portugal).

Le troisième est le relâchement des liens familiaux allant de pair avec le développement de l'urbani-

smation (bien des personnes âgées, qui jouissent de ressources suffisantes et d'un confort très acceptable, se sentent cependant malheureuses parce qu'isolées). Enfin le quatrième facteur, le plus important peut-être, est la crise économique mondiale qui risque d'obliger les gouvernements des pays les plus riches (tel l'Allemagne fédérale) à procéder à des révisions sociales déshabituées et à des compressions financières qui, fatalement, retomberont aussi sur ceux qu'on appelle les « anciens ».

Une bouée de sauvetage

Dans une telle conjoncture, la famille apparaît un peu comme une bouée de sauvetage, qui pourrait permettre de faire d'une pierre deux coups. Demander, par exemple, aux plus jeunes d'aider davantage leurs parents ou grands-parents, ne serait-ce pas à la fois permettre au Trésor public d'effectuer des économies et aussi combler le besoin d'affection et de communication des plus vieux et également de leurs enfants et

De notre correspondante

petits-enfants auxquels ils peuvent aussi beaucoup apporter et, même s'ils sont valides, rendre des services, ce qu'on a parfois eu le tort d'oublier.

Cette conférence a eu non seulement le mérite d'aborder ces différentes questions mais de les poser à fond. A travers les rapports présentés par les gouvernements participants, dans le cadre de la préparation — remarquable — de la conférence, il ressort surtout que la plupart des personnes âgées, quand elles ne vivent pas avec leurs enfants, ont le désir d'habiter dans la même ville ou, au moins, à proximité d'un ou plusieurs membres de leur famille, un souhait qui n'est pas toujours facile à réaliser.

Dans leur communiqué final, les vingt et un participants ont souligné la nécessité de « revaloriser avant tout le rôle des personnes âgées dans la famille » et ont demandé aux médias d'essayer de promouvoir une image plus positive des personnes âgées et de la contribution qu'elles peuvent apporter à la société (éducation des enfants, transmission des connaissances et des va-

leurs culturelles, etc.). Les participants ont également insisté sur le fait que les pouvoirs publics, quand ils ne l'ont pas déjà fait, devraient envisager d'accorder certaines facilités et compensations financières aux enfants qui prendraient en charge leurs parents ou leurs grands-parents, malades ou invalides (abattement d'impôts, congés, allocations).

La délégation des Pays-Bas a suggéré d'établir une carte européenne permettant aux personnes ayant atteint l'âge de la retraite de bénéficier, quand elles sont à l'étranger, des avantages dont jouissent les nationaux du pays où elles se trouvent (réduction dans les transports, certaines salles de spectacle, etc.).

Le docteur Benoist, secrétaire d'Etat auprès du ministre des affaires sociales, chargé des personnes âgées, qui, avec Mme Dufour, dirigeait la délégation française, a défendu un projet de création d'un carnet de santé européen qui offrirait des garanties aux personnes âgées qui pourraient tomber malades au cours d'un déplacement ou d'un séjour hors frontières.

CAMILLE OLSEN.

LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

	COURS DU JOUR		UN MOIS		DEUX MOIS		SIX MOIS	
	+ bas	+ haut	Rep. + ou Dép. -	Rep. + ou Dép. -	Rep. + ou Dép. -	Rep. + ou Dép. -	Rep. + ou Dép. -	Rep. + ou Dép. -
5 E.-U.	8,0800	8,0800	+ 155	+ 190	+ 325	+ 370	+ 865	+ 985
5 can.	6,5500	6,5500	+ 155	+ 205	+ 330	+ 385	+ 890	+ 1010
Yen (100) ..	3,3025	3,3125	+ 145	+ 165	+ 305	+ 335	+ 910	+ 970
DM 1	3,0200	3,0225	+ 160	+ 190	+ 335	+ 360	+ 960	+ 1015
France 1	2,7015	2,7040	+ 135	+ 155	+ 285	+ 300	+ 795	+ 845
F.R. (100) ...	14,9650	14,9800	+ 230	+ 360	+ 490	+ 660	+ 1340	+ 1770
ES 1	3,7170	3,7200	+ 240	+ 270	+ 505	+ 540	+ 1435	+ 1510
L (1 000)	5,0430	5,0475	- 220	- 180	- 460	- 600	- 1460	- 1330
£ 1	12,1000	12,1100	+ 255	+ 325	+ 540	+ 635	+ 1575	+ 1780

TAUX DES EURO-MONNAIES

	9 7/16	9 13/16	9 11/16	10 1/16	9 3/4	10 1/8	10 1/16	10 7/16
SE-U.	5 1/4	5 3/4	5 7/16	5 13/16	5 1/2	5 7/8	5 3/4	6 1/4
DM 1	6 3/4	6 1/4	5 15/16	6 1/4	6 1/16	6 7/16	6 5/16	6 11/16
F.R. (100) ...	2 3/4	2 1/4	2 1/4	2 1/4	2 3/8	2 3/8	2 1/2	2 1/2
ES 1	2 3/4	2 3/4	2 3/4	2 3/4	2 3/4	2 3/4	2 3/4	2 3/4
L (1 000)	15 3/4	17 1/4	16 3/4	17 3/4	17 1/8	18 1/8	18 1/4	19 1/4
£ 1	8 1/2	8 7/8	9 1/2	9 7/8	9 1/2	9 7/8	9 11/16	10 1/16
R. franc.	12 1/4	12 1/2	12 1/2	12 7/8	13 1/2	13 7/8	16 1/8	16 1/2

Ces cours pratiqués sur le marché interbancaire des devises nous sont indiqués en fin de matinée par une grande banque de la place.

Décidez. Nixdorf vous soutient.



Les structures de décision sont en train de changer. L'information que reçoit et gère votre entreprise doit se gérer au plus près. De haut en bas de l'échelle des responsabilités, davantage de concertation devient nécessaire. Pour décider, les dirigeants doivent aujourd'hui aller sur le terrain. Et l'informatique doit les y suivre.

Cette souplesse est notre règle. Plus que tout autre constructeur, nous avons cru à l'informatique au poste de travail. Plus que tout autre nous parlons à l'utilisateur final de l'informatique, le langage de son application. Nous contribuons à l'efficacité de vos décisions.

Nixdorf Computer S.A. 743, boulevard de Courbevoie, 92200 Neuilly-s/Seine. Tél.: 747.12.70.
Nixdorf Computer Lyon S.A. 83-85, av. Félix-Faure, 69003 Lyon. Tél.: (7) 860.00.91.

NIXDORF
COMPUTER

هكذا من الاجل

(Publicité)

Ville de PAVILLONS-SOUS-BOIS, le 29 juin 1983 le conseil délibère :
Demande à M. le préfet, commissaire de la République de la Seine-Saint-Denis, la constitution d'un groupe de travail compétent en matière de sites et chargé d'établir le projet délimitant les zones de publicité autorisées.
Le groupe de travail sera présidé par le maire.
Sont désignés comme membres représentant le conseil municipal :
M. BOUSCARAT - M. Michel DUSEAU - M. WECKER
Pour extrait conforme,
le Maire, Serge CANTONI.

INFORMATIQUE La raison

Métier d'avenir, intégré aux réalités actuelles où la position du demandeur d'emploi est souvent confortable.
Rémunération élevée, des offres d'emploi très nombreuses, mais quel sera l'impact de l'évolution des techniques sur la nature des besoins des entreprises ?

Voir page 33

NOIR C'EST NOIR BLANC C'EST BLANC

Quelle que soit la qualité des originaux, le contrôle automatique de l'exposition des copieurs Toshiba donne des aplats noirs, bien noirs, des blancs vraiment blancs. Un microprocesseur analyse la lumière réfléchie par l'original et détermine alors l'exposition optimale.

Un copieur intelligent, c'est original.

TOSHIBA

DES COPIEURS ORIGINAUX

IMPORTATEUR EXCLUSIF SYSTEMES 12 BIS RUE CHRISTOPHE-COLOMB 75008 PARIS.
Tél. : 723 97 03 / 723 36 11. STAND SICOE 5602 NEVALES ZONE F.

Le Monde

dimanche

dans son numéro du 18 septembre public :

Les incertitudes des jeunes juges

(une enquête de Patrick Chastanier)

- Les disparus de Redon
- Les robots sont-ils sûrs ?
- Gustave Aimard, romancier et coureur des bois.
- La nouvelle femme selon Elisabeth Badinter.
- Une nouvelle de Gunther Kunert, et ses chroniques habituelles.

Le placement sans tuites : la Pierre avec Revenus-Pierre.

Achetez des parts de Revenus-Pierre (moins de 2.000 F la part) : vous placez votre argent dans un patrimoine d'immobilier loué à des entreprises. Vous profitez des avantages suivants :

- l'absence de tout souci de gestion ;
- des revenus réguliers, versés tous les 3 mois ;
- des revenus croissants, provenant de loyers indexés ;
- des revenus sûrs, car payés par plus de 110 locataires ;
- un capital périodiquement réévalué après expertise des immeubles.

une sécurité, celle du groupe de la Compagnie Bancaire. Avec Revenus-Pierre, constituez-vous un patrimoine Pierre solide et diversifié.

Revenus-Pierre
compagnie bancaire
5, avenue Kléber
75798 Paris Cedex 16
Notre n° d'appel gratuit : 16.05.10.15.20

Revenus-Pierre est une société civile de placement immobilière dont la note d'information a reçu de la C.G.C. le visa SCA n° 83.19 du 13.08.83

Demande de documentation
à retourner à Revenus-Pierre, 5, avenue Kléber, 75798 Paris Cedex 16
Sans aucun engagement de ma part, je désire recevoir gratuitement une documentation qui me permettra d'en savoir plus sur Revenus-Pierre.

Nom _____
Prénom _____
Adresse _____
Code postal _____ Ville _____
Tél. (domicile) _____ (bureau) _____

AD2 MON

ÉTRANGER

Le développement du tiers-monde a subi un coup de frein considérable en 1982

souligne la Banque mondiale

La persistance de la récession dans les pays industriels a fortement limité la croissance des pays du tiers-monde et leur développement a subi le coup de frein le plus brutal jamais enregistré depuis la création de la Banque mondiale, souligne cette institution dans son rapport annuel.

A propos des échanges commerciaux des pays en développement, la Banque mondiale indique que « le prix en dollars des produits de base qu'ils ont exportés a baissé de 13,2 % en 1982 », avec des baisses de valeur unitaire de 35 % et davantage pour certains produits. Pour l'ensemble de la période 1980-1982, les prix à l'exportation des produits de base des pays en développement ont baissé de 25 %, alors que les prix des produits de base exportés par les pays industriels n'ont baissé que de moitié environ. Quant aux exportations de marchandises des pays en développement, elles ont augmenté de moins de 2 % en 1982, soit à un rythme bien inférieur à ceux enregistrés avant 1980 - (8,1 % entre 1973 et 1980).

En ce qui concerne l'endettement de ces pays, le rapport souligne que « le pourcentage des recettes d'exportation que l'ensemble des pays en développement a dû consacrer au service de la dette est passé de 13,6 % en 1980 à 20,7 % en 1982 ». La Banque mondiale rappelle qu'environ 70 % de la dette des pays en développement sont libellés en dollars et souligne que, du fait de l'augmentation des commissions liées aux

opérations de réacheminement, celles-ci ne font, en définitive, que différer la charge des remboursements et accroissent le montant global des intérêts à verser.

En ce qui concerne son activité, la Banque mondiale indique que le montant de ses prêts a atteint un nouveau record à 11 136 millions de dollars pendant l'exercice 1983 (soit le 30 juin dernier), soit une augmentation de 8 % par rapport à celui, déjà sans précédent, de 10 330 millions de dollars enregistré au titre de l'exercice 1982.

Au total, 136 prêts ont été accordés à 43 des 144 pays membres de la Banque, contre 150 et 43 respectivement lors du précédent exercice. Pour l'Association internationale de développement (AID), filiale de la Banque spécialisée dans les prêts sans intérêt à très long terme, le montant des engagements s'est élevé à 3 341 millions de dollars, soit une augmentation de 24 % en un an (2 686 millions de dollars pour l'exercice précédent) ; il s'est réparti entre 107 crédits destinés à 44 des 131 Etats membres (contre 97 et 42 respectivement pour l'exercice précédent).

Les emprunteurs les plus actifs ont été le Brésil, l'Indonésie et l'Inde, auprès de la Banque mondiale, et l'Inde, le Bangladesh et le Pakistan auprès de l'AID. Les prêts de la Banque mondiale et de l'AID ont permis de financer environ 34 % du coût des projets dont le montant total peut être calculé.

30 milliards de dollars de déficit courant

Toutefois, alors que les stocks des entreprises ont augmenté de 0,2 % en juillet (- 0,3 % en juin), les intentions d'achats des consommateurs sont en recul marqué. Selon la Conférence board, institut pétrolier d'études économiques, l'indice de confiance en l'économie (base 100 en 1969-1970) est resté stable à 84,2

AUX ÉTATS-UNIS

La production industrielle a augmenté de 0,9 % en août

en août, mais celui des intentions d'achats (même base) est tombé de 100,5 en juillet à 89,3.

Le déficit de la balance des paiements constants américaine a atteint, au deuxième trimestre 1983, le montant record de 9,7 milliards de dollars contre 3,6 milliards de janvier à mars. Cette aggravation du déficit est due principalement à une importante augmentation du déficit commercial, qui est passé de 8,8 milliards au premier trimestre 1983 à 14,7 milliards au deuxième, à la suite d'une augmentation de 5,3 milliards des importations et d'une diminution de 0,6 milliard des exportations.

Le précédent record du déficit courant avait été établi au quatrième trimestre de 1982 (- 6,6 milliards de dollars). Durant le deuxième trimestre de l'an dernier, la balance avait enregistré un excédent (+ 1,4 milliard). Selon le secrétaire au commerce, M. Baldrige, le déficit courant atteindra probablement le montant record de 30 milliards de dollars cette année, le double du précédent enregistré en 1978 (- 15,5 milliards de dollars) et le triple de celui de 1962 (- 11,2 milliards). Une reprise des exportations - passées de 4,8 à 14,7 milliards - par un dollar plus faible, une accélération de la croissance dans d'autres pays industrialisés et la solution des problèmes de dettes des pays en développement.

BUDGET

Comment varieront les divers impôts

Les mesures budgétaires annoncées à la fin du conseil des ministres de mercredi 14 septembre continuent de susciter des réactions. Les syndicats de la direction générale des impôts (F.O., C.F.D.T. et Syndicat national unifié) protestent contre la décision de ne créer aucun emploi en 1984, et annoncent des actions pour demander un renforcement des effectifs dans la lutte contre la fraude fiscale. Le bureau confédéral de la C.F.T.C. estime que les

mesures fiscales seront plus lourdes qu'on ne l'a annoncé, et qu'elles vont frapper durement les familles. Ces mesures ne sont pas « justes » et sont « exagérées », a estimé de son côté M. Krasucki, secrétaire général de la C.G.T., (nos dernières éditions datées du 18 septembre), qui considère que l'affaire n'est pas réglée et que le Parlement aura la possibilité d'intervenir. Nous donnons ci-dessous un tableau sur les variations des divers impôts.

(en millions de francs)

NATURE DES RECETTES	Résultats 1982	Evaluations révisées pour 1983	Projet de loi des finances 1984	Progression 1983/1982 %	1984/1983 %
I - RECETTES FISCALES					
Impôt sur le revenu	162 332	182 880	203 615	+ 12,6	+ 11,3
Autres impôts directs	82 053	79 308	87 167	+ 4,7	+ 12,3
Enregistrement, timbre et bourse	72 354	81 680	87 167	+ 12,8	+ 6,7
Produits des douanes	46 559	50 800	48 750	+ 9,1	- 4
Taxe sur la valeur ajoutée	61 674	68 080	77 851	+ 10,3	+ 14,3
Taxe sur les valeurs ajoutées	349 685	389 700	415 840	+ 11,4	+ 6,7
Autres impôts indirects	23 780	25 150	25 867	+ 5,7	+ 2,8
Total du chapitre I	799 637	877 590	948 185	+ 9,7	+ 8
II - RECETTES NON FISCALES					
III - PRÉLÈVEMENTS au profit des collectivités locales et de la C.E.E.	53 248	49 276	54 002	- 7,5	+ 9,6
Total des recettes du budget général (chap. I à III)	773 598	827 042	894 298	+ 6,9	+ 8,1
IV - A déduire :					
Remboursements et dégrèvements	- 63 518	- 69 600	- 73 520	+ 9,6	+ 5,6
Taxe sur les salaires versée par l'Etat à lui-même	- 4 504	- 4 959	- 5 309	+ 10,1	+ 7
Total des recettes nettes (chap. I à IV)	705 576	752 483	815 469	+ 6,6	+ 8,4
Recettes fiscales nettes (I à IV)	652 328	703 207	761 467	+ 7,8	+ 8,3

ÉNERGIE

L'OPEP doit maintenir ses prix et ses quotas de production de pétrole

Le redressement du marché du pétrole brut est encore trop fragile pour que l'OPEP (Organisation des pays exportateurs de pétrole) puisse décider d'augmenter le prix de référence de son « brut » (29 dollars par baril) ou de relever le plafond de production (17,5 millions de barils par jour), fixés tous deux en mars dernier, ont estimé jeudi 15 septembre les quatre ministres du pétrole qui forment le comité de surveillance de l'OPEP (1).

Le président du Comité, M. Al Otaibi, a précisé que le plafond de 17,5 millions de barils/jour pourrait être maintenu jusqu'au second trimestre de 1984, car, si les conditions actuelles se maintiennent, il n'y a pas de possibilité d'accroître la production.

Rejoignant que la production de l'OPEP dépasse actuellement le plafond d'un peu plus d'un demi-million de barils par jour, le comité a annoncé qu'il s'entretiendrait avec les pays indisposés (Arabie Saoudite, Iran et Nigéria) selon des sources proches de l'OPEP, afin de les convaincre de respecter leurs engagements.

Le redressement du marché du pétrole brut est encore trop fragile pour que l'OPEP (Organisation des pays exportateurs de pétrole) puisse décider d'augmenter le prix de référence de son « brut » (29 dollars par baril) ou de relever le plafond de production (17,5 millions de barils par jour), fixés tous deux en mars dernier, ont estimé jeudi 15 septembre les quatre ministres du pétrole qui forment le comité de surveillance de l'OPEP (1).

Le président du Comité, M. Al Otaibi, a précisé que le plafond de 17,5 millions de barils/jour pourrait être maintenu jusqu'au second trimestre de 1984, car, si les conditions actuelles se maintiennent, il n'y a pas de possibilité d'accroître la production.

Rejoignant que la production de l'OPEP dépasse actuellement le plafond d'un peu plus d'un demi-million de barils par jour, le comité a annoncé qu'il s'entretiendrait avec les pays indisposés (Arabie Saoudite, Iran et Nigéria) selon des sources proches de l'OPEP, afin de les convaincre de respecter leurs engagements.

M. Marchelli, délégué général de la C.G.C., craint que « le vent de révolte qui se lève n'aille jusqu'au refus du paiement de l'impôt ». Lors d'un dîner-débat le 15 septembre à Mulhouse, il a précisé qu'un tel mouvement ne viendrait pas de la C.G.C., « car nous sommes trop respectueux de la légalité républicaine ». Auparavant, devant la presse, M. Marchelli avait dénoncé l'« incompétence » de M. Manroy, un « excellent prédicateur », mais qui ne mérite pas d'être premier ministre. (Corresp.)

ERRATUM. - Dans nos précédentes éditions, une erreur typographique s'est glissée, page 32, dans l'article « Impôt sur le revenu », rubrique Déductions forfaitaires pour frais professionnels. Il était écrit que les déductions forfaitaires seraient réduites, mais seulement à partir du 1^{er} janvier 1984, avec effet sur les impôts payés en 1983. Bien entendu, il fallait lire « sur les impôts payés en 1985 ». La correction a été faite en seconde édition.

Le Monde
RÉALISE CHAQUE SEMAINE
UNE SÉLECTION
HEBDOMADAIRE
spécialement destinée à nos lecteurs résidant à l'étranger
Exemplaires spécimens sur demande

BILAN HEBDOMADAIRE DE LA BANQUE DE FRANCE

Principaux postes soumis à variation (en milliards de francs)

ACTIF	16-9-1983
1) OR ET CRÉANCES SUR L'ÉTRANGER	376 071
dont :	
Or	280 740
Disponibilités à vue à l'étranger	27 167
ECU	74 287
Avances au Fonds de stabilisation des changes	13 881
2) CRÉANCES SUR LE TRÉSOR	11 078
dont :	
Concours au Trésor public	5 700
3) CRÉANCES PROVENANT D'OPÉRATIONS DE REFINANCEMENT	202 786
dont :	
Effets escomptés	84 987
4) OR ET AUTRES ACTIFS DE RÉSERVE À RECEVOIR DU FÉCOM	74 283
5) DIVERS	6 577
Total	671 595
PASSIF	
1) BILLETTS EN CIRCULATION	187 081
2) COMPTES CRÉDITEURS EXTÉRIEURS	11 304
3) COMPTE COURANT DU TRÉSOR PUBLIC	8 448
4) COMPTES CRÉDITEURS DES AGENTS ÉCONOMIQUES ET FINANCIERS	76 634
dont :	
Comptes courants des établissements autorisés à la constitution des réserves	25 076
5) ECU A LIVRER AU FÉCOM	73 964
6) RÉSERVE DE RÉVALUATION DES AVOIRS PUBLICS EN OR	308 114
7) CAPITAL ET FOND DE RÉSERVE	2 885
8) DIVERS	8 995
Total	671 595



13^e

BIENNALE INTERNATIONALE DES ANTIQUITÉS

17 septembre - 9 octobre 1983
Sous le patronage de l'Office du Tourisme de Florence

15 SEPT

Nepositi

LA VIE DE
SUCRE UNION-EXPANSO. — Sucre

GROUPE VICTOIRE. -
gnies d'assurances Abeille-
Abeille-Paris Vie, filiales du
votre, qui détiennent déjà 25
de la société Cennive, cavi-
tor leur participation à 43,8
ration sera réalisée conjointe-
l'immobilière constructrice
laquelle détendra 11,10 %
acquérant un total de 143
cette dernière auprès de la
et commerciale de Paris, au-
par action Cennive.

COURS DU DOLLAR A TOKYO

dans nos dernières éditions, nous pourrions
derniers cours. Dans ce cas ceux-ci figure

La Chambre syndicale a décidé de prolonger, après la clôture, la cotation des valeurs ayant été exceptionnellement l'objet de transactions entre 14 h. 15 et 14 h. 30. Pour cette raison, nous ne pouvons plus garantir l'exactitude des derniers cours de l'après-midi.

[illegible]

COTE DES CHANGES	COURS DES BILLETS AUX GUICHETS	MARCHÉ LIBRE DE L'OR
------------------	-----------------------------------	----------------------

MARCHÉ OFFICIEL	COURS par	COURS 15/8	Achat	Vente	MONNAIES ET DEVISES	COURS prec.	COURS 15/8
Ecu-Us (6 IS)	8 103	8 066	7 840	8 240	Or (en Paie en barres)	106300	1057
Altairage (100 DM)	302 210	300 150	280	310	Or (en lingot)	106050	1057
Belleme (100 F)	14 873	14 200	15 300		Pièce Française (20 fr)	685	400
Belgique (100 F)	270 100	270 230	258	276	Pièce Française (10 fr)	419	419
Bolivar (100 Bs)	64 230	64 020	60	65	Pièce Française (5 fr)	677	672
Canada (100 Can)	108 670	109 200	105	112	Pièce Française (20 fr)	657	655
Danmark (100 kr)	12 090	12 103	11 550	12 350	Souverain	815	805
Grande-Bretagne (1 £)	8 740	8 730	8	10 100	Pièce de 20 dollars	4270	4060
Grèce (100 drachmes)	6 051	5 050	4 707	5 200	Pièce de 10 dollars	2500	1200
Inde (1 000 Rupee)	371 820	371 820	359	389	Pièce de 5 dollars	1250	1200
Italie (1 000 lire)	102 500	102 350	99	106	Pièce de 100 dollars	4305	420
Jaune (1000 lire)	42 294	43 018	41 900	43 800	Pièce de 10 florins	685	680
Austrie (100 sch)	5 310	5 315		6 800			
Espagne (100 pes)	5 900	5 945	5 500	8			
Portugal (100 esc)	6 574	6 571	6 280	6 620			
Canada (100 Can)	3 316	3 311	3 170	3 330			

